

# LE MONDE

## diplomatique

LE MONDE  
N° 269 - 23<sup>e</sup> année  
AOUT 1976

N° 269 - 23<sup>e</sup> année

La contestation  
dans l'armée  
aux États-Unis  
et en  
Europe occidentale

(Pages 3 et 3.)

Prix : 5 F  
Algérie : 5,00 DA  
Canada : 1,50 \$  
Espagne : 80 pes.  
Italie : 650 lire  
Abonnements : voir tarif page 38.  
Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09

## Obstination

Par CLAUDE JULIEN

**F**AUT-IL s'indigner que les puissances, réunies à Porto-Rico, définissent une attitude commune face aux revendications du tiers-monde ? Faut-il s'étonner que, profitant de l'occasion, quatre d'entre eux s'accordent à refuser toute aide à un gouvernement italien auquel participeraient les communistes ? Sur un autre plan, le raid d'Entebbe justifiait-il une aussi profonde émotion ?

Fût-ce avec éclat, chacun de ces trois événements ne constitue rien d'autre que la confirmation d'une politique constante. A la lumière de ce qui se passe depuis des années, ils ne comportent en fait rien qui puisse surprendre. La nouveauté serait que les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon se lancent dans une coûteuse compétition pour courir les pays pauvres, que les régimes capitalistes consentent des sacrifices économiques à l'expansion du communisme sur le Vieux Continent, que l'État d'Israël boisse les bras devant le terrorisme.

Condamnation sévère ou approbation enthousiaste, la vivacité des réactions a conféré aux trois événements une importance qu'ils ne sauraient avoir. Si spectaculaires qu'ils apparaissent à première vue, ils ne méritent ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Très prosaïquement, ils appartiennent à l'ordre naturel des choses. Dans le blâme comme dans l'éloge, toute mesure témoigne d'une profonde méconnaissance des véritables enjeux.

UNE seule question se pose en effet : les décisions qui ont suscité tant de passions peuvent-elles modifier le cours de l'histoire ? Aucune déclaration d'intention ne fonde une effective solidarité des pays riches devant les drames du tiers-monde. Une action concertée découle de la prise de conscience d'intérêts communs — et grandes restent les rivalités entre nations industrialisées. D'où leur impuissance, depuis un quart de siècle, à définir un programme cohérent pour remédier à un déséquilibre dont elles peuvent, tout au plus, constater qu'il ne cesse de s'aggraver. Elles laissent faire l'histoire plus qu'elles ne croient la faire. Incapables de changer de cap, elles recourent à des opérations de retardement qui ne sauraient leur épargner les déconvenues.

De même, les dizaines de millions de dollars illégalement accordés par la C.I.A. et par les compagnies pétrolières à la démocratie chrétienne n'ont pas empêché, en Italie, une dégradation qui explique en grande partie la progression des communistes. A supposer que ces derniers accèdent un jour au pouvoir, rien ne garantit que les puissances occidentales jugeront possible et souhaitable de traduire en actes les propos de M. Helmut Schmidt : les gouvernements ont, sur les événements, moins de prise que leurs propos ne pourraient le faire croire.

Enfin, voilà bien longtemps qu'Israël multiplie les raids antiterroristes sans avoir, tant s'en faut, réduit le niveau de la violence déchaînée contre lui. Les représailles n'ont jamais réglé un problème de fond. Tout au plus accordent-elles un répit, qui prélude à une nouvelle étape dans l'escalade.

**S**UR tous les plans, les nations qui occupent la vedette en sont ainsi réduites à des expédients dont elles attendent, ou mieux, sans illusion, un sursis. Faut-il s'attaquer à la racine du mal, elles savent qu'elles laissent celui-ci s'envenimer. Mais elles n'ignorent pas ce que leur coûterait une sérieuse remise en question, une « révision déshonorante », un coup de barre, et préfèrent ne pas porter trop loin dans l'avenir leur regard inquiet. Politique au jour le jour, sans conception d'ensemble.

Là encore, faudrait-il s'indigner de cette courte vue ? Ou au contraire en célébrer le réalisme terre à terre ? Réactions morales qui ignorent les faits ténus dans le fil de l'histoire. Les décisions de Porto-Rico ou de Jérusalem ne modifient rien aux évolutions qui ont plongé le tiers-monde dans le chaos économique, l'Italie dans le marasme et le Proche-Orient dans la violence. Dans les trois cas, vingt-cinq ans d'histoire expliquent l'inevitable détérioration. S'il n'est pas nécessaire de réussir pour persévérer, un si long échec devrait suffire à indiquer qu'il est grand temps de revoir l'analyse et de changer de méthode.

## Moyen d'asservissement ou instrument de libération

## L'INFORMATION DANS LE TIERS-MONDE

Par GERMAN  
CARNERO ROQUE \*

**L**E 25 novembre 1975, une nouvelle nation indépendante faisait son apparition en Amérique latine : la République du Surinam. D'une superficie semblable à celle de l'Uruguay ou de l'Équateur, l'ex-Guyane hollandaise occupe le troisième rang dans la production mondiale de bauxite. Proche du Brésil et du Venezuela, son importance géopolitique est indéniable. Pourtant, l'avènement de la nouvelle République n'a reçu qu'une place insignifiante dans la grande presse du continent latino-américain.

Dans une étude (1) présentée au séminaire sur « le rôle de l'information à l'intérieur du nouvel ordre international » organisé à Mexico du 24 au 28 mai dernier par l'Institut latino-américain d'études transnationales (2), Fernando Reyes Matta cite cet exemple pour montrer à quel point le colonialisme culturel pèse sur les grands moyens d'information de l'Amérique latine. Analysant la façon dont seize des plus importants journaux de la région, publiés dans treize pays latino-américains, traitent l'information, Reyes Matta constate que, entre le 24 et le 27 novembre 1975, l'accession du Surinam à l'indépendance n'a eu droit qu'à 3 % du volume des nouvelles de l'étranger publiées dans ces journaux. Et, bien sûr, ces 3 % étaient « couverts » intégralement par des agences transnationales, en particulier les agences nord-américaines U.P.I. (United Press International) et A.P. (Associated Press) et, dans une moindre mesure, par l'A.F.P. et Reuters.

Pendant ces mêmes quatre jours, 70 % de l'information sur l'étranger, fournie elle-même à 90 % par les quatre agences transnationales citées, provenaient de sources émanant de pays industrialisés. Et l'on est en droit de se demander avec

l'auteur combien de temps devra encore s'écouler pour que la grande majorité de la population latino-américaine (travailleurs manuels, étudiants et même travailleurs intellectuels) prenne conscience du fait qu'il existe un nouveau pays indépendant sur le continent.

Cet exemple éloquent reflète une réalité commune à tous les peuples sous-développés, qu'ils soient africains, asiatiques ou latino-américains. Le tiers-monde

### La communication à sens unique

**C**ETTE dépendance se manifeste tout spécialement par le contrôle exercé sur la circulation de l'information par les grandes agences de presse transnationales (principalement les quatre déjà citées) qui opèrent sans aucune entrave dans la plupart des pays sous-développés et leur imposent, au moyen de la manipulation de la nouvelle, une interprétation particulière de la réalité conforme aux intérêts impérialistes. Elle s'exerce aussi grâce à la maîtrise de la technologie des moyens d'information et de communication, par exemple les systèmes de communication par satellite qui se trouvent aux mains des grands complexes internationaux.

Armand Matielart analyse dans un livre

\* Journaliste péruvien, attaché de presse à l'ambassade du Pérou en France. Il a occupé précédemment une charge similaire auprès des organismes internationaux à Genève. Les points de vue exprimés par M. Carnero Roque dans cet article ne reflètent pas nécessairement ceux du gouvernement de son pays.

souffrir, dans le domaine spécifique de l'information, et plus généralement en matière de communications, d'une dépendance aussi semblable en tout point à celle qu'il subit aux plans politique et économique. Cette dépendance est une partie intégrante et décisive du système de domination impérialiste, elle est aussi l'une des conditions de sa survie, impossible en effet de concevoir la permanence des mécanismes de domination économique et politique dans le tiers-monde sans la formidable appui que lui offre un système d'assujettissement sophistiqué et efficace au niveau de l'information et des communications.

(Lire la suite page 5.)

(1) Fernando Reyes Matta : *L'Amérique latine éblouie par l'information*, publié par l'Institut latino-américain d'études transnationales érigé à Mexico.  
(2) Organisé avec le concours de la Fondation suédoise Dag-Hammarskjöld, sous le patronage du Forum du tiers-monde, le séminaire a réuni près de quarante spécialistes en communications venues du monde entier.  
(3) Armand Matielart : *Multinationales et systèmes de communication*. Les aspects idéologiques de l'impérialisme, Editions Anthropos, Paris, 1976.

## Au Pérou

## LA RÉVOLUTION EN VEILLEUSE

Par notre envoyé spécial  
BERNARD CASSEN

final est « la démocratie sociale de pleine participation ». On n'obtiendra pas davantage d'éclaircissements.

Dans la mesure où ce sont les forces armées — en tant qu'institution — qui constituent l'armature de l'appareil d'État (environ quatre cents officiers occupent les postes clés du gouvernement et de l'administration), et où les mouvements politiques et sociaux sont réduits à l'état de « demandes » de mise à la retraite qui seront gagnées une ou plusieurs places à celui qui l'on destine à de hautes charges. Ainsi les principes restent saufs.

### Le rôle de la marine

**D**ANS l'épreuve de force du mois dernier, l'une des trois armées — la marine — a incontestablement imposé la quasi-totalité de ses vues, modifiant à son avantage et à celui des secteurs dont elle est le porte-parole le rapport des forces au Pérou. À côté d'une armée de terre d'extraction souvent modeste et d'une aviation encore sans beaucoup d'ambitions politiques, la marine péruvienne se veut une aristocratie et prend l'allure d'une caste traditionnellement très conservatrice, voire réactionnaire. On n'y entre que si l'on est rigoureusement blanc, « blanc » que les autres armées comptent bon nombre de métis.

Politiquement et économiquement, la marine regarde vers les États-Unis, qui lui ont toujours accordé un traitement préférentiel, si l'on en croit M. Luigi Echevarría, conseiller de M. Kissinger pour les affaires latines américaines (1). Des trois armées, elle est la seule à disposer d'un système de communications ultra-moderne que lui ont construit des techniciens américains. Il est quasiment de notoriété publique que le service de renseignements de la marine, dirigé par le frère du ministre Parodi Galliani, entretient des rapports intimes avec la C.I.A. C'est pour l'avoir découvert et avoir tenté de s'y opposer que deux anciens ministres de la marine du général Velasco ont été l'objet de tentatives d'assassinat : le vice-amiral Guillermo Faura Gaig le 4 avril dernier, le vice-amiral José Arce Larco le 24 octobre 1975 et 5 mars 1976. Le vice-amiral Arce Larco avait démantelé une officine de la C.I.A. installée dans un immeuble du centre de Lima et tenté de purger les services de renseignements de la marine des éléments les plus dévoués à la centrale d'espionnage américaine.

La marine péruvienne ne pardonne pas à ceux de ses membres qui ne respectent pas la loi du silence : un des auteurs de l'attentat du 24 octobre 1975 fut identifié comme appartenant à ses services secrets. A un autre

C'est le hasard du calendrier qui — malgré les violentes pressions des militaires de droite, d'habitude plus soucieux de hiérarchie — a permis au général Fernandez Maldonado d'accéder au poste de premier ministre le 31 janvier dernier. C'est parce qu'il fallait le remplacer par le général Arbulu Galliani (numéro 2 de l'armée de terre), que le numéro 2, Luis La Vera, a dû suivre le général Fernandez Maldonado à la retraite. S'il est courant de donner des coups de pouce à ces règles institutionnelles, il n'est pas pensable — sauf à briser l'unité des forces armées — de les tourner ouvertement en dérision. Cet élément de rigidité empêche toute épurée de grande envergure et donc tout coup de barre brutal dans un sens ou dans l'autre. On comprend ainsi pourquoi — dans le cadre d'un sensible virage à droite — les officiers autoproclamés ont été maintenus dans leurs responsabilités ou en ont reçu de nouvelles. C'est le cas du général Molina, qui accède à la présidence du comité des chefs d'état-major.

niveau, le Conseil supérieur de la marine, dans une résolution secrète adoptée en mars dernier, déclara l'amiral Arce Larco « coupable d'avoir causé un grave dommage moral à l'institution navale » et lui interdit de revêtir son uniforme et de porter ses décorations ! Actuellement, la marine procède au recrutement de douze mille fusiliers marins entraînés à la contre-guerrilla urbaine. Elle sera par ailleurs en train de négocier l'achat d'un croiseur néerlandais et d'un porte-hélicoptères britannique. Ces acquisitions, ostensiblement destinées à donner le pion à la marine chilienne, ne seraient pas non plus sans conséquences sur l'équilibre des forces avec l'aviation et l'armée de terre... C'est donc une institution puissante, ambitieuse et unie dans son aversion pour les idées et mouvements progressistes qui, avec les appuis externes dont elle dispose, a contribué de tout son poids au rééquilibrage du gouvernement.

(Lire la suite page 6.)

### Dans ce numéro :

Capitalisme et inégalités  
(deuxième partie)  
(Pages 9 à 12.)

Populisme et régime  
d'exception en Inde  
(Page 20.)

Transkei :  
l'indépendance forcée  
(Page 30.)

## Etudes en SUISSE

littéraires,  
scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, C, D)  
Baccalauréats suisses. Admission  
dès 10 ans. Internat et externat.  
31 reçus sur 36 candidats au  
baccalauréat à la session de juin 1975

école  
**lémania**  
lausanne

3, chemin de Préville, Tél. 19-4121/20 15 01

محاضرات الشفل





## conscription et démocratie

# ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE OCCIDENTALE

Nationalement, ces revendications reposent sur l'appel des cent, plate-forme présentée en juin 1974 aux candidats restant en course pour l'élection présidentielle, qui a recueilli les signatures de cinq mille militaires. Les sénateurs réclamaient la gratuité des transports, une réglementation du régime des permissions, le libre choix de la date et du lieu d'incorporation, la suppression des brimades et la liberté d'information et d'association. A peu de choses près, la plate-forme des sous-officiers italiens avance les mêmes revendications en insistant plus particulièrement sur la reconnaissance du droit syndical. Au Portugal même, le manifeste des SUV exigeait les transports gratuits, une augmentation de la solde, une nourriture et des réfectoires communs aux officiers et aux hommes de troupe. Cependant, ces revendications pouvaient apparaître équivoques, voire contradictoires, au regard des autres objectifs des SUV : « Les SUV luttent avec tous les travailleurs pour la préparation des conditions qui permettront la destruction de l'armée bourgeoise et la création du bras armé du pouvoir des travailleurs : l'armée populaire révolutionnaire ».

En France, cette équivoque subtile paraît dans les publications de certains comités de moins en moins nombreux, il est vrai, à l'exprimer. Ainsi, dans le journal du comité de Casaux, on pouvait lire : « Nos fusils défendent les patrons et sont le garant de ceux qui gèrent la crise et maintiennent le chômage... Quand l'heure sonnera, saurons nous retourner contre ceux qui nous oppriment, nous exploitent et nous humilient » (18). Par contre, aucune des revendications matérielles que l'on retrouve partout ailleurs n'est mentionnée dans la plate-forme de lutte des soldats italiens. Sur onze articles, la plupart concernent la reconnaissance de l'activité syndicale et politique à l'intérieur des casernes ; deux articles réclament le contrôle des militaires sur l'institution. Dans l'un, il est question du « droit de présenter des réclamations collectives sur tous les aspects

de la vie de caserne et d'obtenir des explications sur les activités des militaires et autres dont la but n'est pas clair ». Dans l'autre, les appels italiens exigent le « droit de connaître, de discuter et de rendre publics les structures et les objectifs des forces armées, les directives générales de l'entraînement, l'objet des manœuvres, des tests officiels et des programmes des académies et des écoles militaires ». Ici, l'antimilitarisme serait donc une variante du « contrôle populaire » sur l'institution militaire ? Annulant la distinction entre revendications catégorielles et revendications politiques, un responsable français du mouvement des soldats ne dit pas autre chose quand il affirme : « Le mouvement des soldats n'est pas antimilitariste si on se réfère aux principales revendications avancées par les comités et à la conscience de la majorité des soldats qui les soutiennent. Par contre, il est dans la démarche collective qui suppose l'expression de ces revendications, démarche qui implique une prise de conscience des soldats sur l'institution militaire ».

La reconnaissance du droit syndical, avancée en France comme en Italie, semble correspondre à cet objectif commun. Dans les deux cas, les soldats ont mis la hiérarchie militaire devant le fait accompli. En novembre 1975, les syndicats rattachés aux unions locales de la Confédération française démocratique du travail. En Italie, le syndicat autonome des militaires a vu le jour en avril 1975. Le 27 mars dernier, une manifestation organisée par la coordination des sous-officiers de l'armée de l'air regroupait, dans les rues de Milan, dix mille personnes, dont de nombreux appelés en tenue, pour réclamer « une armée plus démocratique et le droit syndical pour les militaires ». La pratique syndicale n'est certes pas effective pour autant dans les casernes, mais ces actions constituent des précédents qui définissent dans ses grandes lignes l'orientation du mouvement des soldats dans ces deux pays.

### Syndicalisme et spécificité militaire

La nature particulière de l'institution militaire est souvent invoquée pour refuser l'introduction du droit syndical dans l'armée. Rejetant cet argument, un haut fonctionnaire néerlandais du ministère de la Défense parle de « parti démocratique » et d'« obligation pour les sociétés libérales » et ajoute : « Nous avons voulu abattre les frontières constitutionnelles entre l'armée et la société civile. La reconnaissance du droit syndical devenait alors élémentaire. Le rôle du syndicat dans l'armée doit s'apparenter à celui du syndicat d'entreprise. Dans les entreprises, il y a le patron et les employés. Pour l'armée, l'Etat est le patron, la caserne, le lieu de travail. Il est normal que les appelés aient un syndicat qui défende leurs intérêts matériels. » Interrogé sur l'efficacité d'une armée régie par de telles conventions, il ajoute : « Nous sommes habitués aux sacro-saintes, même venant de partenaires proches. Dans ce cas, nous répondons que les armées qui refusent les droits démocratiques n'ont pas fait la preuve de leur efficacité opérationnelle. Nous sommes d'ailleurs persuadés que qu'une armée où ce droit existe serait probablement plus motivée à se défendre qu'une armée où il n'existe pas ».

Les responsables politiques en France et en Italie ne partagent pas ce point de vue. M. Forlani, alors ministre italien de la Défense, affirmait il y a peu de temps : « Il n'est pas pensable que l'on puisse introduire un syndicat dans l'armée ». M. Yvon Bourges, son homologue français, notait de son côté que le syndicat y serait « permissif pour la république et la démocratie » et ajoutait peu après : « Peut-être y a-t-il des activités politiques ou syndicales dans l'armée française ? La loi française répond non. Or trône-nous et nous avançons des républiques socialistes, socialistes, communistes ou, mieux encore, des régimes C.G.T., C.F.D.T., P.O. ? Evidemment, ce serait très exactement correct, car nous le savons bien, c'est l'un des critères de l'Etat » (19).

Mais catastrophique est la vision que donne la revue des cadres Armées d'aujourd'hui, qui aboutit cependant au même refus : « Le régiment, le bâtiment de marine, la base aérienne, ne sont pas des entreprises utilisant et rémunérant des cadres et des ouvriers, fabriquant des produits manufacturés, distribuant des dividendes aux actionnaires... Que faire, dans cette optique, du droit de grève, couronnement légitime de tout système syndical ? Comment admettre des luttes d'influence qui ne manqueraient pas de se faire jour entre les différents syndicats existants ? Imaginons-les, à la limite, un syndicat maison se heurtant aux syndicats officiels ? C'est le royaume d'Utopie » (18).

A son tour, la gauche traditionnelle déssoupe le syndicalisme militaire. Les termes sont différents, mais l'argumentation est parfois la même. Ainsi, M. Charles Harnu, responsable des

militaires dans des instances consultatives. Avec le parti communiste, le parti socialiste italien juge cette évolution « positive ». De telles commissions existent en France mais n'ont pas, semble-t-il, désamorcé la contestation militaire. Avec scepticisme, le général Buis, directeur de la Fondation pour les études de la Défense nationale en France, commente ces propositions de la façon suivante : « On peut louer les intentions de la gauche, nous dit-il, ces intentions reposent cependant sur deux faux postulats. Le premier consiste à croire que la gauche au pouvoir bénéficierait d'un

### Vers l'armée de métier

P ourtant en désaccord avec les objectifs définis par les mouvements de soldats, le pouvoir politique est parfois obligé de réaliser certaines réformes afin de limiter la contestation. Les Pays-Bas restent l'exception, la réduction du service militaire de seize à quatorze mois, effective en 1976, n'apparaît guère comme une mesure de circonstance. En août 1974, la solde est passée de 73,7 à 210 F. Le 17 juillet 1975, une nouvelle réforme décidait du versement de 2 millions de francs pour les activités de loisirs des forces françaises en R.F.A., attribuant un voyage gratuit par mois pour chaque soldat et admettait l'allocation de l'aide publique, 330 F, aux jeunes libérables sans emplois. Tout récemment, de nouvelles mesures prévoyaient une déflation des effectifs du contingent en élargissant les exemptions aux soutiens de famille et aux jeunes pères de famille de moins de vingt-deux ans. L'effort porte aussi sur le personnel de carrière. La loi du 30 octobre 1975 prévoit en particulier une élévation de la grille indiciaire et une accélération des promotions, notamment par la création de deux cents postes de « majors », grade supplémentaire présenté comme le couronnement d'une carrière de sous-officier des militaires ».

En Italie, M. Arnaldo Forlani, alors ministre de la Défense, a été amené de son côté à présenter un projet de réforme tendant « à améliorer les conditions matérielles des militaires » et prévoyant « une discipline plus humaine et plus démocratique ». Devant la réaction massive des soldats italiens, le ministre a été contraint d'abandonner son projet, qu'un responsable du mouvement, animateur de Lokta continua, définissant ainsi : « L'objectif était d'obtenir l'approbation, avec le consensus ou la critique démocratique de l'ensemble du Parlement d'un règlement tendant de permis démocratique, pour s'en servir ensuite contre le mouvement des soldats et des sous-officiers des militaires ». Le projet d'aujourd'hui d'élaborer un règlement fasciste » (21).

Relevant pour la France les raisons du malaise dans l'armée, le général Buis nous fait remarquer : « La maîtrise acquise par la France dans le domaine nucléaire a été obtenue au prix d'une restriction et d'un étagement dans le temps des aménagements de la vie militaire ». Constatant que la tentation pourrait surgir d'inverser les priorités sous la pression des soldats, il ajoute : « Cette pression oblige à des efforts financiers qui peuvent d'autant plus facilement être réalisés que le choix est dangereux car on ne peut faire cette impasse financière sans risque d'affaiblir considérablement notre crédibilité défensive. Si l'on doit trouver des solutions, c'est ailleurs qu'il faut les chercher, peut-être dans une service civil ? » (22).

M. Yvon Bourges reconnaît de son côté le déficit de trésorerie de son ministère et propose en conséquence un effort de défense qui porterait de 17 % à 20 % en 1982 la part du budget militaire dans le budget global.

Par ailleurs, certains officiers modernes préconisent une attention accrue à l'agitation dans les casernes et sont tentés de voir dans le caractère maxi-

préjugé favorable auprès des appelés. Le deuxième consiste à penser que les mesures envisagées suffiront à réduire les niveaux d'inconditionnels de la contestation ».

Evidence dont convient M. Jean-Pierre Chevènement, représentant la gauche du parti socialiste : « Il n'y a pas d'issue à la crise du contingent, nous dit-il, en tout cas pas d'issue miracle telle que le syndicalisme militaire. Les solutions ne peuvent être que globales et prendre en considération aussi bien les revendications démocratiques des appelés et des cadres que les problèmes de défense ».

maliste de certaines revendications le moyen d'adapter l'armée aux nécessités stratégiques de son temps et aux nouvelles missions dans le sens des solutions qu'il souhaite.

En février 1975, l'amiral Henke proposait en Italie la professionnalisation de l'armée en engageant cent mille volontaires bien payés, bien armés, quitta à y inclure des femmes. En France, sans aller jusque-là, l'amiral Sanguinetti fait seulement remarquer que le budget actuel de la défense impose des choix, et que l'on ne peut vouloir à la fois un armement crédible et une armée de conscription opérationnelle. De nombreux officiers supérieurs sont par ailleurs d'accord pour reconnaître que les armées de conscription sont remises en cause par l'âge nucléaire, qui dévalorise le corps de bataille (23).

Faut-il pour autant abandonner le principe de la conscription obligatoire ? C'est l'intention que décèle en tout cas l'opposition dans l'attitude du gouvernement français : « Le gouvernement », affirme M. Didier Motchane, membre du parti socialiste, « a fait subrepticement le choix de l'armée de métier. N'ayant pas le courage politique, ni sans doute les moyens de l'assumer publiquement, plutôt que de contester l'existence même du principe de la conscription obligatoire, il préfère accepter en fait la dégradation des conditions d'organisation de service militaire » (24).

En réalité, ce principe n'est que partiellement appliqué en Europe. En Italie, 40 % de la population assujettie effectue réellement son service militaire. Aux Pays-Bas, ce taux atteint 60 % ; en France, il est de 30 %. De plus, sur les soixante-quinze mille soldats que compte l'armée de terre néerlandaise, trente mille sont des militaires de carrière. En France, sur l'ensemble des effectifs de l'armée, 53,5 % sont des engagés. Techniquement, le passage à l'armée de métier est donc possible. Aux Pays-Bas, une commission parlementaire dirigée par un ancien ministre de la Défense en étudie l'opportunité et les modalités. Interrogé à ce sujet, un haut fonctionnaire néerlandais nous fait une remarque fort d'actualité : « Vous savez, dit-il, l'armée de métier ne nous effraie pas. Ce pourrait même être une solution si l'agitation du contingent prenait des proportions considérables et devenait par exemple insupportable avec notre présence dans l'OTAN. Cependant, je dois dire que ce problème ne se pose pas ».

(18) Journal de la base aérienne de Casaux, novembre 1975.

(19) Armées d'aujourd'hui, « Syndicalisme, comités, participation », janvier 1976.

(20) Entretien accordé à Jours de France, 16-22 février 1976.

(21) Cité dans Libération, 13 avril 1976.

(22) L'Armée Italienne minée par la démocratie ».

(23) A propos du service militaire, certains officiers dénoncent le « retour à la notion de service national. Ils soulignent, à juste titre, que sur deux cent quatre-vingt-cinq mille jeunes qui affectuent le service national, douze mille seulement sont affectés à des tâches civiles (coopération dans les pays du tiers-monde, « service de défense » lié à la

protection civile, objectifs de conscience dépendant du ministère de l'Agriculture). Pour la majorité, service national reste donc synonyme de service militaire. Quelques officiers souhaiteraient étendre la notion de service civil en déléguant les missions autour d'un thème mobilisateur, la défense de l'environnement par exemple ».

(24) Thème remarquablement développé dans Essai sur la non-bataille, déjà cité. (25) Le Monde, décembre 1975. « Le gouvernement a fait le choix de l'armée de métier ».

(26) Thème remarquablement développé dans Essai sur la non-bataille, déjà cité. (27) Thème développé dans l'Espresso de force, Xavier Sallantin, octobre 1975, Cahiers de la Fondation pour les études de Défense nationale.

(28) Armées d'aujourd'hui, juillet 1975, « La tentation syndicale ».

(29) Des phénomènes mineurs — fraudes, délation — constatés lors des examens à l'Académie militaire de West Point, aux Etats-Unis, ont fait apparaître les talismans du « code de l'honneur » et témoignent d'un malaise réel au sein même des futures élites militaires du pays. Voir l'item « What price honor », juin 1976.

Par ailleurs, le syndicat américain A.F.L.-C.I.O. revendique six cent soixante-quinze mille soldats et civils employés par les militaires. Ce syndicat a engagé récemment une campagne contre l'augmentation du coût de la vie sur les bases militaires.

(30) L'épreuve de force, déjà cité.

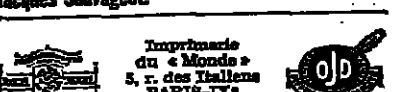
## Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela  
à partir de 25 pays et de 50 escales.  
Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure.  
Pour y aller conclure vos marchés.  
A partir de Londres, Paris,  
Francfort, Bruxelles, Prague,  
Genève ou Moscou. Vita. Confortablement.  
Au rythme de vos affaires.



Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérants : Jacques Favrot, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438

## A LA CONFÉRENCE « AU SOMMET » DE COLOMBO

## Le mouvement des non-alignés va-t-il franchir le cap de l'institutionnalisation ?

DES la fin des années 60, l'accélération du processus de décolonisation et la diminution de la tension entre l'Est et l'Ouest ont permis au mouvement des non-alignés (1). Par un singulier retournement de situation, il se trouve aujourd'hui confronté au problème de l'opportunité de se doter ou non d'une ou plusieurs structures institutionnelles. Ce sujet revêt une actualité particulière avec l'orientation prise par le mouvement depuis le « sommet » d'Alger en 1973, qu'entend confirmer la cinquième conférence « au sommet » qui va se réunir à Sri-Lanka du 16 au 19 août.

Sans doute le problème de l'institutionnalisation s'était-il posé dès la naissance du mouvement à Bandung en 1955. Mais, en pleine guerre froide, l'émergence sur la scène internationale d'un groupe structuré de pays du tiers-monde eût pu être assimilée à l'apparition d'un troisième bloc susceptible d'accroître la tension qui y régnait alors. Ce que ne manquaient pas de faire ressortir les détracteurs du mouvement. Or, en faisant de la coexistence pacifique l'un des principes de base du non-alignement, ses fondateurs entendaient lui assigner le rôle exactement opposé.

Les données du problème sont aujourd'hui sensiblement différentes. La volonté de se tenir à l'écart des blocs ne constitue plus pour les non-alignés une raison d'être. Tout en soulignant la persistance de la « politique de blocs », ils reconnaissent que des « résultats positifs », quoique limités, ont été obtenus en matière de détente au cours des dernières années. Ces Etats entendent néanmoins veiller à ce que celle-ci ne se traduise pas par un simple transfert de la tension d'un point à un autre : ainsi l'activité des grandes puissances et de l'Afrique du Sud dans l'Océan Indien constitue-t-elle pour eux un sujet particulier de préoccupation. Le plan mis au point par le gouvernement de Sri-Lanka pour l'établissement d'une zone de paix dans cette partie du monde, et un programme pour le développement de la coopération entre les Etats de la région, figurent d'ailleurs à l'ordre du jour du « sommet » de Colombo.

Mais, tout comme la lutte pour la décolonisation au sein du mouvement à la fin des années 60 et au début de la dernière décennie, c'est désormais la détermination des dirigeants des Etats membres « à assurer, tant dans leurs pays qu'au niveau des relations internationales, toutes les conditions nécessaires à l'accélération de leur développement économique et social et au relèvement du niveau de vie de

leurs peuples » qui en constitue l'élément moteur. A cet égard, le « sommet » d'Alger en 1973 marque véritablement un tournant dans l'histoire du mouvement, en définissant cet objectif comme prioritaire. Le « Programme d'action pour la coopération économique » élaboré à cette occasion a, en effet, jeté les bases d'une stratégie globale des pays non-alignés pour les négociations avec les Etats industrialisés en vue d'une restriction radicale de l'ordre international dans ce domaine, ainsi que les fondements d'un renforcement des liens entre les membres du mouvement.

Le rôle joué par l'OPEP dans la revalorisation des prix du pétrole est venu conforter l'idée que c'était à la solution de leurs problèmes économiques que les pays non-alignés devaient désormais consacrer l'essentiel de leurs énergies. Au moment où se déroulent, dans le

cadre de la conférence de Paris sur la coopération économique internationale notamment, d'importantes et difficiles négociations entre pays développés et Etats du tiers-monde, la conférence de Colombo ne peut

Par  
MARIE-CLAUDE CELESTE

que confirmer cette évolution dans la définition de l'ordre des priorités du mouvement. Mme Sirimavo Bandaranaike, premier ministre de Sri-Lanka, a d'ailleurs exprimé le souhait que ce « sommet » fasse, de la « lutte contre le sous-développement et la dépendance économique des pays membres envers le monde industrialisé », un « défi » à relever.

### Pour traduire les intentions en actions concrètes

CE nouveau facteur de mobilisation est venu à point nommé apporter un second souffle à un mouvement dont beaucoup de membres s'interrogeaient de plus en plus sur sa raison d'être. Encore faut-il que les déclarations d'intention se traduisent maintenant dans les faits. La conférence de Colombo constitue un test à cet égard.

Le « sommet » d'Alger ayant défini les recommandations de principe, il revient à cette dernière d'en enregistrer la transposition dans les faits pour que l'enthousiasme suscité il y a trois ans ne cède pas la place au désenchantement. Après les maigres résultats de la quatrième CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) à Nairobi en mai, et au moment où le dialogue Nord-Sud marque le pas, les pays les plus pauvres du mouvement fondent des espoirs d'autant plus grands dans le Fonds de solidarité pour le développement économique et social des pays non-alignés, créé à Alger. Mais le Bureau de coordination du mouvement (2) a constaté au mois de juin dernier qu'une seule adhésion au Fonds avait jusqu'alors été enregistrée, alors que la mise en route de ce dernier en nécessite quarante. La constitution d'un Conseil d'associations de producteurs de matières premières paraissait, en revanche, enregistrer des progrès satisfaisants.

En fait, entre le quatrième et le cinquième « sommet » des non-alignés, il est apparu que de nombreux projets prévus par le « Programme d'action pour la coopération économique » étaient difficilement réalisables en l'absence de structures précises et permanentes

chargées d'étudier et de mettre au point des modalités pratiques d'application. Ce n'est ni lors des rencontres des chefs d'Etat ni dans le cadre des conférences ministérielles du mouvement (dont la seule fonction est de préparer les « sommets ») que peut être définie, concrètement et dans le détail, l'action conjointe que les pays membres entendent entreprendre à l'égard, notamment, des sociétés multinationales. Du côté de l'O.C.D.E., plusieurs réunions ont été ces derniers mois consacrées à l'harmonisation des positions des pays membres au cours des négociations économiques internationales avec le tiers-monde. Le mouvement des non-alignés ne dispose pas, quant à lui, d'un tel support technique.

Les implications de cette carence ont été mises en évidence dans le rapport préparé en 1975 par la Fondation Dag-Hammarskjöld (3) à l'occasion de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies. « Seules », disait-il, les institutions du tiers-monde peuvent défendre les intérêts du tiers-monde. Les institutions globales, par définition, doivent tenir compte des intérêts de tous leurs membres. Elles peuvent, certes, accorder une attention spéciale aux besoins des plus faibles, mais leur rôle fondamental doit rester celui d'un médiateur, d'un conciliateur chargé de trouver les domaines d'intérêt commun. Des négociations appelées à déboucher sur des résultats pratiques exigent le recours à des compétences spécialisées.

Ce qui est vrai au niveau des relations internationales l'est aussi de la coopération économique hori-

zontale entre pays non-alignés. Le « Programme d'action pour la coopération économique » vise à doubler le taux de croissance des importations de chacun des membres du mouvement en provenance d'autres pays en développement. Pour atteindre cet objectif, sans doute faudra-t-il prendre en considération cette récente remarque de la CNUCED : « Un arrangement institutionnel est vital pour l'efficacité des négociations et l'examen périodique d'un système de préférences dans les échanges entre pays en voie de développement ». D'autant qu'il faudra des années pour réduire, comme le souhaitent les non-alignés, la dépendance actuelle du tiers-monde dans ce domaine. Ces quelques chiffres en témoignent : 70 % des importations des pays en voie de développement proviennent

actuellement des Etats industrialisés, vers lesquels sont dirigés les trois cinquièmes de leurs exportations. Les échanges entre pays en voie de développement, eux, ne représentent que 20 % du total de leurs exportations et importations. Malgré tout, la mise en place d'une structure institutionnelle préalable par certains pays non-alignés s'est jusqu'à présent heurtée à une fin de non-recevoir de la part de la grande majorité des membres du mouvement. Une proposition visant à établir un secrétariat permanent a provoqué une levée de boucliers au « sommet » d'Alger. Mais le fait que le Bureau de coordination du mouvement ait été alors chargé de soumettre un rapport à ce sujet au cinquième « sommet » prouve que les partisans d'une telle institution n'ont pas désarmé.

### Un rassemblement hétérogène

LE débat atteste, s'il en était besoin, le caractère hétérogène du mouvement. Au sein de ce vaste rassemblement, tous les courants de pensée et toutes les opinions sont représentés, depuis ceux qui souhaitent que le mouvement reste le forum qu'il a toujours été jusqu'à ceux qui voudraient en faire le moyen d'un engagement résolu et constant aux côtés des forces progressistes et anti-impérialistes. Certains Etats expriment donc la crainte de voir une institution permanente — forcément réduite par rapport au nombre des membres, qui a plus que triplé depuis le premier « sommet » à Belgrade en 1961, lequel avait réuni une vingtaine d'Etats — adopter des positions ou prendre des initiatives qui n'auraient pas, autrement, leur adhésion.

Sur le plan politique, bien des points de désaccord existent effectivement. Surtout, peut-être, la condamnation des régimes minoritaires d'Afrique australe fait encore l'unanimité, à condition de ne pas dépasser le stade des principes : la rupture de tout lien avec l'Afrique du Sud recommandée par le « sommet » d'Alger est même un vœu pieux. De nombreux membres du mouvement, dont plusieurs pays africains, entretiennent d'excellentes relations avec le gouvernement de Pretoria. A cet égard, il sera intéressant de voir quel accueil le « sommet » de Colombo réservera à la proposition du Bureau de coordination — qui compte quelques-uns des membres les plus militants du mouvement — de demander à la France de reconnaître sa décision de vendre deux réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud. En fait, tout comme le problème du Sahara occidental, cette question suscite parmi les non-alignés les mêmes clivages que connaît l'Organisation de l'unité africaine. Le problème du Proche-Orient lui aussi, engendre quelques remous. Si les pays non-alignés sont d'accord sur le principe d'un soutien aux Palestiniens, ils divergent sur la stratégie à adopter envers Israël, comme l'ont prouvé, au cours de la conférence ministérielle de Lima en 1975, les échanges très vifs entre partisans et adversaires de l'exclusion d'Israël de l'ONU.

Il n'y a rien de bien surprenant à cet état de choses. Un mouvement groupant les deux tiers environ des pays de la planète — et qui, à Colombo, enregistrera de nouvelles adhésions (dont celles de l'Angola et des Seychelles) — ne saurait constituer un ensemble homogène. Du moins la recherche de solutions aux problèmes économiques des Etats en développement (ils en sont tous) fournit-elle à ses membres le terrain d'une action concrète et concertée : c'est en grande partie grâce à l'action des non-alignés, qui ont su définir des revendications précises pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial, que les pays en voie de développement font preuve de cohésion dans les négociations avec les Etats industrialisés sur ce sujet. Sans doute, pour ces raisons, les problèmes économiques sont-ils appelés à occuper une place de plus en plus importante dans les activités du mouvement.

(1) La dernière réunion du mouvement (au niveau ministériel) à Lima, en août 1975, la liste des pays membres s'établissait comme suit : Afghanistan, Algérie, Argentine, Arabie Saoudite, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Botswana, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Congo, République populaire du Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Dahomey, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Maurice (île), Mauritanie, Mexique, Népal, Niger, Nigeria, Oman, Ouganda, Pérou, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra-Léone, Sao-Tomé, Singapour, Somalie, Swaziland, Soudan, Sri-Lanka, Syrie, Tadjikistan, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Vietnam du Sud, République arabe du Yémen, République démocratique du Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Le Vietnam du Nord, Panama et l'O.L.P. ont été admis en tant que membres à la conférence de Lima.

(2) Les Etats suivants siègent au Bureau de coordination : Algérie, Cuba, Guyana, Inde, Koweït, Libéria, Malaisie, Mali, Népal, Pérou, Sénégal, Somalie, Sri-Lanka, Syrie, Tadjikistan, Yougoslavie, Zaïre. Le Bureau a été chargé, à Alger, en 1973, de coordonner les activités et les positions des gouvernements, notamment à l'ONU, et de préparer le « sommet » de Colombo.

(3) *Que faire ? Un autre développement*, Fondation Dag-Hammarskjöld, Uppsala, juillet 1975.

## CONTRADICTIONS DU CAPITALISME, RÉSISTANCES A L'HÉGÉMONIE MONDIALE

### L'ennemi intérieur, cible de la troisième guerre mondiale?

LE capitalisme de la fin de ce siècle n'a pas de solution de rechange, il est voué à perpétuer, même en l'attendant, le système bâti après la guerre. S'il lui apparaît que ce n'est pas possible, il défendra sa suprématie tel une bête blessée : il fera la guerre, à l'extérieur, à l'intérieur. D'ailleurs n'a-t-il pas déjà commencé ? Cette interrogation du héros du dernier roman de René-Victor Pilhes, la Bête (1), Y. Fitt, André Farhi, Jean-Pierre Vigier auraient pu la mettre en exergue de leur livre sur la Crise de l'impérialisme et la troisième guerre mondiale (2), tellement elle résume leur propos. Refusant un débat stérile en termes de « tout ou rien » sur le maintien de la suprématie ou le déclin de la puissance américaine, ils s'efforcent au contraire de montrer comment, à partir d'une situation de crise dont ni la réalité ni la profondeur ne peuvent aujourd'hui être niées, le capitalisme américain développe sa contre-offensive, et quelles en sont les armes. Outre-économiques, d'abord, qu'étudie Y. Fitt. Ce sont ceux-là même que le capitalisme américain a mis en place durant la guerre froide (et sans doute avant, du dedans même de la grande crise). Mais il lui faut aussi continuellement les adapter. Cela est particulièrement vrai de l'agriculture, arme oubliée trop souvent — l'arrêt brutal des exportations de soja en 1974 en a brutalement dévoilé l'importance stratégique — mais qui, sous le couvert de la « révolution verte », a assuré l'hégémonie américaine sur l'agriculture mondiale au cours des quinze dernières années ; les phénomènes de désertification et la recrudescence des famines dans certains pays d'Afrique et d'Asie en seraient une conséquence directe.

Les firmes multinationales, le pilage du tiers-monde sont, par contre, des outils plus connus. Y. Fitt montre leur intégration croissante dans une politique mondiale d'ensemble : de simples moyens de puissance économique et financière, ils sont aujourd'hui devenus les instruments de très directs d'une politique policière à l'échelle de la planète. L'industrie, et particulièrement les nouveaux secteurs à haute technologie, reste

toutefois la grande absente de cette analyse. C'est pourtant l'une des clés non seulement d'un « nouvel ordre économique international » mais, plus encore, d'une restriction des rapports politiques entre Etats assurant à certains pays-relais (le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Iran...) un développement industriel certes dominé, mais néanmoins réel.

A RARE économique, mais aussi arme monétaire. La crise de l'impérialisme américain, comme son actuel redéploiement, ont bouleversé

américain est aujourd'hui un moyen de chantage parmi les plus puissants de la panoplie américaine... ce qui laisse prévoir de nouvelles crises monétaires en perspective (dont les événements récents indiquent qu'elle est déjà en route). Une crise liée aux modalités financières de l'accumulation, peut-être insuffisamment étudiée.

Le fondement de cette hégémonie américaine, sauterie sans de sa crise, Y.-P. Vigier le voit dans la maîtrise de la « révolution scientifique et technique ». L'analyse n'en est pas nouvelle

Par ANDRÉ GRANOU

l'ordre monétaire international issu de la deuxième guerre mondiale. Mais, pour A. Farhi, cette crise de la suprématie du dollar est aussi l'une des armes les plus efficaces de l'impérialisme américain pour la sauvegarde de son hégémonie. Il suffit de se rappeler l'effort qui a été fait pour plébisciter pour une dévaluation du dollar lorsque celle-ci s'est révélée être une arme de combat pour la relance des exportations américaines, sans que les firmes multinationales américaines en souffrent particulièrement. De « l'hégémonie incontestée du dollar » à la mise en place d'une « deuxième ligne de défense monétaire », l'histoire du système monétaire international et l'analyse théorique qui la sous-tend constituent maintenant combien sont valables certaines discussions sur le meilleur des systèmes monétaires possibles, quand la seule question est celle des moyens monétaires d'une politique d'hégémonie.

L'analyse des dettes donne particulièrement à réfléchir, dettes permanentes et croissantes dont les Etats-Unis « auraient à payer les intérêts et dont ils pourraient négocier le montant en position de force... mais une dette qu'ils n'auraient jamais à rembourser ». Et c'est bien là le point capital : signe de crise, l'endettement

et a été développée à plusieurs reprises ici même (3). Son étude en précise toutefois l'articulation avec le procès d'accumulation du capital, les contradictions dans le rythme de croissance des différents secteurs, son rôle dans l'élevation de la composition organique du capital et l'élevation des taux-fraîs de circulation et, finalement, le mécanisme qui conduit à bloquer les effets contrecarant la baisse du taux de profit qui, de tendance sans cesse déjouée, devient réalité.

Cet approfondissement de l'analyse de la révolution scientifique et technique ne lève pas toutefois l'hypermotivité de son articulation avec les formes de l'exploitation de la force de travail (formes des procès de travail, et de la mobilisation de la force de travail). De ce fait, elle ne permet pas de saisir la nature exacte des rapports de production capitalistes et les principes de la division internationale du travail. Les formes d'un redéploiement de l'accumulation capitaliste à l'échelle internationale comme condition d'une issue à la crise restent ainsi en suspens.

Mais, quelles que soient ces formes, la dynamique des contradictions internationales dont J.-P. Vigier développe l'analyse est telle qu'elle

ne peut pas être retournée à l'avantage de l'impérialisme américain sans affrontements violents avec toutes les forces sociales qui s'opposent de par le monde à cette hégémonie, une hégémonie entamée. Le Bureau a été chargé, à Alger, en 1973, de coordonner les activités et les positions des gouvernements, notamment à l'ONU, et de préparer le « sommet » de Colombo.

RESTE alors une question, que Noam Chomsky aborde dans sa préface (4), mais qui reste en creux tout au long de l'ouvrage : quid de ce qui se passe aux Etats-Unis mêmes ? Sur quel ordre social intérieur peut s'appuyer le nouvel ordre international que veut imposer l'impérialisme américain ? La crise d'hégémonie interne est au moins aussi profonde que la crise d'hégémonie externe (5), et le grand allié du mouvement ouvrier américain ne conduit nullement à la situation dans la perspective d'une transformation seulement progressiste (en l'absence de toute force sociale capable de porter un projet socialiste).

La dernière crise a abouti au fascisme, rappelle Chomsky, et au renforcement des institutions capitalistes d'Etat. « La crise actuelle mènera ce processus à un stade supérieur, surtout dans une société aussi atomisée et (c'est très important) aussi dépolitisée que la société américaine... Ce qui pourrait entraîner (beaucoup de prévisions déjà) l'apparition d'une sorte de « fascisme béni », c'est-à-dire des structures institutionnelles de type fasciste, mais sans les excès de terreur de l'Etat policier » (reportés à la périphérie). Une guerre mondiale en forme de contre-révolution, de guerre civile généralisée.

(1) La Bête, René-Victor Pilhes, Le Seuil, Paris, 1976, 160 pages, 25 F.

(2) La Crise de l'impérialisme et la troisième guerre mondiale, Y. Fitt, André Farhi, Jean-Pierre Vigier, Maspéro, Paris, 1976, 320 pages, 40 F.

(3) Voir notamment les articles de Jean-Pierre Vigier publiés en novembre 1974 et février 1975, mai 1976, également le Monde diplomatique de mai 1976.

(4) Voir l'article de James F. Petras : « Le mythe du déclin américain », le Monde diplomatique, février 1976.

محلى من المحلى



## Moyen d'asservissement ou instrument de libération

# L'INFORMATION DANS LE TIERS-MONDE

(Suite de la première page.)

Quant aux informations proprement dites, elles sont presque entièrement manipulées par les agences de presse transnationales, présentées comme des agences « internationales ». L'événement quotidien est transmis au monde par leur canal tandis que, parallèlement, ces mêmes agences sont « informées » de ce qui se passe à l'étranger par la même voie. Mais les critères de sélection retenus sont tels que, finalement, il s'agit plutôt d'une déformation — et d'une désinformation — systématique de la réalité qu'il s'exerce avec une virulence toute particulière lorsqu'il s'agit de présenter des nouvelles concernant les peuples qui ont emprunté la voie révolutionnaire pour s'émanciper. Les aspects les plus significatifs de leur lutte, les causes profondes qui en sont à l'origine, sont en général passés sous silence ou faussés.

Rares sont, dans le tiers-monde, les pays qui possèdent leurs propres chaînes d'information et où la nouvelle subit un examen critique avant d'être rediffusée par les moyens nationaux de communication de masse. Ces derniers, dans la grande majorité des cas, transmettent au public les dépêches dans la forme sous laquelle elles leur arrivent, sur les télétypes des transnationales. Les valeurs ainsi transmises n'ont rien à voir — ou très peu — avec l'identité culturelle et les besoins des populations auxquelles elles sont destinées. Car elles tendent à légitimer le système de domination régnant et à neutraliser toute aptitude à la critique et à la réflexion, donc toute capacité révolutionnaire. Celui qui reçoit l'information est condamné à consommer passivement une vision particulière de l'histoire, qu'on a appelée à juste titre la « porno-histoire ». Cette condition n'est pas spécifique du tiers-monde : les masses de l'Occident industrialisé sont soumises, à des degrés variables, au même mécanisme de castration.

Dans un document qui a servi de base aux discussions du séminaire de Mexico (4), Juan Somavia précise que le pouvoir des agences de presse transnationales « ne repose pas sur leurs dimensions financières, mais sur le maintien de la variable fondamentale qu'est l'information dans la société contemporaine... C'est pour cela qu'elles sont présentes à travers

le monde. Leur rôle spécifique à l'intérieur du système transnational est équivalent à celui que jouent les phares d'une automobile : éclairer la route, donner aux conducteurs du système des renseignements sur ce qui se fait à leurs intérêts, éblouir les éléments dangereux, aider à choisir un bon chemin. Au physique, tout comme les phares de la voiture, elles sont petites ; mais elles jouent, comme eux, un rôle déterminant. Sans les agences, le système perdrait de son pouvoir opérationnel et se son efficacité et courrait le risque de se briser contre des situations imprévues ».

Autre aspect essentiel du comportement de ces agences de presse : elles considèrent l'information comme une marchandise, en appliquant la logique du marché capitaliste. Une agence est d'autant plus puissante et efficace qu'elle « vend » davantage et qu'elle a plus de clients. Pour assurer le développement de cette conception mercantile de l'information, elles n'ont rien trouvé de mieux que de faire accepter par la communauté internationale, avec l'appui des gouvernements des pays occidentaux industrialisés et en particulier celui des Etats-Unis, la légitimité du principe du « libre flux de l'information » (5) qui, en fait, leur garantit une totale liberté d'action au détriment des intérêts et de la souveraineté des peuples. Non seulement les agences, mais les entreprises de publicité (pour la plupart nord-américaines), les programmes de télévision et de radio, les grands organes de la presse écrite, les comités, etc., sont ainsi en mesure de livrer sans entrave leurs messages aux valeurs fausses du capitalisme et de la société de consommation, et enquêter les concepts de « démocratie » et de « liberté » qui, dans la pratique, sont dénués de sens pour l'immense majorité des peuples opprimés.

Dans cette tâche, ils bénéficient de la complicité à l'intérieur de chaque pays des groupes de pouvoir, appelés bourgeoisies nationales, qui parlois contrôlent eux-mêmes les moyens de communication avec l'appui des appareils de gouvernement et de répression locaux. Très rares sont les nations du tiers-monde qui ont su placer les grands moyens de communication au service des intérêts véritables des peuples, ce qui, pourtant, est une condition essentielle de toute libération véritable.

plusieurs années, dans le domaine des communications et de l'information, une tâche remarquable. En particulier, son programme pour le développement de la communication est désormais orienté sur l'étude de systèmes et de techniques permettant d'associer davantage le public à l'emploi des moyens de communication dans les pays du tiers-monde, où précisément l'information doit s'accroître de

très près avec les objectifs et la planification du développement. Cette organisation encourage aussi les études, les services d'experts-conseils et suscite d'importantes rencontres sur ce thème au niveau régional, comme celle qui a eu lieu le mois dernier à San-José de Costa-Rica et qui fut consacrée à la « Politique de communication en Amérique latine et aux Caraïbes ».

### Echapper aux réseaux traditionnels

LES nations du tiers-monde sont donc placées dans la nécessité impérative de rompre leurs liens de dépendance en matière d'information pour sauvegarder leur identité et leur souveraineté culturelle et consolider leurs efforts visant à conquérir une indépendance véritable dans les domaines politique et économique. Sans souveraineté en matière d'information, il ne peut exister d'authentique souveraineté économique et politique.

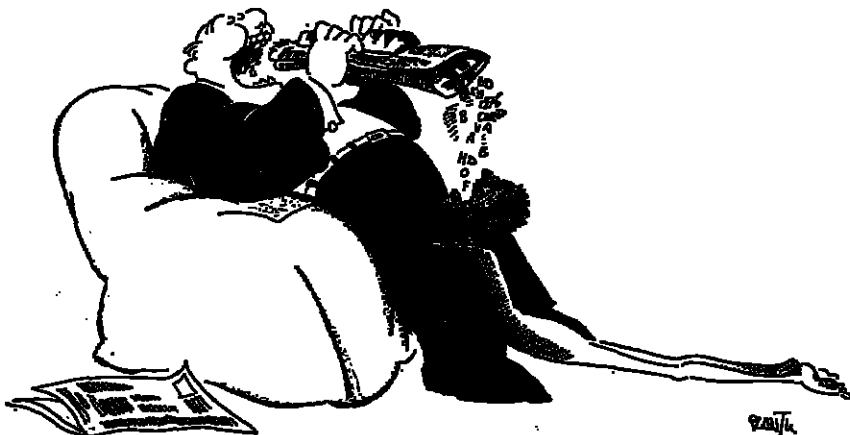
Dans ce but, une série d'initiatives doivent être prises, visant en particulier à mettre en place des chaînes d'information autonomes qui échappent aux critères appliqués par les réseaux traditionnels au service de l'impérialisme.

Il faudra évidemment une grande dose de volonté politique, une authentique vocation de libération et, surtout, une conscience claire du fait que le tiers-monde doit compter fondamentalement sur ses propres forces pour mettre de tels mécanismes en marche. Et cela suppose une solidarité, une aide et une coopération horizontales entre nations et peuples sou-

que si elle se fait instrument de libération et de changement historique au service de la lutte des peuples opprimés. Ce doit être une information libérée et libératrice, qui refuse les faillacieux critères d'objectivité « derrière lesquels se sont retranchés traditionnellement les marchands de nouvelles pour servir leurs intérêts et maintenir dans l'ignorance des millions d'êtres humains ».

Dans ce domaine, l'objectivité n'existe pas. Derrière chaque message, il y a toujours un contenu qui répond à une volonté politique. Et jusqu'à ce jour les peuples du tiers-monde sont victimes d'une volonté politique de domination. Ce dont il s'agit maintenant, c'est de dépasser cette réalité.

De la même façon, à l'intérieur de chaque pays, on doit chercher à affranchir les grands moyens de communication de la masse de la domination des groupes de pouvoir et de l'influence extérieure, pour les mettre au service des authentiques intérêts populaires. On doit tendre également, si difficile que ce soit, vers la



### Une nouvelle prise de conscience

NEANMOINS, depuis des années, une tendance se manifeste dans différents milieux pour approfondir l'analyse des mécanismes de la dépendance du tiers-monde dans le domaine de l'information, parallèlement aux efforts menés en faveur de l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Dans divers forums internationaux, au sein d'organisations comme l'UNESCO, des représentants du tiers-monde ont fait valoir que le nouvel ordre économique international suppose également l'établissement d'un nouvel ordre dans le domaine de l'information qui serve de point d'appui au changement structurel devenu indéniable.

A la suite de la conférence ministérielle des pays non alignés qui avait eu lieu à Lima en août 1975, un symposium des pays non alignés sur l'information s'est tenu à Tunis du 26 au 30 mars dernier. Une étude préparée par la commission politique, qui traita de l'« Émancipation des moyens de communication de masse dans les pays non alignés » (6), établit d'une manière significative un rapprochement entre dépendance de l'information et domination économique :

« Les peuples du tiers-monde se sont vus pendant des décennies violenter dans leur droit souverain à la libre utilisation de leurs ressources naturelles par l'action des intérêts impérialistes ; à l'instar de leurs matières premières, tant au stade de l'extorsion qu'à celui de la commercialisation, ils ont été et ils sont dans la majorité des cas contrôlés par des intérêts étrangers ; d'autre part, un puissant système de domination impose les règles qui régissent le commerce international au profit de leurs intérêts ; et leur développement indépendant se voit limité par des pressions politiques de la part de l'impérialisme. De la même façon, dans le domaine de l'information, les peuples en voie de développement sont victimes d'une domination qui porte atteinte à leurs valeurs culturelles les plus authentiques, qui déforme systématiquement leurs réalités, qui limite leur action libératrice et qui, en dernière instance, soumet leurs intérêts aux intérêts de l'impérialisme. »

Le texte fait aussi remarquer que « l'émancipation de l'information dans les pays non alignés et dans tous les pays en voie de développement reflète l'intérêt fondamental que les peuples de ces pays portent à leur libération économique et politique et constitue un élément fondamental dans les activités de ces pays qui luttent pour l'indépendance, l'égalité, le progrès, la paix et la coopération entre tous les peuples du monde, dans le cadre du respect de la souveraineté nationale de chaque pays et de la non-intervention ». Finalement, le document, qui sera soumis à l'attention des chefs d'Etat des pays non alignés devant se réunir ce mois-ci à Colombo, souligne : « Comme l'information dans le monde révèle un déséquilibre qui privilégie les uns et ignore les

autres, les pays non alignés et les pays en voie de développement ont la grande responsabilité de modifier cette situation et d'obtenir la décolonisation dans le domaine de l'information ».

La nécessité d'une nouvelle structure de communication et d'information mondiale avait été déjà mise en évidence par une dizaine de journalistes du tiers-monde qui participèrent à un séminaire organisé en 1975 à New-York par la Fondation Dag-Hammarskjöld à l'occasion de la septième Assemblée extraordinaire des Nations unies. Dans une déclaration rendue publique à la fin du séminaire, ces journalistes affirmèrent que « les nations du tiers-monde doivent se protéger elles-mêmes contre la déformation de leur culture et de leurs formes de vie qu'entraîne l'actuelle dépendance des communications ». Ils reprennent, dans cette déclaration, une suggestion contenue dans le rapport Dag-Hammarskjöld sur les caractéristiques et les objectifs d'un développement autre (7) : « Les citoyens ont le droit d'être informés et d'être informés à propos des faits concernant le développement, les conflits qui lui sont inhérents et les changements qu'il entraîne sur le plan local et international. »

Dans les conditions actuelles, l'information et l'éducation sont trop fréquemment monopolisées par la structure du pouvoir qui manipule l'opinion publique à ses propres fins et tend à perpétuer des idées préconçues, l'ignorance et l'aliénation. « Un effort global devrait être fait pour donner aux nouvelles relations internationales une dimension humaine et favoriser l'établissement d'une coopération véritable entre les peuples basée sur l'égalité et la reconnaissance de leur diversité culturelle, politique, sociale et économique. »

« L'« image de l'autre » devrait nous parvenir dépourvue des préjugés ethnocentriques prédominants qui constituent le trait caractéristique de la plupart des messages couramment transmis. »

« Un tel effort devrait être appliqué à l'information et à l'éducation au sens le plus large du mot ; il serait dirigé vers une prise de conscience chez les citoyens pour assurer leur pleine participation dans le processus de la prise de décision. »

De semblables efforts en la matière ont été entrepris par le Centre international pour le développement, ayant son siège à Paris, qui, avec la participation d'un nombre important de journalistes des pays industrialisés et de ceux du tiers-monde, a lui aussi organisé un colloque en octobre dernier à Nice pour débattre des modalités d'intégration de l'information dans le nouvel ordre économique international et dans le cadre des principes qu'établit la charte des droits et devoirs des Etats.

De son côté, l'UNESCO réalise, depuis

développée. Tout comme, au cours des dernières années, la solidarité et l'action commune ont été les éléments essentiels d'une série de mesures (au sein de l'OCPEP par exemple) qui ont eu d'énormes conséquences au plan de l'indépendance économique et politique.

Dans ce contexte, la création en 1975 d'un « Pool des agences de presse des pays non alignés », qui devrait prendre un nouvel essor après la réunion des représentants des agences qui le constituent, le mois dernier à New-Delhi, est un phénomène encourageant. Le « Pool » peut constituer en effet une chaîne d'information viable et d'une particulière utilité pour les peuples du tiers-monde dans la mesure où les responsables de sa bonne marche ont une idée précise du type d'informations nécessaires, qui se démarquent de celles que diffusent les agences occidentales. Mais s'il ne fournit qu'une information de type bureaucratique et officiel, s'il ne replace pas les nouvelles dans leur contexte afin de leur donner une autre dimension qui équilibre la vision traditionnelle transmise par les agences transnationales, nous n'aurons progressé que très peu, ou pas du tout.

C'est bien la question essentielle dans la problématique de la dépendance de l'information dans le tiers-monde : de quel type d'information le tiers-monde a-t-il besoin et pour quel but ? D'après nous, cette information ne sera efficace

création de systèmes de communication qui assurent la participation de la population de la manière la plus consciente et la plus active, comme un moyen de garantir l'expression des désirs et points de vue des masses.

C'est dire qu'il faut « horizontaliser » la communication au maximum en cherchant de nouvelles techniques, sûrement plus simples, qui répondent à l'idiosyncrasie et aux coutumes des peuples du tiers-monde. Le rôle du professionnel qui « fait » la nouvelle et qui transmet le message devient alors particulièrement important, et son engagement à la volonté de libération des peuples sous-développés doit être total.

Le type de journaliste dont le tiers-monde a besoin est un journaliste militant alors que, pour le moment, dans nos pays, ce sont les journalistes et professionnels de la communication entièrement conditionnés par les intérêts et modes de vie des métropoles impérialistes qui sont les plus nombreux. Cette situation peut être modifiée en développant une active prise de conscience chez les professionnels pour qu'ils se convertissent en de véritables éducateurs de leurs peuples.

D'autre part, à l'échelon de la communauté internationale, les pays du tiers-monde devront s'efforcer d'obtenir la création d'un cadre juridique définissant les responsabilités et les limites d'action des grandes agences de presse transnationales, ainsi que le suggère Juan

Somavia (8) : « L'information est une fonction sociale, elle ne saurait être une affaire commerciale. Comme toute fonction sociale exercée au nom et au service de la communauté, sa pratique ne peut être laissée au libre arbitre de celui qui l'assume. En outre, la transmission de l'information confère un pouvoir, et toute société doit s'organiser pour que ceux qui détiennent un pouvoir soient socialement responsables de son exercice. Dans ce but, on a développé — dans plusieurs autres domaines — des paramètres d'après lesquels on oriente et encadre l'action spécifique de ceux qui détiennent un pouvoir. Rien ne s'oppose à ce qu'on applique aux agences de presse les mêmes critères. »

« Les agences de presse transnationales sont des organismes étrangers qui opèrent à l'intérieur d'un pays. Chaque pays, dans l'exercice de sa souveraineté, a le droit de créer un cadre de responsabilité pour l'exercice des activités des « entités étrangères » qui agissent à l'intérieur de son territoire. Aucune entité étrangère n'a le droit de se servir de son territoire ou de produire dans un autre pays. Ce droit, on le lui accorde parce qu'on considère que sa présence rendra un service à ce pays. Cela est valable même pour une entité étrangère jouissant de l'extraterritorialité juridique telle qu'une ambassade, parce qu'elle est les relations internationales des deux pays ; et celle-ci perd automatiquement ses droits lorsque les relations diplomatiques sont interrompues. En ce qui concerne les agences, il est nécessaire de définir la nature des bénéfices mutuels que leur activité comporte ; cela étant compris dans les termes les plus larges de l'intérêt national réel d'un pays déterminé et pas nécessairement de celui d'un gouvernement particulier. Le cadre juridique doit reconnaître l'indépendance d'action de l'agence ; mais, en même temps, il doit empêcher l'exercice de la liberté de l'information dans des normes qui permettent d'éliminer ou de reculer certains comportements néfastes. »

Le symposium des pays non alignés réuni à Tunis au printemps dernier, a lui aussi souligné « la nécessité pour les pays non alignés de considérer la possibilité d'établir une législation commune pour la réglementation des activités des agences de presse transnationales ». A cet effet, il a recommandé à la conférence « au sommet » des non-alignés qui va siéger à Colombo « la création d'un organe spécial composé d'un nombre égal de pays non alignés de chaque région géographique pour préparer les principes généraux de droit en matière d'information qui doivent s'appliquer aux pays non alignés et à d'autres pays en voie de développement et pour que ces principes soient intégrés aux principes du droit international qui régissent la communauté internationale ».

La conférence de Colombo devrait donc marquer une étape importante sur la voie de la conquête de l'indépendance de l'information dans le tiers-monde, en prenant au niveau politique le plus élevé des décisions inspirées des accords de Tunis et de New-Delhi. Dans ce cas, elle aura joué dans le domaine de l'information le même rôle que de précédentes conférences qui favorisèrent une prise de conscience des pays non alignés, et du tiers-monde en général, dans les domaines politique et économique.

GERMAN CARNERO ROQUE.

(4) Juan Somavia : La Structure transnationale du pouvoir et l'information internationale, publié par l'Institut latino-américain d'études transnationales, Mexico.

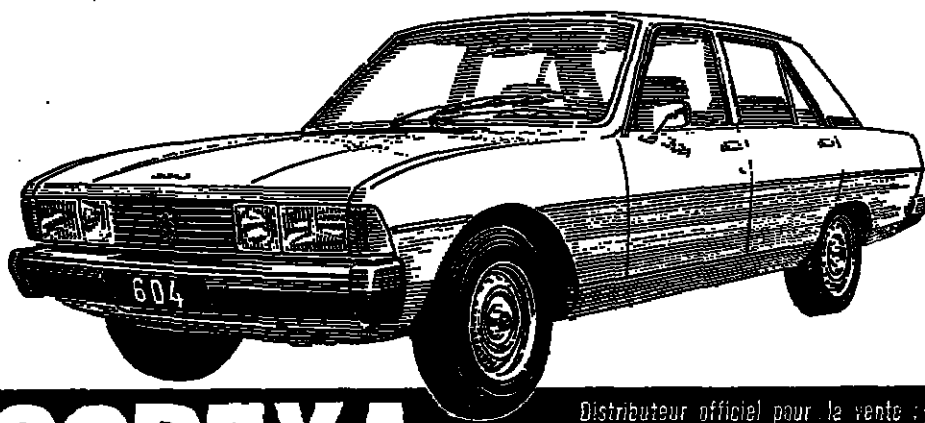
(5) Herbert T. Schiller : « Libre circulation de l'information et domination mondiale », Le Monde diplomatique, septembre 1975.

(6) Rapport de la première commission, symposium des pays non alignés sur l'information, Tunis, 26-30 mars 1976.

(7) Que faire ? Un autre développement, Rapport de la Fondation Dag-Hammarskjöld, préparé à l'occasion de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, Uppsala, 1975.

(8) Juan Somavia : op. cit.

automobiles  
**PEUGEOT**



**SODEXA**

Distributeur officiel pour la vente :  
• aux Membres du Corps Diplomatique  
et des Organisations Internationales  
• aux Clients se rendant en France  
Exclusivement immatriculations spéciales CD et TI

26, RUE CAMBACERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426





VIENTNAM

Pour lutter contre le sous-développement

Un nouveau type de coopération scientifique avec la France

Le Vietnam indépendant et réunifié souhaite établir des accords de coopération d'un type nouveau avec la France. Si les sphères gouvernementales françaises sont hésitantes sur la réponse à donner à ce souhait, tous les vietnamiens se sont rendus récemment au Vietnam, et parmi ceux-ci de nombreux scientifiques, sont revenus convaincus que, du côté vietnamien, ce désir est sincère et essentiellement déterminé par la volonté d'assurer un développement économique et technique rapide.

Aucun peuple n'a autant souffert de la technique mise au service de la guerre et de la destruction. Mais peu de peuples sont aussi conscients de l'importance de la science pour sortir du sous-développement, rattrapper les retards accumulés par une guerre de plus de trente ans.

Les sacrifices demandés à la population du Nord ont été à la limite du supportable. Une grande partie du potentiel industriel y avait été détruite, en particulier par les bombardements de 1972. Au Sud, l'industrie légère de transformation ne fonctionnait que par l'importation de matières premières payées par les dollars américains. D'énormes régions avaient cessé d'être cultivées. L'égoût était devenu un monstre stupéfiant dans un pays essentiellement agricole.

Telle est la situation difficile à partir de laquelle les Vietnamiens doivent commencer leur révolution scientifique et technique. Mais, comme au temps de la guerre, tremblés par les expériences et les objectifs ambitieux — certains disaient sans espoir — ils savent aussi qu'ils ont de sérieux atouts pour réussir.

Ils ont un pays riche, mais jusqu'ici mal exploité, potentiellement beaucoup plus riche que le Japon, par les ressources du sol au Sud et du sous-sol au Nord, par des réserves de pétrole au large des côtes. Ils ont, de plus, une population de près de cinquante millions d'hommes intelligents, travailleurs et fiers. Au Nord, malgré la guerre, on a eu la prévoyance de former un grand nombre de cadres scientifiques et techniques. Au Sud, dans certains secteurs, existent d'excellents ingénieurs et techniciens, et parfois des ouvriers particulièrement experts, comme dans l'industrie électronique.

Aussi, si le revenu par habitant y est comparable à celui des pays sous-développés, le Vietnam possède-t-il une richesse potentielle et un réservoir de main-d'œuvre qui lui permettent d'envisager l'avenir avec assurance et audace.

Pour sortir du sous-développement, comme pour vaincre une invasion étrangère, il faut d'abord compter sur ses propres forces, ce qui n'a jamais voulu dire, pour le Vietnam, refuser l'aide extérieure. Il faut aussi avoir une politique indépendante, c'est-à-dire savoir innover, sortir des chemins battus des modèles existants. Jamais le Vietnam n'aurait été libéré s'il s'était contenté de copier les expériences des autres. Rien n'est plus étranger aux cadres politiques du pays que la notion de modèle stéréotypé de développement.

Ces cadres font le raisonnement suivant : nous commençons notre révolution scientifique et technique plus tard que les autres à cause d'une longue guerre de trente ans. Nous voulons profiter des expériences des autres, de tous les autres, en parti-

culier de celle de la France avec laquelle nous avons dans affectifs, culturels et techniques profonds. Cela peut nous permettre de rattraper le temps perdu, de trouver des raccourcis et de faire des économies de moyens.

La France va-t-elle admettre le Vietnam tel qu'il est et non plus tel que l'ont imaginé ? Comprendra-t-elle qu'il n'est plus question pour le Vietnam socialiste de laisser exploiter sa main-d'œuvre ni d'importer des produits de consommation pour les classes privilégiées, mais désormais d'importer des techniques et des équipements qui peuvent lui donner plus d'indépendance et lui permettre de produire lui-même la plupart des produits de consommation ?

Pour bien comprendre ce point de vue et pour être persuadé de la sincérité de cette volonté d'ouverture, il est essentiel d'être informé sur la place qui a toujours été accordée à l'enseignement et à la recherche scientifique au Vietnam.

Même s'il ne nous appartient pas d'expliquer ici comment un petit peuple déjà exsangue a eu raison de la puissance la plus développée du monde, il faut citer le premier ministre Phan Van Dong quand il disait : « C'est l'intelligence qui, alliée à l'esprit de sacrifice, explique le succès de notre résistance ».

Dès 1945, au Nord, était prise la décision courageuse de donner tout l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, dans la langue nationale pour ne pas réserver le privilège de la culture à une caste coupée du pays. Dès 1958, l'analphabétisme était pratiquement liquidé. Le nombre des étudiants triplait pendant les plus années de l'escalade du conflit, de 1966 à 1968. Environ cent mille cadres scientifiques et techniques de la R.D.V.N. ont fait des études supérieures dans les différents pays de l'Est pendant la guerre. Il a fallu aussi, à cette époque, organiser des services sanitaires qui soient à la hauteur des circonstances en formant des médecins et des infirmiers. La lutte contre les Américains a contribué à forger au Vietnam des hommes de grande qualité qui sont la véritable richesse du pays devant laquelle les ordinateurs et les B-52 sont restés impuissants.

Revenant au Vietnam en 1968, le professeur Schwartz a pu dire, à juste titre : « Alors que presque tous les pays ont une conscience scientifique et technique plutôt en retard sur leurs possibilités matérielles de développement, c'est le contraire au Vietnam ».

On ne peut mettre en doute que le Vietnam distingue le Vietnam d'autres pays sous-développés.

Dès mon premier voyage, en 1967, j'ai été frappé de voir à quel point les dirigeants du Vietnam ont conscience de l'après-guerre et de la formation des cadres dont le pays aurait besoin. Cela prouvait leur assurance quant à la victoire certaine et aussi leur clairvoyance : reconstruire le Vietnam à partir de rien est encore plus difficile que chasser un adversaire redoutable.

La pauvreté initiale, le manque de capitaux, de machines, d'équipement scientifique, sont les grands obstacles que le Vietnam rencontre aujourd'hui, malgré une aide importante des pays socialistes et amis. Mais la guerre ne facilitait pas les choses.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les envahisseurs américains ne coïncident pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre, le plus rapidement possible, un haut niveau technique. Certains cadres sont inadaptés aux nouvelles responsabilités. On ne recycle pas facilement un cadre qui a passé les trois quarts de sa vie dans les prisons et les maquis.

A ceux qui seraient tentés d'idéaliser la situation, M. Phan Van Dong répond que dans bien des domaines « les Vietnamiens ne savent pas travailler ».

Par HENRI VAN REGEMORTER \*

« L'homme premier ministre ne cesse d'insister sur une autre tare du sous-développement et ne facilite pas les relations extérieures. On peut, maintenant que la paix est revenue, prendre des mesures en ce sens. On ne le fait si on veut assurer le succès de la révolution scientifique et technique et de la coopération avec l'étranger ».

Tous les universitaires qui se sont rendus au Vietnam du Nord ont été frappés par la place relativement importante qu'y occupait la recherche dans les différents secteurs de la vie. La recherche appliquée à l'agriculture et à la médecine, mais aussi dans des secteurs fondamentaux comme les mathématiques et la physique. Le Comité d'Etat pour les sciences et les techniques est responsable de l'organisation de la recherche qui s'opère dans les universités et les instituts dépendant du ministère de l'enseignement supérieur — ministère dirigé par un mathématicien de talent, le professeur Ta Quang Bui — tribunaire directement d'autres ministères de l'Etat pour les sciences, la culture, la production des principaux produits de consommation et des médicaments ou pour les sciences de la prospective géologique et d'analyse des minéraux à peine exploitées jusqu'ici. Il faut se préparer au développement futur de la pétrochimie. Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, de nombreuses recherches concernent l'amélioration des plantes, les engrais verts, l'analyse et l'utilisation des sols, l'adaptation de nouvelles espèces animales et les problèmes vétérinaires. Un nouvel institut de chimie des substances naturelles a été créé récemment à Saigon.

Certains secteurs de la physique sont relativement bien implantés, mais il faut dire que la physique n'est pas une science qui nécessite de gros investissements. L'auteur est allé plusieurs fois au Vietnam pendant la guerre et vient de s'y rendre à nouveau pour y discuter de la coopération scientifique française et vietnamienne.

\* Directeur de recherches au C.N.R.S. L'auteur est allé plusieurs fois au Vietnam pendant la guerre et vient de s'y rendre à nouveau pour y discuter de la coopération scientifique française et vietnamienne.

comme la physique des semi-conducteurs, avec pour but le développement d'une industrie électronique nationale. Il faut, en effet, arriver à produire les composants que l'industrie du Sud importait du Japon. L'institut d'épidémiologie de Hanoi est appelé à devenir le centre des recherches biologiques, en microbiologie, immunologie et virologie. Un grand effort reste à faire en chimie de synthèse et en microbiologie liées à la fabrication de médicaments et des antibiotiques qui manquent cruellement. La recherche médicale a des tâches urgentes : le paludisme, la tuberculose, les maladies vénériennes, le rachitisme de l'enfant, le cancer du foie, les troubles endocriniens constituent, par leur ampleur, de véritables maladies sociales.

Par tradition, Hanoi a toujours été la capitale universitaire du Vietnam. Le Nord a donné la priorité à l'industrie, ce qui lui a conduit à développer certains secteurs de la recherche. Le Sud ne possède qu'une industrie de transformation orientée vers la consommation. L'enseignement technique y était privilégié par rapport à l'enseignement fondamental.

Les universités du Sud sont de création récente, celle de Saigon date de 1957 et les facultés des sciences y sont de très loin les moins peuplées. La majorité des étudiants préfèrent faire un droit ou des études commerciales pour échapper au service militaire et, éventuellement, trouver des emplois dans le secteur tertiaire. L'artificialité existait dans les grandes villes, mais elle a disparu avec la création d'une école d'agriculture très moderne, équipée grâce à une aide japonaise, les étudiants préfèrent s'installer dans une faculté des lettres ou dans une école d'agriculture. Le développement de l'agriculture ne préoccupait pas beaucoup l'ancien régime. Partout les facultés des sciences sont les parents pauvres. Les bibliothèques y sont misérables et les laboratoires de recherche quasi inexistantes. Seule l'école polytechnique de Phu Tho, près de Saigon, possède des laboratoires de travaux pratiques relativement bien équipés.

La bibliothèque centrale de Saigon donne une idée du mépris que l'ancien régime avait pour les sciences et les techniques. Bâtie pour recevoir deux millions de livres, elle en possède environ cinquante mille qui sont inutilisables. C'est le Nord qui, aujourd'hui, est au Sud de la documentation scientifique et de l'équipement pour monter les laboratoires de recherche.

Si les Américains ont laissé un peu de temps à la science, ils ne l'ont pas laissée à la défense, s'il existe deux hôpitaux ultra-modernes équipés par les Français et les Japonais, et un potentiel non négligeable de cadres formés, les techniques modernes, il faut constater que l'ancien régime préférait se faire entretenir en s'accommodant du néo-colonialisme. Avec la réunification, vont pouvoir se développer toutes les potentialités du Nord et du Sud du pays qui sont, en fait, très complémentaires. Il faut même considérer comme très positive la coexistence aujourd'hui de cadres socialistes et techniques formés de façon différente dans les pays les plus divers, particulièrement en U.R.S.S., aux Etats-Unis, en France et au Japon. Beaucoup d'équipes techniques dirigées au Sud sont de formation française. Très importante est,

par ailleurs, la réserve des cadres vivant actuellement en France, dont un grand nombre aspirent à rentrer pour servir le pays.

Enfin, maîtres chez eux, les Vietnamiens vont pouvoir, effectivement, exploiter leurs ressources, mettre en valeur leur pays et améliorer leur niveau de vie. Bien des choses sont, en fait, les aspects positifs de l'exploitation coloniale ou néo-coloniale en regard des possibilités de développement et des besoins de la population. Terribles sont les innombrables séquelles d'une longue guerre de trente ans qui rendront la première phase de transition très difficile.

Aucun peuple n'a consenti autant de sacrifices pour retrouver l'indépendance et la liberté, pour gagner son droit à la domination étrangère. Aujourd'hui, les Vietnamiens lancent un second défi, cette fois au sous-développement : ils savent et disent que le second combat ne sera pas plus facile que le premier. Leurs ennemis d'hier sont précisément ceux qui prétendent que jamais les peuples sous-développés ne rattraperont leur retard. Les multinationales profitent de l'échange inégal et ont intérêt à prolonger l'exploitation de la main-d'œuvre des peuples sous-développés. Mais, malgré cela, certains milieux industriels et, espérons-le, certains hommes politiques, commencent à comprendre que les pays en voie de développement sont des partenaires nécessaires à toute politique de relance économique durable de l'Occident.

Intéressante sous ce rapport sera l'attitude de la France lors des négociations avec le nouveau Vietnam. La France, après plusieurs occasions manquées aux conséquences tragiques en Indochine, et désastreuse pour ses propres intérêts, va-t-elle comprendre qu'elle devrait coopérer largement avec une nation courageuse qui sera très vite une des puissances importantes de l'Asie, ou va-t-elle laisser la place à d'autres ? Va-t-elle comprendre qu'il est utile pour tous d'aider un peuple capable de mettre en valeur l'équipement et les techniques qui lui seront fournis ?

Certes, la coopération entre pays de niveaux de développement différents pose des problèmes délicats. Les vraies difficultés ne sont pas de nature bureaucratique, mais tiennent à la difficulté de faire des choix visant l'efficacité maximale. Comme les sujets de recherche, les techniques avancées ne s'exportent pas toujours brutalement.

Si, dans le domaine de la coopération scientifique, la France devrait contribuer à équiper des laboratoires fonctionnels répondant à des objectifs prioritaires de la recherche, dans le domaine technique et industriel, la coopération s'orienterait vers de nombreux domaines parmi lesquels les plus importants concernent l'exploitation du pétrole et la pétrochimie, la sidérurgie, la prospection et l'exploitation des ressources minières.

Le Vietnam est un partenaire d'avenir pour la France et celle-ci a intérêt à le comprendre dès maintenant. Il ne s'enfermera ni dans l'autarcie ni dans le tête-à-tête avec les pays socialistes. Sans idéaliser la situation, on peut dire que le Vietnam est bien placé pour gagner son droit au sous-développement. Grâce à son intelligence, à son expérience, à sa ténacité et à son esprit d'initiative, le Vietnam, une nouvelle fois, nous étonnera.

Dans les revues...

La NOUVELLE REVUE DES DEUX MONDES publie le texte intégral (des extraits précédents) de la lettre adressée par M. Constantin Caranfilis à M. Demiral, chef du gouvernement turc, dans le cadre de la longue lettre adressée par le président de la République à l'occasion de la visite de la Turquie en France le 12 juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de l'Université, Paris-7.

HOMMES ET MIGRATIONS et MIGRANTS-FORMATION se sont réunis pour un numéro consacré à la participation des travailleurs migrants à la vie communale. (N° 11, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 12, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 13, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 14, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 15, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 16, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 17, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 18, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 19, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 20, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 21, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 22, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 23, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 24, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 25, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 26, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 27, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 28, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 29, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 30, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 31, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 32, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 33, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 34, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 35, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 36, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 37, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 38, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 39, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 40, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 41, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 42, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 43, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 44, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 45, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 46, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 47, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 48, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 49, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 50, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 51, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 52, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 53, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 54, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 55, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 56, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 57, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 58, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 59, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 60, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 61, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 62, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 63, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 64, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 65, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 66, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 67, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 68, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 69, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 70, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 71, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 72, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 73, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 74, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 75, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 76, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 77, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 78, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 79, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 80, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 81, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 82, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 83, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 84, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 85, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 86, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 87, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 88, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 89, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 90, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 91, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 92, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 93, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 94, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 95, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 96, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 97, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 98, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 99, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 100, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 101, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 102, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 103, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 104, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 105, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 106, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 107, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 108, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 109, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 110, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 111, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 112, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 113, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 114, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 115, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 116, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 117, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 118, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 119, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 120, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 121, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 122, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 123, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 124, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 125, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 126, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 127, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 128, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 129, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 130, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 131, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 132, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 133, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 134, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 135, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 136, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 137, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 138, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 139, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 140, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 141, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 142, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 143, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 144, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 145, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 146, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 147, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 148, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 149, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 150, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 151, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 152, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 153, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 154, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 155, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 156, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 157, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 158, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 159, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 160, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 161, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 162, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 163, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 164, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 165, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 166, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 167, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 168, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 169, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 170, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 171, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 172, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 173, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 174, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 175, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 176, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 177, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 178, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 179, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 180, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 181, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 182, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 183, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 184, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 185, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 186, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 187, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 188, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 189, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 190, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 191, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 192, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 193, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 194, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 195, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 196, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 197, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 198, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 199, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 200, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 201, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 202, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 203, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 204, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 205, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 206, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 207, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 208, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 209, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 210, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 211, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 212, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 213, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 214, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 215, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 216, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 217, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 218, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 219, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 220, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 221, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 222, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 223, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 224, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 225, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 226, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 227, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 228, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 229, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 230, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 231, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 232, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 233, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 234, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 235, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 236, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 237, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 238, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 239, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 240, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 241, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 242, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 243, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 244, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 245, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 246, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 247, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 248, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 249, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 250, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 251, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 252, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 253, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 254, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 255, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 256, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 257, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 258, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 259, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 260, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 261, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 262, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 263, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 264, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 265, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 266, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 267, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 268, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 269, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 270, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 271, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 272, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 273, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 274, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 275, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 276, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 277, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 278, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 279, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 280, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 281, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 282, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 283, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 284, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 285, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 286, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 287, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 288, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 289, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 290, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 291, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 292, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 293, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 294, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 295, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 296, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 297, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 298, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 299, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 300, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 301, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 302, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 303, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 304, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 305, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 306, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 307, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 308, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 309, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 310, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 311, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 312, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 313, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 314, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 315, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 316, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 317, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 318, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 319, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 320, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 321, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 322, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 323, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 324, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 325, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 326, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 327, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 328, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 329, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 330, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 331, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 332, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 333, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 334, mensuel, 6, rue Bayre, Paris-17. - N° 335, mensuel, 6, rue

## UNION SOVIÉTIQUE

Après la conférence des partis communistes européens

## Pour Moscou, plus de problèmes que de satisfactions

**P**OURQUOI les dirigeants du Kremlin réclament-ils et préparent-ils avec autant d'obstination des conférences du mouvement communiste international ? Pour ne pas laisser tomber un rôle en déshérence ? Sans doute. Mais surtout parce qu'ils n'ont pas encore imaginé un autre moyen pour montrer, et, au besoin, établir la cohésion, le même temps ils affirment qu'ils croient affirmer leur autorité. Lorsque l'U.R.S.S. était dirigée par des personnages historiques, Lénine et Staline, les procédures importaient peu. Tous les militants étrangers se rangeaient sans hésitation derrière le premier Etat socialiste du monde. Depuis vingt ans, le Kremlin est animé par des hommes dont le souci est de maintenir l'héritage. Ils estiment que, dans un vaste forum, ils doivent tout naturellement tenir le rôle de grande vedette.

Ces conférences ont à leurs yeux un autre avantage : elles constituent un

succédané d'internationalisme. Pour rassurer ses alliés pendant la guerre, Staline avait dissous le Komintern. Mais cette institution n'avait plus de réalité. Quelques années plus tard, il créa le Kominform, en principe simple bureau d'information auquel d'ailleurs n'adhéraient que des partis européens. Le dictateur n'avait guère besoin d'intermédiaires pour indiquer aux partis frères ce qu'il attendait d'eux. Le Kominform ne prit qu'une seule décision d'importance : il condamna Tito en 1948. West-est pas précisément pour s'acquiescer de cette tâche qu'il avait été fondé ?

Comment garder des liens étroits avec les autres partis communistes ? Le comité central dispose d'une administration, comparable d'une certaine façon à un ministère des affaires étrangères, qui remplit cette mission sous l'autorité du bureau politique et de deux secrétaires du comité central. Cependant, ses départements doivent

travailler avec une relative discrétion, et leur influence sur un certain nombre de P.C. de leur juridiction est de moins en moins évidente. Dans ces conditions, il est difficile de conserver la discipline que Lénine exigeait de tous les détachements du mouvement révolutionnaire mondial.

UNE question de doctrine est alors posée : l'U.R.S.S. proclame depuis des années que tout parti communiste a des comptes à rendre à la classe ouvrière de son pays et au prolétariat mondial. Les P.C. qui professent et

appliquent l'indépendance affirment que chaque parti a des comptes à rendre à la classe ouvrière de son pays, mais qu'il n'a rien d'autre à donner aux étrangers que des informations. Et par quel intermédiaire rendre des comptes au prolétariat mondial ? Par les conférences internationales du mouvement.

Par BERNARD FERON

Il y a donc divergence fondamentale sur le rôle et l'utilité de telles assemblées. Les dirigeants soviétiques doivent bien constater, au moment de dresser le bilan, que les résultats obtenus sont souvent contraires au but qu'ils s'étaient fixés. Ils veulent renforcer la cohésion. Les réunions ne font qu'éclaircir, voire aggraver, les contradictions de la famille. La conférence européenne de Berlin-Est à la fin du mois de juin a accentué la tendance à la diversification qu'on avait déjà observée lors de la conférence mondiale de 1969.

Ce fut d'ailleurs, d'un bout à l'autre, la conférence de l'ambiguïté. Les Soviétiques en avaient pris l'initiative pour montrer que les communistes du continent avaient toujours un projet commun. Au fur et à mesure que se tenaient les comités préparatoires, les responsables du Kremlin durent assouplir leur position afin que viennent au rendez-vous tous ceux qui y étaient conviés. A la fin, ils s'étaient résignés à donner satisfaction à ceux de leurs partenaires qui refusaient toute contrainte des énoncés de document « directif » furent abandonnés et les chefs des P.C. européens approuvèrent un document final rédigé en termes si généraux que chacun y trouve son compte. Les Soviétiques consentaient même à ne pas faire figurer dans ce document des formules auxquelles ils attachent pourtant une grande importance, sur la dictature du prolétariat ou l'internationalisme prolétarien.

Ambiguë aussi fut la présence du maréchal Tito. Apparemment, les Soviétiques ont remporté un grand succès en ramenant dans le cercle de

la critique était d'autant plus sensible que chacun avait à l'esprit, bien qu'il n'en fût pas parlé, les derniers événements de Pologne. La conférence s'est réunie quatre jours après une flambée de mécontentement à la suite de l'annonce d'une hausse des prix et une recrudescence de la catastrophe des autorités de Varsovie. Comment un gouvernement qui affirme traduire les aspirations et défendre les intérêts des travailleurs peut-il entrer en conflit aussi violent avec une partie de la classe ouvrière ? Le régime polonais n'est pas loin de là, le plus rude. Il est conduit par un homme plus soucieux de réalisations que de dogmes, et qui avait su garder le contact avec la population. Or voilà qu'il commet ou approuve une erreur psychologique qui affaiblit considérablement son autorité. Ce drame donne à réfléchir sur les insuffisances de la démocratie socialiste.

On comprend alors que les dirigeants soviétiques aient pris quelques mesures prophylactiques pour atténuer l'effet des discours tenus à Berlin-Est. Avant la conférence mondiale de 1969, ils avaient promis aux Italiens de publier dans leurs journaux un compte rendu complet de toutes les interventions. L'engagement fut tenu, si bien que les lecteurs de la Pravda découvrirent que plusieurs partis frères continuaient de condamner l'intervention en Tchécoslovaquie et regrettaient les avances de l'arrondissement dans les Etats socialistes. Cette fois, M. Berlinguer se contenta de demander les plus grandes facilités pour les journalistes. Les déclarations plus récentes furent mentionnées dans le monde, sauf en U.R.S.S. A usage interne, le Kremlin réussit ainsi à sauvegarder quelque apparence d'unanimité.

La plupart des analyses rédigées aussitôt après la session faisaient état d'une division en deux groupes. D'un côté, les partis inconditionnellement fidèles, prosoviétiques. De l'autre, les « eurocommunistes » auxquels il convient d'associer Yougoslaves et Roumains.

LES principaux intéressés refusent la notion d'« eurocommunisme » parce que, disent-ils, des partis qui n'appartiennent pas à ce continent, notamment le P.C. japonais, ont les mêmes préoccupations qu'eux. Une autre raison incite à utiliser avec prudence ce terme pourtant commode : les différences d'appréciation entre les chefs de file de ce groupe, M.M. Berlinguer, Carrillo et Marchais s'accroissent pour dire que, s'ils accèdent au pouvoir, ils ne copieront pas les modèles établis à l'Est. Ils notent que le socialisme est inconcevable sans la liberté politique. Mais des désaccords sérieux apparaissent lorsqu'il est question de politique étrangère. M. Berlinguer affirme que l'Italie doit rester membre du pacte atlantique et participer activement à la Communauté européenne. Il a dit clairement pendant la campagne électorale qu'il est bon d'être protégé par le bouclier atlantique pour édifier à l'Ouest une société socialiste. M. Marchais, lui, condamne la politique de M. Giscard d'Estaing parce qu'elle est, à son gré, trop atlantique et trop européenne. Il fait grief aux dirigeants soviétiques d'avoir une attitude trop complaisante pour le président de la République française.

On décèle alors au sein de ce groupe des divergences sur l'internationalisme prolétarien. M. Carrillo rejette catégoriquement cette notion. M. Berlinguer l'estime dépassée. Et M. Marchais ? Il s'en accommoderait à condition de l'entendre autrement que les Soviétiques. Jusqu'à présent, la fidélité totale à l'U.R.S.S. était la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien. Le secrétaire général du P.C. français veut que l'internationalisme soit à double sens. L'U.R.S.S. devrait définir sa politique étrangère et l'approuver en tenant compte des intérêts des partis frères. Autrement dit, pour ce qui est des relations avec la France, la diplomatie soviétique devrait s'inspirer des thèses du P.C. français. M. Brejnev ne paraît pas prêt à lui donner satisfaction, à moins qu'un jour l'U.R.S.S. ne juge qu'il est de son intérêt d'état de prendre ses distances à l'égard du gouvernement français.

La conférence de Berlin-Est a donc posé aux dirigeants du Kremlin plus de problèmes qu'elle ne leur a donné de satisfactions. Et puis, ne devait-elle pas constituer un hors-d'œuvre de la conférence mondiale dont rêvent les Soviétiques ? Le moins qu'on puisse dire, après la rencontre européenne, c'est que les conditions ne sont pas remplies pour un plus vaste rassemblement.

## Diplomatie et droit des gens

« I l n'y a pas de politique intérieure ni de domaine réservé pour le droit des gens », la réplique de François Mitterrand est venue, exemplaire. A Hambourg, le président de la République avait déclaré — sans grande originalité : « Je n'approuve pas les initiatives qui sont prises pour intervenir dans la politique intérieure des autres » ; sans doute voulait-il faire apparaître l'« irresponsabilité » de ce chef de l'opposition qui s'était inquiété des interdictions professionnelles en Allemagne fédérale. Le premier secrétaire du parti socialiste donne, immédiatement, sa vraie dimension au débat : « Les mitrillages d'Afrique du Sud, politique intérieure ? Les assassinats d'Argentine, politique intérieure ? Les otages d'Ouganda, politique intérieure ? Selon la doctrine Giscard, il faudrait donc se taire, à moins que l'on ne soit bantou ou patagon ? Comme il fallait se taire auparavant sur les camps du Chili ou les ailes d'U.R.S.S. ? » Ainsi s'ouvre une confrontation fondamentale entre deux conceptions de la politique étrangère et du droit international.

Certes, on savait déjà les gouvernements de la V<sup>e</sup> République nostalgiques de la Realpolitik d'un autre siècle — celui des combinaisons d'antichambre et du silence de l'opinion publique. Rappelons-nous janvier 1973 : la simple venue à Paris de cinq chefs de gouvernement étrangers, à l'occasion d'une réunion de l'Internationale socialiste, avait suscité des réactions fort vives ; n'allait-on pas, dans les milieux autorisés, jusqu'à s'inquiéter de l'avenir des rapports du régime avec ceux des Etats dont les dirigeants acceptaient le rendez-vous socialiste de Paris, et prenait part ainsi à la conjuration social-démocrate contre le gouvernement de la France ? Il était tentant de parodier Marx et Engels dans les premiers lignes du Manifeste : « Un spectre hante la France : le spectre de l'internationalisme socialiste. »

De Valéry Giscard d'Estaing on attendait une autre intuition de l'intégration en profondeur de la société internationale et, au contraire, le comportement de celui d'un Mitterrand velléitaire. En octobre 1974, lors de sa première réunion de presse sur les affaires internationales, le nouveau président ne semblait-il pas soucieux d'appréhender le monde en tant que système, et de saisir dans le toilettage de l'état de nature l'émergence d'un véritable contrat social international ? Las ! Son « mondialisme », loin d'imprégner réellement l'ensemble de sa vision du monde, n'était finalement qu'un ornement rhétorique. M. Giscard d'Estaing ne louait, le matin, les vertus de l'interdépendance que pour donner, le soir, dans l'idolâtrie de l'Etat.

« Souveraineté de l'Etat » : non-intervention dans les affaires intérieures — tels seraient, selon l'Elysée, les maîtres mots de la diplomatie et du droit international. Sont-ils encore utilisables dans les grands débats de ce temps ? Rapports Est-Ouest : le thème de la détente idéologique, qui apparaît — avec un grand succès — lors du voyage à Moscou du chef de l'Etat en octobre 1975, ignore la conception soviétique de la coexistence, la rigoureuse séparation de la « cohabitation des Etats » et du développement de la lutte sociale. De fait, les rapports pacifiques entre Etats réglés à Helsinki, les principes paneuropéens ne doivent-ils pas permettre, de la part de l'Europe occidentale aussi, le développement de la confrontation au niveau des sociétés en une même compétition pacifique pour la démocratie — cette voie du combat idéologique transnational exploitée chèrement par Olof Palme et Bruno Kreisky ? Rapports Nord-Sud : M. Giscard d'Estaing prêche et la justice dans l'économie mondiale — mais les moyens qu'il propose se résument à un modeste « consensus » entre Etats souverains. Croit-il réellement que la substitution de mécanismes volontaristes au jeu du marché, que la projection au niveau mondial des problèmes de planification de la production, de l'échange, de la consommation, que l'affinement de la notion de développement dans une perspective d'équité sociale se révéleraient compatibles avec le maintien de souverainetés exorbitées ?

Ainsi que le péril nucléaire, l'inégale répartition des ressources, l'explosion démographique constituent autant de défis à toute politique de développement national. M. Giscard d'Estaing redécouvre les charmes de la Realpolitik. Du droit international, ses interprètes officieux tiennent de ne retenir que la définition traditionnelle : un droit de juxtaposition des souverainetés, un droit « interpuissances » qui — loin d'apparaître comme un véritable système de normes qui, tel le moderne « jus cogens », transcenderait les intérêts étatiques — n'est qu'une technique subordonnée, un serviteur des politiques étrangères. A quoi François Mitterrand oppose l'affirmation internationale des droits de l'homme, c'est-à-dire une voie médiane entre l'utopie d'un gouvernement mondial qui se fonde sur une société internationale qui n'existe pas encore, et le réalisme politique qui se réfère à une société internationale qui n'existe plus : un droit des gens transnational à partir duquel pourrait être relancée cette édification des pouvoirs de paix de la communauté internationale à laquelle nous invite l'actuelle trêve nucléaire.

CHARLES ZORGBIRE.

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

Fondée en 1899,  
de réputation internationale,  
cette Ecole vous apporte la sécurité pour l'instruction  
et l'éducation de vos fils.

## ÉCOLE PASCAL

à PARIS, 33, bd Lannes  
75116. - Tél. : 504-14-23  
AUTOBUS - METRO :  
Porte Dauphine ou Pompe.

à MORZINE (Haute-Savoie)  
74110. - Tél. : 187  
S.N.C.F. : Thonon.  
AÉROPORT : Genève.

## INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du jardin d'enfants  
aux BACCALAUREATS.

Sports et plein air  
au bois de Boulogne.  
Laboratoire. Week-ends organisés.

Du jardin d'enfants  
à la classe de Troisième (B.E.P.C.).

Sports d'hiver - Ski l'hiver.  
Vie active à la montagne.  
Surveillance médicale.

## Le carnet des ambassades

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Canada et Mme Gérard Pelletier ont offert une réception le 1<sup>er</sup> juillet dans les salons de leur résidence.

● L'ambassadeur des Etats-Unis et Madame Kenneth Nash ont donné une réception le 4 juillet, à l'occasion du bicentenaire de l'indépendance américaine.

● Pour commémorer l'anniversaire de l'indépendance et à l'occasion de la Fête de la paix et de l'unité nationale, l'ambassadeur du Rwanda et Madame Jules Kanamira ont offert une réception le 5 juillet.

● M. André Gaillabert, ambassadeur du Sénégal, a offert une réception le 6 juillet.

● Le délégué général du Québec et Madame Chapdelaine ont donné une réception le 12 juillet à l'occasion de leur départ.

● L'ambassadeur de la République d'Irak et Mme Moudhir-Tawfik Al-Wandawi ont offert une réception le

15 juillet à l'occasion de la fête nationale.

● L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Jura Sedlak, l'ambassadeur délégué permanent près l'UNESCO et Mme Michel Gregus ont donné le 15 juillet une soirée littéraire et musicale à l'UNESCO pour la célébration du centenaire de la naissance du poète slovaque Ivan Krasko.

● L'ambassadeur de Pologne et Mme Tadeusz Olechowski ont donné une réception le 22 juillet à l'occasion de la fête nationale.

● A l'occasion de la fête nationale, M. Naguib A. Kady, ambassadeur de la République arabe d'Egypte, a offert une réception le 23 juillet.

● A l'occasion du quarante-neuvième anniversaire de la fondation de l'armée populaire de libération de Chine, M. Wu Chen, attaché militaire naval et de l'air, a offert une réception le 30 juillet dans les salons de l'ambassade.

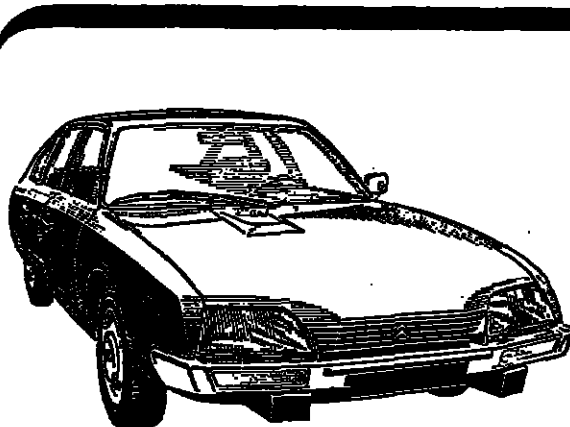
## Calendrier des fêtes nationales

16-31 AOUT

17 GABON	Fête de l'indépendance
17 INDOONESIE	Anniversaire de la déclaration de l'indépendance
22 ROUMANIE	Fête nationale
25 URUGUAY	Fête de l'indépendance
31 MALAISIE	Fête de l'indépendance
31 TRINITE-ET-TOBAGO	Fête de l'indépendance

1<sup>er</sup>-15 SEPTEMBRE

1 LIBYE	Fête nationale
2 REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM	Fête nationale
3 SAINT-MARIN	Fête nationale
4 QATAR	Fête nationale
5 SWAZILAND	Fête nationale
7 BRÉSIL	Fête de l'indépendance
8 MALTE	Fête nationale
9 BULGARIE	Fête nationale
10 COSTA-RICA	Fête de l'indépendance
15 GUATEMALA	Fête de l'indépendance
15 HONDURAS	Fête de l'indépendance
15 NICARAGUA	Fête de l'indépendance



Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'ils leur plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

SIÈGE DE S.A. CITROËN 6-10, rue de la Cavalerie,  
Paris 15<sup>e</sup>, Tél. : 77 CITRO 204.533, 77, 78, 79, 80 - 783.92.77.

CITROËN CX

مكتبة النسخ



## Deux siècles d'expérience aux Etats-Unis

# CAPITALISME ET INÉGALITÉS

## II. — Une politique de division

Les inégalités des citoyens devant l'emploi, les salaires, les profits, l'administration de la justice ou la participation au pouvoir politique (voir le Monde diplomatique, juillet 1976) sont-elles inhérentes au système capitaliste ? Depuis deux siècles, les mécanismes de la démocratie politique ont tenté de les réduire, et souvent avec succès. Pourtant, même dans la société la plus riche et la plus dynamique, les Etats-Unis, subsistent de criantes inégalités.

De nouveaux arguments et de nouvelles méthodes ont été mis au point soit pour contester ces inégalités, soit pour les perpétuer en les camouflant. On nie l'existence de classes sociales, en les subordonnant à (ou en les dissimulant par) des divisions ethniques, ce qui revient à fournir de fallacieux fondements à un

racisme qui ne dit pas son nom. Ou bien on profite de la « crise urbaine » pour mettre en place un « partage des revenus » qui aboutit en fait à imposer de nouvelles charges aux défavorisés et à procurer de nouveaux privilèges aux plus avantagés.

En soi, la simple existence d'inégalités sociales, économiques, civiques, etc., resterait un phénomène relativement mineur si l'on ne constatait, au sommet d'un pouvoir étroitement lié à des puissances économiques, une volonté politique de les entretenir en refusant même le principe, fondamental en démocratie, de l'égalité des chances. Là réside le véritable défi lancé au « rêve américain », là aussi le principal terrain de lutte pour la démocratie.

Les différences ethniques  
comme camouflage  
et moyen de domination

EN toile de fond du climat social régressif des années 70, le « pluralisme » est en train de se réaffirmer comme idéologie nationale américaine. Le pluralisme ethnique (ou néo-pluralisme) est venu s'ajouter à d'autres fantômes des années 50 que l'on remet actuellement au goût du jour, comme le respect du Q.I. (quotient intellectuel), les lamentations sur le « ghetto » de l'aidé social, et les controverses sur le busing (1). On nous dit une fois de plus que, pour appartenir à la chair vive de la nation américaine, il faut être « ethnique ».

L'ethnisme n'est pas nouvelle en Amérique : ses effets se sont déjà fait sentir à bien des reprises auparavant, qu'il s'agisse des pressions qui s'exercent sur les individus au sein des groupes ou des conflits entre groupes. Aujourd'hui, nous assistons à la résurrection des organisations ethniques (Italian Anti-Defamation League, Jewish Defense League, etc.), les études ethniques reprennent une nouvelle vigueur (Center for the Study of American Pluralism, National Project on Ethnic America), des livres consacrés à ce sujet abondent (The Decline of the WASP, de Peter Schrag, Rise of the Unmeltable Ethnics, de Michael Novak), les politiciens et les instituteurs de sondage accordent une nouvelle importance à l'électorat « ethnique ».

MM. Gerald Ford et Jimmy Carter célèbrent tous deux « notre précieux héritage ethnique », et des films ayant pour thème central l'ethnisme ou l'immigration font salle comble (les deux *Parrains*, *Hester Street*).

Mais reste à savoir si cette résurgence de la foi dans les divisions ethniques promet ou non quelque chose de nouveau. En fin de compte, tous les hymnes que l'on entonne aujourd'hui pour saluer la résurgence du pluralisme renforcent une illusion couramment répandue dans les masses ethniques sur la vie américaine, illusion qui sert avant tout à rationaliser les inégalités très considérables qui sont inscrites dans la structure même de la société.

En se fourvoyant dans les interstices ethniques de la structure de classe, on élude la question de fond, celle de la lutte des classes, qui apparemment ne se poserait même plus. Le réductionnisme ethnique veut nous faire admettre comme préétablie l'idée socialement imposée que l'appartenance ethnique définit à elle seule l'identité sociale des individus. La conséquence en est que la question ethnique, qui pourrait effectivement nous aider à mieux comprendre la relation des individus aux structures sociales, sont toujours posées de manière à paralyser toute action et à reconstruire la classe ouvrière avec les inéquités sociales et économiques.

### L'immobilité économique et sociale des immigrants

POUR la plupart des Européens d'Amérique, la vie au « nouveau monde » a longtemps ressemblé à celle qu'ils avaient laissée derrière eux, et la situation n'a guère évolué depuis pour un grand nombre de leurs descendants. Contrairement à toutes les idées reçues en la matière, la mobilité sociale n'a jamais été particulièrement accrue dans le prolétariat blanc. Bien entendu, les progrès dans ce domaine ont varié d'un groupe ethnique à l'autre, et tous les groupes ont vu s'élever de leur sein quelques individus qui ont connu une ascension sociale rapide, analogue à celle que dépeint un certain folklore populaire. Certains groupes ont pu progresser plus que d'autres dans un espace de temps comparable, mais de larges secteurs de tous les groupes n'ont pas fait de progrès du tout.

La réalité des progrès, infimes et laborieux, accomplis depuis le début de ce siècle par les immigrants et les groupes ethniques blancs a été masquée par l'habitude des spécialistes comme du public de comparer favorablement l'« expérience des

immigrants » à l'« expérience noire ». Ainsi, pendant les années 60, on a gravement sous-estimé les restrictions et la ségrégation qui frappent le prolétariat blanc dans la mesure même où la prédominance des Noirs aux échelons les plus bas de la société suscitait des préoccupations grandissantes. Même si la présence d'une majorité de Noirs au bas de l'échelle sociale peut être considérée comme un aspect du racisme américain, leur condition de sous-prolétaires est une caractéristique inhérente de l'organisation sociale américaine. Beaucoup d'historiens et d'observateurs de l'immigration et des groupes ethniques sont sensibles au racisme et le déplorent ; mais c'est justement son existence qui leur permet d'affirmer que les vagues successives d'immigrants se sont pleinement intégrées à la vie américaine et que les promesses du « rêve américain » se sont réalisées pour eux.

Dès que l'on s'engage dans les comparaisons entre les ethnies ou au sein des ethnies, le concept de la « réussite » comme expérience commune à toute l'immigration perd à peu près toute substance. En 1960, à New-York et dans l'Etat du New-Jersey, plus de 80 % des travailleurs d'origine italienne, irlandaise et slave étaient employés comme manœuvres ou O.S. — vingt ans plus tard, une autre statistique permettait de constater que le phénomène persistait à l'échelle nationale (2). Les membres de ce que l'on appelle aujourd'hui les « groupes ethniques blancs » continuent de quitter massivement l'école à un très jeune âge et d'aller grossir les rangs des ouvriers les moins qualifiés — alors même que les emplois à basse qualification se font de plus en plus rares. Cette persistance de l'immobilité

## La légende d'une société sans classes

Par COLIN GREER \*

économique et sociale chez les descendants des « nouveaux immigrants » qui ont afflué aux Etats-Unis au début de ce siècle a joué un rôle important dans l'actuelle redécouverte de leurs « racines ethniques » par les minorités ethniques de la classe ouvrière blanche, notamment par les Italiens et les Slaves des grands centres urbains de l'Est industriel (Boston, New-York, Baltimore, Cleveland, Pittsburgh et Detroit).

L'immigration reste aujourd'hui un aspect critique de l'économie américaine. Contrairement à l'idée convenue, elle n'a pas cessé au cours des années 20 ; elle se poursuit toujours, et le flux d'immigrants reste aussi considérable qu'autrefois : de 1965 à 1974, trois millions et demi d'émigrés des deux hémisphères sont entrés légalement aux Etats-Unis. Si l'on y ajoute les « clandestins » (en se fondant uniquement sur les estimations officielles, c'est un total de huit à douze millions de nouveaux venus qui se sont installés aux Etats-Unis en l'espace d'une décennie. La main-d'œuvre immigrée reste vitale pour notre société industrielle qui (comme beaucoup d'autres) en a besoin pour remplir le vide qui se crée constamment au bas de l'échelle sociale. En conséquence, aujourd'hui, tandis que les descendants des premiers immigrants s'efforcent de conserver leurs emplois dans le contexte des mesures législatives et sociales qui avaient permis de polir la « jungle industrielle » au début de ce siècle, les nouveaux immigrants se mettent au travail dans des conditions qui rappellent irrésistiblement celles qui régnaient alors, et pour des salaires relativement semblables.

Ce que l'illusion de l'immigration « achevée » et le mythe de la mobilité sociale servent à masquer, c'est, bien sûr, la réalité d'une Amérique où les chances de réussite ont toujours été très infimes et où toutes les tentatives de réforme, même les mieux intentionnées, sont restées lettre morte — et elles le resteront encore aussi longtemps que nous n'aurons pas jeté aux ordes l'image — toujours perçue comme le symbole le plus adéquat de la société américaine — d'une échelle que l'on ne peut gravir qu'à quelques-uns de front. Au lieu de quoi tout est fait pour alimenter l'illusion que n'importe qui peut la gravir, à condition d'en avoir la volonté et les capacités, les échelles étant régulièrement attribuées à quelque faiblesse constitutive de l'héritage ethnique ou à des caractéristiques de groupes facilement identifiables (3).

La plupart des groupes ethniques qui composent la société américaine ont bel et bien été intégrés à une structure de classe très hiérarchisée qui s'exprime en divisions ethniques. La dichotomie que nous opérons entre « intégration » et « pluralisme », afin de pouvoir passer tous les dix ans d'une forme de polarisation

\* Professeur au département d'études contemporaines de la City University de New-York (Brooklyn College), rédacteur en chef de la revue *Social Policy*, auteur de plusieurs livres dont *The Great School Legend* : a Revisionist Interpretation of Public Education, Basic Books, New-York, 1972, et *The Divided Society* : The Ethnic Experience in America, Basic Books, New-York, 1974.



(Dessin de Julem.)

### LE MOIS DERNIER

- Une politique de l'inégalité, par Pierre Dommergues.
  - La disparité des salaires et des profits, par Andrew Zimbalist.
  - La professionnalisation de l'enseignement supérieur, par Samuel Bowles.
  - Comment contrôler le gouvernement, par G. William Domhoff.
- Jeunes, femmes et Noirs (Paulette Schuberl).  
La légalisation de l'injustice (Howard Zinn).

### Le détournement raciste

L'IDEOLOGIE autour de laquelle s'articule le néo-pluralisme ethnique n'a pas cessé au cours des années 20 ; elle se poursuit toujours, et le flux d'immigrants reste aussi considérable qu'autrefois : de 1965 à 1974, trois millions et demi d'émigrés des deux hémisphères sont entrés légalement aux Etats-Unis. Si l'on y ajoute les « clandestins » (en se fondant uniquement sur les estimations officielles, c'est un total de huit à douze millions de nouveaux venus qui se sont installés aux Etats-Unis en l'espace d'une décennie. La main-d'œuvre immigrée reste vitale pour notre société industrielle qui (comme beaucoup d'autres) en a besoin pour remplir le vide qui se crée constamment au bas de l'échelle sociale. En conséquence, aujourd'hui, tandis que les descendants des premiers immigrants s'efforcent de conserver leurs emplois dans le contexte des mesures législatives et sociales qui avaient permis de polir la « jungle industrielle » au début de ce siècle, les nouveaux immigrants se mettent au travail dans des conditions qui rappellent irrésistiblement celles qui régnaient alors, et pour des salaires relativement semblables.

ble. Mais l'appât et la cruauté les plus rudes n'en sont pas non plus absentes. Il doit bien y avoir un moyen de réagir positivement à une culture, à une ethnie, sans pour autant créer une polarité qui les sanctifie et les pose en idéaux hors d'atteinte par rapport auxquels toutes les autres sont définies relativement.

(Lire la suite page 10.)

- (1) Busing : transport par autocar des enfants blancs et noirs d'un quartier à un autre pour réaliser l'intégration raciale dans les écoles.
- (2) *The Great School Legend*, Basic Books, New-York, 1972.
- (3) Lester Thurow, *Not Making it in America* : The Economic Progress of Minority Groups, Social Policy, massachusetts, 1976.

ROBERT LAFFONT

Quatre siècles de relations  
franco-américaines racontés  
aux Français.

# LA FRANCE ET LE NOUVEAU MONDE

un livre de

Pierre Salinger

PRIX DU BICENTENAIRE

(Suite de la page 9.)

Par exemple, le portrait que brosse Michael Novak du WASP « insipide » revient à refuser à un groupe la déférence et le respect que lui-même réclame à cor et à cri pour d'autres groupes. Après tout, aussi anémique que paraisse le WASP si on le mesure aux normes qui prévalent dans les couches les plus prolétaires, il n'en demeure pas moins que sa culture est aussi le produit d'une réalité sociale — celle de la vie au sommet de la pyramide. Ce serait une erreur de prophétiser, au vu du dépeçage culturel dont semble souffrir ce groupe, une déroute prochaine de la classe dominante : la classe ne se confond pas avec l'origine ethnique, aussi étroite que puisse paraître leur association à un moment donné.

Est-ce bien des hommes qu'il est question ici ? Dans ce cas, ils sont tous forcés, tous condamnés à ramper dans la même galère, même s'il y a des degrés dans leur commune misère. Le néo-pluralisme se contente d'affirmer que certains groupes méritent de se voir attribuer une nouvelle part, ou une part plus grosse, de l'illusion communément admise de la mobilité historique ; ce faisant, il ne remet aucunement en cause le système de classe ni le pouvoir de la classe dominante — quelle que soit sa composition.

C'est bien là le nœud du problème. Pourquoi faire tant de battage autour du renouveau de la conscience ethnique s'il n'aboutit qu'à redonner vie à l'organisation sociale actuelle ou même à injecter un peu de « sang neuf » au sommet de la hiérarchie ? Je ne dis pas que les Américains devraient repousser le sentiment de leurs origines ethniques. Je dis seulement que ce sentiment est pernicieux s'il ne s'accompagne pas d'une conscience de classe qui permette d'avoir une vue lucide des injustices qu'a favorisées la vie ethnique (en Amérique et avant) et des variables des problèmes des persécutions. Faute de quoi il ne pourra que détourner des vrais problèmes et les laisser à peu près inchangés.

Malheureusement, la haine et le mépris du WASP que l'on attise aujourd'hui dans les couches populaires fait craindre que le néo-pluralisme n'ait intégré à sa texture même des formes d'intolérance séculaires. Car enfin, un système de pensée qui se fonde sur la haine sociale est condamné à se nourrir jusqu'au bout, même si l'on peut montrer, par une documentation solide et une prose très éloquentes, que tel à qui elle s'adresse l'ont amplement mérité.

C'est bien de racisme qu'il s'agit ici, même si les victimes en sont des

« élites » et non d'anciens esclaves. Si le regain de jeunesse de l'ethnicité ne fait qu'augmenter la sauvegarde de la course aux privilèges, la plupart de ceux qui souffrent aujourd'hui — aussi nobles que soient leurs souffrances — ne connaîtront pas dans l'avenir un sort meilleur. Il n'y aura plus de place au sommet de l'échelle sociale, ce qui entraînera de profondes conséquences sur les mœurs et le style de vie de ceux qui s'y trouvent.

Certes, les groupes et les sous-groupes qui pâtissent aujourd'hui de l'inconsistance de la promesse américaine doivent pouvoir accéder à l'aisance et à la sécurité qui leur ont été si longtemps refusées. Et il se peut que la « conscience ethnique » fasse accomplir un pas dans cette direction. Mais tant que nos objectifs nationaux resteront aussi terre-à-

restera la norme incontestée, et elle continuera à profiter aux plus privilégiés au détriment des plus défavorisés.

L'« invisibilité » déshumanisante des catégories ethniques que le néo-pluralisme paraît affectionner four-

### Radicaliser la conscience ethnique

Le paradigme qui consiste à « rejeter la faute sur la victime » n'opère que trop souvent contre les groupes ethniques blancs qui sont contraints de se murer dans leur conservatisme pour se rapprocher aux maigres avantages que la société leur concède. Pour préserver ou imposer le respect d'eux-mêmes, qui est leur seule garantie de survie de groupe, ils n'ont d'autre recours que de se chercher des ennemis dans

un terrain fertile aux haines et aux violences de groupes, alors qu'elle devrait être le ciment d'une plus grande cohésion sociale ; elle fait dévier vers l'abjection la juste colère de tous ceux qui se sentent exploités et floués dans notre société.

de groupe et des moyens de s'en protéger est peut-être aussi l'expression d'une prise de conscience de la réalité sociale qui ne demanderait qu'à être canalisée vers les vraies causes institutionnelles des inégalités. L'ethnicité n'est pas uniquement subie ; on y trouve le reflet d'une farouche volonté de survivre, même si elle est en même temps une manière d'intérioriser les aspirations limitées qui dictent à la vaste ma-

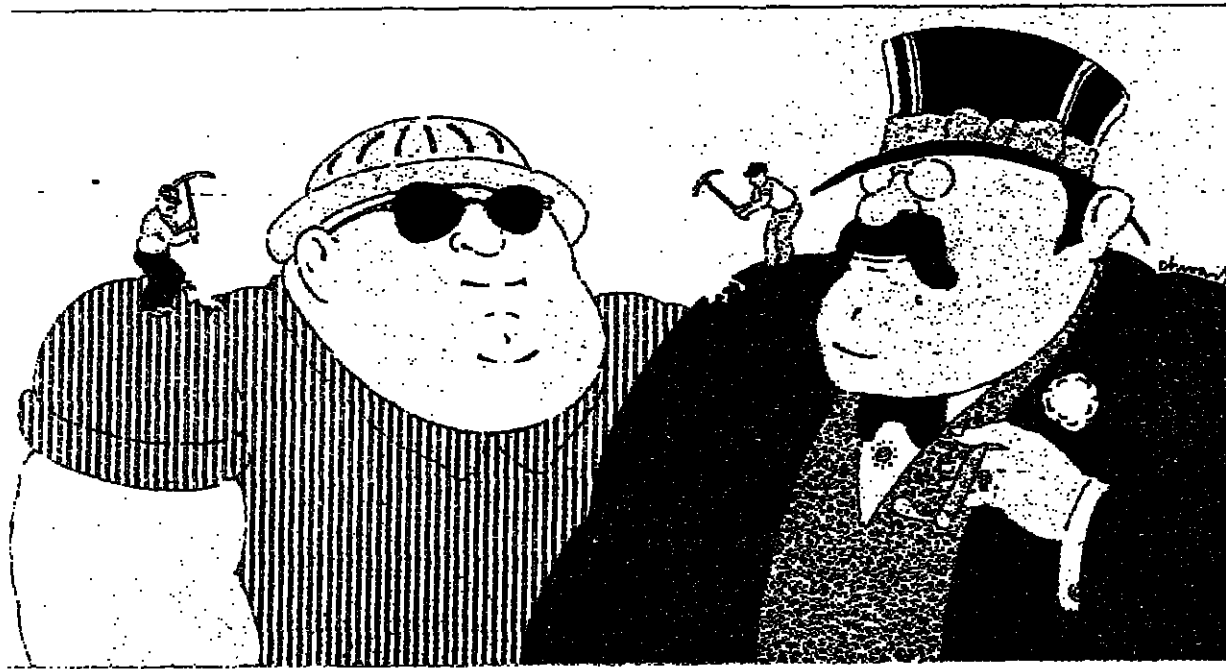
ethniques des bastions des valeurs traditionnelles, mais en revanche ce sont ces mêmes groupes qui constituent le pivot de toutes les attaques contre les institutions nationales quand ces dernières manquent à tel point à leurs promesses que les minorités ethniques qui se trouvent aux échelons inférieurs de l'échelle socio-économique ne se sentent plus suffisamment en sécurité.

Bien qu'elles ne recourent pas exactement les classes, les catégories ethniques en représentent la variante spécifiquement américaine, ce qui reflète bien l'expérience unique au monde d'une civilisation qui s'est nourrie de l'esprit de conquête propre à tous les immigrants et qui est entrée de plain-pied dans l'ère industrielle sans avoir jamais connu ni féodalisme ni aristocratie. Aussi, les catégories ethniques sont-elles, d'une part, synonymes des classes, mais également (ce que les classes sont d'ailleurs aussi) une manifestation de la nature essentielle de la société qu'elles reflètent et renforcent.

Il importe de remettre en cause le conformisme des attitudes des descendants actuels des immigrants arrivés en Amérique au début de ce siècle ; ce conformisme explique que l'analyse de classe soit devenue le mode de description adéquat des conditions communes à toutes les minorités ethniques qui composent l'Amérique. Il n'en demeure pas moins vrai que, si les Américains se cherchent à intervalles répétés un minimum d'identité structurelle (qu'ils ne peuvent trouver que dans les sons de leur existence dans la nature est encore expressément ethnique), c'est bien pour exprimer leur mécontentement.

Ce n'est que dans les années de relative « affluence » qui ont immédiatement suivi la guerre de Corée que les Américains se sont sentis suffisamment assurés d'être entrés dans le « rêve américain » pour ne plus s'opposer à ce que l'on accablât les subalternes officiels des groupes les plus défavorisés. A cette époque, la richesse de la nation semblait assez grande pour satisfaire tout le monde. Depuis 1964, années où sont apparus les premiers signes de la récession, l'aide accordée à la minorité noire est à nouveau perçue comme une préférence inique donnée à un groupe défavorisé sur tous les autres. Aujourd'hui que le spectre de la pénurie a resurgi de ses cendres, tous ceux qui ont évité d'être les souffrances sur la place publique pendant la période de croissance économique qui a duré de 1965 à 1968, proclament fortement leur identité ethnique.

COLIN GREER.



(New York Times Magazine.)

L'ALLIANCE DES GRANDS SYNDICATS ET DU GRAND CAPITALISME

Mais les minorités ethniques sont souvent des bastions des valeurs traditionnelles.

terre, ceux qui aspirent à la démocratie du mérite, de la réussite et de la diversité seront contraints de lutter aussi agressivement pour la sauvegarde des valeurs ethniques que pour la préservation de la propriété privée ou la défense de l'emploi. La compétition la plus féroce

les couches sociales encore plus vulnérables. C'est cette attitude qu'il faut dénoncer, sans pour autant jeter l'anathème.

La meilleure solution est de faire en sorte que l'ethnicité défensive choisisse d'autres cibles. Car la formulation ethnique de la vulnérabilité

jorté des Américains leur définition étroite de la survie.

Les groupes ethniques reflètent l'évolution culturelle de la nation tout entière, et les crises de légitimité qui se font jour dans notre culture ; l'identification à la culture dominante fait souvent des groupes

### Réduction des services sociaux et privilèges pour les entreprises

UN grand drame politique se déroule aux Etats-Unis. Son titre : « la crise urbaine ». Les définitions officielles situent les causes de la crise dans des mécanismes économiques inévitables et neutres. Nos élites nous expliquent en substance que les fonds manquent et qu'en conséquence il ne reste d'autre recours que de réduire les dépenses publiques.

Bien entendu, la vérité est un tant soit peu différente. La prétendue « crise fiscale » ne sert en fait qu'à camoufler un grand tournant de la politique intérieure et de la politique sociale des Etats-Unis, qui a globalement pour effet de réduire le revenu réel de la classe ouvrière américaine, et en particulier celui de la couche la plus défavorisée de la classe ouvrière où se trouve concentrée la gros des minorités noire et hispano-américaine.

La crise fiscale touche essentiellement les villes américaines les plus anciennes, dont la base économique a toujours été l'industrie de transforma-

tion. Tandis que leur base industrielle s'effritait peu à peu, les grosses entreprises tendaient de plus en plus à y installer leurs sièges sociaux et les services administratifs qui en dépendent. Le déclin des industries de transformation dans les centres urbains anciens provenait d'une part du mouvement des entreprises anciennes et des nouveaux capitaux en direction du Sud ou de l'étranger, où ils avaient pouvoir trouver de la main-d'œuvre à meilleur prix, et d'autre part, du déplacement des usines en direction des banlieues périphériques, où la main-d'œuvre n'est pas toujours meilleur marché, mais où, par contre, les investissements fédéraux dans la construction d'autoroutes, le logement et autres services permet de réduire les coûts de production de diverses manières. Il provenait aussi du fait que les investissements fédéraux dans la recherche spatiale et les industries de défense n'ont pas profité aux anciens centres industriels du Nord et de l'Est, mais sont allés alimenter les économies

Par FRANCES FOX PIVEN et RICHARD A. CLOWARD \*

des villes nouvelles du Sud et de l'Ouest.

Ces mouvements conjoncturels dans l'industrie ont coïncidé avec la fuite des commerces et des classes aisées qui abandonnaient les anciens centres urbains pour les banlieues périphériques ou le « Sud extrême ». Pendant ce

temps-là, avec l'aide des subventions fédérales au renouvellement urbain, les quartiers centraux d'un grand nombre de ces villes anciennes étaient réaménagés de façon à pouvoir accueillir les gigantesques immeubles de bureaux et les complexes résidentiels de luxe qui abritaient les services administratifs de plus en plus profitants et le haut personnel des grandes sociétés nationales et multinationales.

### Les concessions des années 60

AU cours de la même période, de larges masses de travailleurs agricoles chassés des campagnes par le progrès technologique et les excédents de main-d'œuvre émigraient en direction des villes. Beaucoup de ces travailleurs déplacés étaient noirs ou latino-améri-

\* Frances Fox Piven et Richard Cloward ont publié deux livres écrits en collaboration : *Regulating the Poor: The Functions of Public Welfare* (1971) et *The Politics of Unemployment: Poverty, Race and The Urban Crisis* (1974).

cains ; tous étaient dans le plus complet dénuement. Même dans les circonstances les plus favorables que l'on puisse imaginer, de telles masses de travailleurs ruraux transplantés n'auraient pu être absorbés par l'économie urbaine qu'au prix de longues difficultés. Mais le déclin des industries dans les villes anciennes, où la plupart des migrants avaient choisi de s'installer, interdisait absolument d'en intégrer un si grand nombre, de sorte que le taux de chô-

mage et le taux de sous-emploi sont demeurés très élevés.

Vers le milieu des années 60, un vent de révolte gagna ces populations transplantées qui vivaient dans une pauvreté chronique, et la fin de la décennie fut marquée par des protestations et des émeutes. Les minorités en révolte exigeaient des logements, des emplois et l'ensemble des services (y compris l'enseignement) que les municipalités des villes américaines sont supposées fournir à leurs administrés.

Mais la révolte et la revendication ne se limitèrent pas, loin de là, aux pauvres des minorités. D'autres groupes, bien mieux organisés, dont le sort était étroitement lié au bon fonctionnement des services municipaux, furent également poussés à l'action par la turbulence de l'époque et par la menace de compétition que faisaient peser sur eux les minorités pauvres. Les fonctionnaires municipaux étaient de tous les plus actifs. Les municipalités des centres urbains anciens cédèrent à leurs pres-

### « Partage des revenus » et régression sociale

## LA STRATÉGIE DE L'INÉGALITÉ

Par STANLEY ARONOWITZ\*

LES Etats-Unis ont connu ces cinq dernières années l'offensive la plus massive qui ait jamais été menée contre le niveau de vie des travailleurs depuis la grande dépression. Le mouvement de libération des Noirs est en déroute, la « nouvelle gauche » qui mobilise des millions de gens contre la guerre du Vietnam n'a pu échapper à l'extinction, et le mouvement de libération des femmes des dix dernières années est largement en retrait sur les espoirs qu'il avait fait naître. Malgré les sévères leçons par les années 60, parti-

culièrement, pour un grand nombre d'Américains, la perte croissante de confiance en un pouvoir politique légitime, la « crise » semble surmonter : les sociétés américaines ont repoussé leurs confortables marges bénéficiaires, se sont lancées dans d'importants programmes d'investissement visant à assainir la situation de l'industrie des matières premières, et les taux de productivité — qui fléchissaient il y a plusieurs années à cause des actions revendicatives ouvrières — reprennent leur ascension.

A n'en pas douter, la remise sur pied de l'empire des sociétés américaines a été accomplie à grands frais. La période 1973-1974 fut marquée par une récession aiguë, la pire depuis les dernières années de la dépression. Les Américains ont dû s'habituer à un taux de chômage constant plus élevé qu'il ne l'avait jamais été depuis le début de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, la répartition des revenus est encore plus inéquitable qu'il y a dix ans. Bref, le cas du sauvetage de l'accumulation du capital a été exorbitant pour beaucoup d'Américains.

L'aspect le plus significatif de la nouvelle situation économique est probablement le rôle joué par la réduction des investissements sociaux. Au cours des cinq dernières années, des programmes sociaux tels que l'aide fédérale à l'enseignement, les indemnités de chômage, le symbolique programme de lutte contre la pauvreté, ainsi que les crèches pour les mères qui travaillent, ont souffert des restrictions budgétaires fédérales. On peut même dire que la politique sociale et fiscale du gouvernement fédéral a eu récemment pour effet d'inverser les transferts de ressources : les quarante millions d'Américains qui, pour tout ou partie de leurs moyens d'existence, dépendent des fonds

publiques et des programmes d'aide sociale ont littéralement subventionné des projets tels que la relance de l'exploitation des ressources d'énergie nationales (1), tout particulièrement la production de pétrole brut et de charbon, ou l'accroissement des dépenses fédérales pour l'achat d'armement, propres à stimuler l'accumulation de capital. Plus important encore, on prétend que la réduction des dépenses de Sécurité sociale aurait aidé à freiner la spirale inflationniste qui menaçait la situation internationale des capitaux américains au début des années 70.

### L'alibi de la décentralisation budgétaire

Les administrations Ford et Nixon ne se sont pas contentées de déclarer leur opposition aux programmes sociaux, elles ont procédé à leur amputation. Le gouvernement fédéral assume la responsabilité de remédier aux difficultés engendrées par l'insuffisance du nombre d'emplois et du montant des revenus du secteur privé. Mais pour répondre à la profonde méfiance que manifestent d'importants secteurs de la population à l'égard de l'extension et du coût de la bureaucratie fédérale, il inventa le procédé dit de « partage des revenus » (Revenue Sharing) afin de pratiquer les restrictions souhaitées.

Le « partage des revenus » (entre les autorités fédérales, d'Etat et locales) fut un trait de génie. En une seule opération, il faisait glisser le poids du financement des programmes publics au niveau local, ce qui permettait aux fonds fédéraux de voler au secours des usines d'armement, de développer

la recherche et la production d'énergie, et d'offrir des abattements d'impôts pour tout capital investi dans des industries de matières premières. L'idée en est simple : le gouvernement fédéral consent à compléter le financement des collectivités locales et des Etats pour des programmes tels que la construction d'écoles et d'hébergements, les indemnités de chômage, etc. Chaque fois que les autorités d'une ville ou d'un Etat refusent, le gouvernement fédéral leur retire purement et simplement sa subvention.

C'est à grand bruit que M. Nixon présenta sa politique de « partage des revenus » comme le moyen de réduire les pouvoirs de l'administration centrale alors qu'il s'agissait en fait d'accroître les transferts de ressources au profit des entreprises. Le gouvernement avait que l'Amérique était en butte à une importante révolte des contribuables au niveau local. Les référendums locaux et par Etat sur la création d'un impôt sur le revenu ou pour l'accroissement de la T.V.A. et des impôts sur les propriétés donnaient invariablement une majorité hostile. Parallèlement, les contribuables ouvriers et employés s'opposaient au droit des municipalités de recourir aux prêts bancaires ou privés pour financer la construction d'écoles et d'hébergements, car ils se rendaient compte qu'un jour ou l'autre il faudrait bien augmenter les impôts pour rembourser les dettes ainsi contractées. Certains budgets scolaires qui représentaient au

(1) L'administration fédérale fournissant les fonds publics non seulement pour la création de l'infrastructure — voies de communication et moyens de transport — nécessaires à cette exploitation, mais aussi pour le développement de la recherche de nouveaux types d'énergie et de réservoirs non encore exploités.

\* Professeur adjoint à la City University de New-York ; voir son article « Le phénomène Carter », Le Monde diplomatique, juin 1976.

مكتبة المجلد



Elons et furent contraintes de leur octroyer un certain nombre d'espaces : création d'emplois supplémentaires, augmentation des salaires, extension des avantages sociaux, mise en place de nouveaux services.

La plupart de ces concessions furent arrachées par les mieux organisés des fonctionnaires municipaux, ceux qui étaient à même d'entraîner le fonctionnement des services et des installations les plus vitales. Toutefois, les pauvres des minorités dérobèrent également quelques avantages : ils obtinrent notamment un élargissement des prestations sociales, une plus grande facilité d'accès aux emplois municipaux, et la création de quelques services sociaux nouveaux dans les ghettos.

Pendant que les maires se débattaient pour satisfaire ces revendications, les municipalités augmentèrent leurs impôts et leurs taxes malgré leurs bases économiques chancelantes, tandis que les

Etats et le gouvernement fédéral venaient à leur aide en leur versant des subides supplémentaires. Ainsi, les villes restaient financièrement — et politiquement — à flot. Au début des années 70, la crise urbaine subissait encore, même si la stabilité politique avait été partiellement restaurée grâce aux concessions octroyées à la fin des années 60. Mais, au même moment, l'écart entre les revenus et les dépenses des centres urbains anciens se creusait plus que jamais, car les tendances économiques à long terme qui érodaient leur base industrielle s'accéléraient rapidement sous l'impact de la politique récessionniste de l'administration Nixon, puis de l'administration Ford. La situation était mûre pour que les intérêts financiers se mobilisent à l'échelle locale et à l'échelle nationale pour rééquilibrer les dépenses et les revenus en forçant les municipalités à réduire les coûts de leur politique sociale.

#### Le paravent de la crise financière

C'EST la menace d'une faillite de la ville de New-York qui donna le signal de cette mobilisation en 1975. Les banques qui géraient d'importantes portefeuilles d'obligations émises par la ville, s'alarmant de la multiplication rapide des emprunts à court terme, refusèrent de lancer de nouveaux emprunts aussi longtemps que la municipalité n'aurait pas « remis de l'ordre dans la maison ». Quelles qu'aient pu être les intentions réelles des banques, leur action ne fit que hâter le spectaculaire effondrement de New-York. La ville ne faisait pas encore faillite, mais cette dramatisation soudaine de la situation permettait d'imposer des définitions entièrement nouvelles de la crise fiscale urbaine aux populations des grandes villes. On nous dit que l'argent fait défaut, tout simplement ; et que les budgets municipaux doivent être équilibrés à tout prix (comme si les villes étaient des ménages ou des petites entreprises familiales). Face à cette nouvelle définition, les groupes de pression urbains sont restés désemparés ; aujourd'hui, paralysés par la peur et la confusion, ils sont devenus les témoins passifs et muets d'une politique municipale dans laquelle ils étaient très activement intervenus peu de temps auparavant.

En prenant prétexte de la faillite menaçante, les intérêts financiers locaux qui, aux Etats-Unis, opèrent souvent sous le couvert, des groupes de réforme municipale se sont mis en devoir de restructurer la politique municipale. D'un côté, ils insistent pour que l'on pratique des coupes sévères dans les effectifs, les salaires et les avantages sociaux des employés municipaux et pour que l'on réduise le nombre des services sociaux dans les quartiers. De l'autre, ils soutiennent que, pour redresser la situation financière des villes, il faudra que les Etats et les municipalités accordent des avantages nouveaux aux entreprises : réduction des impôts et taxes, amélioration des services, augmentation des subventions et des prêts, assouplissement de la réglementation publique en ce qui concerne la pollution de l'environnement.

#### La collusion des partis et des syndicats

LES perspectives de repousser cette attaque contre les pauvres ne paraissent guère brillantes et l'on ne considère que les moyens politiques conventionnels. Certains groupes de quartier et d'entreprise ont organisé des jobsites pour tenter de faire pression sur les édiles municipaux, mais cela n'a aucun sens puisque ce ne sont plus les élus des Etats et des municipalités qui prennent les décisions clés, mais bien les groupes d'intérêts financiers et bancaires qui tiennent à leur merci les villes épuisées par la crise fiscale. Il est tout aussi chimérique de s'imaginer qu'une victoire démocratique aux élections présidentielles de novembre pourra changer quelque chose à la situation. M. Jimmy Carter recruta le gros de sa clientèle électorale dans les banlieues résiden-

tielles et dans le « Sud extrême » ; mais n'importe quel autre candidat démocrate s'efforcerait de l'imiter, puisque c'est là que se trouvent concentrées les richesses de l'Amérique et la majorité de sa population syndicale, dont les membres ne sont pourtant pas les derniers à souffrir de la politique sociale né de la crise fiscale, refusant manifestement de devenir les courroies de transmission politiques de la résistance. Les directions des syndicats d'employés municipaux ont été si bien effrayées par la crise qu'elles n'ont engagé aucune action d'envergure, même pour défendre leurs propres adhérents. Il a bien été question de grèves, et même d'une grève générale, mais rien ne s'est jamais concrétisé de ce côté-là.

En matière de politique municipale, le pouvoir de décision appartient désormais aux élites économiques locales et nationales, et les syndicats d'employés municipaux courent le risque d'être purement et simplement éliminés s'ils ne montrent par trop séditieux. Les directions syndicales estiment plus sage, pour assurer leur propre sauvegarde et la survie de leurs sections, de jouer un rôle « responsable » en coopérant avec les municipalités et les Etats et en déterminant de concert avec eux les « inévitables » réductions budgétaires.

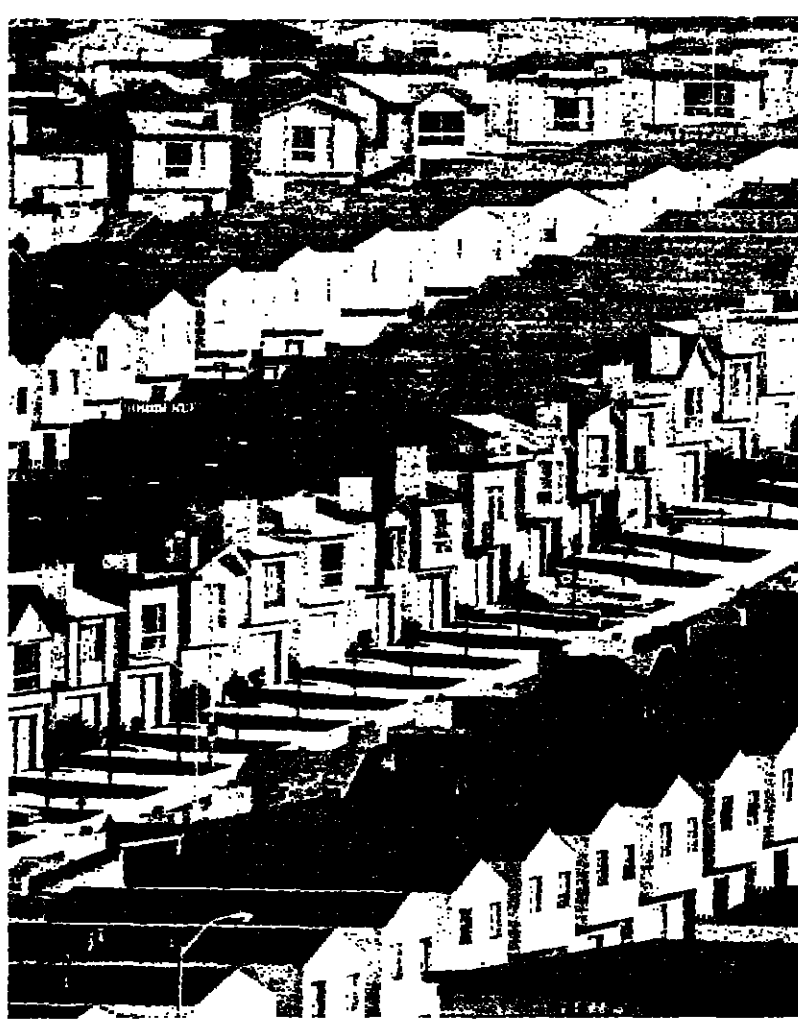
Si les travailleurs syndiqués se mobilisent, ce sera uniquement pour sauver les quelques privilèges qui leur restent, en abandonnant à leur sort les nouveaux chômeurs, comme les chômeurs chroniques. C'est à peu de chose près la voie qu'avaient suivie les directions syndicales traditionnelles pendant les années 30 ; les chômeurs et les inorganisés ne purent alors remporter quelques succès qu'en optant pour des pratiques intersectionnelles et en mettant sur pied des organisations de type nouveau, comme les fédérations verticales par branches industrielles, contre lesquelles les directions en place, qui étaient constituées sur le modèle corporatif, luttaient opiniâtement. Dans la situation actuelle, la division entre syndiqués et non-syndiqués est encore aggravée du fait que le premier de ces deux groupes compte une majorité écrasante de Blancs, tandis que les Noirs et les Latino-Américains prédominent largement dans le second.

Quel recours reste-t-il donc aux couches ouvrières appauvries des grandes villes ? Le seul pouvoir qui leur reste semble être de semer la perturbation en refusant systématiquement de se montrer coopératives, en pratiquant la désobéissance civile. On peut imaginer toute une série d'actions, depuis les actions ponctuelles, qui génèrent aux entournures des municipalités, jusqu'aux actions de grande envergure qui perturbent carrément l'économie urbaine.

Les couches qui sont actuellement frappées le plus durement par la crise fiscale n'ont précisément pas accès aux formes classiques de lutte du mouvement ouvrier. Elles ne peuvent compter sur le pouvoir de la grève, puisque la majorité de leur quartier ne comprend que des chômeurs ou ne travaillent pas dans des entreprises clés. Elles ne peuvent qu'imaginer des formes de désobéissance civile de masse qui soient à la portée des couches ouvrières appauvries des grandes villes et susceptibles en même temps d'exercer une pression sur les élites politiques et les milieux d'affaires.

Les actions les plus évidentes sont les occupations par la population des quartiers des services sociaux contraints à la fermeture par les compressions budgétaires (crèches, écoles, bibliothèques, casernes de pompiers, foyers pour personnes âgées). Quelques actions de ce type ont déjà eu lieu à New-York : les occupations de locaux ne présentent guère de difficultés d'organisation, et d'autre part les habitants des quartiers se sentent pleinement en droit de s'approprier ces installations. Ces actions peuvent jouer un rôle important dans le développement de l'indignation populaire, mais l'impact qu'elles peuvent avoir par elles-mêmes reste très limité : au mieux, elles ne feront que mettre dans l'embarras les édiles municipaux qui, au point où en est arrivée la situation, sont tout à fait impuissants à revenir sur les compressions de budget et à rétablir le fonctionnement des équipements collectifs de quartier. Mais, si l'agitation s'exacerbe dans les quartiers, les élus locaux se trouveront peut-être plus hésitants à décider des fermetures, ce qui donnerait un surcroît de légitimité à des formes plus sérieuses de la résistance populaire.

Une autre forme de résistance pourrait s'inspirer des « campagnes d'autoréduction » qui ont remporté un succès certain en Italie (1). L'« autoréduction » signifie la population refuse de payer tout ou partie des charges de certains services d'utilité publique. Par exemple, l'application des tarifs des transports en commun est évidemment



CNE BANLIERE NOUVELLE, A SAN FRANCISCO.  
Delaissés par les capitaux, les grandes villes du Nord périclitent.

fonction du bon vouloir des usagers. Des campagnes du même ordre pourraient être lancées contre les compagnies du téléphone, du gaz et de l'électricité. Elles pourraient porter un coup sévère aux compagnies privées qui assurent les services d'utilité publique, qui perdraient pratiquement tous leurs moyens d'imposer leurs tarifs, surtout si les campagnes d'autoréduction étaient appuyées par des brigades organisées qui rétabliraient systématiquement le gaz et l'électricité coupées et rebrancheraient les téléphones débranchés.

L'organisation de grèves de loyers dans les quartiers insalubres des grandes villes serait une forme beaucoup plus sérieuse de désobéissance civile. A New-York, déjà, les habitants de certains grands ensembles refusent collectivement de payer leurs loyers, et leur action est appuyée par des groupes d'entraide qui se tiennent prêts à tout moment à mobiliser les foules pour s'opposer physiquement aux huissiers et à la police lorsqu'ils tentent de procéder à une éviction. Des quartiers entiers seraient alors sans loyers, sans ressources, l'insupportable généralisation des normes de propriété porterait un coup terrible à l'industrie immobilière, et la fixation de la cote mobilière par les municipalités deviendrait impossible.

Mais ce qui toucherait le plus les élites politiques et économiques, ce serait la mobilisation de la population ouvrière des centres urbains pour empêcher la libre circulation des marchandises et des voyageurs en bloquant les routes, les ponts, les lignes d'autobus et les trains de banlieue. Les actions de ce type auraient des répercussions immédiates sur la bonne marche des entreprises, et pourraient même aboutir très vite à leur paralysie : c'est d'ailleurs bien pour cela qu'elles déclencheraient sans doute des représailles très dures. Pour qu'elles réussissent, il faudra donc qu'elles soient le fait de larges masses suffisamment déterminées pour courir le risque de se faire matraquer, jeter en prison, et peut-être même de se faire tuer, comme ce fut le cas des grévistes

des années 30 et des manifestants pour les droits civiques des années 60.

Dans des circonstances ordinaires, les masses populaires ne sont jamais suffisamment indignées par le sentiment de l'injustice qui leur est faite pour remettre en cause la notion même de propriété, transgresser les lois et se dresser consciemment contre le pouvoir coercitif de l'Etat. Pour qu'une révolte de cette nature prenne forme, il ne suffit pas que les gens soient victimes d'une attaque contre leur niveau de vie ; encore faut-il qu'ils soient fermement convaincus que cette attaque est injuste et sans fondement.

Certains aspects de la crise urbaine américaine contribuent à freiner l'émergence de ces sentiments de révolte unanime parmi les populations qui en pâtissent le plus. Ainsi, on est jusqu'à présent parvenu à les convaincre que la crise résultait de facteurs économiques inexorables, et non pas de la politique délibérée de certaines élites, de sorte que le sentiment d'impuissance l'emporte chez eux sur l'indignation. On les a renforcés dans ce sentiment que la crise était inéluctable en usant de manœuvres habiles, comme la mise en application très progressive des réductions budgétaires, le recours à des procédures apparemment équitables lors des suppressions de services et des compressions de personnel, et la délégation du pouvoir de décision aux élus et aux administrations locales en ce qui concerne les mesures spécifiques à prendre à la suite des réductions de budget.

Si des mouvements de désobéissance civile de masse ne se dessinent pas, les élites financières locales et nationales réussiront sans doute (elles y ont déjà en partie réussi) à reprendre aux populations ouvrières appauvries des grandes villes américaines les quelques avantages que leurs luttes leur avaient acquis à la fin des années 60.

FRANCES FOX PIVEN  
et RICHARD A. CLOWARD.

(1) Voir le Monde diplomatique d'octobre 1975.

moins le moitié des dépenses locales se trouvant emportées. Des enseignants furent congédiés, les classes se surpeuplèrent, et des programmes furent supprimés dans de nombreuses écoles de district.

Ce furent les écoles des régions les plus pauvres qui souffrirent le plus de cette politique puisque les membres de la classe ouvrière étaient incapables de porter le fardeau croissant de ce « partage des revenus ». Le gouvernement fédéral recourut au même procédé en ce qui concerne les indemnités de chômage. Bien qu'emportées, les dépenses dans le domaine de la santé n'ont pas subi des restrictions aussi massives que celles pratiquées dans les autres services. Le gouvernement, en effet, ne souhaitait pas réduire l'ensemble des dépenses publiques, mais uniquement celles qui oborseraient du capital plutôt qu'elles n'en produisaient. Une grande part des fonds alloués au secteur sanitaire est consacrée aux dépenses d'investissement telles que l'achat d'équipement, ou à l'aide aux grandes industries chimiques et pharmaceutiques qui tirent d'énormes bénéfices de l'expansion des services de santé publique. Les patrons des usines de matériel d'équipement et de produits pharmaceutiques déploient leur activité à tous les niveaux de l'industrie médicale et ils sont parvenus à réduire au minimum la portée des restrictions budgétaires fédérales dans ce secteur.

Par ailleurs, la majeure partie du budget scolaire (75 à 80 %) est destinée aux « services rendus », selon la terminologie employée pour désigner les salaires. Ces quinze dernières années, les salaires des enseignants ont augmenté plus rapidement que le moyen des salaires de la plupart des autres secteurs, et

ce, grâce à un brusque accroissement du nombre des syndiqués. Les adhésions syndicales — plus de 3,5 millions de membres — en milieu enseignant sont à l'origine des énormes écarts de volume qu'ont successivement accusés les budgets de l'éducation.

#### Réduire l'opposition universitaire

TOUTEFOIS, l'explication économique des restrictions budgétaires par le budget scolaire ne suffit pas à définir le place particulière que MM. Nixon et Ford assignèrent aux écoles. La surcroissance universitaire de cette dernière décennie par rapport au nombre limité de débouchés qui requièrent un diplôme d'enseignement supérieur n'explique pas tout. Il faut aussi noter que les institutions universitaires ont été le théâtre de l'opposition la plus élaborée qui ait été formulée contre les divers départements fédéraux depuis la guerre du Vietnam.

Il serait exagéré de dire que les campus universitaires furent les foyers permanents de l'opposition marxiste des années 60 et du début des années 70. Dans sa majorité, la gauche étudiante avait des motivations éthiques et n'entretenait pratiquement pas de liens tangibles avec quelque idéologie que ce soit, sinon ceux hérités des traditions libérales attachées depuis Jefferson à la diversité des opinions. Pourtant, l'embryon d'une tendance socialiste étudiante était déjà perceptible sous la présidence de Nixon. De jeunes « révolutionnaires » occupèrent des postes d'enseignement à tous les niveaux du système universitaire public et commencèrent à exercer une influence profonde

tant dans le domaine des sciences sociales que dans celui des sciences exactes.

Dès la fin des années 60, les prospecteurs des entreprises privées avançaient leur incapacité à recruter l'« élite intellectuelle » de la jeune génération. De fait, les forces vives de la jeunesse semblaient s'être spontanément tournées vers l'enseignement, l'aménagement urbain et les professions d'aide sociale, dédaignant de même coup l'insertion dans l'industrie privée. Des milliers de jeunes gens menaçaient à toute forme de travail salarié, préférant le cas échéant, un emploi marginal ou un emploi dans l'administration publique ou privée. A la fin des années 60, le secteur tertiaire dans son ensemble devint le creuset d'un bouillonnement d'activités politiques et syndicales qui constituèrent, avec les mouvements qui se sont développés parmi les jeunes et les Noirs de certaines branches de l'industrie, le principal obstacle aux efforts déployés par l'idée d'Empire américain. Ce secteur a connu dans les années 60 un développement plus rapide que tout autre secteur de l'économie américaine, y compris celui de l'armement.

Il est vrai que, d'un point de vue strictement économique, les programmes sociaux sont improductifs. La raison profonde de la politique de « partage des revenus » était de séparer, en les cloisonnant, les pauvres des ouvriers. Au sens le plus étroit, les travailleurs organisés furent avantagés par les mesures prises par M. Nixon puisqu'elles les assimilaient à une catégorie bénéficiant d'un taux d'imposition locale à faible croissance et d'un taux d'inflation sur les biens de consommation à pondération améliorée.

Le fait que les syndicats aient négocié de

nombreux avantages sociaux dans le cadre des conventions collectives plutôt que de recourir aux programmes gouvernementaux a permis de mobiliser les ouvriers contre tout projet d'extension des avantages sociaux aux travailleurs indépendants et aux chômeurs : ils savaient qu'eux-mêmes devraient tôt ou tard supporter le coût d'une telle opération. Ainsi, amplement aidés par certaines menées racistes et par la démolition de la fiscalité fédérale, la politique de M. Nixon trouva un écho favorable auprès d'une large fraction des travailleurs manuels et des personnels administratifs.

Il ne faut pas oublier que 22 % seulement des ouvriers salariés adhèrent à un syndicat. Après avoir subi pendant plusieurs années de très grosses pertes sur leurs salaires nets, les ouvriers syndiqués ont effectivement vu ceux-ci baisser d'un tiers environ. En contrepartie, les syndicats durent faire des concessions : les groupes d'intervention spontanée constitués sur le problème des conditions de travail — en particulier les mesures de sécurité et de santé — furent dissous, les ouvriers durent augmenter les cadences, et les « clauses d'exception » furent ajoutées aux conventions collectives, interdisant par exemple l'exercice du droit de grève pour des périodes pouvant aller jusqu'à six ans. Les ouvriers des industries lourdes conservent un sort moins pénible que celui des personnels des secteurs où les syndicats sont faiblement implantés.

Dans beaucoup de villes et d'Etats, 1975 fut une année de licenciements massifs pour les employés municipaux.

Les salaires nets subirent une réduction de fait puisque le gouvernement refusa de négocier la moindre augmentation.

(Lire la suite page 12.)

## Rêves dorés du confort familial et de la consommation

Le travail ménager est devenu, pour le mouvement des femmes américaines, un lieu privilégié d'analyse théorique et d'activité politique. Dans l'ensemble de la gauche et des mouvements féministes, les débats théoriques, les propositions pratiques et les programmes politiques se multiplient depuis que l'on a pris conscience de cette évidence : le travail ménager est un travail non rémunéré, et c'est le travail des femmes.

Partout, le travail ménager est brusquement devenu un thème d'une brûlante actualité. John Kenneth Galbraith a récemment publié dans *Ms.*, le magazine féministe dans le vent, un article sur la fonction économique des ménages de la classe moyenne. Betty Friedan, qui formula voilà plus de dix ans la première critique féministe d'ensemble de la condition de « ménagère », a remis à jour pour les lectrices de ce même magazine certains chapitres de son livre : *La Femme mystifiée*. Dans les revues sérieuses, on voit fleurir les articles de réflexion sur le travail ménager et sur la transformation du rôle de la femme au foyer, les progrès, la technologie ménagère.

Chez les féministes qui se réclament du marxisme ou du socialisme, le lien entre la nature spéculaire du travail ménager et son statut de travail non rémunéré a donné lieu à plusieurs analyses divergentes, mais qui s'accroissent sur un point : les femmes vivent dans la dépendance des hommes du fait qu'elles ne touchent pas comme eux de salaire et que, comparativement à eux, elles n'ont aucun pouvoir.

La plupart de ces analyses sont extrêmement techniques, et souvent obscurcies par un abus de jargon universitaire, mais elles ont généralement pour point de départ des questions directement politiques, qui tournent toutes autour d'un même pivot : quel est le rapport de la ménagère à la « lutte des classes » ou, pour énoncer la chose un peu différemment, les femmes au foyer ont-elles un potentiel révolutionnaire ? Plus spécifiquement, la plupart des articles et des pamphlets que publient sur ce sujet les mouvements féministes débouchent sur une revendication politique précise (qu'une minorité d'entre eux réduisent énergiquement) : l'institution d'un salaire du travail ménager.

Les partisans du salaire ménager viennent des horizons politiques les plus divers. Voici quelques-unes, la Chase Manhattan Bank s'est livrée, pour les besoins d'une campagne publicitaire, à de savants calculs pour évaluer ce que devrait être le

salaire d'une ménagère en prenant pour base la moyenne des salaires horaires d'une nourrice, d'un cuisinier, d'un coiffeur, d'un jardinier, etc. Cette estimation a été largement diffusée en dehors des milieux de gauche et des cercles féministes, et elle a provoqué beaucoup de discussions chez des femmes et des hommes qui ne se posaient jusque-là aucune question sur le travail gratuit des femmes à la maison.

Les féministes « bourgeoises » du N.O.W. (National Organization of Women, Organisation nationale des femmes) ont également publié un certain nombre d'articles qui reprennent à leur compte la revendication de l'institution d'un salaire du travail ménager, mais cette fois, le salaire est calculé sur la base du niveau d'instruction de la femme et/ou de ce qu'elle gagnerait si elle travaillait au-dehors. Donc, une ménagère titulaire d'une licence ou d'un doctorat serait mieux rémunérée, à travail égal, qu'une autre qui n'aurait pas été plus loin que le lycée. Enfin, chez les féministes qui se réclament du marxisme ou du socialisme, les revendications en la matière s'appuient essentiellement sur les travaux de Maria Della Costa et Selma James (1), et semblent viser à faire prendre conscience aux femmes au foyer de leur condition de travailleuses plutôt qu'à arracher à l'État l'institution d'un salaire ménager, même si ce dernier objectif est parfois clairement présenté. A New-York, le mouvement pour le salaire ménager a tenté de politiser les femmes en les aidant à comprendre que leur travail non rémunéré est une forme comme une autre d'exploitation de la plus-value du travail, et à le situer dans le contexte des inégalités du développement à l'échelle internationale.

Cette position trop exclusivement économique revient à enterrer la division du travail au sein de la famille, la loi de la répartition sexuelle des tâches, le mouvement en faveur du salaire ménager considère cette organisation du travail comme acquise, et se borne à vouloir remédier à l'impasse économique à laquelle les femmes sont condamnées par l'absence de salaire. L'institution d'un salaire n'est pas érigée en elle-même au sein du mouvement, même si l'on s'entend compte que le salaire ménager pourrait fort bien ébranler les fondements de la domination de la famille bourgeoise. Au-delà de son objectif concret et technique, le mouvement pour le salaire ménager ne définit aucune option globale.

### Le contrôle idéologique par la télévision

TOUT un réseau idéologique complexe renforcé par ses ramifications technologiques empêche les femmes de prendre conscience de leur exploitation. Aux États-Unis et dans les pays développés d'Europe occidentale, l'importance des contrôles idéologiques s'est accrue au fur et à mesure que les progrès matériels ôtaient toute substance au modèle familial et à la division sexuelle des tâches qui s'opère en son sein. Tant que le capitalisme aura besoin de la famille moderne pour assurer la reproduction physique et émotionnelle des travailleurs, le rôle de la ménagère devra être maintenu tel quel. Il importe au moins autant d'une vision d'ensemble des fonctions nouvelles à laquelle ont accédé les ménagères dans la société moderne : celle de consommatrices. Puisque ce sont des appareils idéologiques comme la publicité et la télévision qui sont les instruments principaux du maintien et du renforcement de la famille et du rôle de la ménagère en son sein, il est particulièrement important que les féministes marxistes et socialistes s'attaquent à l'analyse et à la critique de ces institutions et des modalités du contrôle idéologique qu'elles ont instauré sur les femmes.

(Suite de la page 11.)

En revanche, il impose des amputations sur les salaires et sur certains avantages sociaux (pensions, remboursements des frais d'hospitalisation).

Quand les services d'aide sociale destinés aux travailleurs à très faibles revenus furent réduits à leur tour, des millions d'Américains pâtirent d'une double injustice. Ainsi, la répartition des forces laborieuses, qui a « dualisé » le marché du travail (2), portait un coup décisif au concept d'égalité. Les Noirs et les autres minorités ont souffert plus que les Blancs soit parce qu'ils sont employés dans les secteurs où les syndicats sont le moins fortement implantés, soit parce qu'ils occupent la majorité des emplois des services publics des grandes villes du Nord qui furent le plus durement frappées par la politique de « partage des revenus » : la débauche industrielle de villes comme Detroit, New-York et Newark (New-Jersey) réduisit considérablement la base imposable des entreprises et, par suite, le volume des budgets locaux.

De même, chez les Blancs, ce sont les vieillards qui ont été le plus durement touchés dans la mesure où ils dépendent de pensions que l'inflation et les restrictions budgétaires ont fortement entamées.

Le « partage des revenus » était conçu pour gagner le soutien politique de la fraction la plus privilégiée du monde du travail, celle qui pouvait envisager la possibilité d'un gain, même si celui-ci devait être acquis aux dépens d'autres catégories. Parallèlement, l'offensive menée contre les investissements sociaux affaiblissait le pouvoir des syndicats dans les grandes villes en les privant de la possibilité de « répartir le gâteau » entre leurs adhérents. Enfin les forces les plus dynamiques de l'oppe-

sition — les étudiants et les minorités raciales — se voyaient privés de leur base économique et sociale.

Il ne s'agissait plus cette fois, comme cela avait été le cas après guerre, de récupérer l'opposition dans le système dominant à coups d'importantes concessions financières. La détérioration de la situation exigeait l'adoption de mesures radicales : on ne pouvait corriger qu'un nombre restreint d'individus, encore fallait-il bien les choisir. Il s'agissait de sélectionner pour les services sociaux les personnes les plus vulnérables, les personnes les plus opprimées, les personnes les plus démunies. Il fallait au contraire s'arranger pour s'en faire des alliés contre les programmes sociaux des gouvernements libéraux-démocrates que l'on s'attachait à mener à bien depuis Franklin D. Roosevelt.

### Une modeste proposition

QU'ADVIENDRA-T-IL des millions d'individus qui n'ont cessé d'être déplacés, que ce soit à cause de l'évolution technologique ou de la migration industrielle ou des amputations du secteur public ?

La réponse semble contenue dans les propositions de M. Daniel P. Moynihan, ancien conseiller du président Nixon pour les affaires sociales, ancien ambassadeur en Inde et à l'ONU, qui pense qu'il revient au gouvernement fédéral de prendre l'initiative d'un plan garantissant un « revenu minimal » à ceux auxquels la société ne peut pas fournir d'emploi. Ce revenu devrait rester nettement inférieur à celui d'un ouvrier en activité afin que subsiste l'incitation au travail. L'obligation

de fournir logement, éducation, soins médicaux et autres services sociaux considérés comme essentiels serait considérablement allégée.

Les propositions de M. Moynihan ont pour conséquence idéologique principale d'admettre que le mythe de l'égalité des chances ne répond plus aux besoins de la nouvelle société. M. Moynihan conclut donc officiellement à la fin de « rêve américain ».

Plus nous approchons de 1984 (3), plus la conception de M. Moynihan devient vraisemblable, surtout depuis l'émergence du nouvel autoritarisme. Elle est d'autant plus fondée qu'elle se retire aux réalités de l'Empire et non à la vision de Thomas Paine et des autres révolutionnaires qui contribuent à créer la nation américaine. Les réactions spécifiques des différentes classes sociales devant la politique sociale actuelle montrent bien que la perversion de l'utopie qu'impliquent les propos de M. Moynihan est déjà contenue dans le nouvel ordre dominant.

Il n'est pas de ressort de cet article de déterminer si cela constitue ou non le destin prévisible de l'Amérique compte tenu du rapport de forces existant. Ce qui apparaît très clairement néanmoins, c'est que l'on doit une fois de plus admettre l'implacable vérité : ceux pour qui le progrès représente une menace possèdent désormais des moyens économiques, politiques et administratifs qui leur permettent d'éviter pour très longtemps les changements sociaux. Les événements des années 70 indiquent à l'évidence que la classe dominante a opéré sa propre prise de conscience. Il se peut que les contradictions du système capitaliste à l'échelle mondiale fassent obstacle aux possibilités maximales de la logique économique et politique. Il n'est pas question de prétendre que la situation

décrite ici aura une portée autre qu'à court terme. Mais l'étroite imbrication de l'État et des grands monopoles, et le caractère international du capital, donnent un regain de force aux possibilités de planification à long terme. Aux États-Unis même, on ne saurait par exemple se contenter d'attribuer la migration vers le Sud et le Sud-Ouest, ainsi que la désindustrialisation systématique du Nord-Est, aux seules forces aveugles du marché des affaires. De même, l'orientation de la politique sociale, bien qu'elle soit encore marquée de conflits idéologiques, y compris chez ceux qui s'accrochent sur les objectifs généraux de la politique de redistribution des ressources ou profit des entreprises, semble dépasser les considérations de parti. On est fondé à croire que tout président démocrate serait obligé de promouvoir les grandes lignes de ce programme, quand bien même subsisteraient des différences tactiques dues à la composition traditionnelle ouverte de la base de ce parti.

Les possibilités de planification nationale — économique et sociale — le sont au centre des débats des cercles libéraux et industriels américains. Nous avons suggéré que l'intervention de l'État pour permettre aux secteurs les plus puissants des grandes entreprises capitalistes d'atteindre leurs objectifs concrets est en bonne voie. Une triste réalité ressort de tout cela : la planification peut être contrainte aux intérêts du peuple et fonctionner comme une idéologie qui, sous le masque du progrès, dissimule une série de mesures répressives.

STANLEY ARONOWITZ.

(2) Voir le *Monde diplomatique*, juillet 1976, page 7.  
(3) Titre du roman de George Orwell qui décrit un monde régi par l'autoritarisme.

## Le prix de l'impuissance de la femme

Par CAROL LOPATE \*

la « féminité » au maquillage, à la coiffure et au vêtement. Et tous les ouvrages de pédagogie populaire, depuis les livres du docteur Spock jusqu'à ceux qui s'inspirent de techniques modernes, comme *Parents Effectiveness Training*, s'accrochent pour attribuer à la femme, quelle qu'elle soit, la responsabilité des plus grandes des responsabilités les plus grandes à l'égard des enfants, laissant le mari dans l'ombre.

Bien que la gauche ait de tout temps compris l'importance de la superposition idéologique elle a toujours éprouvé une très grande difficulté à traduire cette compréhension abstraite en actes concrets et à l'appliquer aux problèmes réels de notre culture.

Le pouvoir de la culture du travail ménager, la force des idéologies qui entendent les femmes, et chez elles, s'attachent à leur complexité et à leur caractère multidimensionnel. Ce n'est pas par une simple opération de « lavage de cerveau » que les femmes résignent à une existence de travailleuses non salariées et sans pouvoir économique, à une vie qui n'est qu'un tissu de négations. Les images de la femme au foyer renferment aussi quelques éléments d'utopie — l'amour et la communauté, la possibilité d'engendrer et de créer, le refuge contre l'aliénation, la sécurité, la protection, — qui expliquent l'acceptation par les femmes du modèle dominant de la vie familiale. Et il doit forcément y avoir quelque chose qui évoque ces images dans la vie quotidienne d'une femme au foyer.

Prenons l'exemple des programmes télévisés qui s'adressent presque exclusivement aux ménagères — ceux de la matinée et de l'après-midi. La journée commence par des émissions de jeux, où c'est la chance qui compte avant tout ; ensuite viennent les feuilletons que l'on a surnommés les *soap-operas* à l'époque (qui était encore avant la radio) où les émissions de ce genre étaient en général financées par des grandes marques de lessive.

Les *soap-operas* sont le plus souvent centrés sur la vie quotidienne de familles de la petite bourgeoisie provinciale. Tout le monde — hommes et femmes — semble y mener une existence oisive. Les gens passent leurs journées à se téléphoner ou à se rendre visite pour bavarder, échanger des potins ou flirter. Bien que la plupart des hommes et certaines femmes soient supposés travailler, le travail n'intervient jamais dans les rapports complexes qui s'établissent entre les personnages. Les tâches ménagères se limitent apparemment pour les femmes à servir du café ou des cocktails à leurs invités, tandis que, parfois, l'ombre d'une femme de ménage passe à l'arrière-plan. Jeunes ou vieux, les hommes et les femmes n'ont pas de tâches domestiques à se partager. Leur ex-femme, dans ce petit monde clos où tout le monde se connaît, l'amour et la sexualité, qui tiennent une large place, se démultiplient en un mouvement de ballet perpétuel.

Bien entendu, les émissions de jeux et les feuilletons sont ponctués toute la journée de « flashes » publicitaires qui tablent fortement sur des images d'idylles amoureuses ou de moments familiaux qui ne doivent leur succès ou leur bonheur qu'à la division correcte des rôles et à l'achat d'appareils ménagers, vêtements de dentifrices, de déodorants, d'aliments en conserve ou de jouets pour bébés. Que ce soit dans les émissions

de jeux, les *flashs* publicitaires ou les *soap-operas*, les hommes sont là pour conseiller les femmes, les protéger ou les combler de cadeaux, bref, pour les faire vivre heureuses dans l'univers clos du foyer et de la famille, avec tout ce qu'elles sont supposées désirer.

Des millions de personnes passent des journées entières à recevoir les images de ces familles toujours chamboulées, mais néanmoins parfaites, pour qui le temps et l'argent sont les conditions nécessaires de l'expression des sentiments. L'utopie, c'est ce monde complètement privé de tout ce qui est matériel, mais auquel les feuilletons sentimentaux et l'étalage de marchandises semblent donner de la substance. Un monde que la gauche et les féministes ont répudié depuis longtemps, et qu'ils ont entièrement passé au crible de leur critique. Mais l'audience des feuilletons télévisés reste toujours aussi nombreuse et aussi fanatique, et leurs images permettent toujours de sublimer la vie quotidienne sans pour autant fournir aucun moyen de la transformer.

Il nous paraît impossible de proposer aux femmes (et aux hommes) ainsi grugés un autre droit si l'on ne prend pas sérieusement en considéra-

tion les besoins que satisfont réellement les distractions populaires de cette nature. Toutes les argumentations techniques sur la non-rétribution du travail ménager pâlissent au regard du monde de luxe et de confort que nous offrent les émissions télévisées. Bien sûr, les femmes sont sans pouvoir. Mais à quel bon le pouvoir si un animateur de jeux télévisés peut déverser sur elles le volume de tout ce qu'elles ont jamais rêvé de posséder ? Si le prix de l'impuissance est qu'on leur donne tout à satiété, elles ont tout intérêt à accepter le marché. Si la vie recluse des petites villes de province favorise la vraie communauté, le bonheur amoureux, si on peut y jouir de la protection d'hommes assez oisifs et assez motivés pour l'accorder, c'est donc que la vie recluse de la femme au foyer apporte toutes les joies que l'on ne saurait rencontrer dans le monde du travail et de la grande ville. Là encore, c'est un marché que l'on ne peut qu'accepter de tout cœur.

Pourtant, ces images renferment aussi quelque chose qui incite les femmes à attendre davantage de leur vie et qui fait apparaître chez elles de nouveaux besoins. Tout en rem-

plissant les moments de vide et de solitude dans la journée, elles leur présentent la vision d'un monde que l'on n'entrevoit que très fugacement dans la vraie vie de chaque jour. Par exemple, les *soap-operas* donnent l'image d'une masculinité moins insensible, plus humaine, et celle en même temps d'une communication plus libre et plus égalitaire entre les hommes et les femmes. Dans les feuilletons télévisés, hommes et femmes ont les mêmes désirs, les mêmes besoins, et ne sont pas continuellement dressés les uns contre les autres comme c'est si souvent le cas dans la réalité.

La politique du travail ménager doit, à l'exemple du travail ménager lui-même, être enracinée dans le vécu réel des femmes au foyer, dont les images et les fantasmes dorés qui émaillent leur vie quotidienne de téléspéculaires sont intégrés à la réalité. Il est probable que tout travail comporte un certain nombre de connotations, d'essence réelle ou mythique, qui lui donnent de la richesse. Le travail ménager en est particulièrement riche.

Une bonne partie des sentiments qui sont le lot commun des femmes au foyer, une bonne partie aussi de



(Dessin de Steinberg, Les Productions de Paris.)

leur vécu, sont beaucoup moins aliénés que les sentiments et le vécu des femmes au travail : rien d'utopique dans les images qui s'offrent du bureau et de l'entreprise modernes, sinon peut-être les possibilités plus nombreuses de mener des relations entre hommes et femmes associées dans le travail. Je ne dis pas que les images de la femme au foyer doivent rester ce qu'elles sont, car elles masquent une domination et une exploitation qui ne pourront être abolies aussi longtemps que nous ne les aurons pas transformées. Mais certaines sensations humaines et toute une partie du vécu quotidien de la femme au foyer peuvent contribuer à cette transformation, aussi bien d'ailleurs que la culture de masse qui s'est constituée autour d'elles. L'approche politique la plus efficace du travail ménager consisterait à étendre la notion de politique ménagère à toute la sphère du foyer et de la famille, à refuser le partage des rôles selon les sexes et à transformer la famille sans l'angle des besoins qui s'expriment réellement chez les femmes.

(1) Maria Della Costa et Selma James : *The Power of Women and the Subversion of the Community*, Pantheon, New York, 1973 (brochure).



# Politique et littérature

## CULTURE ET LUTTE ANTICOLONIALE EN ANGOLA

Par NICOLAS D'ARTHUY

« C'est qui est au bout tout nécessaire, c'est que l'esprit d'un peuple colonisé soit construit de nouveau, afin qu'il pense librement et se sente libre même quand son pays ne l'est pas encore » (1). A. Neto, médecin et poète, l'un des fondateurs du M.P.L.A., président de la République populaire d'Angola, signale ainsi la nécessaire convergence, dans une société colonisée, entre révolution culturelle et lutte politique.

Il est certain que la prise de conscience des réalités culturelles de l'Afrique a constitué un élément moteur de la prise de conscience politique, au premier stade du mouvement libérateur. Se vouloir et s'affirmer tout simplement africain, c'est déjà, à l'époque, une forme avancée de manifestation politique. Mais c'est la lutte de libération qui fournit le cadre matériel et permet les conditions idéales pour le développement de la

culture. Celle-ci est à son tour l'élément fécondant, nourricier de la lutte de libération (2).

Toute situation coloniale engendre un phénomène de dualité culturelle. Mais, malgré les avantages que confère le statut d'assimilé, la récompense socio-culturelle de la soumission reste minime. La domination des cadres coloniaux peut être d'autant moins menacée qu'elle est plus fragile. Les promotions sont rares et lentes. Ce qui est clairement dit dans le message de Noël 1969 du patriarche de Lisbonne, le cardinal Cerejeira, ami intime, personnel et politique de Salazar : « Nous avons besoin d'écoles en Afrique, mais des écoles dans lesquelles nous montrerons aux indigènes le chemin de la dignité de l'homme et la gloire de la nation qui les protège... Nous voulons apprendre aux indigènes à lire, à écrire et à compter, non en faire des docteurs ».

### Au-delà de la « résistance passive »

DANS ces conditions deux formes de résistance culturelle se distinguent : le peuple préserve son patrimoine par la seule imperméabilité, tandis que les « assimilés », prenant conscience de leurs contradictions, utilisent leur condition privilégiée pour, au travers de leurs études et de leur action, assurer une prise de conscience active de la communauté nationale dans son ensemble. Ils assurent le passage de la résistance passive à l'assimilation culturelle.

C'est qu'avec le déclenchement de la lutte armée de libération que les contours de la culture du peuple colonisé se dégaissent en même temps qu'ils se transforment. Au totalitarisme colonial se substitue une nécessité vitale que doivent assumer d'abord les intellectuels, afin de débarrasser les vieux rapports de culture d'une nouvelle culture. La guerre de libération elle-même, faisant saillir tous les traits de la vie communautaire, apparaît comme l'acte culturel par excellence et prépare les futurs rapports sociaux.

Amílcar Cabral, analysant cette situation, fait observer qu'il n'est pas exact que les mouvements d'indépendance aient été précédés par une « renaissance culturelle » des popula-

tions dominées. Ce qui s'est produit, c'est plutôt un renouveau d'intérêt suscité par le « retour aux sources » d'une petite élite d'« assimilés », établissant ainsi le contact avec leurs compatriotes qui n'avaient jamais perdu leurs cultures propres et leur permettant de sortir de leurs propres contradictions, de « leur ghetto culturel pseudo-lusitanien ».

« Réprimée, persécutée, trahie par certains groupes sociaux qui avaient porté les idées avec les colonisateurs, la culture africaine a émergé toutes les tempêtes, dans les forêts et dans l'esprit des générations victimes du colonialisme » (3).

Ces groupes sociaux « protégés » réalisent que leur intérêt est autre : l'assimilation n'a été qu'un mirage aliénant. A court terme, le Portugal a réussi à créer, à ses propres fins, une élite docile. A la longue, il est parvenu à briser les attitudes déformées par les quelques moyens mis à leur disposition, en mesure de proposer aux « masses indigènes » un autre qualificatif, développant l'idée que les colons qui les colonisaient avaient besoin de nier pour assouvir idéologiquement leur entreprise.

### Effets paradoxaux des tentatives d'aliénation

LE stade de la seule conscience domineuse de l'aliénation, illustré par le poète Geraldo Bessa Victor, — dont la passivité sera historiquement dépassée par celui de la « négritude » qui s'élève comme une « négritude » et dont l'expression politique ne peut être que la réformation, fut d'autant plus vite franchi dans les colonies portugaises que l'entreprise d'aliénation était plus évidente, caricaturale à l'image du fascisme métropolitain.

En 1957, quatre ans avant le début de la lutte armée à Luanda, Salazar expose ainsi la doctrine officielle : « Nous pensons qu'il y a des races dégradées, nous, nous nous sentons le devoir de conduire à la civilisation. Le Portugal doit continuer à être un maître et un exemple pour les pays éducateurs d'autres peuples ».

Avant précédé les autres puissances en matière de colonisation, le Portugal se doit en effet de rester un modèle. La conception qu'il se fait de son rôle est substantiellement parfaite. Salazar conçoit et les colons appliquent : « Nous ne perdrons pas, nous ne céderons pas, nous ne livrerons pas, nous ne partagerons pas... la moindre part de notre souveraineté. Même si notre Constitution le permettait, ce qu'elle ne fait pas, notre conscience nationale s'y refuserait ».

L'Eglise catholique, étroitement associée au « devoir de coloniser », apportera de son côté les avantages d'une évolution minimum tout en évitant les risques de l'assimilation : l'« indigène » ne reçoit de « culture blanche » et de principes chrétiens que ce qu'il faut pour être docile. Ainsi le Portugal n'est pas raciste puisque les Africains peuvent devenir portugais par la triple voie de la religion, de la langue et de la technologie.

A partir de 1961 le gouvernement prétend favoriser l'assimilation en Angola, recourant en particulier à une politique de peuplement blanc intensif.

« Nous devons donc peupler l'Afrique d'Européens qui puissent assurer la

stabilité de notre souveraineté et promouvoir la portugaisation de la population indigène » (4).

L'artifice étonne moins que les résultats : en 1968, sur une population de quatre millions d'habitants, il y a trente-cinq mille assimilés.

Tous les obstacles demeurent en réalité sur la voie de l'assimilation, à commencer par la rareté et la cherté de l'éducation. Le critère de sélection est d'ailleurs ouvertement raciste si l'on sait que le pourcentage d'assimilés parmi les colons portugais est considérable.

Comment s'étonner qu'à partir de 1961 « les bulles commencent à fleurir » (J. Rebelo) ? Mais elles ne fleuriront effectivement que si la monnaie de la lutte est partagée avec les masses africaines. Et qu'en est-il de ces « indigènes » qui, en raison de l'économie d'exploitation et du travail obligatoire, sont subordonnés à la traite, ont été déplacés, quand ce n'est pas parqués ?

Ce peuple angola, soumis à la domination politique et à l'exploitation économique, sans doute plus sauvage qu'ailleurs puisque le colonisateur est lui-même d'une certaine manière colonisé, trouve dans sa culture le seul rempart assez fort pour préserver son identité.

« Les grosses masses rurales et une fraction importante de la population urbaine — au total plus de 99 % de la population africaine — restent à l'écart ou presque à l'écart de toute influence culturelle de la puissance coloniale. Lorsque la société indigène a une structure verticale, cette défense du patrimoine culturel est encore renforcée par l'interdit que trouve la puissance coloniale à protéger et consolider l'influence culturelle des classes dominantes aliénées » (5).

Mario de Andrade écrit à propos du langage : « Dans les centres ruraux, que les Portugais visitent rarement, les langues locales sont généralement restées intactes. Comme les contacts humains entre colonisateurs et colonisés se bornent presque entièrement à des relations d'exploitation, il n'est guère possible que se produise l'osmose caractéristique des milieux ».

La liaison entre « assimilés » et « indigènes » se fera d'abord sublimement, au plan littéraire, dans les années 1930. Si elle ne dépasse pas un stade de bonnes intentions, l'effort aura l'avantage de sensibiliser ce groupe à ses contradictions. La défense théorique des « indigènes » est pour la première fois assumée. Ce fait littéraire spécifique apparaît en fin de siècle dans un contexte de violentes luttes politiques. Cordero de Matta, soucieux d'appuyer la résistance culturelle de son peuple, entreprend la fixation de la langue Kimbundu en établissant le premier dictionnaire. La vie culturelle de cette époque est à peu près limitée au journalisme. Grâce à une liberté de presse exceptionnelle et qui ne durera pas, de nombreux journaux se créent à Luanda, qui, pour la première fois, véhiculent autre chose que les thèses colonisatrices.

Les limites de ce mouvement, outre son contenu inévitablement modéré, sont tracées par une audience extrêmement limitée et l'utilisation exclusive de la langue portugaise.

Une œuvre caractéristique de cette période, preuve d'un éveil de la création littéraire qu'allait bientôt étouffer l'administration coloniale, est une réplique collective à un article d'un cours de la Gazette de Luanda qui explique que l'idéal du Noir est de

« manger sans travailler ». « La Voix de l'Angola clamait dans le désert » (1961) relève le défi et répond brillamment que, dans le système angolais, c'est au contraire « le Blanc qui fait travailler le Noir pour manger ».

Le réquisitoire de ces hommes de bonne volonté et de courage marque la naissance de la littérature angolaise. On retiendra les noms des romanciers A. de Assis Junior (O Segredo da morte), et un peu plus tard d'Oscar Ribas (Uanga) et de Castro Soromenho (Camazilo, Présence africaine, et Virage, Gallimard) (6).

Mais la page libérale est vite tournée. La jeune république portugaise se fait vite expressive et bientôt la nuit fasciste s'étend plus durement encore sur les colonies qu'en métropole. Les associations culturelles ne sont plus que des cercles qui se réunissent avec l'autorisation de la FIDE. Cette période de maturation silencieuse, qui retardera le rapprochement entre intellectuels et « frères noirs » (Noirs de la brousse) et explique que rien, dans les colonies portugaises, ne puisse être comparé au manifeste Légitime défense pour les Antilles et Noirs d'expression française, fera aussi que, par son apparition tardive, dans des contradictions socio-politiques, le mouvement plus rapidement son chemin politique.

### La génération de 1948

« VAMOS descobrir Angola » (Partons à la découverte de l'Angola) est le cri lancé en 1948 par un groupe d'intellectuels dont la formation revient essentiellement à un poète de vingt ans, Viriato da Cruz.

« Le mouvement », écrit-il, devait reprendre, mais avec une autre méthode, avec l'esprit combattant des écrivains africains de la fin du dix-neuvième siècle et des débuts de l'actuel. Ce mouvement s'opposait au respect excessif des valeurs culturelles de l'Occident (permises pour la plupart) ; il invitait les jeunes à redécouvrir l'Angola dans tous ses aspects et à traverser le travail concret et organisé. Il exigeait l'expression des intérêts populaires et de l'authenticité nationale africaine, sans pour autant faire des concessions à la soi-disant « culture coloniale ». Tout cela devait être basé sur le sens de l'esthétique, l'intelligence, la volonté et la raison africaine ».

Cette dynamique culturelle provoqua l'apparition de groupes littéraires comme le Movimento Negro, les poètes de l'Angola, la fondation de la revue Mensagem.

Mais, allant plus avant, le mouvement déboucha effectivement dans la rue. La langue poétique commença à s'incarner dans les langues vernaculaires et les langues vernaculaires sont pour la première fois utilisées. Parallèlement fut élaboré un plan d'alphabétisation des masses africaines. L'inspiration coloniale contrastait vite avec les intellectuels à la clandestinité, mais la littérature moderne angolaise avait fait son apparition, vitale puisqu'elle participait à la construction d'une identité qui ne serait plus portugaise, mais angolaise.

Simultanément, à Lisbonne se crée un Centre d'études africaines dont les animateurs sont quatre « assimilés » : A. Cabral, co-fondateur du M.P.L.A. et fondateur du mouvement frappe en Guinée-Bissau, A. Neto, J.P. Tenreiro, A. de Andrade, ancien président du Mouvement national en

Angola et premier Africain des territoires portugais dont la voix devait avoir une audience internationale.

Son but, selon Andrade, était d'« analyser les éléments des cultures africaines, de les stimuler et de les réunir, d'appartenir à un monde opprimé et à révéler une conscience nationale ».

Les activités du centre dureront deux ans, brutalement interrompues par la police. Il aura contribué à la re-africanisation des esprits et au rejet de l'assimilation. A partir de là aussi se produit une volonté d'infiltration du portugais par les langues nationales et, en même temps, son utilisation dans les villes comme instrument de culture révolutionnaire.

Cette tendance s'accentuera : à la fin des années 50 le Kimbundu et l'Umbundu sont pratiquement incorporés dans la poésie d'A. Neto, de Luandino Vieira (7) ou d'Antonio Jacinto (8).

En même temps, ces intellectuels et ceux qui les entourent, tant à Lisbonne qu'à Luanda, s'engagent dans la lutte contre son gré la convergence entre les courants littéraires progressistes de l'Afrique sous domination portugaise et l'« africanisme » des intellectuels africains. Ils se désolent de ne pas avoir de langues nationales possibles à un réformisme désormais tout à fait mort. Ils ne disposent pas au Portugal, à la différence des nationalistes africains, de langues française ou anglaise. Paris ou à Londres, de contacts plus diversifiés qu'avec le parti communiste portugais et un ou deux groupes d'opposition à Salazar. C'est par ce biais qu'ils accèdent aux idées marxistes, élément déterminant de leur formation politique.

Conscients de l'abîme qui les sépare en tant qu'« élites » des masses africaines, ils se proposent de créer des conditions possibles d'une transformation radicale en Afrique des doctrines et des politiques élaborées ailleurs. Cette réflexion va dominer l'élabora-

tion de la stratégie des mouvements de guérilla auxquels ils devaient participer par la suite.

L'accélération du mouvement est dès lors sensible : pour les Portugais aussi. En 1963, en pleine période de tracta, la police procède à des arrestations en masse. Le mauvais exemple d'une libération annoncée au Congo ne doit pas contaminer l'empire lusitanien. La FIDE ne s'est pas trompée. Sur ses listes figurent nombres d'écrivains dont Viriato da Cruz, Mario de Andrade, Deolinda de Almeida, Antonio Jacinto, Luandino Vieira, Manuel Pacavira. Certains d'entre eux sont en exil. D'autres sont déjà incarcérés, comme Neto.

La fureur qui s'appesantit sur les Africains de Luanda, décrite par Luandino Vieira dans la *Voz de Domingos Xavier* (9), ne pourra qu'avancer le déclenchement de la lutte de libération. La littérature engagée, de résistance nationale, donne alors toute sa mesure. « La guerre de libération nationale que nous menons en Angola, en Guinée et au Mozambique est le moyen qui nous permet d'exister culturellement » (10).

En même temps se développent les centres clandestins d'instruction. La littérature révolutionnaire sert aussi à interpeller le monde, muet sur la tragédie angolaise.

« Sur la terre  
Il y a cinquante mille morts que  
[personne n'a pleurés,  
Personne] » (11).

La relève de la génération de 1948 est assurée par des poètes tels que Mario Antonio Fernandes de Oliveira, Carlos Eduardo ou Costa Andrade.

Au moment où il s'agit de « concevoir » la nation angolaise, les intellectuels, et singulièrement les poètes, ont joué un rôle déterminant non seulement de cristallisation mais d'action ; ils ont constitué une avant-garde.

Il s'agit désormais de confronter, comme d'autres intellectuels africains, à la difficile conciliation entre tradition africaine et modernisme. Mais au-delà — et c'est peut-être l'essentiel — du fait des conditions exceptionnelles de leur indépendance, de leur situation géographique et de leur passé « tri-continental », ils se trouvent également confrontés à l'internationalisme obligatoirement.

(1) A. Neto, Discours à Radio-Brazzaville (1964).

(2) M. de Andrade, exposé au premier Festival culturel panafricain d'Alger (juillet 1969) au nom du FRELIMO, M.P.L.A., F.A.I.C.C.

(3) A. Cabral, « National Liberation and Culture », conférences à l'université de Syracuse, le 20 février 1970.

(4) Introduction au V<sup>e</sup> Plan de développement (1961-1966).

(5) A. Cabral, « Le rôle de la culture dans la lutte pour l'indépendance », communication à la réunion d'experts de l'UNESCO sur les concepts de race, d'identité et de dignité, Paris, du 3 au 7 juillet 1972.

(6) Voir à ce sujet : Alfredo Margarido, la littérature angolaise : de la découverte au combat, in *L'Afrique littéraire et artistique*, n° 2, décembre 1968.

(7) Actuel directeur de la télévision angolaise.

(8) Actuel ministre de l'éducation et de la culture de la R.P.A. Sur ces différents auteurs, voir : *La Poésie africaine d'expression portugaise*, anthologie de M. de Andrade, Editions P.J. Oswald.

(9) Aux éditions Présence Africaine.

(10) Mario de Andrade, exposé au Festival culturel panafricain d'Alger.

(11) Costa Andrade.

## Les langues aux Nations unies

QUARANTE-DEUX délégations représentant plus d'une centaine de parlementaires francophones appartenant à l'Association internationale des parlementaires de langue française (1) se sont réunies du 26 avril au 1<sup>er</sup> mai au siège de l'Organisation des Nations unies à New-York. Cette rencontre, qui avait pour thème « Connaissance des Nations unies », a été principalement consacrée à l'étude de la situation du français à l'intérieur de cette organisation, et elle a permis aux délégués du monde francophone de prendre l'exacte mesure d'une langue dont le statut a déjà fait l'objet de nombreuses controverses.

Si, à l'origine, seulement quatre des cinquante et un membres fondateurs de l'ONU étaient francophones (la France, l'Italie, le Luxembourg et la Belgique), on sait néanmoins que le sort du français aux Nations unies a été fixé le 1<sup>er</sup> janvier 1946 par une résolution de l'Assemblée générale lui octroyant, par ailleurs avec l'anglais, le statut de « langue de travail » (2). Mais l'implantation de l'ONU à New-York et le rayonnement qu'exerçait alors la langue d'une Amérique auréolée du prestige de la victoire ont en réalité singulièrement contrarié l'application de cette résolution. Cette situation a eu pour conséquence un recrutement massif de fonctionnaires anglophones, en même temps que l'installation d'un monopole de fait de l'anglais dans la rédaction des notes, comptes rendus et documents diffusés par l'Organisation.

C'était l'époque où la traduction française d'un texte nécessairement d'intermédiaire, si bien qu'en 1959 le « groupe des délégations d'expression française » utilisant le français comme langue de travail, fort de l'appui des Etats africains francophones nouvellement indépendants, décida d'entreprendre une action cohérente et systématique afin que soient reconnus à la langue française les droits qui sont stipulés dans la charte de l'ONU. Dès sa création, le groupe s'est en effet préoccupé de l'insuffisance qualitative du personnel francophone, et il a veillé à ce que les documents de travail soient présentés et communiqués en temps utile et simultanément dans les langues de travail prévues par les différents règlements intérieurs de l'organisation de l'ONU.

A l'heure actuelle, si la stricte égalité des deux premières langues de travail n'est pas encore entièrement réalisée, la situation du français marque cependant un net progrès, et ce résultat est dû en grande partie aux efforts entrepris par les délégations francophones, tout particulièrement par les cours d'apprentissage des langues. Ces cours intensifs, qui

connaissent un vif succès (la « connaissance vérifiée » d'une langue étrangère facilite la promotion des fonctionnaires) tant au siège de l'Organisation que dans les services qui en dépendent, ont à coup sûr beaucoup contribué à la diffusion du français, mais il reste encore de gros efforts à accomplir au niveau de la production des textes originaux. Un certain nombre de fonctionnaires français — et non des moindres — ont en effet pris l'habitude de rédiger directement en anglais, et ils contribuent ainsi à retarder chez leurs collègues un net changement d'attitude à l'égard des langues dites « de travail ».

Alors qu'auparavant la plupart des fonctionnaires avaient tendance à utiliser la langue la plus largement répandue (c'est-à-dire l'anglais), ils sont aujourd'hui davantage portés à choisir la langue qui leur permet de s'exprimer avec le maximum d'aisance et de précision. Ainsi s'estompe progressivement la distinction établie naguère entre langues officielles et langues de travail, pour laisser place à un réajustement linguistique qui devrait permettre l'expression, au sein des Nations unies, de toutes les spécificités culturelles et ethniques.

Dans ces conditions, les quarante-deux partenaires réunis au sein de l'A.I.P.L.F. ont pris conscience que le projet francophone qui les rassemblait au siège des Nations unies visait moins à cautionner le maintien d'une quelconque hiérarchie qu'à permettre et faciliter la communication entre des hommes et des pays pour lesquels le français représente souvent le seul moyen de se comprendre. Ainsi, après avoir montré qu'il n'y a (moyennant certaines conditions) aucune contradiction à assurer simultanément la promotion des langues nationales et la diffusion du français, M. Amadou Cissé Dia, président de l'Assemblée nationale du Sénégal, a-t-il fait remarquer qu'une langue parlée par quarante-sept pays représentant plus de deux cents millions d'habitants, ne pouvait plus être considérée comme la propriété exclusive de quiconque, et il a conclu en rappelant que le français était désormais aussi la langue d'une bonne partie de l'Afrique pour laquelle elle constitue à la fois un facteur de cohésion, d'unité politique et d'ouverture sur le monde extérieur.

JACQUES CHEVRIER.

(1) Créée en 1967, sur une initiative du président Senghor, l'A.I.P.L.F. regroupe tous les parlementaires qui utilisent le français comme langue des relations internationales ; elle a son siège à Paris.

(2) Depuis cette date, d'autres langues de travail sont venues s'ajouter : l'espagnol en 1948, le russe en 1968, le chinois et l'arabe en 1973.

(PUBLICITÉ)

# LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

## Sa politique étrangère pour la paix et la réunification

Il y a trois ans, le Président de la République de Corée, M. Park Chung Hee, prenant en considération la réalité dans la péninsule coréenne, a énoncé dans une déclaration spéciale les nouvelles lignes de sa politique sur la réunification nationale et les relations internationales.

Dans sa déclaration de politique du 23 juin 1973, le Président, tout en mettant l'accent sur la réunification pacifique de la Corée, qui représente l'aspiration et l'objectif suprême de tout le peuple coréen, s'est engagé à poursuivre le dialogue Sud-Nord avec sincérité et patience, conformément au communiqué commun du 4 juillet 1972. Dans le domaine des relations internationales, il a déclaré que la République de Corée poursuivra ses relations avec toutes les nations du monde, sans tenir compte des différences d'idéologie et d'institutions sociales, afin d'entretenir avec ces nations des relations amicales et de bon voisinage, fondées sur le principe de réciprocité et d'égalité.

Conscient de la nécessité de créer une atmosphère de paix, en vue de la réunification, le Président Park a déclaré explicitement, d'une part, que le Sud et le Nord ne devraient ni s'engager dans des affaires intérieures de l'autre partie ni commettre d'agression et, d'autre part, que la République de Corée était prête à entrer aux Nations unies en même temps que la Corée du Nord, comme mesure provisoire, en attendant de parvenir à la réunification. Cette nouvelle politique étrangère, énoncée en sept points dans cette déclaration, est la plus rationnelle et la plus réaliste, vu la situation qui règne autour de la péninsule coréenne et les relations entre le Sud et le Nord qui sont depuis longtemps dans l'impasse.

Cette déclaration a été faite avec le désir très vif d'améliorer d'une manière substantielle les conditions de réunification pacifique de la patrie.

Depuis l'ouverture du dialogue Sud-Nord qui a été engagé il y a cinq ans dans le but de faciliter la réalisation de notre aspiration nationale, c'est-à-dire la réunification pacifique du pays, le gouvernement de la République de Corée a déployé tous les efforts possibles pour faire progresser le dialogue Sud-Nord. Malgré nos durs et sincères efforts, la Corée du Nord n'a pas encore répondu à nos appels. En août 1973 et à la fin de l'année dernière, la tension dans la péninsule coréenne, au mépris de l'esprit du communiqué commun de 1972. En conséquence, la perspective d'une solution du problème coréen semble de plus en plus lointaine, d'autant plus que l'Assemblée générale des Nations unies, où la question coréenne a fait l'objet d'une délibération, les discussions des deux parties.

Il faut rappeler à regret que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté l'année dernière deux résolutions contradictoires sur la question coréenne. La première, adoptée à l'unanimité, lors de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale des Nations unies, n'a pas été tout à fait appliquée et ainsi n'a guère contribué à la solution du problème coréen. Nous souhaitons souligner que toute conférence internationale sur la question coréenne ne peut apporter une solution, à moins que le débat ne soit conduit avec justice et réalisme, tout en tenant compte

d'une façon objective de la réalité qui existe dans la péninsule coréenne et qui est la suivante :  
Tout d'abord le danger d'un renouvellement de la guerre persiste toujours dans la péninsule coréenne. Les communistes du Nord, en dépit de leur vaine tentative de réunifier toute la Corée par la force en déclenchant la guerre de Corée en 1950, ont renforcé leurs forces militaires et n'ont pas renoncé à leur vaine tentative de réunifier par tous les moyens le pays sous le joug communiste.

Dans ces circonstances, c'est l'accord d'armistice de Corée du 27 juillet 1953 qui a joué un rôle capital en préservant la paix et en prévenant le renouvellement des hostilités dans la péninsule coréenne pendant plus de vingt ans depuis le cessez-le-feu de 1953. Il faudrait respecter que l'Assemblée générale des Nations unies, dans sa résolution 311, adoptée le 11 décembre 1954, lors de sa neuvième session, soulignait expressément la clause de l'accord d'armistice qui stipule que cet effet que l'accord restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par une nouvelle disposition convenue d'un commun accord entre les deux parties.

En conséquence, la proposition formulée par la Corée du Nord et ses partisans, à savoir que l'armistice actuel soit remplacé par de nouvelles dispositions sans accord réciproque, revient à demander la suppression de la souape vitale de sécurité qui prévient le renouvellement des hostilités entre le Sud et le Nord. Une telle proposition si irréfléchie ne peut et ne devrait pas être admise. De plus, du fait que certaines grandes puissances sont, soit directement soit indirectement impliquées dans la question coréenne depuis la Seconde Guerre mondiale, l'importance donnée à la préservation de la paix dans la péninsule coréenne ne peut être amoindrie. La proposition que nous avons soumise l'année dernière à l'Assemblée générale des Nations unies, en vue de réunir une conférence des parties directement concernées, était fondée sur ces considérations.

De plus, le fait de la tragique division depuis plus de trois décennies, la République de Corée et la Corée du Nord sont devenues deux entités belotées, qui diffèrent par leurs idéologies et leurs systèmes qui ne peuvent s'assimiler dans l'immédiat.

Bien que la Corée ait été libérée du joug colonial après la Seconde Guerre mondiale, elle a été divisée en deux par la volonté du peuple. En Corée du Nord a été établi un régime communiste qui a enfreint strictement toute la société, tout en dominant ses habitants sous l'idéologie communiste. Le régime nord-coréen a enfreint strictement tous les contacts avec le monde extérieur, maintenu la société la plus hermétique et sans pareille dans le monde d'aujourd'hui. D'autre part, le gouvernement de la République de Corée, qui a été établi en 1948 comme le seul gouvernement légitime de la péninsule coréenne, par des élections générales libres qui se sont déroulées sous le contrôle des Nations unies, a enfreint strictement la volonté de la population totale qui est de cinquante millions. Il maintient une démocratie libérale et une société ouverte et n'a pas cessé d'intensifier ses efforts pour promouvoir le bien-être du peuple et le développement de la nation.

Etant donné ce contraste frappant de conditions et de circonstances, la réunification pacifique ne peut se réaliser que pas à pas, en établissant

divers échanges par la voie du dialogue et en ouvrant nos portes afin de restaurer la confiance mutuelle. Le meilleur moyen de restaurer l'unité nationale et l'homogénéité politique est d'éviter toute solution hâtive et radicale qui ne ferait que créer la confusion et pourrait même déclencher de nouvelles hostilités en Corée, mais plutôt appliquer fidèlement l'esprit du communiqué commun Sud-Nord du 4 juillet 1972. Trois fois, malgré tous les efforts qui ont été déployés au plan international pendant plus de vingt ans, en particulier aux Nations unies, nous n'avons pu parvenir à aucune solution de la question coréenne. Cela est dû essentiellement à l'absence d'accord entre le Sud et le Nord de la Corée qui sont les principales parties directement concernées par la question.

Etant donné l'état actuel des relations entre le Sud et le Nord et la situation internationale prédominante, toute mesure qui imposerait une proposition unilatérale sur les problèmes coréens ne ferait qu'aggraver la tension entre le Sud et le Nord ou pourrait même susciter un conflit armé. En conséquence, nous avons la ferme conviction que les résolutions adoptées lors des conférences internationales, qui ne tiennent pas compte des perspectives d'accord réciproque ou alors insensibles pour l'une des parties directement concernées, seraient plus défavorables que favorables à une solution de problème. De plus, une telle résolution pourrait aller à l'encontre du principe d'auto-détermination de la nation. En conséquence, le rôle que nous attendons des pays tiers qui ne sont pas directement concernés serait de créer une atmosphère internationale propice à la venue immédiate et inconditionnelle du dialogue qui a été suspendu unilatéralement par la Corée du Nord, de telle sorte que le peuple coréen puisse résoudre ses problèmes selon sa propre volonté. Nous sommes convaincus que c'est le meilleur moyen de contribuer à la solution pacifique de la question coréenne, dans les conditions actuelles. Sans dialogue, il est impossible d'examiner les problèmes. Sans examen des problèmes, il ne peut y avoir d'accord ou de solution.

En conséquence, nous tenons à préciser que pour traiter de la question coréenne dans toute conférence internationale, il faut avant toute chose prendre en considération la situation réelle en Corée qui a été résumée ci-dessus.

Enfin, nous souhaitons souligner que les conférences internationales auxquelles sera soumise la question coréenne, que ce soit à l'Assemblée générale des Nations unies, à la conférence des pays non alignés, ou toute autre conférence, ne pourront contribuer à trouver rapidement une solution au problème coréen que dans la mesure où elles prendront la résolution d'aider le Sud et le Nord de la Corée à trouver un règlement pacifique par la voie du dialogue et un accord mutuel entre les deux parties. Si elles ne font que se contenter de discuter la question coréenne, sans dialogue, elles ne feront qu'entraver nos efforts en Corée et annuler l'aspiration nationale de tout le peuple coréen.

(Texte de la déclaration de M. Park Chung Hee, ministre des Affaires étrangères de la République de Corée, faite le 23 juin 1976 à l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration spéciale du président Park Chung Hee.)

## L'économie sud-coréenne vers la prospérité

La libération de la Corée en 1945 entraîna la division nationale. Le Sud, qui représentait la zone nord et une zone sud. La situation empira encore lorsque presque toutes les implantations industrielles furent détruites, lors de la guerre de Corée qui éclata en 1950 à la suite de l'invasion des communistes du Nord. Durant les huit années, de 1954 à 1961, le produit national brut augmenta d'une moyenne annuelle de seulement 4,4 %. En 1961, le produit national brut par habitant n'avait augmenté que de 13, passant de 5,70 à 6,33, alors que la population augmentait au taux de 2,5 % par an durant cette même période. La mise en place d'une planification économique en 1962 entraîna une modification spectaculaire du profil économique de la Corée. Le premier objectif principal du Premier Plan Quinquennal de Développement Économique de la Corée de 1962 à 1966 était de passer d'une économie agricole et d'exploiter les fondations d'une économie autonome. Les tâches les plus urgentes étaient la construction des infrastructures de la nation afin de créer une fondation solide pour permettre l'industrialisation, de développer des industries susceptibles de substituer les importations et de promouvoir la productivité nationale.

Les objectifs du Deuxième Plan Quinquennal de 1967 à 1971 étaient d'accélérer l'industrialisation, de développer l'exportation et d'augmenter le revenu des pêcheurs et des fermes afin d'équilibrer le niveau de vie rural et urbain. Pour le Troisième Plan de 1972 à 1976, l'accent fut mis sur la modernisation de l'industrie et le développement des industries lourdes et chimiques. Le deuxième stade du développement des villages « fermiers » et « pêcheurs » a été mis en place, il avait pour but de parvenir à une auto-suffisance dans la production des céréales essentielles. En même temps, des efforts intensifs se poursuivaient en vue de l'amélioration de la balance des paiements.

En 1975, la production de fer et d'acier avait atteint 2,6 millions M/T, ayant ainsi augmenté de 18 fois par rapport à la production de 1962. Quant à la production de la construction, elle s'est multipliée par 164 par rapport à 1962 et a atteint 819.000 M/T. Celle d'engrais a augmenté de 24 fois, atteignant 880.000 M/T.

Parallèlement, la production de ciment augmentait de 13 fois, atteignant 10 millions de M/T, alors que la production automobile, pratiquement inexistante, a atteint 36.000 unités.

En même temps que ses efforts pour accélérer le développement industriel, le Gouvernement avait mis un certain nombre de mesures fondamentales afin de moderniser l'agriculture et d'augmenter sa production. Ces mesures ont ainsi permis de faire passer le revenu national rural de 68.000 won en moyenne par an en 1962 à 910.000 won en moyenne en 1975, dépassant ainsi depuis 1974 le revenu national moyen d'un citoyen.

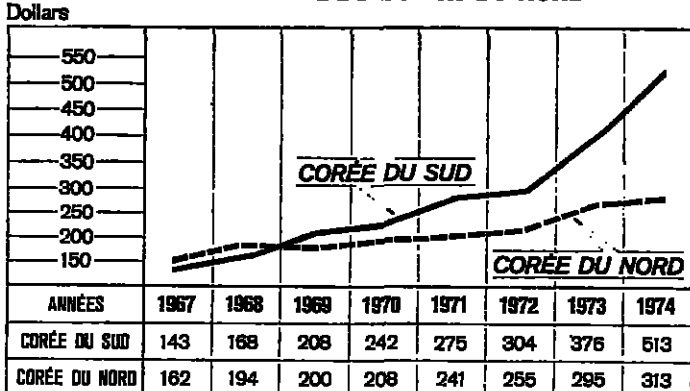
Sur le plan de la production, le résultat a été concluant : la production de riz a augmenté de 35 % depuis 1962 et atteint 4,7 millions M/T, la production d'orge a augmenté de 64 % et a atteint 2,1 millions M/T, celle de blé de 59 % et a atteint 311.000 M/T.

Le Seomul Undong ou Mouvement de la Communauté Nouvelle, a été amorcé au début des années

1970, dans le but de revitaliser la vie économique rurale. Les principes directeurs de ce mouvement sont la diligence, l'autonomie et la coopération. Depuis 1962, le mouvement s'est répandu dans les villages, de village en village, accroissant le développement de l'économie rurale.

En 1975, chacune des 31.700 communautés villageoises a pris part à différents projets. Parmi ceux-ci, 2.500 ont été construits, les toits de paille et de chaume de 1,8 million de maisons ont été remplacés et les adductions d'eau de 11.200 villages ont été faites. En plus de ces améliorations de

TENDANCE DU P.N.B. PAR HABITANT  
EN LA CORÉE DU SUD ET DU NORD



En 1975, la production de fer et d'acier avait atteint 2,6 millions M/T, ayant ainsi augmenté de 18 fois par rapport à la production de 1962. Quant à la production de la construction, elle s'est multipliée par 164 par rapport à 1962 et a atteint 819.000 M/T. Celle d'engrais a augmenté de 24 fois, atteignant 880.000 M/T.

Parallèlement, la production de ciment augmentait de 13 fois, atteignant 10 millions de M/T, alors que la production automobile, pratiquement inexistante, a atteint 36.000 unités.

En même temps que ses efforts pour accélérer le développement industriel, le Gouvernement avait mis un certain nombre de mesures fondamentales afin de moderniser l'agriculture et d'augmenter sa production. Ces mesures ont ainsi permis de faire passer le revenu national rural de 68.000 won en moyenne par an en 1962 à 910.000 won en moyenne en 1975, dépassant ainsi depuis 1974 le revenu national moyen d'un citoyen.

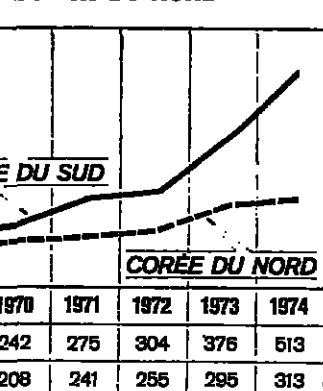
Sur le plan de la production, le résultat a été concluant : la production de riz a augmenté de 35 % depuis 1962 et atteint 4,7 millions M/T, la production d'orge a augmenté de 64 % et a atteint 2,1 millions M/T, celle de blé de 59 % et a atteint 311.000 M/T.

Le Seomul Undong ou Mouvement de la Communauté Nouvelle, a été amorcé au début des années

1970, dans le but de revitaliser la vie économique rurale. Les principes directeurs de ce mouvement sont la diligence, l'autonomie et la coopération. Depuis 1962, le mouvement s'est répandu dans les villages, de village en village, accroissant le développement de l'économie rurale.

En 1975, chacune des 31.700 communautés villageoises a pris part à différents projets. Parmi ceux-ci, 2.500 ont été construits, les toits de paille et de chaume de 1,8 million de maisons ont été remplacés et les adductions d'eau de 11.200 villages ont été faites. En plus de ces améliorations de

TENDANCE DU P.N.B. PAR HABITANT  
EN LA CORÉE DU SUD ET DU NORD



En 1975, la production de fer et d'acier avait atteint 2,6 millions M/T, ayant ainsi augmenté de 18 fois par rapport à la production de 1962. Quant à la production de la construction, elle s'est multipliée par 164 par rapport à 1962 et a atteint 819.000 M/T. Celle d'engrais a augmenté de 24 fois, atteignant 880.000 M/T.

Parallèlement, la production de ciment augmentait de 13 fois, atteignant 10 millions de M/T, alors que la production automobile, pratiquement inexistante, a atteint 36.000 unités.

En même temps que ses efforts pour accélérer le développement industriel, le Gouvernement avait mis un certain nombre de mesures fondamentales afin de moderniser l'agriculture et d'augmenter sa production. Ces mesures ont ainsi permis de faire passer le revenu national rural de 68.000 won en moyenne par an en 1962 à 910.000 won en moyenne en 1975, dépassant ainsi depuis 1974 le revenu national moyen d'un citoyen.

Sur le plan de la production, le résultat a été concluant : la production de riz a augmenté de 35 % depuis 1962 et atteint 4,7 millions M/T, la production d'orge a augmenté de 64 % et a atteint 2,1 millions M/T, celle de blé de 59 % et a atteint 311.000 M/T.

Le Seomul Undong ou Mouvement de la Communauté Nouvelle, a été amorcé au début des années

de développement économique. Les lignes de téléphone locales ont atteint 1,1 million, et les lignes de téléphone interurbaines de 17.300.

Commerce extérieur

La croissance spectaculaire des exportations et un autre facteur du développement de l'économie de la Corée. L'exportation des marchandises a atteint 21 milliards de dollars, d'après une valeur f.o.b. en 1975, représentant une augmentation de 100 % par rapport aux 10 milliards de dollars obtenus par les exportations en 1962.

Les importations de la Corée se sont accrues d'une manière très marquée pendant cette période de 13 ans. Elles ont atteint 10 milliards de dollars en 1975, soit une augmentation annuelle moyenne de 25 % par rapport aux 380 millions de dollars en 1962.

La Corée a peu de ressources naturelles mais possède une grande ressource humaine grâce à la force ouvrière, énergique et bien formée. Le déferlement massif de la technologie et des capitaux spécialisés coréens sur le marché mondial de la construction, surtout au Moyen-Orient, prouve d'une façon impressionnante la reconnaissance internationale de cette ressource. En 1975, les entreprises coréennes ont obtenu 15 contrats de construction à l'étranger pour une somme de 1,5 milliard de dollars, tandis que le nombre de travailleurs à l'étranger passa de 1.200 à 21.000.

Les balances des paiements

La balance des paiements de la Corée laisse apparaître une amélioration spectaculaire constante au cours des dix dernières années, malgré un déficit mineur de 25 millions de dollars en 1975. Ce déficit a été comblé par le compte courant qui avait nettement baissé et atteint 300 millions de dollars. Les deux premières années du Troisième Plan Quinquennal, mais s'est accumulé brusquement et a atteint 2 milliards de dollars en 1974, à cause de la crise internationale des matières premières et de l'inflation mondiale, puis a progressé en 1975, mais seulement jusqu'à 1,5 milliard de dollars.

Ce déficit est malgré tout un phénomène temporaire et non un problème de structure.

Le déficit du compte courant devrait continuer à se résorber et atteindre 1,5 milliard en 1976 ; en outre, les exportations coréennes augmentent plus rapidement que les importations, à la suite de plusieurs mesures gouvernementales visant à limiter les importations, ce déficit du compte courant devrait être comblé au début des années 80.

Les investissements étrangers

Les capitaux étrangers ont joué un rôle de plus en plus vital dans la croissance de l'économie coréenne, cela surtout depuis la deuxième moitié des années 60. La politique nationale visant à attirer les capitaux étrangers est fondée sur une recherche approfondie des priorités de développement et des possibilités de la nation de faire le meilleur usage des capitaux étrangers. Le flux annuel des prêts à long terme et des investissements directs a été de 227 millions de dollars en 1975 et 1,47 milliard de dollars en 1976. La Corée a attiré le capital étranger total s'élevait à 6,5 milliards de dollars, soit 2,5 milliards de prêts publics, 2,5 mil-

liards de prêts commerciaux et 600 millions d'investissements étrangers.

Dettes extérieures

À la fin de 1975, les dettes extérieures de la Corée, à l'exception de celles contractées il y a moins d'un an, atteignent 5,5 milliards de dollars.

Le rapport entre le service de la dette extérieure et les avoirs de la nation a atteint 21 % en 1970, diminua à 12,5 % en 1974, puis se stabilisa à 12,5 % en 1975. Cette baisse reflète l'importante croissance des exportations durant cette période et l'amélioration des échéances des dettes impayées.

Le service de la dette extérieure actuelle de la Corée est entièrement sous contrôle et aucun problème n'est prévu pour les années à venir.

L'objectif de la politique économique de la Corée est de parvenir à une croissance régulière compatible avec le maintien d'une stabilité économique, et au maintien d'une balance des paiements à la fois fondamentale et positive, favorable à cette croissance.

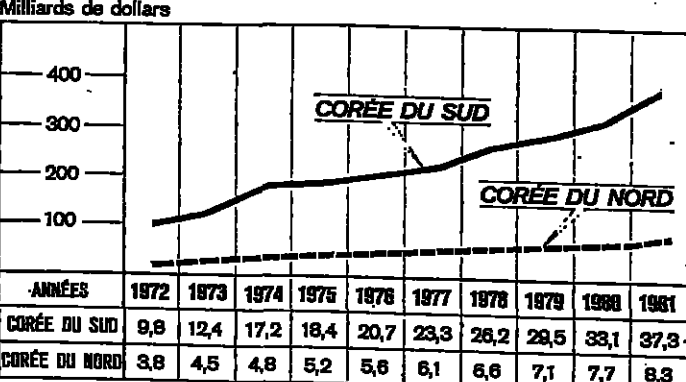
Les grandes lignes économiques pour 1976

Grâce à la mise en application de ces tâches qui ont été couronnées de succès, la Corée espère parvenir en 1976 à réduire la hausse des prix de 20 % en 1975 à 10 %, et des prix de détail de 25 à 12 %. Le taux d'expansion monétaire sera également réduit de 25 à 20 %, tandis que le taux de l'épargne nationale par rapport au PNB augmentera légèrement de 18,1 à 18,4 %.

Notre objectif pour 1976, en ce qui concerne les échanges commerciaux, est une augmentation de 30,5 %, et atteindre 6,5 milliards de dollars. Les exportations de 1975, qui s'élevaient à 10,5 milliards de dollars, ont atteint 12,7 milliards de dollars. Les importations ont été réduites de 1,5 milliard de dollars, passant de 12,2 à 10,7 milliards de dollars. Ainsi, la balance des paiements a été améliorée de 1,5 milliard de dollars.

La réalisation de ces objectifs exigera une réaction initiative énergique de la part du Gouvernement, ainsi qu'un grand dévouement de la part des citoyens de la République de Corée.

PRÉVISIONS A LONG TERME  
DU TAUX DE CROISSANCE DU P.N.B.  
DE LA CORÉE DU SUD ET DU NORD



RAPPORT ÉTABLI PAR L'ASSOCIATION  
CULTURELLE INTERNATIONALE DE CORÉE

대한민국의 경제





**Le Conseil de sécurité ne peut adopter de résolution sur l'affaire du raid israélien à Entebbe**

*Au Conseil économique et social :  
la « déclaration d'Abidjan »*

**CONSEIL DE TUTELLE.** — Le Conseil de tutelle a consacré les travaux de sa quarante-troisième session, réunie à New-York du 29 juin au 14 juillet à l'examen de la situation du territoire des îles du Pacifique (Micronésie), administré par l'Union tuelle. Par trois votes contre une (Union soviétique), le Conseil a décidé, sur proposition des États-Unis, de ne pas transmettre son rapport à l'Assemblée générale. Cette décision a été prise à l'unanimité, ce que la Micronésie avait été qualifiée de « zone stratégique » et que, par conséquent, le rapport sur ce territoire devrait être envoyé au Conseil de tutelle. Le représentant américain a insisté devant le Conseil de tutelle les « manœuvres de

**VILLE D'ART, DE TOURISME  
ET DE CONGRES**

**ELLE VOUS OFFRE :**



- LE PALAIS DES PAPES : LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par les films de Raymond : ses nombreux jardins civils et religieux ;
  - LES THERMES DE SES MUSQUES ;
  - LES VARIÉTÉS ESCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE ;
  - SON FOLKLORE (danses et vieilles traditions) ;
  - UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théâtre, chorégraphie, cinéma, musique ;
  - DES SALLES DE REUNION ;
  - DES SERVICES : DES VOIES DE TRAINS et autobus-courtoises ; aller et retour au départ de la gare d'Arles ;
  - DES VOIES D'ACCES : ROUTES DE NIMES, LORZ, BARRÈS, ARLES, AMSTERDAM, DORDRECHT, HAMBURG, KIELSWERDE ;
  - DES VOIES D'ACCES : ROUTES DE FRUITS ET FRUMURES ;
  - DES VOIES D'ACCES : CASTRONSCHOUQUES et Castles de grande cru (Château-neuf-du-Pape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.) ;
  - DES VOIES D'ACCES : ROUTES DE LA SOUTERRE, pour toutes les manifestations et congrès : ses grandes et luxueuses salles de conférences ;
  - VIGNES D'AVIGNON : LA Soudaine de Jote L.
- Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès.*

**REFUGIÉS.** Devant les représentants permanents des Etats membres du comité exécutif, le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, le général de Gaulle a déclaré que l'U.C.R. n'a eu à faire face à autant de groupes de réfugiés et de personnes déplacées à travers le monde que l'Organisation des Nations unies pour la reconstruction dans d'autres pays étaient simultanément requises. L'accroissement dramatique des demandes de réfugiés a été constaté en Argentine, au Sud-Kat, au Proche-Orient et en Indonésie. L'assistance aux réfugiés d'Amérique latine entraînant une augmentation de 100 pour cent du coût financier du programme de 1976, qui passera de 13 millions de dollars à 15 millions.

Le haut commissaire a également entrepris à Buenos-Aires par un certain nombre de réfugiés, le haut commissaire des Nations unies a rappelé que les réfugiés latino-américains ont été traditionnellement au sujet de la situation des réfugiés latino-américains en Argentine et nous de trouver

### La dernière session du conseil d'administration

Le conseil d'administration du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou YFSE), qui s'est réuni du 17 au 23 mai à New-York, a adopté un projet de résolution à l'intention des gouvernements des pays en développement demandant d'inviter ses pays en voie de développement à inclure dans leurs stratégies de développement la satisfaction des besoins nutritionnels de l'enfance, et à promouvoir une communauté nationale tout entière. Le conseil d'administration a approuvé des engagements financiers d'une valeur totale de 90,8 millions de dollars, dont 15,5 millions de dollars de l'UNICEF atteignant respectivement 150 millions de dollars en 1976 et 159 millions en 1977.

L'aide de l'UNICEF sera répartie de la façon suivante : 48,2 % pour la santé des enfants, 10,8 % pour leur alimentation, 7,3 % pour les services médicaux, 10,5 % pour l'éducation, l'enseignement, etc. Au total, 13 des 19 pays

### RECENTE PUBLICATION

**FAO**

**Le conseil approuve un plan de réorganisation et de réorientation des activités-proposé par le directeur général**

Dans son discours au conseil, M. de la Soudra soulignait que la F.A.O. devenait moins dépendante de ses bailleurs de fonds et qu'elle se dote de cet effet d'un fonds propre représentant 11 % de son budget régulier, pour des actions de coopération avec les Etats membres. M. de la Soudra a également souligné les efforts déployés par la F.A.O. avec les bureaux du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le directeur général a fait remarquer que : « Nous n'accepterons pas de nous laisser contrôler par les Etats membres, nous nous imposons une coordination stricte, nous nous imposons un contrôle du représentant-résident ou des services du PNUD à New-York à l'égard des responsabilités qui sont essentiellement, et en particulier, des responsabilités envers les Etats membres de la F.A.O. »

**GRUPE INTERGOUVERNEMENTAL DE LA BANANE.** — La détérioration du prix des bananes met en relief la nécessité de conclure dans les plus brefs délais un accord international aboutissant à la rationalisation de la production et de l'exportation des bananes grâce à un système de contingents.

**PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL.** — Soixante-dix mille réfugiés du Vietnam, du Cambodge et du Laos installés dans dix-neuf camps en Thaïlande vont bénéficier d'une aide alimentaire du Programme alimentaire mondial (PAM).

**Le conseil propose la création d'un fonds de développement industriel**

**MODIFICATION DES STATUTS DE L'ONUDI.** — Le comité intergouvernemental plénière, chargé de rédiger un acte constitutif transmettant à l'ONU une institution spécialisée des Nations unies (conformément aux recommandations de la conférence de Limbe en mars 1966 et aux décisions de la session ordinaire de l'Assemblée générale du 29 septembre), a tenu sa troisième session à Vienne, du 28 juin au 9 juillet. Après avoir examiné le texte préparé par les secrétaires généraux des Nations unies et de l'ONUDI, le directeur de l'ONUDI a présenté les textes élaborés par les groupes régionaux, le comité a décidé de se réunir une nouvelle fois en novembre 1967, à Vienne, pour décider d'être soumise à un comité de représentants des Nations unies.

**INDUSTRIALISATION ET ENVIRONNEMENT.**  
**L'ONUDI et le Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) ont signé, en fait, un protocole d'accord sur l'établissement d'un programme de coopération scientifique et technique dans les domaines des réalités concrètes dans les domaines de l'industrialisation et de l'environnement.**

**CONTRAT CONCLUS AU PREMIER TRIMESTRE 1976.** Le 15 mars 1976, l'Assemblée Générale de l'ONUDI a conclu en faveur des pays en voie de développement **deux contrats représentant une somme de 1,5 millions de dollars** pour la réalisation de 35 % par rapport à la période correspondante de 1975. L'un de ces contrats, qui concerne la coopération scientifique et technique, a pour objet expérimental pour l'utilisation des déchets de cuir, est le plus gros contrat conclu par l'ONUDI ; il représente 1,2 millions de dollars et porte sur un montant de 1,5 millions de dollars.

e TRAVAIL. — Selon des statistiques publiées au mois de juin par le Bureau international du travail (BIT), l'accroissement de la population mondiale au cours des vingt-cinq dernières années a entraîné une augmentation de 49 % de la population active. Les personnes à charge pour la population active. Entre 1950 et 1975, la population mondiale est, en effet, passée de 2,5 à 3,57 milliards d'individus, soit une augmentation de 49 % de la population non active est passée de 1,3 à 2,1 milliards, ce qui représente une augmentation de 66 %, tandis que la population active a augmenté de 25 %, de son côté, de ce que de 49 %, passant de 1,1 à 1,4 milliard d'individus seulement. Il résulte de ces données que la proportion de personnes à charge pour cent travailleurs, qui était en 1950 de cent vingt-huit, élevait en 1975 à cent quarante-deux (soit 42 personnes à charge pour cent masculins et quatre-vingt-sept de sexe féminin).

● **SANTE.** — Le comité consultatif de la recherche médicale de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), réuni à Genève du 21 au 25 juin, a recommandé une intensification de la recherche biomédicale et un élargissement du courant d'informations entre l'organisation et les milieux scientifiques. Ce comité, composé d'experts extérieurs à l'O.M.S., a transmis ses observations au directeur général de l'organisation.

**10. AVIATION CIVILE INTERNATIONALE**  
Un amendement à la convention relative à l'aviation civile, adopté par le conseil de l'Organisation internationale de l'aviation civile (O.A.C.I.) le 21 septembre 1971, a été adopté par l'Assemblée nationale acoustique plus stricte dans le dessein d'atténuer le bruit des avions qui seront construits à partir de 1975. Les avions de ligne de la catégorie des nouveaux avions à hélices, turbopropulseurs et des avions lourds à réaction destinés au transport commercial multimodal devront donc être réduits de 4 à 8 EPNdB par rapport à ceux des avions de gros porteurs de la génération actuelle, et de 16 à 20 EPNdB par rapport à ceux des avions commerciaux de la génération actuelle. L'annexe 16 de la convention de 1971, après approbation par les Etats membres,

- **NAVIGATION MARITIME.** — La date d'entrée en vigueur du règlement pour prévenir les abordages en mer a été fixée au 15 juillet 1977.
- **TELECOMMUNICATIONS.** — La trente et unième session du conseil d'administration des télécommunications internationales des Nations Unies (U.I.T.) s'est tenue à Genève, du 17 au 21 juin 1977.



NATIONAL

terminé ses travaux le 2 juillet. Le conseil a adopté le budget de l'Union pour 1977 (50 millions de francs suisses), il a examiné les activités de l'U.N.E.C. en 1976, notamment la demande expresse de l'Union pour l'année 1977, et enfin les activités de l'Union pour l'année 1977, et enfin les activités de l'Union pour l'année 1977.

## ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

### Fonds monétaire international

#### Révision de certains taux de rémunération

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a révisé le 1er juillet les taux de rémunération applicables aux positions dans la super-tranche-or et le taux d'intérêt du D.T.S. Ce dernier a été porté de 3,50 % à 3,75 % pour une période de trois mois ayant pris effet le 1er juillet dernier. Le taux d'intérêt et les commissions relatives aux droits de tirage spéciaux (D.T.S.), qui, aux termes des statuts du Fonds ne peuvent pas dépasser le taux de rémunération quand celui-ci excède 2 %, ont aussi été fixés à 3,75 %.

DEUXIÈME VENTE D'OR DU F.M.I. — Le F.M.I. a vendu le 1er juillet 1976, au cours de 122,50 dollars l'once, 20 millions d'onces d'or au total, soit 625 millions d'onces d'or au total, soit 625 millions d'onces d'or au total, soit 625 millions d'onces d'or au total.

ACHATS DANS LE CADRE DU MÉCANISME COMPENSATOIRE. — Quatre pays ont effectué des achats de devises : Portugal (20 millions de dollars), Espagne (20 millions de dollars), France (20 millions de dollars), Italie (20 millions de dollars).

ADOPTEUR DU RÉGIME DE L'ARTICLE VIII PAR LE VENEZUELA. — Le Venezuela a informé officiellement le F.M.I. le 2 juillet dernier qu'il avait accepté les obligations de l'article VIII des statuts du Fonds après l'unification, avec effet à compter du 1er juillet, des deux devises de son territoire, le bolivar, dans la limite des réserves autorisées au taux de 4,2925 bolivars pour 1 dollar des États-Unis, tous deux le Venezuela central et les devises au trésor et aux banques commerciales.

### Groupe de la Banque mondiale

#### Dix-neuf prêts de la Banque

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé en juin et juillet l'octroi d'une série de prêts en faveur des pays et organismes suivants :

- Brésil (28 juin) : 10 millions de dollars qui financent en partie un programme visant à améliorer sur le plan national le niveau de l'alimentation ;
- Portugal (28 juin) : 36 millions de dollars pour un projet concernant l'énergie électrique ;
- États de l'Afrique de l'Ouest (28 juin) : 60 millions de dollars accordés pour un projet régional d'usine de ciment et d'usines de ciment pour l'approvisionnement du Togo, la Côte-d'Ivoire et le Ghana ;
- Maroc (28 juin) : 49 millions de dollars affectés à un programme de développement de la capacité de production d'énergie électrique ;
- Centrais Électriques Brésiliennes (Elektrobras) au Brésil (28 juin) : 20 millions de dollars pour financer la distribution de l'énergie électrique dans les États du Nord-Est (Bahia, Pernambuco et Ceará) ;
- Malaisie (28 juin) : 21 millions de dollars destinés aux petits propriétaires agricoles de la partie septentrionale du Kalimantan pour améliorer leur revenu grâce à un plan de développement rural ;
- Tanzanie (3 juillet) : deux prêts dont le premier (7 millions de dollars) financera le développement des plantations forestières et le second (30 millions de dollars) la construction de la centrale hydro-électrique de Kibatu ;
- Mexique (3 juillet) : 85 millions de dollars qui financent partiellement la réalisation d'un projet d'extension d'une usine sidérurgique ;
- Kenya (5 juillet) : 17 millions de dollars consentis dans le cadre du troisième guichet pour la réalisation d'un programme de conservation des ressources de la vie sauvage et le développement des activités touristiques ;
- Inde (8 juillet) : 80 millions de dollars qui contribueront à l'extension du réseau de télécommunications ;
- Brésil (8 juillet) : 40 millions de dollars destinés à améliorer les réseaux d'adduction d'eau et les systèmes d'égouts dans l'état de Minas-Gerais ;
- Syrie (8 juillet) : 17,5 millions de dollars pour le financement d'un projet de développement de l'élevage ;
- Turquie (8 juillet) : 26 millions de dollars permettront d'aider au développement d'une station touristique en Méditerranée ;
- Guatemala (15 juillet) : deux prêts d'un montant total de 26 500 000 dollars destinés à un projet de reconstruction des villes de ce pays dévastées par le tremblement de terre ; 20 millions de dollars seront accordés dans le cadre du troisième guichet ;
- Brésil (15 juillet) : 83 millions de dollars financent en partie un programme d'investissement dans le secteur des industries agricoles ;
- République Dominicaine (15 juillet) : 5 millions de dollars destinés à un projet d'entretien du réseau routier ;
- Indonésie (20 juillet) : 30 millions de dollars qui seront affectés à un projet qui tend à implanter des habitants de l'île de Java, surpeuplée, dans l'île de Sumatra.

OPÉRATIONS JOINTES DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'IDA AU KENYA. — La Banque mondiale et la filiale l'Association internationale de

ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE. — Par une convention signée le 25 juin à Genève, l'Algérie a adhéré à l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) de la mise en œuvre d'un projet de renforcement du réseau algérien d'observation météorologique en surface et en altitude. Ce projet, qui sera mis en œuvre par l'O.M.M. au cours des trois prochaines années, prévoit la réalisation complète (ou le renforcement), dans un délai de deux ans, d'une quinzaine de stations d'observation, ainsi que la formation et l'équipement du personnel approprié (sans exception de techniciens et de météorologues) ; ces stations seront situées dans les zones arides ou semi-arides du territoire algérien, notamment dans la région du Hoggar.

DEVELOPPEMENT (IDA) ont, le 5 juillet, prêté au Kenya 20 millions de dollars pour un projet de développement rural et agricole. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque.

DEVELOPPEMENT (IDA) ont, le 5 juillet, prêté au Kenya 20 millions de dollars pour un projet de développement rural et agricole. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque.

DEVELOPPEMENT (IDA) ont, le 5 juillet, prêté au Kenya 20 millions de dollars pour un projet de développement rural et agricole. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque.

DEVELOPPEMENT (IDA) ont, le 5 juillet, prêté au Kenya 20 millions de dollars pour un projet de développement rural et agricole. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque.

DEVELOPPEMENT (IDA) ont, le 5 juillet, prêté au Kenya 20 millions de dollars pour un projet de développement rural et agricole. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque. Le prêt de la Banque de 20 millions de dollars est accordé aux conditions habituelles de la Banque.

### Banque européenne d'investissement

#### Prêts au Portugal, à la Grande-Bretagne et à l'Italie

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé récemment les prêts suivants : 20 millions d'e.c. consentis le 30 juin à la Companhia Uniao Fabril, une des principales sociétés industrielles du Portugal qui produit des produits chimiques et métallurgiques et des engrais. Ce prêt, attribué pour six ans, bénéficie de la participation d'intérêt de 3 % à charge du budget de la Communauté ; il entre dans le cadre de l'aide exceptionnelle d'urgence d'un montant maximal de 150 millions offerte à ce pays par la C.E.E.

Cinq prêts à l'Italie (le 16 juillet) pour un montant total de plus de 76 milliards de lire : 26 000 millions de lire (pour douze ans et à 9,50 %) contribueront à l'amélioration des télécommunications dans les Pouilles ; 14 000 millions de lire (pour huit ans et à 9 %) financent la construction à Poggia (Pouilles) d'une usine de moteurs Diesel ; 20 000 millions de lire (pour douze ans et à 9,50 %) financent l'amélioration de l'approvisionnement en eau de la zone industrielle de Syracuse (Sicile) ; 3 400 millions de lire accordés (pour huit ans et à 9 %) à l'Istituto di Credito per le Imprese di Pubblica Utilità sont destinés au financement de cinq projets dans la Messagione ; 13 000 millions de lire (pour huit ans et à 9 %) ont été prêtés à la Società Dalmine pour la reorganisation de ses installations près de Bergame ;

Deux prêts d'une contre-valeur totale de 23,1 millions de livres (37,4 millions d'unités de compte) accordés à la Grande-Bretagne pour l'extension de son équipement téléphonique dans le nord du pays et l'amélioration des relations maritimes entre Holyhead (Galles du Nord) et Donaghadee (Irlande) par l'achat d'un nouveau navire et l'aménagement des installations portuaires ; 17,6 millions de livres ont été octroyés au Post Office pour une durée de dix ans et à 9,50 % ; 5,5 millions de livres ont été octroyés au British Railways Board pour une durée de dix ans et à 9,50 % également ;

Trois nouveaux prêts d'une contre-valeur de 12 milliards de lire, soit 13 millions d'unités de compte, ont été attribués le 22 juillet à l'Italie pour la réalisation d'investissements industriels en Sicile et en Campanie qui permettront la création d'environ trois cents emplois. Dix milliards de lire ont été octroyés sous la forme de deux prêts (pour huit ans et à 9 %) à l'Istituto Regionale per il finanziamento alle industrie in Sicilia pour la construction d'une nouvelle usine de produits chimiques à Priolo près de Syracuse. L'autre prêt, d'un montant de 2 milliards de lire (pour huit ans et à 9 %), est destiné à l'extension de la modernisation d'une usine de produits pharmaceutiques à Torre Annunziata près de Naples.

### Banque interaméricaine de développement

#### Prêts à la Bolivie, au Costa-Rica et à la Barbade

La Banque interaméricaine de développement (BID) annonce trois prêts en faveur des trois pays suivants : Bolivie (18 juin) : 24,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales pour quarante ans et à 1 % l'an) destinés à l'agrandissement de deux centrales électriques ; Costa-Rica (8 juillet) : 15,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales pour trente-cinq ans et à 2 % l'an) qui financent la deuxième phase d'un programme de construction d'épaves dans la ville de San-José ; Barbade (8 juillet) : 6,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales pour trente-cinq ans et à 2 %) financent la construction de l'Institut polytechnique Samuel-Jackson-Freese ;

ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS. — La Banque interaméricaine a annoncé le 24 juin qu'elle avait effectué, ce jour-là, une émission d'obligations d'un montant de 7,5 millions de dollars par le biais de l'Ufficio Italiano dei Cambi. Cette émission, d'un montant de 7,5 millions de dollars, est destinée à l'agrandissement de deux centrales électriques. D'autre part, le 14 juillet dernier, une émission d'obligations de la Banque interaméricaine de 30 millions de dollars a été lancée en République fédérale d'Allemagne. Cotées à 99 % du pair, ces obligations sont intitulées « Emission 1976 en Deutschmarks » et échéances le 1er juillet 1983. Enfin le 15 juillet, la Banque interaméricaine a placé aux États-Unis pour 100 millions de dollars d'obligations spéciales, par le biais du syndicat de banques américaines, émises à 99,125 % du pair, ces obligations portent intérêt à 8,75 %.

NOUVEAUX MEMBRES. — Deux pays extérieurs à la région ont rejoint la Banque : la République de la Bolivie, le 9 juillet dernier ; et la République fédérale d'Allemagne, le 9 juillet dernier ;

## GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

### Groupe andin

#### Un plan d'action pour 1976-1980 est adopté par les ministres du travail

La conférence des ministres du travail des six pays membres du Groupe andin a adopté, à l'occasion de sa réunion à Cartagena du 9 au 12 juin, un plan d'action pour 1976-1980 destiné à renforcer le processus d'intégration des législations sociales et du travail dans la sous-région.

Elaboré en coopération avec des organismes internationaux, l'O.I.T. en particulier, le plan d'action sera réalisé en deux étapes, du 15 juin 1976 au 30 juin 1978, puis du 1er juillet 1978 au 31 décembre 1980. Les objectifs principaux sont : l'harmonisation des législations du travail, l'harmonisation et l'extension des systèmes de sécurité sociale, la formation professionnelle et le plein emploi, l'organisation de coopération entre les associations des travailleurs, la promotion des agriculteurs et le développement d'organismes agricoles, la répartition des revenus dans un esprit de justice sociale, etc.

Afin de doter le plan d'action des moyens nécessaires à la poursuite de ses objectifs, les ministres ont en outre adopté de nombreux accords concernant notamment : une demande d'accroissement de l'assistance technique de l'Organisation des États américains, de l'O.I.T. et du Programme des Nations unies pour le développement ; la création d'une commission andine de sécurité sociale, qui disposera d'un secrétariat permanent à Lima ; la création d'un marché artisanal sous-régional, confié conjointement à la Commission andine de formation professionnelle et au secrétariat de coordination de l'accord Simon Rodríguez ; l'adoption d'une position commune aux six pays aux réunions de l'O.I.T. et d'autres organisations et congrès internationaux ; les attributions de la conférence des ministres du travail, enfin l'octroi de l'autonomie juridique au secrétariat de coordination, qui fonctionnera en permanence dans la capitale équatorienne.

L'INFORMATION COMMERCIALE SUR LES MARCHÉS AGRICOLES. Les experts gouvernementaux des problèmes de commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage des six pays du Groupe andin se sont réunis pour la première fois du 3 au 6 juin dans la capitale péruvienne pour arrêter les dispositions de l'application du système d'information commercial des marchés agricoles. Celui-ci sera constitué d'un office sous-régional où seront centralisées les informations recueillies par les offices nationaux dans leurs pays respectifs. Les experts se sont mis d'accord pour que le système d'information s'applique, à ses débuts, à un nombre restreint de produits et qu'il soit élargi à cet effet un certain nombre de recommandations. Ils ont aussi fixé la date de son installation.

ACCORD DE COOPÉRATION AVEC LE CANADA. Un nouvel accord d'assistance technique pour un montant de 2 500 000 dollars a été signé le 25 juin entre le Canada et le comité du Groupe andin. Ce nouvel accord, qui est le plus important conclu jusqu'à présent entre les deux parties, portera la contribution canadienne au développement du Groupe andin à 3 600 000 dollars. Cette contribution, à titre non remboursable, comme les deux précédentes, sera affectée à concurrence de 1 631 000 dollars au financement de six projets d'intérêt sous-régional. D'autre part, 1 000 000 dollars affectés au programme d'intégration pour la Bolivie, mis au point par une commission tripartite formée des représentants du gouvernement bolivien, ceux de l'ambassade du Canada dans la capitale péruvienne et du comité du Groupe andin.

d'Israël, du Japon, de l'Espagne, de la Suisse, du Royaume-Uni et de la Yougoslavie. La France a fait part de son intention de se joindre à ces pays dès que possible. L'Autriche, l'Italie et les Pays-Bas, signataires comme les neuf autres de la déclaration de Madrid, seront membres de la Banque dès que certaines formalités auront été remplies.

### Corporation andine de développement

#### La dix-septième session de l'organe directeur octroie de nouveaux crédits

La dix-septième session de l'organe directeur de la Corporation andine de développement, qui s'est tenue dans la capitale vénézuélienne du 27 au 30 juin, a procédé à l'élection de son nouveau président, le représentant de la Colombie, qui remplacera son collègue vénézuélien. La réunion a autorisé deux émissions de bons d'un montant équivalent à 60 millions de dollars, placés auprès du Fonds d'investissements du Venezuela, et la souscription de deux accords de coopération : un, technique, avec le gouvernement belge ; l'autre, financier, avec le Fonds de promotion des exportations de l'Équateur. D'autre part, de nouveaux crédits ont été accordés pour un montant équivalent à 7 561 875 dollars, dont :

- 50 000 dollars pour l'achat de participations au capital de Empresa promotora de proyectos industriales de la zona fronteriza colombo-venezolense ;
- 800 000 dollars à Carbuco y metalurgia, du Chili, pour le financement de son projet d'installations électriques ;
- 4 392 371 dollars à l'Instituto ecuatoriano de operaciones sanitarias ;
- 1 859 564 dollars à la Corporation agraire de production POMALCA, du Pérou ;
- 743 040 dollars à la Corporation agraire de production ANDAVAL, du Pérou ;

Ces trois derniers crédits ont été accordés par l'intermédiaire du Système andin de financement du commerce (SAFICO).

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT. — Deux prêts ont été accordés par la Banque asiatique de développement, pendant le mois de juin en faveur des pays suivants : Birmanie (22 juin) : 45,9 millions de dollars destinés à la construction de barrages et de réseaux d'irrigation près de la ville de Mandalay pour améliorer l'emploi ainsi que la condition de vie des paysans ;

Albanie (29 juin) : 10,8 millions de dollars à titre d'aide supplémentaire en faveur du projet de développement agricole des régions de Garmari et de Cherdarrah, qui prévoit également la construction d'une petite centrale distributive des eaux d'irrigation au moyen d'un générateur Diesel. Ces deux prêts ont été consentis à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % l'an.

CENTRE AMÉRICAIN D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 15 juin, un prêt d'un montant équivalent à 200 000 dollars à l'Institut subordonné de Promotion industrielle (INSAFI), organisme national de crédit d'El Salvador, qui affectera ces ressources à des opérations de financement du programme de promotion des exportations et du développement du tourisme.

### COMECON

#### A la trentième session : bilan de cinq ans d'application du programme complexe

La trentième session du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON), qui s'est tenue à Berlin du 7 au 9 juillet, a réuni un nombre record de participants. En plus des délégations au niveau gouvernemental supérieur des neuf pays membres — Bulgarie, Hongrie, R.D.A., Cuba, Mongolie, Pologne, Roumanie, Union soviétique et Tchécoslovaquie — et de la délégation de la Yougoslavie qui coopère avec le COMECON aux termes d'un accord spécial signé en 1965, on notait la présence des délégations du Vietnam et de la République démocratique populaire de Corée, dont les représentants participent déjà aux travaux de certains organes de l'organisation, ainsi que pour la première fois, une délégation du Laos et de l'Angola (cette dernière, à titre d'observateur). Selon le communiqué officiel, cette session a été suivie avec un intérêt particulier dans le Nord de l'Europe, au Proche-Orient et en Amérique latine, car la Finlande a commencé à coopérer avec le COMECON dès 1973, l'Irak et le Mexique dès 1975. En bref, dix-sept pays de quatre continents étaient représentés.

Deux événements récents ont influencé les travaux de la trentième session. L'atmosphère créée par le succès de la conférence d'Helsinki,

NICE capitale de la Côte d'Azur

centre mondial des congrès

met à votre disposition :



- Un Palais des congrès pouvant recevoir 20 000 personnes ;
- Cinq salles de capacités diverses ;
- Traduction simultanée ;
- Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres ;
- D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.

Au centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes le relient à toutes les capitales.

EN TOUTES SAISONS NICE EST LA VILLE IDEALE DES CONGRÈS

OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INITIATIVE : 32, rue Saint-François — Tél. : 84-23-25/26. Téléx : Accueil Nice : 460-42.











## LE MONDE DIPLOMATIQUE

## POPULISME ET RÉGIME D'EXCEPTION EN INDE

Une économie minée  
par la crise  
du système politique

Par ANICK LÉVY

QUATORZE mois se sont maintenant écoulés depuis que Mme Indira Gandhi a proclamé l'état d'urgence en Inde, le 26 juin 1975, sous le prétexte que les manœuvres anti-constitutionnelles des partis d'opposition menaçaient les élections. La loi a été appliquée sans délai, et les dispositions prévues à cet effet dans la Constitution du pays. Quoique Mme Gandhi n'ait cessé de dire sa foi dans la démocratie, son vif désir de rétablir la normalité, la répression s'est organisée. La loi a été amendée plusieurs fois pour permettre la détention sans jugement de milliers d'opposants politiques et sans qu'il soit fait obligation de justifier cette détention devant les tribunaux : le système judiciaire se voit ainsi privé des moyens de contrôler l'application de l'état d'urgence. La vie parlementaire n'est plus qu'une farce, la plupart des dirigeants de l'opposition étant emprisonnés. La presse est complètement bâillonnée.

## Le poids de l'aide étrangère

DEPUIS plus de vingt-cinq ans, la planification du développement économique est assurée en Inde par l'État. C'est donc un élément de la vie politique, mais les neuf dixièmes de la production intérieure restent aux mains du secteur privé. La part des ressources nationales dans les dépenses de développement n'a cessé de s'amincir, et sans l'aide étrangère, le développement serait impossible. Les deux superpuissances (aux côtés d'autres pays de l'Est et de l'Ouest) contribuent de façon croissante à la réalisation des plans quinquennaux. Ainsi pour le premier (1961-1966), l'aide étrangère représentait 8 % des crédits de développement ; sa part passa à 25,2 % dans le second, et à 30,5 % dans le troisième. Après quelque peu de déclin durant le quatrième plan, elle a repris davantage d'importance avec l'apparition des pénuries alimentaires et l'augmentation du prix du pétrole. Le cinquième plan aurait dû commencer en 1974, mais du fait des incertitudes de l'aide il n'a pas encore été mis au point. Ce qui n'empêche pas le flot de l'aide de se poursuivre sur une simple base annuelle. Consortium d'aide à l'Inde (dominé par les États-Unis et la Banque mondiale) et Comecon ont toujours un rôle déterminant dans le financement du budget indien. Dans ces conditions, la question se pose de savoir comment le cinquième plan en cours de préparation permettra d'atteindre l'un de ses objectifs essentiels qui est de libérer la tutelle de l'aide étrangère et de la mettre en mesure d'assurer son développement en comptant sur ses propres forces.

En 1966-1967, une famine massive affecta une centaine de millions d'Indiens. Des millions de gens ne durent d'avoir la vie sauve qu'à des importations considérables de produits alimentaires. En 1968, l'Inde reçut plus de la moitié du total de l'aide en céréales fournie par les États-Unis au titre de la loi 480 (Public Law 480, qui autorise le gouvernement américain à céder à peu près gratuitement les surplus agricoles pour stabiliser les prix du marché intérieur). Jusqu'en mars 1969, les importations de grains avaient représenté 55,9 % de l'aide américaine à l'Inde : pour l'année fiscale 1968, elles en constituaient presque les deux tiers. Ces importations massives de produits alimentaires ont aussi eu pour effet de permettre au gouvernement de New-Delhi d'étudier la nécessité de mener à bien les réformes agraires, ou

formuler toute revendication consistante, elle affronta la compétition électorale en position d'égale face au parti du Congrès de Mme Gandhi. Même si l'état d'urgence était rapporté sous peu, les nouvelles lois répressives continueraient d'enrayer son action. La proclamation de l'état d'urgence fut suivie d'une offensive idéologique immédiate, sous la forme d'un programme économique en vingt points, entité de rhétorique populiste. Il s'agissait en réalité de faire face à un climat de mécontentement général parmi les masses frappées par l'inflation galopante, la stagnation de la production industrielle et l'aggravation du chômage. Aujourd'hui, grâce à l'état d'urgence, les dirigeants peuvent se prévaloir d'une certaine amélioration : le pays connaît un nouveau sens de la discipline nationale et une stabilité économique relative. L'inflation a été endiguée, la production industrielle et agricole s'accroît. Il convient cependant de se garder d'un optimisme démesuré à long terme, car aucune des hypothèques grevant l'économie indienne n'a été levée. Le pays avait déjà connu dans le passé plusieurs crises économiques, mais aucune n'avait été suivie de succès à la faveur de bonnes récoltes ou d'une aide étrangère accrue. Mais les déséquilibres fondamentaux demeurent, et dans une crise politique encore plus sérieuse.

d'encourager le développement des coopératives agricoles pour accroître les rendements. Elles encouragèrent en même temps l'industrialisation du pays et la définition de sa politique. Enfin, les céréales étant importées à peu près gratuitement, les produits de leur vente sur le marché intérieur finiraient les budgets de l'État.

Mais quand les budgets américains commencent à se faire plus serrés, la Banque mondiale et les États-Unis demandèrent à l'Inde d'adopter une nouvelle stratégie agricole consistant à élever les rendements en améliorant la technologie et les méthodes. L'objectif était de dégager des surplus d'investissement pour l'industrie en créant une nouvelle classe de propriétaires terriens riches et en favorisant le développement du capitalisme agricole dans des régions sélectionnées. En même temps, les vestiges des formes d'exploitation féodale restaient intactes, car la réforme agraire était différée. Sans une intervention intensive des fertilisants chimiques, la nouvelle stratégie ouvrait la porte à la participation du capital privé étranger à la production et à la commercialisation des engrais. La Banque mondiale fit pression sur l'Inde pour l'inciter à accepter cette évolution. Ainsi, tandis que le problème n° 1 de ce pays est celui du chômage dans les régions rurales et urbaines, l'introduction du capitalisme et de la mécanisation dans l'agriculture allait encore gonfler le prolétariat rural et faire surgir de nouveaux conflits dans les campagnes où la révolution verte a secoué la polarisation des relations de propriété.

En 1968, une étude réalisée par le gouvernement indien prévoyait que si les réformes agraires n'allaient pas de l'avant, la situation deviendrait explosive dans les années 1970. La technologie avait été placée sur des structures sociales démodées, en tenant davantage compte des objectifs de production que des impératifs sociaux. De nouvelles méthodes étaient donc inévitables, concluaient les auteurs de l'étude. De fait, dès les premiers effets du mauvais temps, la « révolution verte » se transforma en « révolution noire » dans les plaines asséchées. La production de céréales ne suivait pas le rythme de l'expansion démographique. De 99,5 millions de tonnes en 1968, elle atteint un sommet en 1970 avec 108,5 millions de tonnes pour retomber à 106,2 millions en 1971 et à 95,2 millions en 1972.

## Le parti du Congrès en difficulté

APRÈS 1971, les années de famine mirent en lumière l'existence d'une crise économique dramatique dont les causes profondes tenaient à des défauts de structure pourtant évidents dès 1965. La guerre indo-pakistanaise fut déjà suivie d'une sévère famine. La crise économique en 1966-1967, attribuée à de mauvaises récoltes successives, aux difficultés de changes extérieurs qui en résultèrent et à la stagnation de l'économie, obligea Mme Gandhi à dévaluer la roupie et à faire d'importantes concessions, sous la pression de l'étranger, au capital privé occidental. C'était le prix que l'Inde devait payer en échange de produits alimentaires et d'autres formes d'aide.

En 1967, le parti du Congrès essuya aux élections un sérieux échec, cédant près de la moitié des États à l'opposition et perdant une bonne part de sa majorité au Parlement fédéral. Devant cette débâcle, les spéculations

se donnèrent libre cours pour prévoir la fin de l'hégémonie que s'était assurée le parti du Congrès depuis 1947 dans la vie politique indienne. 1967 fut aussi l'année de la révolte paysanne de Naxalbari, accompagnée d'actions de masse dans la classe ouvrière qui créèrent un climat d'incertitude politique.

L'aggravation de la crise économique depuis 1967 a entraîné, sur le plan politique, une division verticale du parti du Congrès survenue en 1968. Apparemment, ce fut une scission entre la vieille garde de ce parti et l'ambitieuse Mme Indira Gandhi — dont on prétendait qu'elle menait la révolte contre les forces favorables à la « révolution verte » — mais la lutte politique se révéla être un conflit d'influence purement limité aux élites. Et la fraction de l'élite qui en sortit victorieuse fut celle qui avait promis à la nation de la débarrasser de la pauvreté. On promit en effet une réforme agraire

radicale. Les banques furent nationalisées. Les princes perdirent leurs privilèges. En 1969, Mme Gandhi gagna les élections de 1971 sur un programme populiste émaillé de slogans tels que « Banissons la pauvreté » ou « Croissance dans la justice sociale ». Les riches paysans, qui avaient tiré bénéfice de la « révolution verte » aux dépens des gros propriétaires terriens traditionnels et des petits paysans, au lendemain des premières réformes agraires, étaient désormais en mesure de consolider leurs positions. Une des premières mesures prises par l'État après la victoire de 1969 au sein du Congrès, la nationalisation des grandes banques, permit à la nouvelle classe d'avoir accès au flux de ressources jusque-là réservé aux propriétaires terriens et à la vieille classe capitaliste. Mme Gandhi avait simplement changé sa base de pouvoir. Les électeurs qui l'avaient menée à la victoire sur la foi de slogans populistes croyaient avoir voté pour le socialisme. Six mois après, ce fut la classe du Bangladesh avec un afflux de dix millions de réfugiés qui aggrava les tensions de l'économie. L'Inde gagna la guerre contre le Pakistan ; le Bangladesh vit le jour ; dans l'euphorie de cette victoire, Mme Gandhi remporta pour son parti un succès spectaculaire aux élections législatives qui eurent lieu dans les États au début de 1972.

Et pourtant, cette légitimité qui lui fut conférée à deux reprises par les urnes, à elle et à son parti, a été ébranlée. Le statu quo resta inchangé, tandis que s'élargissait le fossé entre

les professions de foi radicales et l'action réelle. L'inflation, la récession, la disparité croissante des revenus, la corruption et l'inefficacité devinrent les traits les plus communs du système. Et une crise économique plus ou moins similaire à celle de 1966-1967 commençait à se développer.

Elle put être ajournée à plusieurs reprises, grâce à des hausses soudaines de la production agricole favorisées par la mise en œuvre de la nouvelle technologie et par des importations à bon compte de produits alimentaires en provenance des États-Unis. Néanmoins, la « révolution verte » s'essouffait. L'afflux de dix millions de réfugiés du Bangladesh et la guerre qui s'en suivit donna un coup de foudre à l'inflation. L'Inde n'a jamais été en mesure de soutenir un taux de croissance élevé pendant une période prolongée. Dans l'ensemble, ce taux s'est alourdi aux environs de 3,5 %, ce qui est à peine plus que l'augmentation de la population. Le populisme a encore freiné l'essor du système économique, tandis que les capitalistes continuent à accumuler des richesses sans plus investir. Et lorsque les ressources et les surplus économiques se mirent à décliner, l'élite du pouvoir eut recours à la répression à l'égard du mouvement d'inflation ininterrompue. En fin de compte, l'inflation n'était rien d'autre qu'un transfert de revenus des pauvres aux riches par le biais des économies forcées. Le phénomène était aggravé par les charges accablantes de la défense : un tiers du budget fédéral fut consacré depuis la confrontation avec le Pakistan et avec la Chine.

## Mécontentement populaire, faiblesse de la gauche

Le programme de Mme Gandhi faisait de la lutte contre la pauvreté un autre effet de l'aggravation de la condition des plus pauvres, la pénurie alimentaire suscita émeutes et violence. Le système étatique de distribution de produits alimentaires et d'autres biens s'est effondré sous la pression des intérêts établis dominants, achevant de ruiner l'ordre économique. Seule une aide étrangère massive permit de sauver un minimum de stabilité économique.

Défaits aux élections, les partis d'opposition avaient encore le pouvoir d'organiser de puissants mouvements de protestation contre les politiques économiques du gouvernement. Mais ils ne constituaient pas une menace immédiate pour le pouvoir. Aussi les luttes intestines et les divisions prirent-elles une nouvelle ampleur au sein du parti du Congrès.

La corruption latente des appareils politiques et administratifs se combinait aux effets de l'inflation galopante, de l'aggravation du chômage et des pénuries de toutes sortes donna une nouvelle dimension au mécontentement des masses. Faute d'un mouvement de gauche assésé, le parti communiste, qui avait soutenu Mme Gandhi, le parti communiste indépendant marxiste-indien ne disposait que d'une base de masse limitée, tandis que les groupes maoïstes, en tant qu'organisations clandestines, étaient fractionnés et divisés, ce furent les partis de droite et du centre qui parvinrent à mobiliser avec quelque succès étudiants, les jeunes et la classe moyenne urbaine. Ils tirent parti à la fois du discrédit qui frappait le Congrès et de la revendication populaire pour de nouvelles formes de pouvoir capables de répondre aux besoins des masses populaires. Le Congrès, quant à lui, grisé par succès électoraux, s'employait à consolider son monopole du pouvoir politique et à stabiliser le gouvernement au parti unique et sans des majorités massives dont il disposait au Parlement et dans les assemblées des États. Dans le même temps, affaibli par les luttes internes, il se fondait en une organisation dans bien des États.

Dans l'État de Gujarat (bureau du Mahatma Gandhi), le Congrès disposait d'une majorité (140 sièges sur 168 à l'assemblée) jusqu'à la fin de 1973, un mouvement étudiant de protestation contre le prix élevé des produits alimentaires sur les marchés urbains déclencha une campagne pour réclamer la démission du gouvernement du Congrès et la dissolution de l'assemblée législative. En février 1974, le gouvernement tomba, et un mois après l'assemblée fut reconstituée.

Cette agitation étudiante au Gujarat fut un phénomène spontané, né de la fureur des étudiants et de la petite bourgeoisie urbaine devant la hausse des prix et la corruption des partis politiques organisés. Mais le mouvement n'avait pas d'appui parmi la classe ouvrière, ni parmi les paysans pauvres, aussi son principal défaut est-il d'avoir déclenché au bureau de la non-violence gandhienne la première confrontation avec l'état indien.

En 1974, une action militante de cheminots aboutit à la grève d'un million et demi de personnes sont employées dans les chemins de fer, dont le réseau est l'un des plus vastes du monde avec 40 000 kilomètres de rails et 10 800 trains circulant par jour. Les chemins de fer sont aussi la plus grosse entreprise publique. Déjà, l'illégalité avait même qu'elle ait commencé, la grève fut réprimée avec une brutalité sans précédent par les forces paramilitaires et militaires. Àvertissement était ainsi donné à la classe ouvrière et aux syndicats qu'aucune grève mettant en question la légitimité du gouvernement ne serait tolérée.

Dans le même temps, un nouveau mouvement étudiant fit son apparition au Bihar en mars 1974, avec un programme de revendications en douze points. Six de ces revendications portaient sur des réformes d'ordre secondaire au sein de l'Union, quatre autres concernaient en considération les difficultés de la population tout entière — du fait de l'inflation, de la chute de la vie, du chômage et du système d'enseigne-

ment périmé. Tous les partis d'opposition soutinrent le mouvement. À l'exception du parti communiste pro-soviétique. Les étudiants demandèrent à M. Jayaprakash Narayan, vieux leader du gandhisme âgé de soixante-dix ans, de prendre la tête du mouvement. D'abord communiste au temps où il était lui-même étudiant, puis membre du parti du Congrès de conviction social-démocrate, M. Narayan avait cessé d'appartenir à tout parti politique en 1956 pour militer dans le mouvement gandhien acquis à la collaboration de classes (mouvement *servo-dag*) et qui forçait la révolution. Les idées de décentralisation, de *self-reliance* (« compter sur ses propres forces »), d'autogestion et de démocratie sans parti.

Donnant au mouvement une orientation de droite, M. Narayan lui assura d'abord quelque succès. Il essaya d'exercer la revendication sur un objectif à long terme, lançant une campagne pour la suppression des impôts sur le govt. *vernement populaire* parallèle qui serait la première étape vers une « politique parallèle », soulignant ainsi l'inconvenance du système électoral. Les masses devaient voter pour la *lutte totale* que souhaitait M. Narayan. Mais la classe ouvrière était tenue à l'écart du mouvement, qui tomba sous la coupe de la petite bourgeoisie. Les partis de droite l'utilisèrent

## Un redressement précaire

QUATORZE mois après la proclamation de l'état d'urgence, il est admis que certaines dispositions prévues dans le programme en vingt points tardent à faire sentir leurs effets (en particulier les réformes agraires). Mais l'urgence n'est pas terminée, le régime d'exception dont peut se targuer le gouvernement est l'endiguement de l'inflation, dont le taux est passé de 30 % à 4 %. Ce succès est dû en grande partie au climat, car les pluies ont permis de faire deux bonnes récoltes successives. On s'attend cette année à un record encore inégalé en Inde de 110 millions de tonnes de céréales alimentaires. Mais, déjà, des tendances à la récession se manifestent dans de nombreux secteurs de l'économie, et les prix alimentaires commencent à monter.

L'industrie enregistre également un accroissement de la production. Si les grèves n'ont pas été interdites légalement, la réglementation draconienne de l'état d'urgence les rend pratiquement impossibles. Les intérêts de la classe ouvrière ont été fortement touchés par la réduction de la part de la bonification statutaire, qui est passée de 8 % du salaire à 4 %. En revanche, le gouvernement a fait d'énormes concessions aux industriels, en réduisant, par exemple l'impôt sur les sociétés, en libérant les conditions d'octroi des licences, etc. On a également promis qu'il n'y aurait plus de nationalisation dans l'industrie. Outre ces fautes au capital commercial, les capitaux étrangers et les multinationales ont été invités à investir en Inde à grande échelle. Les communistes pro-soviétiques eux-mêmes estiment que la politique économique a pris un virage à droite durant la première année d'état d'urgence.

La Banque mondiale, qui se montre fort satisfait du succès remporté par le gouvernement indien dans sa lutte contre l'inflation, a posé comme condition préalable à l'octroi d'une aide à grande échelle une modification de la politique de développement industriel. Elle souhaite qu'on abandonne l'effort particulier qui a porté jusqu'ici sur les industries de biens d'équipement, la production de produits d'exportation. Selon elle, l'aide étrangère et les exportations devraient encourager l'équipement de l'industrie indienne et permettre ainsi à l'industrie indienne de faire un bond en avant. Les industriels indiens accueillent cette prescription avec faveur.

De leur côté, les propriétaires terriens ont bénéficié durant l'année dernière de nouvelles mesures de dégrèvement fiscal. Si bien que ceux des industriels et des propriétaires terriens qui

pour consolider leur puissance électorale en tirant parti du mécontentement des masses. Ce qui au début était un mouvement axé sur l'avènement d'une « politique parallèle » — extra-constitutionnelle, mais pacifique — dégénéra en un front électoral des partis opposés au Congrès, mais qui se situaient à l'intérieur du système parlementaire. Tout ce que souhaitaient ces partis, c'était d'utiliser ce mécanisme ainsi offert pour canaliser les votes hostiles au Congrès.

En vertu du mode de scrutin électoral à la majorité simple, de type britannique, le parti du Congrès a pu se maintenir au pouvoir en Inde à l'échelon fédéral bien qu'il n'ait jamais recueilli plus de 45 % des voix aux élections. La fragmentation des votes de l'opposition, favorisée par la multiplicité des partis, lui permit en effet d'obtenir un nombre de sièges disproportionné au nombre des voix qu'il avait recueillies. Et telle était aussi la situation dans la plupart des États.

M. Narayan tenta d'élargir l'audience de son mouvement au-delà du Bihar, mais sans grand succès. Il revancha lorsqu'il put rassembler les candidats hostiles au Congrès à l'occasion d'élections partielles, les gains de l'opposition furent spectaculaires. Ainsi en juin 1975, les élections à l'assemblée du Gujarat virent la défaite du parti du Congrès par un front uni de cinq partis regroupés sous la bannière de M. Narayan. Beaucoup y virent l'annonce d'une victoire de l'opposition unie aux élections générales de février 1976.

Au même moment, le tribunal annula pour illégalité l'élection de Mme Gandhi au Parlement en 1971 et lui interdit de se représenter pendant six ans. Enthousiasmée par son succès au Gujarat, l'opposition essaya d'organiser une campagne en faveur de la démission. Bien que Mme Gandhi ait fait suspendre le jugement et interjeté appel devant un tribunal supérieur (1), l'opposition poursuivit sa campagne pour réclamer son départ.

Une fraction de son propre parti fit chorus. Alors, le 26 juin, Mme Gandhi décida de convertir en crise nationale ce qui était jusqu'alors une crise dirigée contre sa propre personnalité : elle déclara l'état d'urgence et cassa l'opposition. On avance l'hypothèse d'une conspiration de droite bénéficiant du soutien de la C.I.A. L'opposition fut accusée d'inciter la police et l'armée à la révolte. La loi de détention préventive fut aggravée pour faire obstacle à l'intervention des tribunaux et la chasse aux opposants politiques fut ouverte.

Quelques mois plus tard, Mme Gandhi lança son programme en vingt points, de mise en œuvre immédiate. Certaines des mesures prévues visaient à contenir pratiquement tous ceux qui s'étaient révoltés, sans toucher aux intérêts établis. Le contrôle de la hausse des prix, réalisation de réformes agraires pour donner de la terre aux populations rurales, les plus pauvres, liquidation des dettes paysannes, mesures contre l'évasion fiscale et la contrebande, allègement d'impôts en faveur de la classe moyenne, alimentation à bon marché pour les étudiants, etc.

avaient précédemment considéré le mouvement de M. Narayan comme une solution de rechange au gouvernement de Mme Gandhi pour faire face à l'aggravation du mécontentement populaire. n'ont été que trop heureux de pouvoir à nouveau lui accorder son soutien.

L'état d'urgence a montré que la démocratie pouvait être la première victime de cette crise du populisme qui affecte aujourd'hui toute l'Asie méridionale. Durant ces quatorze mois, Mme Gandhi s'est arrangée pour faire tomber le gouvernement du Gujarat, qui échappait à l'emprise du Congrès ; pour congédier un gouvernement identique au Tamil Nadu, bien qu'il disposât encore de la majorité au Parlement ; pour promulguer de nouvelles lois transformant en une législation permanente les atteintes aux droits civiques introduites par l'état d'urgence et enfin pour consolider son pouvoir. Même si la stabilité de l'état n'est pas en cause, les attaques dirigées contre la démocratie et contre les formes constitutionnelles sont plus faciles, au cas où le peuple voudrait manifester sa déception devant l'insuccès des promesses populistes. Avec son programme en vingt points, Mme Gandhi avait essayé de persuader les masses de ses bonnes intentions, mais l'opposition avait fait barrage contre cet illusionnisme. Quatorze mois après la proclamation de l'état d'urgence, il n'y a plus d'opposition ni aucune sorte d'obstruction, mais toutes les promesses ne sont tenues pour autant.

La pression explosive des masses dans le passé avait fait ressortir l'existence de contradictions qui ne peuvent se résoudre dans le cadre du système parlementaire actuel. En l'absence d'un projet de gauche bien défini, l'état indien a néanmoins pu se consolider, en se donnant une nouvelle forme. Les contradictions n'en demeurent pas moins. Le mouvement de M. Narayan avait tenté d'utiliser le mécontentement des couches populaires pour constituer un front électoral contre le parti du Congrès. Mais il ne comptait pas sur elles outre mesure. Leur passivité durant les mois qui viennent de s'écouler, l'absence de toute résistance active laisse supposer qu'elles nourrissent maintenant un certain scepticisme à l'égard des partis représentés dans ce mouvement, même si leurs rancoeurs envers le gouvernement restent intactes.

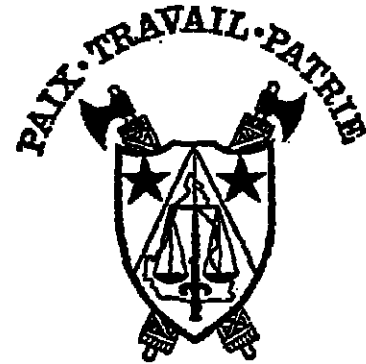
(1) Elle avait fait entre-temps annuler la loi électorale, et la haute cour a confirmé son élection en appel en se fondant sur les dispositions de la nouvelle loi.

مكة من الرحمن



Supplément

# RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN



## Seize ans de stabilité politique

### Un régime dominé par la stature du président Ahidjo

Par PIERRE-F. GONIDEK \*

DEPUIS le 1<sup>er</sup> janvier 1960, date de l'accession du Cameroun à l'indépendance, la vie politique de ce pays s'ordonne autour de deux lignes de force : d'une part, une volonté, maintes fois exprimée, d'unification politique ; d'autre part, un renforcement constant du pouvoir autour de la personne du chef de l'Etat, El Hadj Ahmadou Ahidjo, dont la longévité politique est exceptionnelle puisqu'il est aux leviers de commande depuis 1958.

Au cours d'une conférence de presse, tenue le 17 février 1968, le président Ahidjo déclarait : « Pour ce qui est de la réalisation à laquelle je tiens le plus, je dois dire : non pas la réalisation de l'unité nationale parfaite, mais un commencement d'unité nationale, c'est la chose à laquelle je tiens le plus. »

Effectivement, la poursuite tenace de cet objectif a été une des constantes de la politique camerounaise depuis la nomination de M. Ahidjo au poste de

premier ministre en 1958. A un double titre. D'abord, l'unification de l'Etat. Ensuite, l'unification des forces politiques.

Le problème de l'unification de l'Etat fut posé dès le moment même où le protectorat allemand, établi sur une portion du territoire africain dénommé Kamerun, fut conquis, au cours de la première guerre mondiale, par les troupes britanniques et françaises. La S.D.N. ne fit que confirmer cette situation en créant deux territoires sous mandat, placés sous l'autorité de la France et du Royaume-Uni. Sans doute chaque territoire suivit sa propre évolution en fonction de la politique de l'Etat colonial et de l'action des forces politiques existantes. Mais il y eut au moins une caractéristique commune : la volonté manifestée par certains partis politiques (Union des populations du Cameroun, One Kamerun, Kamerun national democratic Party) de réunifier les deux Camerouns.

En fait, le décalage de l'évolution politique des deux territoires vint compliquer la question de la réunification. Le territoire administré par la France accéda le premier à l'indépendance le 1<sup>er</sup> janvier 1960, conformément au statut adopté en 1957. Quant au territoire administré par le Royaume-Uni, son destin fut décidé à la suite de deux plébiscites organisés par l'ONU en 1959 et en 1961. Tandis que la partie septentrionale était réunie à l'Etat fédéral du Nigeria, la partie méridionale optait pour son rattachement à la République du Cameroun. Dès lors, la réunification (partielle) va se faire en deux étapes qui vont dans le sens de l'unification croissante de l'Etat.

encore cette tendance sous-jacente en accentuant les pouvoirs de l'Etat fédéral au détriment de l'autonomie des Etats fédérés. Cette évolution correspondait aux vœux du président Ahidjo, qui n'avait, semble-t-il, considéré la fédération que comme une étape transitoire vers une plus grande unification de l'Etat. L'intermédiaire fédéral est clos en 1972.

En effet, dans une deuxième étape, le président, dédaignant la procédure parlementaire, propose

directement au corps électoral, par voie de référendum, de transformer l'Etat fédéral en Etat unitaire « dans le but de consolider l'unité nationale ». Cette proposition est approuvée, le 20 mai 1972, par trois millions cent quarante-sept mille huit cent quarante-six électeurs, sur trois millions deux cent trente-six mille deux cent quatre-vingts inscrits et trois millions cent soixante-dix-neuf six cent trente-quatre votants. La Constitution de 1972, adoptée également par voie de référendum, met l'accent sur « la nécessité impérieuse (reconnue par le peuple camerounais) de parfaire son unité » et proclame l'existence d'« une seule et même nation ». L'article 1<sup>er</sup> de la Constitution affirme que « la République unie du Cameroun est une et indivisible ». Comme nous le verrons, l'unification de l'Etat entraîne une simplification des institutions, puisqu'en vertu de la Constitution de 1972 les institutions politiques des deux anciens Etats fédérés disparaissent. Une place privilégiée est reconnue au président Ahidjo, désigné par la Constitution comme président de la République unie du Cameroun, puisqu'il « assure l'unité de l'Etat » (art. 5) et qu'il en est ainsi le symbole vivant.

Cette évolution est d'autant plus remarquable que la population camerounaise demeure hétérogène. Les sociologues soulignent la persistance d'ethnies très différenciées, à partir desquelles certains politologues ont forgé la notion de clientélisme, alpha et

oméga des politiques africaines. L'explication est un peu simpliste. Il n'empêche que les ethnies sont une réalité, et que leur existence rend fragile l'unité de l'Etat. En outre, il ne faut pas oublier que les populations camerounaises ont été soumises à deux systèmes coloniaux qui ont légué aux deux parties du Cameroun des traditions différentes, à commencer par la langue, véhicule de la culture du colonisateur. L'affirmation de l'unité de l'Etat, et à travers elle, celle de la nation, manifeste, par conséquent, l'existence d'un projet politique beaucoup plus que d'une situation déjà réalisée. Elle indique la voie à suivre et anticipe l'avenir.

Quoi qu'il en soit, le projet est clair. Il comporte d'ailleurs des prolongements sur un plan qui n'est pas seulement politique. On pourrait relever, à côté de l'affirmation de l'unité politique de l'Etat, une tendance à la centralisation administrative. Cela veut dire que l'Etat, devenu unitaire, entend peser de tout son poids sur la vie des collectivités locales par l'intermédiaire de ses représentants nommés et révoqués discrétionnairement et par l'exercice d'un pouvoir permanent de contrôle. La justification d'une telle politique administrative est toujours la même : il s'agit de lutter contre les tendances centrifuges et d'assurer l'unité nationale. Le président Ahidjo ne manque d'ailleurs pas de souligner que tous les fondateurs d'Etat ont été finalement des centralisateurs.

(Lire la suite page 22.)



## De la fédération à l'Etat unitaire

DANS une première étape, M. Ahidjo, devenu le chef de l'Etat camerounais, et le Dr Foucha, leader du parti majoritaire (le K.N.D.P.) dans la partie méridionale du territoire administré par le Royaume-Uni, se mettaient d'accord pour donner à l'Etat camerounais la forme d'un Etat fédéral, ce qui permettait de reconnaître à chacun des deux Etats fédérés une certaine autonomie politique tout en affirmant l'unité de la République fédérale. En fait, les caractéristiques de la fédération étaient telles qu'elles portaient en germe une évolution dans le sens de la centralisation politique. La pratique renforça

encore cette tendance sous-jacente en accentuant les pouvoirs de l'Etat fédéral au détriment de l'autonomie des Etats fédérés. Cette évolution correspondait aux vœux du président Ahidjo, qui n'avait, semble-t-il, considéré la fédération que comme une étape transitoire vers une plus grande unification de l'Etat. L'intermédiaire fédéral est clos en 1972.

En effet, dans une deuxième étape, le président, dédaignant la procédure parlementaire, propose

\* Professeur à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), directeur du Centre d'études des problèmes politiques et juridiques du tiers-monde.



(Photo Michel Artault-Gamma.)

M. AHMADOU AHIDJO, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CAMEROUNAISE

## Dans ce supplément :

- 23-25. — Seize ans de stabilité politique (suite de l'article de Pierre-F. Gonidek).
- 26. — POLITIQUE ÉTRANGÈRE : Bonnes relations avec les pays industrialisés, solidarité avec le tiers-monde (Edmond Journe).
- 27. — COOPÉRATION : la France demeure un partenaire privilégié malgré une diversification des aides étrangères (Albert Bourzi).
- 28-29. — ÉCONOMIE : un « libéralisme planifié », pour associer le secteur privé aux efforts de développement ; l'orientation des échanges (Pierre Chaleur).
- 30. — Sur les hauteurs du Camerooun : le témoignage historique des artistes bamoun et bamiliés (Francine Ndiaye).
- 31. — ENSEIGNEMENT : l'université de Yaoundé : une réussite et son revers (Raoul Ghardet).
- 32. — TOURISME : des richesses fantastiques encore peu exploitées (Valentin Nga Ndong).

\* Les illustrations sont illustrées à l'aide de photos provenant du Musée de l'Homme ; 1. Statue bamiliée en bois rouge ; 2. Masque royal bamoun ; 3. Pipe à l'usage d'un haut dignitaire.

## Économie

### Un « libéralisme planifié » pour associer le secteur privé aux efforts de développement

Par PIERRE CHALEUR \*

Le Cameroun est un pays aux ressources variées et aux possibilités considérables, dont le développement économique a été retardé, au moment de l'indépendance, par une rébellion de la région Bamiliée, alimentée de l'extérieur. Il a fallu tout le sens politique du président Ahidjo pour rétablir une situation difficile, harmoniser les rapports entre les ethnies, organiser l'unité nationale et mettre en place les cadres d'une économie nouvelle.

D'une étendue de 476 000 kilomètres carrés, peuplé de six millions d'habitants environ, le Cameroun est un pays à la fois d'altitude et de steppe, de savanes et de forêts, qui représente une Afrique en réduction. Situé au fond du golfe de Guinée, affectant la forme d'un triangle ouvert sur l'Atlantique, il est limité par le Nigeria à l'ouest, le Tchad au nord et au nord-est, la République Centrafricaine à l'est et, au sud, par le Gabon et la Guinée équatoriale. Il est la voie d'accès et d'évacuation naturelle de l'Afrique centrale.

Pour mettre en valeur, dans une perspective d'avenir, toutes les ressources du pays, le président de la République camerounaise se donne comme objectif le développement autarcique et comme doctrine le « libéralisme planifié ».

qu'il définit ainsi : « Nous entendons soumettre, désormais, nos relations économiques internationales à nos objectifs de développement interne, c'est-à-dire que nous entendons promouvoir une économie véritablement intégrée, caractérisée par la maîtrise effective des principaux facteurs du développement. » C'est, au fond, un socialisme humain qui cherche sa voie de façon pragmatique.

Or l'adaptation de l'économie traditionnelle à un rythme moderne de développement que recherche le président ne peut être réalisée par la seule action de l'Etat, étant donné les moyens financiers dont il dispose. Elle se fera donc dans la ligne d'un « libéralisme planifié », c'est-à-dire par le refus du jaillissement anarchique des initiatives incontrôlées assorti d'une volonté d'orienter et de contenir la pression des activités créatrices. Pour y parvenir, le gouvernement aura recours au secteur privé dont il considère que l'action doit être l'agent le plus dynamique du développement. Les grandes options sont indiquées dans le cadre d'un plan souple et adaptable, dessinant les voies des équilibres économiques souhaitables.

Dans ce cadre, le problème des transports est apparu comme

devant être résolu en priorité : voies ferroviaires, routières, installations portuaires et aériennes.

Les chemins de fer partant de Douala n'atteignaient que N'Kong-samba et Yaoundé. Le président du Cameroun a lancé une antenne vers l'ouest, jusqu'à Koumba et a prolongé jusqu'à N'Goundéré la voie ferrée du centre qui, désormais, ouvre la route du Tchad et de la République centrafricaine. En même temps, pour pouvoir assurer un trafic à l'échelon régional, la ligne Douala-Yaoundé est l'objet de travaux considérables.

Le réseau routier, pour sa part, est dans le plan d'équipement un sujet de préoccupations, en raison de l'état défectueux de nombreuses chaussées. Des crédits importants lui sont affectés. L'aménagement du port de Douala, dont le chenal d'accès insuffisant limite les mouvements de navires d'un certain tonnage, est en cours, et la construction d'un grand port en eau profonde, près de Victoria, est prévue dans la perspective d'un pays devenu le pôle de rayonnement de l'Afrique centrale tout entière.



## L'agriculture, moteur du développement

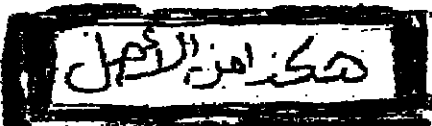
AINSI se mettent en place les éléments du véritable décollage de l'économie camerounaise. Mais le moteur essentiel de son développement est l'agriculture, qui comporte deux secteurs : le secteur traditionnel et le secteur moderne.

Le premier englobe une multitude de petites exploitations familiales qui ont fait, pendant des années, la seule richesse du territoire et alimenté le budget en devises par les ventes à l'exportation. Il s'agit de produits de base : le café (73 500 tonnes), le cacao (118 000 tonnes), le coton (40 000 tonnes) et les arachides (93 000 tonnes).

(Lire la suite page 23.)







*l'indépendance ou les institutions de la nation», le président de la République peut déléguer, sans avoir à en référer à quiconque et sans contrôle, l'état d'exception. Cette situation lui confère le pouvoir de «prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires».*

Même si l'Assemblée conserve le pouvoir de voter la loi dans le domaine défini par la Constitution, elle ne dispose pas pour autant d'un monopole. Le président de la République, directement ou indirectement, dispose de nombreux moyens destinés à l'influencer, à supposer que l'Assemblée ait une volonté différente de celle du président. D'abord, l'initiative des lois appartient aussi bien au chef de l'Etat qu'aux députés. Ensuite, le président de la République peut être entendu par l'Assemblée ou lui adresser des messages. De façon plus pratique, les membres du gouvernement ont accès à l'Assemblée et peuvent participer aux débats. Enfin, l'Assemblée n'a pas la maîtrise de son ordre du jour. Outre que le gouvernement participe aux travaux de la conférence des présidents chargés d'arrêter l'ordre du jour, ce dernier comporte en priorité, et dans l'ordre que le gouvernement a fixé, la discussion des textes qu'il a soumis.

A s'en tenir au texte même de la Constitution, il est donc manifeste, comme le remarque un commentateur camerounais de la Constitution de 1972, M. Owona, que «le président de la République est l'organe constitutionnel prépondérant». Cette prépondérance est d'autant mieux assurée que le président n'est pas responsable devant l'Assemblée. Sa responsabilité ne pourrait être mise en cause que dans le cas de crime de haute trahison, jugé par la Haute Cour de justice.

On remarquera que les pouvoirs du président de la République ne sont pas équilibrés par l'existence d'un véritable pouvoir judiciaire, capable d'assurer le règne du droit. La Constitution évite d'ailleurs le terme de «pouvoir» et

parle plus modestement d'«autorité judiciaire». Cela dit, on notera aussi que si l'organisation et le fonctionnement de la justice sont théoriquement déterminés par la loi, donc par l'Assemblée nationale, en fait, les textes actuellement en vigueur ont été adoptés par le président de la République en vertu des mesures transitoires prévues par la Constitution. En outre, le président détient le pouvoir de nommer les magistrats et de prononcer des sanctions disciplinaires, ce qui lui confère une influence certaine sur

l'administration de la justice. Enfin, s'il existe un contrôle de constitutionnalité exercé par la Cour suprême, seul le président de la République peut le mettre en œuvre (articles 10 et 27 de la Constitution de 1972).

D'un simple point de vue constitutionnel, il est donc évident que le président détient une supériorité certaine sur tous les autres organes de l'Etat, dont aucun ne peut rivaliser avec lui. Cette supériorité est encore renforcée par l'appel au peuple.



## L'appel au peuple

L'APPEL au peuple établit un lien direct entre le président de la République et le corps électoral, auquel la Constitution attribue la souveraineté de façon indivisible. Ce lien direct contribue à renforcer la position du président, dans la mesure où, détenteur de la réalité du pouvoir, il le personnifie, et dans la mesure aussi où l'appel au peuple lui permet de «cour-circuiter» l'Assemblée nationale.

La Constitution semble placer les deux organes de l'Etat sur un pied d'égalité, lorsqu'elle prévoit que le président et l'Assemblée tiennent leur pouvoir du peuple. L'un et l'autre étant élus au suffrage universel direct. Cependant, les situations sont dissimilaires. Il faut rappeler que le président de la République est également le chef du parti unique. Or le principe posé par la législation électorale est que les candidatures sont obligatoirement présentées par le parti. Bien plus, la loi du 25 juin 1972 relative à l'élection des députés prévoit que tout député élu du parti en cours de mandat est déchu de plein

droit de sa qualité de membre de l'Assemblée nationale. Il est donc impensable qu'un citoyen puisse être candidat à l'Assemblée nationale s'il n'a pas fait allégeance au parti, c'est-à-dire à la personne du chef du parti, fondateur du parti national unifié et inspirateur de la politique décidée par le parti. En fait, par conséquent, le lien entre le député et le peuple n'est pas direct. Il est médiatisé par le parti et son chef. Cela ne veut pas dire que ce dernier ne soit pas contraint de tenir compte de l'influence exercée par certaines personnalités sur une fraction plus ou moins large de la population, de ce que les sociologues appellent les relations de clientèle, de type traditionnel ou moderne. Mais, en définitive, les arbitrages sont rendus au sommet, par le chef du parti. Au contraire, le président de la République est dans une position différente. Toute candidature autre que celle du chef du parti national unifié est exclue, ce qui est confirmé par la pratique. En fait, il n'a d'autre investiture à recevoir que de lui-même. Au surplus,

les conditions d'exercice du droit de suffrage lui assurent un triomphe facile dont les pourcentages élevés de «oui», frisant les 100 %, portent témoignage. Elu directement par le corps électoral, le président de la République apparaît aussi comme le vrai chef, que la propagande du parti présente comme un homme providentiel, le «Père de la nation», le «Moïse du Cameroun», le «Christ de l'Afrique», etc. Selon une formule célèbre, «Aidjo est le Cameroun et le Cameroun est Aidjo». L'identification paraît totale.

Au départ, par son mode de désignation, le président détient donc une supériorité sur les députés. Mais, en outre, il a la possibilité de s'adresser directement au peuple pour lui proposer d'adopter certaines mesures, ce qui lui permet de passer par-dessus la tête des députés, de mettre l'Assemblée nationale entre parenthèses.

La Constitution camerounaise prévoit formellement que la souveraineté nationale peut s'exercer directement par voie de référendum (art. 2), ce qui, a priori, est une solution démocratique, à condition que le droit de suffrage permette réellement d'exprimer un choix.

Il en est ainsi en matière de révision de la Constitution. Deux procédures sont prévues. L'une confiée à l'Assemblée la décision. L'autre permet au président, qui possède l'initiative en matière constitutive, de saisir directement le corps électoral par voie de référendum. C'est cette dernière qui fut utilisée en 1974, pour adopter la Constitution actuelle, bien que, sous l'empire de la Constitution fédérale, sa légalité fût douteuse. En revanche, la révision de 1976 a été réalisée selon la procédure parlementaire.

De façon plus générale, le président de la République peut soumettre au référendum «tout projet de réforme qui, bien que relevant du domaine de la loi, serait susceptible d'avoir des ré-

percussions profondes sur l'avenir de la nation et les institutions nationales». Cette formule très large l'autorise à en appeler directement au peuple non seulement pour des problèmes d'ordre interne, mais aussi pour des questions d'ordre international. La Constitution vise d'ailleurs expressément les projets de loi autorisant la ratification des conventions internationales «présentant, par leurs

conséquences, une importance particulière». La seule obligation du chef de l'Etat est de prendre l'avis du président de l'Assemblée nationale, lui-même homme du parti possédant la confiance du chef de l'Etat. L'avis ne peut être que favorable; de toute façon, il ne s'agit que d'un avis qui ne lie pas le chef de l'Etat. Jusqu'ici, il n'a pas été fait un usage extensif de la procédure référendaire.



## Quel régime ?

LES caractéristiques du régime politique camerounais rendent difficile sa classification dans l'herbier où les constitutionnalistes rangent amoureusement les régimes constitutionnels. Malgré les affirmations des responsables politiques, il ne s'agit certes pas d'un régime présidentiel à la mode américaine. En fait, le constituant, faisant feu de tout bois, a emprunté à différents régimes connus, français et américains notamment, des techniques constitutionnelles qui contribuent toutes à renforcer son pouvoir. Il s'agit d'une monocratie (gouvernement d'un seul) en ce sens que tout se ramène en définitive à la personne du chef de l'Etat, qui domine de sa stature les institutions, y compris le parti et les organisations sociales annexes. Un tel régime est-il susceptible d'assurer un authentique développement politique? Tout dépend de la signification qu'on donne à cette expression. Nous pensons qu'il est nécessairement un processus de lutte continue à travers lequel les forces progressistes s'efforcent d'effacer (pour ce qui concerne le passé) les effets de la domination exercée par les puissances étrangères, ou de les écarteler (pour ce qui concerne le pré-

sent), de briser les forces sociales conservatrices, rétrogrades ou réactionnaires, opposées au progrès économique et social, de construire et de consolider l'Etat en s'appuyant sur le peuple. Seule, une étude attentive de la politique pratiquée par le Cameroun, à l'intérieur et à l'extérieur, permettrait de dire si le développement politique ainsi entendu est en voie d'être réalisé. Sans nous prononcer sur l'action politique dans les domaines économique, social et culturel, où la croissance, incontestable, n'a pas été suivie nécessairement de développement, on peut constater que l'idéal du parti, qui est d'être une organisation populaire, est encore loin d'être atteint. En fait, le peuple, dans son ensemble, est assez largement absent de la vie politique. Il reste à suivre une ligne de masse, à «s'enfoncer dans le corps du peuple», comme le recommandait Frantz Fanon, à «multiplier les contacts avec les masses rurales», majoritaires dans le pays. Il reste à faire que le parti soit «l'expression directe des masses», «le porte-parole énergique et le défenseur incorruptible des masses».

PIERRE-F. GONIDEK.

# Retenez notre adresse elle vous sera utile

Si vous voulez développer vos affaires au CAMEROUN, promouvoir votre marque, conquérir le marché, ou si vous y venez seulement pour un voyage touristique, faire un safari, c'est à nous qu'il faut vous adresser, car nous connaissons le terrain. Nos collaborateurs maîtrisent les techniques modernes du marketing, de la communication et de la vente du tourisme.

Nos activités s'étendent sur trois pays d'Afrique centrale. Notre pénétration, grâce à nos nombreux et importants supports de masse, en régie, est la plus forte d'Afrique francophone. Nous avons des partenaires et des correspondants en Europe.



**CAMEROUN PUBLI-EXPANSION**

Rue du Maréchal Joffre - B.P. 1.137 - Tél. 42.44.44  
Télex 5276 KN - DOUALA - CAMEROUN

CAMEROUN PUBLI-EXPANSION

## CAMEROUN DEVELOPMENT CORPORATION

Victoria (CAMEROUN). Tél. : 33-22-51  
Télex : 52 42 KN

Adresse télégraphique DEVCAM Victoria  
Société de Développement  
au capital de 4 124 806 000 C.F.A.

PLUS DE 120.000 HECTARES DE PLANTATION

- d'huile de palme (19.235 tonnes)
- d'hévéa (9.778 tonnes)
- de thé (935 tonnes)
- de bananes (11.393 tonnes)
- de poivre

Quatre usines de transformation de caoutchouc, une usine à thé, deux moulins d'huile de palme.

### TOLE TEA



Le meilleur, n'importe où,  
et n'importe quand

Pour tout renseignement, écrire à :

SALES MANAGER  
CAMEROUN DEVELOPMENT CORPORATION  
BOTA, VICTORIA  
REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

CAMEROUN PUBLI-EXPANSION

## ORGANISATION CAMEROUNAISE DE LA BANANE



La remontée de notre production amorcée en 1971 avec la mise en œuvre, par l'OCB, du projet de Reconversion Bananière, s'est poursuivie ces dernières années pour atteindre 73.500 tonnes en 1974, niveau pratiquement maintenu en 1975.

Le premier programme du projet de Reconversion Bananière portait sur 800 hectares de bananeraies à créer en 4 ans. Commencée en 1970, sa réalisation s'est achevée en 1973 et a permis, grâce à la production supplémentaire de 20.000 tonnes par an conforme aux prévisions du projet, d'accroître très sensiblement nos exportations.

Son indice sur l'évolution des tonnages à l'exportation se traduit par les chiffres ci-dessous :

### STATISTIQUES EXPORTATIONS DU CAMEROUN

ANNEES	EXPORTATIONS
1970	47 000 t.
1971	51 000 t.
1972	65 500 t.
1973	64 500 t.
1974	63 500 t.
1975	74 300 t.

L'évolution de notre économie bananière au cours de ces dernières années n'est pas sensible uniquement sur le plan de l'accroissement de nos exportations. Elle concerne aussi leur répartition ainsi que la qualité des fruits exportés, en nette amélioration depuis trois ans.

CAMEROUN PUBLI-EXPANSION

Documents établis par M. J. KEUTCHA, ministre des Affaires étrangères de la République unie du Cameroun

# L'ORIGINALITÉ DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU CAMEROUN

La société internationale de notre temps est caractérisée à la fois par la souveraineté des Etats et leur interdépendance. Toute politique extérieure réaliste et efficace doit tenir compte de cette double dimension tout en définissant ses objectifs en fonction de la situation géopolitique de l'Etat concerné, de ses intérêts fondamentaux et des principes moraux et juridiques qu'il souhaite voir guider les rapports internationaux.

En ce qui concerne plus particulièrement la politique extérieure du Cameroun, trois données essentielles doivent être prises en considération. La première c'est que, situé au point de contact de plusieurs régions naturelles et au point de convergence des voies de migration, le Cameroun est par vocation un pays ouvert au monde.

La deuxième est que, par les hasards de l'histoire, le Cameroun a connu une triple administration allemande, anglaise et française, dont il a hérité un plurilinguisme qui confère une nouvelle dimension à son ouverture au monde.

La troisième est que, n'ayant jamais été véritablement une colonie, mais ayant eu, dans le cadre du mandat de la Société des Nations d'abord et ensuite sous le régime de tutelle de

l'ONU, un statut particulier avec vocation à l'indépendance, le Cameroun a été très tôt préparé à la vie internationale.

En 1960, le pays accède à l'indépendance. Il doit élaborer sa politique étrangère au moment où deux blocs puissants dominent la scène internationale et s'efforcent chacun d'influencer les petits et moyens Etats et de compromettre ainsi son indépendance.

Jaloux de sa souveraineté, qui lui paraît la condition indispensable de son progrès et de l'affirmation de la dignité africaine, le Cameroun a choisi normalement de rester en dehors des conflits des blocs.

Depuis son accession à l'indépendance, la République unie du Cameroun a toujours proclamé son attachement au non-alignement et s'est toujours efforcée de conformer sa politique internationale à ses principes.

Le non-alignement, tel que nous l'entendons, inclut la coexistence pacifique des Etats à systèmes sociaux différents. Cela suppose d'abord que l'on reconnaisse à chaque peuple le droit de résoudre, en toute indépendance, ses propres affaires. Cela suppose ensuite le respect absolu de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays.

L'application de ces principes devrait conduire les Etats ayant adopté des régimes politico-sociaux différents à développer néanmoins leur coopération économique et culturelle, pour le plus grand bien de l'humanité.

C'est donc en considération de ce qui précède que le Cameroun, sous la conduite de son guide éclairé, a fait du non-alignement et de la coopération internationale les principes de base, les options fondamentales de sa politique étrangère.

Sans se lancer dans une prétentieuse politique planétaire à la réalisation de laquelle les moyens matériels auraient fait défaut, le Cameroun, en application des principes ci-dessus, s'efforce à tous les pays après de paix. Quelque chose conduit bien sa coopération avec le Cameroun sur la base de l'indépendance nationale et du respect mutuel est sûr de trouver auprès de lui une compréhension agissante.

A l'aube de l'indépendance, le Cameroun avait noué des relations amicales avec tous les pays industrialisés du monde occidental, notamment ceux auxquels l'attachement des liens historiques. Parmi ceux-ci figure la France, qui nous a régulièrement apporté une aide précieuse par sa nature, son importance et l'esprit dans lequel elle est dispensée.

Les nouveaux accords non seulement renforcent l'amitié traditionnelle entre nos deux pays, mais ouvrent une nouvelle ère dans les relations franco-cameroonaises qui, de plus en plus, se conforment aux principes normaux du droit international régissant les rapports entre Etats souverains.

Mais la coopération du Cameroun avec le continent européen ne se limite pas aux seules relations bilatérales; elle emprunte également un caractère multilatéral, illustré par notre appartenance à la convention d'association à la Communauté économique européenne.

Si les relations que le Cameroun entretient avec les pays de la vieille Europe indiquent la solidarité des destins de celle-ci et de l'Afrique, les liens qui l'attachent au Nouveau Monde lui indiquent en un sens l'une des directions vers lesquelles sa dimension internationale est appelée à se développer avec la plus de vigueur et d'originalité.

Qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, les relations que le Cameroun entretient avec les pays du Nouveau Monde comportent nécessairement quelque chose de nouveau, à l'opposé de ses relations avec les pays européens qui, pour certains, sont en contact depuis des siècles avec la région du golfe du Bénin. Ce qui caractérise peut-être le plus les liens qui unissent le Cameroun au continent nord-américain, c'est leur vigueur toute juvénile. Ce n'est, en effet, que depuis son accession à la souveraineté nationale que le Cameroun a entrepris la coopération avec les Etats-Unis et le Canada. Mais l'on constate

avec d'autres pays socialistes d'Europe orientale comme la Roumanie, la Pologne, la République démocratique allemande, l'Albanie, la Yougoslavie.

La coopération avec ces pays va en se consolidant et en se diversifiant dans de nombreux domaines.

D'année en année, les relations que le Cameroun entretient avec les pays africains ont été de plus en plus étendues, de plus en plus diversifiées et approfondies. Si les missions financières n'ont permis l'ouverture des ambassades qu'au Zaïre, au Congo, au Gabon, au Guinée-Equatoriale, en République Centrafricaine, au Nigeria, au Libéria, en Algérie, en Egypte, en Ethiopie, etc., il faut reconnaître

que des contacts suivis sont maintenus avec les autres pays du continent, à l'exception bien sûr de l'Afrique du Sud où sévit l'apartheid, et la Rhodésie du Sud où une minorité blanche continue le pouvoir à son profit, grâce à la complicité de quelques puissances étrangères.

Sur le plan bilatéral, le Cameroun a établi une coopération active et dynamique avec les pays africains. Cette coopération repose sur de nombreux accords touchant les domaines les plus variés tels que la culture, le commerce, les transports, le personnel, etc.

Avec ses voisins immédiats, le Cameroun pratique une politique de bon voisinage. Certains d'entre eux ont fondé avec lui des organisations régionales, comme l'OUDEAC ou l'Organisation des Etats riverains du lac Tchad, au sein desquelles une coopération diplomatique et africaine a été instaurée. Afin d'éviter les incidents

frontaliers et pour que les relations avec ces voisins soient dépourvues de toute hypothèque, une politique réaliste des frontières est engagée, bien que la libre circulation des personnes et des biens soit garantie avec chacun d'eux.

Dans le domaine des organisations interafricaines, le Cameroun s'est illustré très tôt par son engagement total pour la définition, la réalisation et la consolidation de l'unité africaine. Il considère que seule la solidarité des Etats africains au sein de l'O.U.A. peut leur permettre d'atteindre leurs objectifs fondamentaux de libération totale de l'Afrique, de développement et d'affirmation de la personnalité africaine.

Toujours en Afrique, le Cameroun ne s'est pas contenté de condamner énergiquement le fait colonial tel qu'il existait encore ici et là sur le continent, mais il a toujours soutenu activement les mouvements de libération qui luttent soit pour l'indépendance de leurs pays, soit pour le respect de la dignité de leurs peuples.

Depassant le cadre africain, le Cameroun s'ouvre de plus en plus au monde asiatique qui connaît presque les mêmes problèmes que l'Afrique. Outre la Chine, le Vietnam, les deux Corées, le Cambodge, le Japon, l'Inde et la Pakistan comptent parmi les pays asiatiques qui ont des rapports suivis avec le Cameroun.

Les relations amicales que le Cameroun entretient avec les pays arabes ne datent pas d'aujourd'hui. De nombreux accords de coopération dans divers domaines ont été conclus avec l'Arabie, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, le Libye, le

Bonnes relations avec les pays socialistes

## ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES DU CAMEROUN

B.I.A.O. - BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE

CAPITAL : 1,5 milliard CFA

SIÈGE SOCIAL : YAOUNDE

32 Agences dans tout le Cameroun

Affiliée aux réseaux internationaux de la BIAO et de la NATIONAL CITY BANK

B.I.C.I.C. - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN

CAPITAL : 1.215.000.000 CFA

SIÈGE SOCIAL : Avenue A. AHIDJO - YAOUNDE

Banque affiliée à la Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer composée des groupes BNP - BANK OF AMERICA - BANQUE BRUXELLES LAMBER - DRESNER BANK

CAMEROON BANK

SIÈGE SOCIAL : VICTORIA

B.P. 48 Télé West Bank 56 66 KN

10 Agences au Cameroun

Réseau de correspondants : BANK OF AMERICA - BREMER LANDES-BANK - SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE - WELLS FARGO BANK

SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE BANQUE

The First National Bank

Société anonyme au capital de 2 milliards de francs CFA

B.P. 145 - Télé : CAMBANK 82 13

La plus grande implantation au Cameroun

Actionnaires et Banques associés : BANCA COMMERCIALE ITALIANA - HOLDING S.A. - MORGAN GUARANTY BANQUE CAMEROUNAISE DE DÉVELOPPEMENT - CRÉDIT LYONNAIS - DEUTSCHE BANK A.G. - MORGAN GUARANTY INTERNATIONAL CORPORATION

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AU CAMEROUN

CAPITAL : 1 125 millions de francs CFA

SIÈGE SOCIAL : Avenue Monseigneur-Vogt à YAOUNDE

Téléphone : 22-21-22 - B.P. 244

Agence à DOUALA, capitale économique du CAMEROUN

Rue Joss, B.P. 2042 - Téléphone : 42-10-10

Réseau d'Agences au Cameroun et correspondants à l'Étranger.



## LA SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DES TABACS S.C.T.

La Société Camerounaise des Tabacs, S.C.T., au capital de 1.200.000.000 F CFA, assure la production et la commercialisation de tabacs en feuilles, principalement des tabacs spéciaux pour cigares.

A la frontière nord de la forêt équatoriale, à l'orée de la Savane, se situe entre le 4° et le 5° parallèles Nord, une zone privilégiée pour la culture de tabacs nobles, au tissu soyeux et léger, du fait que l'on y rencontre à la fois un sol propice et un climat favorable chaud et humide.

Ces tabacs sont cultivés par dix mille familles environ d'agriculteurs Camerounais, auxquels la S.C.T. fournit la graine, et qu'elle encadre tout au long de la période de production. C'est dans l'Est-Cameroun que la culture est la plus intense. Les centres de production de cette région sont nombreux : BATOURI, BANDONGOU, BELITA, BENGUE-ITKO, BOUBARA, BOUNOU, GRIBI, LOLO, MINDOUROU, NGOTTO, NGOURA. Un peu plus à l'ouest se trouvent BERTOUA et BETARE-OYA. Un Centre de recherche situé au centre du pays, à BATSCHENGA, à 60 km de YAOUNDE, fournit les graines et les semences à haut rendement.

Les Camerounais des régions tabacoles sont à la fois d'excellents planteurs et d'excellents trieurs. Ils parviennent à sélectionner les tabacs de manière à donner toute satisfaction aux fabricants de cigares les plus exigeants.

Les quantités produites, d'environ 2.000 tonnes par an, représentent plus de 700.000.000 de feuilles manipulées par un personnel qualifié fort nombreux. Si l'on tient compte qu'il s'agit d'une culture essentiellement familiale, le tabac occupe plus de 100.000 personnes dans les provinces de l'Est-Cameroun.

Ces feuilles, entourées de tant de soins, sont offertes à l'ensemble des fabricants de cigares du monde sur un marché qui se tient à Paris en juin de chaque année. Aux "Inscriptions de Cameroun", nom donné à ce marché du fait qu'il s'agit d'enchères secrètes, les offres étant inscrites sur un bulletin, on rencontre les fabricants de cigares d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, des Canaries, du Danemark, d'Espagne, des États-Unis, de Hollande, de Suisse et de bien d'autres pays, ainsi que les négociants en tabacs en feuilles spécialisés dans les tabacs pour cigares.

Après avoir développé cette culture dès la fin de la dernière guerre mondiale et assuré la mise en valeur de cette production, le SETA demeure le principal client de la S.C.T. - à laquelle il reste très étroitement lié - du fait qu'il utilise les tabacs camerounais depuis longtemps et très régulièrement.

Pour que les consommateurs soient en mesure de bien connaître et apprécier les tabacs du Cameroun et du Centrafrique - car la zone privilégiée de culture se poursuit par delà la frontière, en République Centrafricaine -, le SETA vient de créer une "Savane Africaine", qui comprend actuellement 3 cigares :

- un petit cigare, dans l'univers des origines par son goût  
- FLEUR DE SAVANE, d'appréciation directe grâce à sa présentation  
- ORÉE DE SAVANE, cigare de luxe, composé d'une sélection des meilleurs crus, surprend par la finesse de son goût et la richesse de son arôme.

A partir d'octobre 1976, la famille s'élargit d'un cigare, le SISSONGO, très long, qui procurera un plaisir nouveau aux amateurs de cigares.

Tous permettent au fumeur d'apprécier la richesse et la variété de saveur des tabacs de la Savane Africaine. On peut affirmer que désormais, dans le monde du cigare, vient d'apparaître un nouveau goût.



SAVANTA, apporte cigares légers une note et son arôme; légèrement plus gros, permet ment la finesse des crus africains, en cigare non ébarbé;

مركز التجميل



CAMEROUN

## Politique étrangère

# Bonnes relations avec les pays industrialisés solidarité avec le tiers-monde

Par EDMOND JOUVE\*

À la suite de son accession à l'indépendance, le 1<sup>er</sup> janvier 1960, le Cameroun entre, à part entière, dans la communauté internationale. Dès lors, il se trouve en mesure de conduire des relations internationales autonomes qui offrent à maints égards des caractéristiques particulières (1).

Dans une communication adressée aux membres de l'Assemblée nationale, le 10 juin 1976, le président A. Ahidjo, évoquant la politique extérieure de l'Etat qu'il dirige, déclarait : « Le destin de notre pays est, en effet, inséparable du destin de l'ensemble du continent africain. Ce destin doit être pensé et réalisé dans la liberté et la dignité par les peuples africains eux-mêmes, ce qui suppose, de toute évidence, la libération totale de l'Afrique du colonialisme et de la discrimination raciale. » Par ailleurs, avait souligné le chef de l'Etat, « sur le plan international, nous avons continué à

consolider notre indépendance, à affirmer notre personnalité nationale dans le cadre de notre politique de non-alignement et à renforcer et diversifier les relations de coopération dans tous les domaines que le Cameroun entretient avec les pays de bonne volonté de tous les continents ». Action en faveur de l'unité de l'Afrique, politique de non-alignement : telles nous semblent être, en effet, les deux dominantes des relations internationales du Cameroun. L'une et l'autre tendent vers un même objectif : un renforcement de l'indépendance du pays (2). Les artisans de cette politique sont peu nombreux. En application de la Constitution, et conformément à l'esprit du régime, le président de la République joue un rôle moteur. C'est lui, notamment, qui « négocie et ratifie les accords et les traités », assisté de M. Jean Koutcha, ministre des affaires étrangères, et de M. Adamou Ndam Njoya, vice-ministre.

Mais la diplomatie camerounaise ne se borne pas à faire vivre le pays en bonne intelligence avec les autres Etats du continent. Elle œuvre en faveur de la construction de l'Afrique, tout en marquant sa préférence pour une participation aux organismes de type technique. Ainsi, en 1964, le Cameroun a contribué à créer la Commission du bassin du lac Tchad. Mais, surtout, il a été l'un des signataires, à Brazzaville, le 8 décembre 1964, du traité instituant l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale, institution au sein de laquelle Yaoundé a joué un rôle de premier plan. Par la suite, le Cameroun est devenu membre de l'Organisation interafricaine de l'économie forestière et du commerce du bois (constituée en mai 1970). De même, il continue de faire partie de l'Organisation interafricaine du café (fondée en décembre 1960). Le Cameroun marque plus de réticences à l'égard des organismes de nature directement politique. Pourtant, en décembre 1960, soucieux d'apparaître comme un Etat modéré, il rejoint le groupe de Brazzaville. Plus tard, en mai 1961, il adhère au groupe de Monrovia constitué en riposte contre le rassemblement des « progressistes » de Casablanca. Enfin, en mai 1963, il devient un des fondateurs de l'O.U.A. Au « sommet » de Rabat, en juin 1972, il obtient de faire partie du comité de coordination pour la libération de l'Afrique. Aujourd'hui, à Casablanca, en 1976, il avait signé le

manifeste de Lusaka sur l'Afrique australe. En tant que président en exercice de l'O.U.A., M. A. Ahidjo est d'ailleurs à présenter ce texte devant l'Assemblée générale des Nations unies le 8 octobre 1969, au cours de sa vingt-quatrième session (10). Par ailleurs, deux Camerounais ont été élus secrétaires généraux de l'O.U.A. : MM. Nzo Ekangaki en 1973, et Stéki M'Boumou, qui occupe ce poste depuis 1974. Tout comme il avait fait pour l'Organisation africaine et malgache (O.A.M.), l'Organisation africaine et malgache (O.A.M.), aujourd'hui disparue, le Cameroun a adhéré à l'Organisation communautaire africaine et malgache (O.C.A.M.) lors de sa création. Mais le 2 juillet 1973, se réclamant de son bilinguisme, Yaoundé s'est retiré de cet organisme considéré comme rétrograde. Déjà, le 23 janvier 1971, il avait quitté l'Afrique « pour relever un défi et manifester sa souveraineté », déclarait le président Ahidjo, à Douala, en 1972.

Il ne faudrait pourtant pas en conclure que le Cameroun vit replié sur lui-même, se montrant imperméable « aux souffles du monde ». Au contraire, Yaoundé souhaite pratiquer la coopération la plus large. Mais à une condition : n'être l'otage de personne, tenter de maintenir un difficile équilibre entre l'Est et l'Ouest. Le Cameroun est ainsi caractérisé donc cette politique.

l'a ainsi exprimée en 1970 : « Je n'ai jamais caché que, le Cameroun étant en grande partie francophone, nous étions prêts à participer à toute action culturelle avec les pays francophones d'Afrique. Mais, en revanche, nous ne nous associerons pas à tout ce qui peut ressembler à une machine de guerre contre le monde anglophone » (13).

Et, de fait, le Cameroun entretient des relations fructueuses avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada. Les rapports sont également de bonne qualité avec l'Allemagne fédérale, l'Italie et les Pays-Bas. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris de la signature, par le Cameroun, de la convention de Yaoundé du 20 juillet 1963, associant les pays du Marché commun aux Etats africains et malgache. Ni de la participation à « Yaoundé II ». Ni du fait que le Cameroun figure parmi les quarante-six Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) qui, le 28 février 1976, ont conclu à Lomé un accord d'association avec la C.E.E.

Cette politique d'alliance explicite qu'une part importante des exportations du Cameroun soit dirigée vers la France (27,6 % en 1971) et vers les pays du Marché commun (70 %) (14). Cependant, les solides relations établies avec de nombreux pays socialistes pourraient entraîner une modification de ces courants d'échange. Dès 1962, M. Kanga avait été chargé de missions de bonne volonté dans plusieurs démocraties populaires. Il devait s'ensuivre l'établissement de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. le 30 mars 1964. La République populaire démocratique de Corée, l'Algérie, Cuba ont également noué des rapports avec Yaoundé.

Le rapprochement avec la République populaire de Chine fut sans doute plus laborieux. En septembre 1962, M. A. Ahidjo avait déclaré : « Si nous avions la

preuve que la Chine communiste cesse de s'ingérer dans nos affaires intérieures, nous pourrions la reconnaître et voter pour son admission aux Nations unies. » Les succès remportés dans la lutte contre l'O.P.C. créèrent une situation propice à cette normalisation. L'établissement de relations diplomatiques intervint le 26 mars 1971 (15). Avec, pour conséquences, la conclusion d'un accord sur la coopération économique et technique et d'un accord commercial, tous deux signés à Pékin le 17 août 1972, et, couronnant le tout, un voyage effectué en Chine du président A. Ahidjo, du 25 mars au 2 avril 1973. Séjour marqué par la signature d'un nouvel accord aux termes duquel sera consentie une aide de 18 milliards de francs C.F.A.

Ainsi, soucieux d'entretenir des rapports aussi étroits que possible avec maints pays industrialisés et un nombre toujours croissant d'Etats socialistes, le Cameroun entend aussi affirmer sa solidarité avec les autres pays du tiers-monde. Il est l'un des membres (avec le Ghana, le Nigeria, la Côte-d'Ivoire, le Brésil et le Togo) de l'Alliance des pays producteurs de cacao (A.F.P.C.) fondée en mai 1962. Il a marqué son identité de vue avec les « pays frères » en rompant ses relations diplomatiques avec Israël, en dépit d'une fructueuse coopération établie avec Tel-Aviv, spécialement après la visite de M. Ahidjo en 1963. Pour expliquer ce revirement, le chef de l'Etat insista sur le fait que l'ONU manifestait « une incapacité à faire respecter ses propres résolutions ». Mais le Cameroun ne se borne pas à s'associer à d'autres pour dénoncer certaines situations. Il entend également apporter sa pierre à l'édification de la paix : ainsi a-t-il participé aux grandes conférences des non-alignés (à l'exception de la première) : au Caire, du 5 au 10 octobre 1964 ; à Lusaka, du 8 au 10 septembre 1970 ; enfin, à Alger du 5 au 8 septembre 1973.

## L'unité de l'Afrique

SELON le préambule de l'actuelle Constitution, le peuple camerounais « convaincu que le salut de l'Afrique se trouve dans la réalisation d'une solidarité de plus en plus étroite entre les Etats africains, affirme sa volonté de parvenir dans l'indépendance de la patrie camerounaise à la création d'une Afrique unie et libre ». En vue d'atteindre cet objectif, le président Ahidjo a favorisé le développement des relations bilatérales interafricaines et la mise en œuvre d'organisations internationales visant à regrouper les Etats du continent.

Le Cameroun entretient des relations d'amitié et de bon voisinage avec de nombreux pays, notamment avec ceux du monde arabe : en particulier avec l'Egypte (des relations diplomatiques ont été établies dès 1962). L'Algérie (M. Ahidjo s'est rendu dans ce pays en 1971), la Mauritanie (M. M. Ould Daddash a été reçu à Yaoundé en novembre 1973) et la Libye (le Cameroun a signé récemment un accord avec ce pays).

Avec les Etats limitrophes, la situation tend aujourd'hui à se stabiliser. Le régime de Yaoundé paraît s'accommoder de l'orientation idéologique du Congo, et de l'arrivée au pouvoir des militaires tchadiens. Pourtant, la mort de N'Garta Tombalbaye, à la suite du coup d'Etat du 13 avril 1975, avait été vivement ressentie. Mais l'économie du Tchad est trop tributaire du Cameroun pour supporter une brouille durable (3). Le général Félix Malloum choisit donc, pour son premier voyage à l'étranger, d'aller rendre visite à son homologue camerounais à Garoua, du 24 au 26 janvier 1976. S'agissant du Nigeria, les Camerounais paraissent nourrir, à l'égard des dirigeants actuels, une certaine amertume. Ils estiment que l'attitude du président Abacha, refusant de reconnaître le Biafra, mériterait davantage. Quant au Gabon, ses relations avec le Cameroun sont trop étroites (80 % des produits pétroliers exportés au Cameroun proviennent de ce pays) pour laisser pourrir les problèmes. Ainsi un différend frontalier vient-il d'être réglé à l'amiable (4).

Avec d'autres pays, les relations sont plus distantes, même empreintes de méfiance. Trop de frictions s'étaient accumulées entre Abidjan et Yaoundé pour qu'il n'en soit pas ainsi avec la Côte-d'Ivoire. Affaire du siège de la Banque africaine de développement (BAD) en 1964, fermeture de l'ambassade du Cameroun à Abidjan en 1967, retrait du Cameroun d'Air Afrique, accusée de trop s'ivoiriser, en 1971, positions différenciées à l'égard du dialogue avec Pretoria. En dépit

de ces problèmes, il semble que, à la suite des rencontres entre les présidents Ahidjo et Houphouët-Boigny en mars 1975 à Yaoundé, et en août 1975 à Abidjan, l'intérêt commun soit sur le point de l'emporter (5). A l'égard du régime de Pretoria, il s'agit bien de relations d'hostilité. Le Cameroun figure parmi les pays ayant fait écho à l'O.U.A. vers une attitude de refus du dialogue (6). Récemment encore, le président A. Ahidjo rappelait l'impérieuse « nécessité de tout mettre en œuvre pour extirper également de la chair africaine la douloureuse et humiliante écharde de l'apartheid en Afrique australe et de l'apartheid en Afrique australe et de l'apartheid en Afrique australe ». Récemment encore, le président A. Ahidjo rappelait l'impérieuse « nécessité de tout mettre en œuvre pour extirper également de la chair africaine la douloureuse et humiliante écharde de l'apartheid en Afrique australe et de l'apartheid en Afrique australe ».

Enfin, sur un autre plan, et à l'image d'autres chefs d'Etat en Afrique (8), le président Ahidjo a exercé à plusieurs reprises des fonctions de médiateur : conflit entre le Mali et le Sénégal en 1960, entre le Gabon et le Congo en 1962, entre le Gabon et la Côte-d'Ivoire et le Nigeria en 1970. Plus tard, il fit également partie du comité des « Sages » chargés de rechercher une solution dans le conflit du Proche-Orient (9).

## Les chemins du non-alignement

La politique de non-alignement constitue en effet la « pierre angulaire » de la diplomatie camerounaise (11). Au Caire, en octobre 1964, le président Ahidjo la définissait comme un « état de vigilance permanente en face de toutes les puissances, organisées, présentes ou à venir, sans parti pris contre aucune a priori, mais tout en demeurant la main tendue pour une coopération loyale tant qu'il n'y a à sacrifier aucun des intérêts vitaux ».

Main tendue à l'égard des pays industrialisés, et en premier lieu en direction de l'Europe. « Sans

que, déclare le chef de l'Etat, cela puisse, de quelque manière que ce soit, altérer son indépendance » (12). Cette double nécessité dicte l'attitude à l'égard de la France. Le 13 novembre 1960, Yaoundé signe des accords de coopération avec Paris, mais après avoir renoncé à entrer dans la Communauté. En mars 1970, Yaoundé adopte la convention instituant l'Agence de coopération culturelle et technique, mais, en 1973, 1975 et 1976, le président Ahidjo refuse de participer aux « sommets » francophones. En février 1972, Georges Pompidou est reçu en visite officielle à Yaoundé, mais ses dirigeants demandent la révision des accords de coopération. La philosophie de cette politique, le président Ahidjo

## Existe-t-il une « troisième voie » ?

DANS une étude sur le Cameroun publiée en 1969, le professeur Gonidec constatait que, sur le plan international, les choix internes du pays s'inclinaient « plutôt vers l'Occident que vers les pays de l'Est » (16). En dépit de péripéties diverses, il ne semble pas, en 1976, que la situation ait fondamentalement changé. Certes, Yaoundé n'est plus, diplomatiquement, animé et, à ce titre, multiplie dans toute la mesure du possible ses représentations diplomatiques dans les pays du camp capitaliste et du camp socialiste. Selon le président A. Ahidjo, son pays entend se situer « à mi-chemin du socialisme et du capitalisme », sur « une troisième voie ». Mais cette troisième voie est-elle praticable ? A s'en tenir au cas particulier de ce pays, la démonstration n'est pas des plus concluantes. Si l'on ne se satisfait pas de l'écume des choses, en effet, il semble bien que le régime de Yaoundé expérimente un non-alignement qui penche le plus souvent vers l'Occident. En raison du poids de l'histoire et des nécessités présentes : courants d'échanges et besoins en matière d'aide.

Mais cette variété de non-alignement est sans doute la plus répandue sur le continent africain. Et si la politique internationale du Cameroun ne ressemble pas tout à fait à celle des autres Etats, c'est peut-être, d'abord, en raison de son pragmatisme et, pourrions-nous dire, de sa progressivité. Elle répond à l'idée des cercles concentriques et à la volonté de ne pas brûler les étapes. En décembre 1973, le président Ahidjo définissait ainsi son attitude : « On ne construit pas par le sommet l'unité africaine, elle doit se construire par la base, elle doit reposer sur des solidarités régionales qui doivent aller en s'élargissant » (17). Mais cette politique internationale est originale à un second titre : avec un soin jaloux, elle entend préserver ses spécificités. Notre pays, déclarait le chef d'Etat camerounais en 1971, est, dans les relations internationales et dans le monde tel qu'il est, particulièrement soucieux de préserver l'originalité de sa personnalité pluriculturelle et conscient de ses intérêts distincts » (18).

Ces propos présentent d'ailleurs une résonance gaulliste. Le président A. Ahidjo ne récuserait sans doute pas cette remarque, lui qui déclarait, le 9 août 1968 : « En ce qui nous concerne, nous

entendons d'abord, en nous disant gaullistes, rendre hommage au général de Gaulle, que nous considérons comme l'un des plus grands hommes d'Etat de notre époque et qui a été le libérateur de l'Afrique d'expression française. (...) Nous entendons, en outre, marquer une certaine similitude dans nos conceptions politiques. Fondamentalement, nous sommes conscients de la grandeur de la France et du rôle qui lui revient dans le monde, le général de Gaulle place l'intérêt de la France et son indépendance au-dessus de toute autre considération. De même, de notre côté, nous estimons que la sauvegarde de la souveraineté nationale est notre mission la plus sacrée et qu'elle est, par ailleurs, nécessaire au développement national » (19). Ces propos donnent tout leur sens aux relations internationales du Cameroun d'aujourd'hui.

## MARCHÉS TROPICAUX ET MÉDITERRANÉENS

Hebdomadaire depuis 1945

publie sur le Cameroun publie sur toute l'Afrique

- le 9 juillet, deux articles de conjoncture politique et économique (n° 1.600, 19 F) ;
- le 16 juillet, une interview exclusive du président AHIDJO sur la politique économique du Cameroun (n° 1.601, 19 F) ;
- fin octobre, un très important ouvrage économique CAMEROUN 1960-1980 (publicité reçue jusqu'au 13 septembre) ;

- dans chaque numéro, des articles et des informations politiques, économiques et commerciaux ;
- sous la forme de numéros spéciaux, des OUVRAGES ÉCONOMIQUES ORIGINAUX :
  - LES INVESTISSEMENTS EN CÔTE-D'IVOIRE (21 octobre 1975, 100 p.) ;
  - L'INDUSTRIALISATION DE LA TUNISIE (11 juillet 1975, 55 p.) ;
  - MONNAIE - CREDIT ET BANQUE EN AFRIQUE (14 mars 1975, 75 p.) ;
  - SENEGAL 1960-1973 (21 juin 1974, 75 p.) ;
- NUMÉROS SPECIAUX ANNUELS :
  - L'AUTOMOBILE OUTRE-MER 1976, 26<sup>e</sup> édition (25 juin, 30 p.) ;
  - LES PRODUITS TROPICAUX 1976 (12 mars, 75 p.) ;

Vente, abonnements, publicité  
190, bd Haussmann, 75008 Paris, tél. 924-93-69 (15 lignes), télex 290.131 F  
et également INDUSTRIES ET TRAVAUX D'OUTRE-MER  
Mensuel économique pour les pays en développement. — Spécimen gratuit sur demande.

(1) Cf. Adamou Ndam Njoya, Le Cameroun dans les relations internationales, L.G.D.J., Paris, 1976.  
(2) Pierre Njoya, Le Cameroun. Un poste de premier ministre sera créé après l'élection présidentielle de mai 1976, Le Monde, 19 février 1975.  
(3) Cf. Jeune Afrique, 6 fév. 1976.  
(4) Ph. E., « Un règlement sans tambour ni trompette », Jeune Afrique, 9 juillet 1976.  
(5) Cf. Jeune Afrique, 12 septembre 1975.  
(6) Edmond Jouve, Relations internationales du tiers-monde, Berger-Levrault, Paris, 1976, p. 158.  
(7) Communication de M. A. Ahidjo aux membres de l'Assemblée nationale, 10 juin 1976.  
(8) J.-M. Bipoun-Woum, Le Droit international africain, L.G.D.J., Paris, 1970, pp. 254 et suiv.  
(9) Jean-François Bayart, « La politique extérieure du Cameroun », Revue française d'études politiques africaines, mars 1972, p. 54.  
(10) Recueil des discours présidentiels (1960-1973), Assemblée nationale de la République unie du Cameroun, Yaoundé, 1973, pp. 68 et suiv.  
(11) L'expression a été utilisée par M. Vincent Eron, ministre des affaires étrangères, lors d'un séjour à Pékin en août 1973 (Pékin Information, 28 août 1973).  
(12) 1962, congrès d'El-Zobara.  
(13) Philippe Decraene, « Entretien avec le président A. Ahidjo », Le Monde, 25-26 janvier 1970.  
(14) Jean Imbert, Le Cameroun, PUF, Paris, 1973, pp. 113 et 114.  
(15) Pékin Information, 12 avril 1971.  
(16) P.P. Gonidec, La République fédérale du Cameroun, Editions Berger-Levrault, Paris, 1969, p. 32. (Cet ouvrage vient de faire l'objet d'une réédition, en collaboration avec J.-M. Breton.)  
(17) Déclarations à Jeune Afrique, 9 décembre 1972.  
(18) Toast prononcé en l'honneur du président de la République française Georges Pompidou, 10 février 1971.  
(19) Le 9 août 1968 : interview accordée par M. A. Ahidjo à la radio du Cameroun.

Documents établis par M. VICTOR AYISSI MYODO, ministre d'Etat chargé de l'administration territoriale de la République Unie du Cameroun

# PARTI UNIFIÉ ET DÉMOCRATIE GOUVERNANTE

Au lendemain de la décision mémorable des partis politiques nationaux de se fondre tous ensemble en un seul parti unifié, le Cameroun pouvait réellement se dire assuré d'avoir remporté, sur lui-même, l'une de ses plus belles victoires. C'était le 1<sup>er</sup> septembre 1966. Ce jour-là, en effet, était née une espérance nouvelle du peuple en face de son destin.

Ainsi devrait s'expliquer cette soit d'unité, qui s'est toujours trouvée à l'origine de l'action, comme des choix du peuple camerounais, depuis bientôt vingt ans. Le parti unifié en a été la consécration. Il a été, pour la communauté nationale, une source vivante d'idées et de motivations concrètes. Il demeure le soutien et la guide de ce peuple, toujours désireux de rester maître de son devenir, de fortifier sa volonté de construction nationale dans une voie originale et en dépit des difficultés et des contradictions du monde contemporain. C'est peut-être là que pourra figurer son apport décisif au patrimoine de la nation.

Car, ce qui est surtout concerné, ce n'est pas tant de triompher immédiatement de toutes les nécessités matérielles que de rendre vite accessible à tous dans la pratique l'idée d'une nation à promouvoir dans l'harmonie, la justice et le progrès, et qui soit pour chacun une patrie véritable. A travers cette triple approche des perspectives nationales, se dégagent les grandes tâches qui, certes, échappent à la maîtrise d'une seule génération, mais que le parti et l'Etat doivent aujourd'hui, pour leur part, assumer avec courage et détermination.

Il s'agit de contribuer par tous les moyens à l'épanouissement de la conscience nationale; d'accélérer l'éducation politique et humaine des masses; d'associer sans discrimination toutes les couches sociales aux sacrifices comme aux joies de la construction nationale.

Il convient, cependant, de souligner que cette intervention, riche de contenu, du parti et de l'Etat ne pouvait s'effectuer qu'à condition de reposer elle-même sur une option bien définie en ce qui concerne le mode de gouvernement. Cette option a été faite. Le Cameroun a marqué sa préférence pour la démocratie. Mais une démocratie essentiellement fondée sur ses traditions propres, et qui ne se réclame ni des normes de l'Occident ni de celles de l'Est européen. C'est une voie moyenne. Elle rejoint, pour l'essentiel, ce qu'un publiciste français a appelé une « démocratie gouvernante ».

Mais ce serait, à coup sûr, trahir la vérité de l'histoire que de ne pas mettre en relief (sa très grande modestie dut-elle en souffrir) la part qui revient, dans cette fine architecture, aux mérites personnels du président Ahidjo. Très tôt, il a su comprendre que l'indépendance, une fois acquise, n'avait de véritable signification que si elle devenait un acte de participation continue aux valeurs de son milieu et aux modèles de son héritage humain.

Sur ce point, ses convictions, que l'expérience des vingt dernières années n'a fait que confirmer, n'ont jamais varié; le Cameroun en a tiré un très net avantage dont s'est ressentie l'évolution constitutionnelle de notre après-indépendance.

Le chef de l'Etat camerounais ne soutenait-il pas déjà, en 1962 au congrès d'Ebolowa, que nos pays en voie de construction ont à découvrir les formules politiques qui leur soient propres en fonction de leur situation, mais aussi en fonction de leurs civilisations qui sont extrêmement différentes de celles des pays d'Europe ou d'Amérique.

Pour le président Ahidjo, en effet, la démocratie à l'euro-péenne, si elle était l'objet, à notre stade, d'une reproduction servile, ne pourrait que conduire notre peuple à choisir, en définitive, entre Charybde et Scylla. Entre l'anarchie et la dictature.

Mais, l'essentiel n'est pas là. L'essentiel reste cette volonté de renverser les barrières qui, par-delà les valeurs simples sur lesquelles tout le monde devrait se mettre d'accord, contribuent encore à entraver des démarches routinières de pensée, les relents d'un fond d'idées souvent abstraites et un climat de préjugés tenaces.

Ce qui importe par conséquent, c'est que le parti unifié œuvre pour l'édification d'un Etat fort, capable en son sein d'assurer l'ordre et de promouvoir la paix. Telle est du reste, selon nous, la condition première pour que s'instaure une démocratie authentique, c'est-à-dire, en somme, une participation active du peuple à l'élaboration de son destin, par une libre adhésion collective, éclairée par le parti et conduite par l'autorité de l'Etat.

Voilà pourquoi le régime présidentiel, tel que notre peuple a choisi de le vivre, nous a toujours semblé le mieux répondre à ses problèmes. Il convient autant à sa conception particulière du pouvoir qu'à son mode spécifique d'expression des forces profondes de son patrimoine culturel.

S'il fait du chef de l'Etat, face aux exigences d'une nation en cours d'édification, le symbole vivant de l'unité de son destin et de ses aspirations, il garantit également l'exécutif, les moyens de jouer pleinement son rôle de moteur de l'émergence individuelle et collective des masses.

A l'intérieur de ce mouvement où, bien que séparés, les pouvoirs se complètent, leur collaboration fonctionne avec d'autant plus d'harmonie et de rigueur qu'elle se fonde sur les vertus de l'appartenance commune de tous les corps de l'Etat à l'esprit et à la discipline d'un même parti.

C'est donc à juste titre que le système camerounais peut, ainsi que le rappelait encore le président Ahidjo au congrès de Douala, être qualifié de démocratie gouvernante, ce qui l'oppose, de toute évidence, « aux régimes où l'action de l'exécutif se trouve constamment paralysée du fait des divisions d'opinions démagogiques, des luttes d'influences, et du conflit des intérêts particuliers ».

Cette prééminence de l'exécutif a malheureusement suffi à certains pour qu'ils assimilent, de manière abusive, notre système politique à une forme de dictature, dominée par des procédés antidémocratiques.

En réalité, la démocratie gouvernante dont nous nous réclamons, et telle que nous la pratiquons, est loin de nier que la liberté soit pour l'individu un droit fondamental; ce qui nous importe, c'est que ce principe se traduise de manière bien plus concrète par une plus grande efficacité dans les perspectives actuelles de notre quête de la dignité et de la sécurité par le développement. Nous ne nions pas non plus que la liberté soit la meilleure école pour préparer les hommes à s'adapter aux changements, caractéristique essentielle de notre temps; mais, nous voulons y accéder par les voies propres à notre culture, en raison, notamment, des diverses formes d'ambiguïté attachées à ces mutations qui, d'un côté, rassurent, et, de l'autre, créent des menaces.

Nous demeurons dès lors convaincus que la vraie liberté, c'est celle qui, au sein d'une société devenue adulte et stable, peut d'elle-même porter définitivement remède aux frustrations et à la dépersonnalisation, qui tendent si souvent à compromettre la sécurité des jeunes Etats d'Afrique.

Vue sous cet angle, notre démocratie gouvernante n'est rien d'autre que la recherche d'un équilibre à la mesure de la complexité et de l'urgence de nos problèmes; elle se veut une réplique à bien des parodies de la démocratie où, au nom de la liberté, la joie de vivre devient un terme sans contenu pour le plus grand nombre, et où la recherche du bonheur égoïste se présente comme un idéal de vie.

Pour exorciser ces spectres de la pire des misères, qui est celle du cœur, le système camerounais de démocratie gouvernante situe le dialogue au centre de son action de sa stratégie: « Dialogue, comme l'explique le président Ahidjo, entre l'exécutif et le législatif, dans la poursuite des objectifs nationaux; dialogue au sein du parti, qui doit recueillir les aspirations des masses, et organiser leur participation aux programmes d'intérêt national. »

Le dialogue ainsi défini doit déboucher sur un équilibre à trois dimensions, à partir des disparités ethniques, religieuses et culturelles, qui traduisent un manque, en même temps qu'elles représentent une richesse. Le parti et l'Etat ont su, à cet égard, chacun en ce qui le concerne, s'employer à consolider les bases de cette unité de destin, dont on est fondé à attendre une plus grande unité d'action.

C'est pourquoi il entre dans les préoccupations fondamentales du parti et de l'Etat que ne soit tolérée aucune tendance qui aurait pour résultat de favoriser ou de défavoriser une ethnie par rapport aux autres. Afin de conjurer, notamment auprès des nouvelles générations, l'apparition d'un tel danger, les efforts d'interpénétration ethnique engagés au lendemain de l'indépendance se sont inlassablement poursuivis sous l'effet mobilisateur des intérêts économiques ou sociaux, et grâce à l'heureuse influence exercée sur les masses par les objectifs du parti.

Ces efforts ont porté des fruits. On peut dire que les Camerounais sont, aujourd'hui, parvenus à une conscience élevée des liens naturels, qui font de chaque ethnie un élément de la nation, une et indivisible.

Quant à l'équilibre entre les religions, il s'est toujours, de son côté, manifesté par un très grand libéralisme qui n'assigne à l'expression de la foi religieuse aucune limite autre que la tolérance mutuelle et le respect des prérogatives de l'Etat. Le même libéralisme et la même réserve valent également en ce qui concerne l'équilibre des cultures nationales. Chacune de celles-ci, en assurant pleinement son épanouissement, a pour mission de contribuer par les moyens qui lui sont propres à la naissance d'une personnalité nationale originale et d'une civilisation camerounaise authentique.

Comme on le voit, le Cameroun a résolu le problème de base: celui des choix essentiels qui s'expriment par l'organisation des structures appelées à servir le système de démocratie gouvernante. Il lui reste à résoudre celui de la mentalité des hommes, qu'il faut amener à un engagement continu dans l'action. Une action assortie du sens de l'initiative et d'un certain goût du risque.

Ici, les progrès sont nécessairement plus lents, car il n'est pas facile d'intégrer dans les habitudes traditionnelles un changement qui invite à ne plus voir son propre avenir à travers le présent des autres.

Une nouvelle voie se laisse ainsi présenter qui doit passer par une nouvelle détermination des critères sociaux et culturels capables d'assurer, dans les perspectives du développement, une plus grande maîtrise du facteur humain. A cet effet, le parti, depuis le congrès tenu à Douala l'année dernière, est convié à une activité plus prospective dans la mesure où, grâce à sa puissante implantation au niveau des masses, il peut découvrir plus facilement des motivations liées à l'émergence de totalités culturelles nouvelles.

Cette voie, c'est celle qui doit ouvrir notre démocratie gouvernante à une authentique démocratie de développement à laquelle doivent participer toutes les forces capables de raccourcir les étapes de notre lutte pour la conquête d'une plus grande émergence.

Telles sont les promesses attachées à la naissance, voici dix ans, d'un parti unifié, l'Union nationale camerounaise. Ce parti, dont le président Ahidjo a dit fort justement qu'il était le fer de lance de la construction nationale, est plus que jamais appelé à jouer son rôle sans égal de rassemblement et d'orientation.

Et pour voir cette histoire en acte annoncer valablement les fleurs de l'histoire en espérance, il suffit que le parti et l'exécutif continuent à se donner la main, face à un présent qu'il faut maîtriser, et à un avenir qu'il faut préparer. Il nous semble qu'à travers cette harmonieuse combinaison peut se poursuivre, dans le seul intérêt du peuple camerounais, une des révolutions les plus difficiles; celle qui se fait par le patient effort de tous les jours et qui, à chacune de ses étapes, accroît chez l'homme l'espérance de se retrouver enfin, dans tous les domaines, le sujet de sa propre histoire.

محمد بن النعمان



## Coopération

# La France demeure un partenaire privilégié, malgré une diversification des aides étrangères

Par ALBERT BOURGI\*

Après la Mauritanie, Madagascar et le Gabon, le Cameroun signait à son tour de nouveaux accords de coopération avec la France le 21 février 1974 à Yaoundé (1). Au nombre d'une vingtaine, si l'on tient compte de l'ensemble des accords (y compris les protocoles d'accord et les échanges de lettres), ces textes se substituent aux accords cadres du 13 novembre 1960 et autres conventions conclues entre cette date et le 21 février 1974. Coiffés par trois textes de principes, les nouveaux accords couvrent, comme dans le passé, tant le politique, l'économique que le social, le culturel et le technique. Seules y échappent les questions monétaires et commerciales, qui relèvent du domaine multilatéral (2).

BIEN qu'ils aient pris en compte les mutations intervenues depuis l'indépendance, les partenariats français et camerounais se sont efforcés de ne pas remettre en cause le système mis en place précédemment, et de sauvegarder l'esprit qui avait présidé à l'élaboration des premiers accords de coopération. Cette affirmation est surtout fondée en matière économique, financière et monétaire, avec en particulier le maintien dans la zone franc et la conclusion de divers accords, en apparence secondaires, qui viennent consacrer, sinon toujours en droit du moins dans les faits, la place prépondérante qu'occupe la France dans la vie économique camerounaise. L'affirmation est, en revanche, moins vraie en ce qui concerne les autres secteurs, et notamment le domaine politique. Là, en effet, la révision des accords de coopération s'est traduite par des acquis non négligeables pour la République du Cameroun dans la conquête d'une souveraineté effective. En outre, il faut-il préciser que le rapprochement des liens est plus ou moins perceptible selon qu'il s'agit de la coopération en matière diplomatique ou de la coopération militaire.

Les relations diplomatiques et consulaires entre les deux pays sont désormais placées sous l'em-

pire du droit international général. On ne retrouve, il est vrai, nulle trace des circuits privilégiés mis en place en 1960. Ainsi il n'est question, dans les nouvelles dispositions, ni de la qualité de doyen du corps diplomatique autrefois reconnue de plein droit à l'ambassadeur de France (3), ni de la possibilité pour le Cameroun de se faire représenter auprès des Etats et des organisations où il n'a pas de représentation propre. Encore moins d'une quelconque clause de concertation ou d'informations mutuelles sur les questions de politique étrangère. Cette volonté de « banaliser » les relations avec Paris et une hostilité traditionnelle à l'égard de toute formule institutionnelle (4) expliquent pour une large part l'absence du Cameroun à toutes les conférences franco-africaines, voire même son retrait de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM). Il est d'ailleurs indéniable que le Cameroun, même s'il est généralement rangé parmi les Etats africains modérés (cela s'est vérifié à propos de l'affaire angolaise), fait de plus en plus preuve d'autonomie dans la conduite de sa politique extérieure. Dans presque tous les cas, et notamment à l'ONU, la solidarité africaine et avec le tiers-monde l'emporte sur les liens de toute nature qui unissent ce pays à la France.



## Les relations financières et économiques

LE plus bel exemple de continuité dans les rapports franco-africains reste incontestablement la zone franc, à laquelle le Cameroun a réaffirmé son appartenance. Même si elles marquent un progrès par rapport à la situation antérieure et alignent le régime monétaire des Etats de l'Afrique Centrale sur celui, plus souple, de l'Union monétaire ouest-africaine (U.M.O.A.), les conventions de 1972 et les révisions des statuts de la B.E.A.C. intervenues depuis cette date ne modifient pas sensiblement des mécanismes directement issus de l'époque coloniale. Pour intéressantes qu'elles soient, des réformes comme celles portant sur l'attribution des organes de la B.E.A.C., le transfert du siège de la Banque de Paris à Yaoundé, les avoirs extérieurs, ou encore les interventions de la B.E.A.C. en matière de crédit ne sauraient faire oublier que la zone franc demeure une zone monétaire fondée sur la seule reconnaissance de la monnaie française comme liquidité internationale. Outre que le franc C.F.A. se voit toujours refuser la personnalité internationale, subsistent des règles aussi rigides que la parité fixe, la liberté totale de transfert de capitaux, une réglementation identique des changes ou encore la mise en commun sous l'égide du Trésor français de toutes les ressources en devises.

Dernier volet des relations franco-camerounaises : la coopération économique et financière. L'accord conclu dans ce domaine

nationaux qui lui fournissent une aide. Pour la seule année 1973, la contribution de la France était ainsi évaluée à environ 45 % de l'aide globale bilatérale et multilatérale octroyée au Cameroun. L'aide publique française est en nette progression depuis quelques années : de 7 milliards de francs C.F.A. (140 millions de F.F.) en 1973, elle est passée à plus de 10 milliards de francs C.F.A. (200 millions de F.F.) dont notamment 6,6 milliards d'aide directe au développement et 3,2 milliards de dépenses d'aide en personnel.

Aux seuls, les concours du F.A.C. aux programmes de développement du Cameroun représentaient environ 23 milliards de francs C.F.A., à la fin 1973, soit la plus forte contribution aux pays d'Afrique noire, devant la Côte-d'Ivoire. Les principaux secteurs bénéficiaires ont été l'infrastructure (11,1 milliards) et le développement rural (58 milliards).

Quant aux interventions de la Caisse centrale, sur ressources propres, elles se sont élevées à 10,5 milliards de francs C.F.A. entre 1968 et 1973, soit une moyenne annuelle de 1,75 milliards de francs C.F.A.

Malgré un sérieux effort de diversification des partenariats commerciaux entrepris par le gouvernement camerounais, la France conserve une position prépondérante dans le commerce extérieur de ce pays. Elle demeure en 1974 le premier pays client et fournisseur du Cameroun, avec



(Cliché Grougnon Afrique-Photo.)  
LABORATOIRE AU COLLEGE DE DOUALA  
Egalité des Etats, respect des cultures.

Etats et les organisations internationales ont largement entamé le face-à-face minutieusement organisé au lendemain de l'indépendance.

La C.E.E. est au premier rang des bailleurs de fonds autres que la France. L'aide de la Communauté économique européenne au Cameroun était évaluée à la fin de 1975 à environ 181 millions d'u.c. (une unité de compte = 5,70 F environ), soit plus de 60 millions de francs C.F.A. Cette aide a emprunté deux canaux : le Fonds européen de développement (FED) et la Banque européenne d'investissement (B.E.I.).

Le premier a accordé des subventions et des prêts d'un montant global d'environ 163 000 000 d'u.c. (dont 50,3 millions d'u.c. pour le premier FED, 51,3 millions pour le deuxième FED, et 62 millions pour le troisième FED). La B.E.I. est intervenue, quant à elle, pour un montant de 17,8 millions d'u.c., uniquement sous la forme de prêts, des prêts industriels pour l'essentiel. A noter que, dans bien des cas, la B.E.I. participe à des opérations de financement conjoint, aux côtés du F.A.C. de la C.C.C.E. ou au titre d'autres activités bilatérales ou multilatérales.

## La C.E.E., premier client

LA C.E.E. est devenue l'un des plus importants partenaires commerciaux du Cameroun, voire même le plus important (et de loin) en ce qui concerne les exportations. Les Etats membres de la C.E.E. (à l'exception de la France) étaient en 1974 les premiers clients, avec environ 47 % du total des exportations. Leur part dans les importations camerounaises ne représentait, en revanche, que 21 %. Ce qui donnait une balance commerciale excédentaire pour l'Etat associé.

L'aide du groupe de la Banque mondiale représentait un total de 184 millions de dollars à la fin 1975 (9,8 millions de prêts accordés par la Banque elle-même et 86 millions par l'Association internationale de développement).

De création plus récente, la Banque africaine de développement (BAD) a prêté au Cameroun entre 1973 et 1975 environ

2 milliards de francs C.F.A. depuis l'indépendance (et jusqu'à la fin de 1975). Parallèlement à ces concours publics, on assiste à un développement assez considérable des investissements privés allemands grâce à un système de garantie efficace (Hermès) mis en place par les autorités de Bonn.

Viennent ensuite les contributions du Canada (1 milliard de francs C.F.A. en 1972) et des Etats-Unis (850 millions de francs C.F.A. en 1972), ces derniers entretenant avec le Cameroun un courant d'échanges commerciaux appréciable. Ainsi en 1974, ils ont participé pour 4 % aux exportations et pour 6 % aux importations camerounaises. Récemment, la Chine a elle aussi apporté sa contribution sous la forme d'un prêt à long terme et à faible taux d'intérêt de 18 milliards de francs C.F.A. Enfin, dans le cadre de la coopération arabo-africaine, le Cameroun s'est assuré au cours des derniers mois le concours financier de certains pays producteurs de pétrole dont la Libye, l'Arabie Saoudite et le Koweït.

En fin de compte, le Cameroun dispose désormais d'atouts non négligeables pour son développement économique. A condition toutefois que les sources extérieures de financement ne soient pas, comme c'est souvent le cas, synonymes de limitation de souveraineté et qu'elles soient orientées vers les secteurs véritablement productifs de l'économie.

## Persistance des liens militaires et culturels

PAS plus qu'elle n'a subi d'altération entre 1960 et 1974, la coopération militaire entre la France et le Cameroun ne sort affectée de la révision globale intervenue le 21 février 1974. Elle est désormais régie par un accord de coopération militaire (la substitution du terme « coopération » à celui d'« aide » semble constituer le seul changement notable en ce domaine) et une convention fixant les règles et les modalités du soutien logistique aux forces armées camerounaises. Deux annexes précisent, en outre, dans le détail, les modalités de ce soutien, d'une part aux forces aériennes, terrestres et à la gendarmerie, d'autre part à la marine.

Les textes consacrent la persistance des liens militaires en ce qui concerne l'aide en matériel et en personnel (5), la formation des cadres camerounais dans les écoles militaires françaises et, bien entendu, le soutien logistique de l'armée française. L'absence de toute référence, comme dans l'accord d'assistance militaire technique de 1960 (6), au concours de la France en matière de défense intérieure ou extérieure n'exclut pas, loin s'en faut, toute possibilité d'intervention militaire de la France, à la demande des autorités camerounaises. Déjà, entre 1960 et 1964, sous le couvert d'un simple soutien logistique, les forces armées françaises avaient directement participé à la lutte contre les maquisards de l'U.P.C. (Union des populations du Cameroun) en pays bamileké (7). Toujours dans ce même ordre d'idées, il est fort probable que l'accord secret de 1961 prévoyant l'intervention des troupes françaises en cas de

« crise grave ou d'agression » ait été reconduit.

La coopération culturelle n'a pas subi de bouleversement spectaculaire. On relève tout au plus dans le nouvel accord de coopération culturelle des clauses de style qui mettent l'accent sur l'égalité des Etats et le respect de leurs cultures propres. L'accord concerne aussi bien l'envoi de personnel enseignant, l'accueil de boursiers et stagiaires, que les échanges culturels au sens large, ou encore la recherche scientifi-

### BIBLIOGRAPHIE :

- A. N'DAM N'JOYA : La Cameroun dans les relations internationales, L.G.D.J., Paris, 1975.
- G. N'GANGO : « Au Cameroun, les causes d'une efficacité limitée », in « Le Monde diplomatique », mai 1974.

fique. Les dispositions en soi n'offrent qu'un cadre d'action à cette coopération, les parties préférant s'en remettre à la pratique pour en dégager l'étendue exacte et les modalités. Il en est ainsi de l'aide en matière d'enseignement, supérieur, qui est définie et mise en œuvre par une commission mixte paritaire.

L'accord général de coopération technique en matière de personnel est sur presque tous les points comparable à l'ancien texte. La répartition des charges financières entre la France et le Cameroun et la France demeure, pour l'essentiel, inchangée. Cette convention relative au concours en personnel

réaffirme la volonté de la France d'apporter l'aide matérielle et technique nécessaire pour atteindre les objectifs de progrès économique et social que le Cameroun s'est fixés. Il en résulte, en clair, que ce pays continue à bénéficier d'une aide financière privilégiée, sous la forme de crédits globaux et annuels octroyés par les organismes appropriés, tels le Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) et la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.).

La France reste le premier partenaire international du Cameroun et vient largement en tête des pays et organismes inter-

respectivement 29 % des exportations et 47 % des importations, soit une balance commerciale largement déficitaire pour l'Etat camerounais dans ses échanges avec la France.

Un tel bilan témoigne du caractère encore largement privilégié des relations franco-camerounaises. Mais on ne saurait pour autant ignorer les nombreux facteurs qui ont introduit des changements dans les rapports de la France avec ses anciennes possessions d'Afrique noire, et en particulier avec le Cameroun. L'association à la C.E.E., avec pour corollaire la généralisation aux autres membres de la Communauté des privilèges commerciaux autrefois reconnus à la seule métropole, les importantes aides qu'apportent désormais les

2 milliards de francs C.F.A. La Cameroun a également bénéficié, au cours des cinq dernières années, d'importantes contributions bilatérales, notamment de la part de la République fédérale allemande, du Canada, des Etats-Unis et de la Chine.

L'intérêt croissant que porte l'Allemagne de l'Ouest à l'Afrique noire est particulièrement justifié dans le cas du Cameroun, par des liens historiques évidents. Pour la seule année 1973, son assistance représentait 1 milliard de francs C.F.A., montant couvrant à la fois des dépenses d'assistance technique (notamment dans le secteur social) et une aide financière destinée pour l'essentiel à des travaux d'infrastructure. L'aide publique allemande ne totaliserait pas moins de 16 mil-

\* Centre d'études des problèmes politiques et juridiques du tiers-monde, Université de Paris-I.

### LES ECHANGES COMMERCIAUX AVEC L'ETRANGER

(Ventilation par zones géographiques, en millions de francs)

	Zone franc			Extérieur					TOTAL
	France	P.O.M.	Ensemble	C.E.E.	Et.-Unis	Autres	Ensemble	%	
Exportations :									
1972 .....	363,7	194,5	458,2	451,2	103,6	136,5	685,3	59	1 153,5
1973 .....	476,8	116,8	593,6	593,6	116,8	78,4	810,8	64	1 404,4
1974 .....	656,9	174,1	831,0	1 061,8	92,3	321,5	1 455,6	64	2 326,5
Importations :									
1972 .....	727,4	96,5	823,9	324,9	170,5	214,1	705,5	46	1 529,4
1973 .....	766,4	88,5	854,9	314,5	134,2	245,5	694,2	47	1 489,7
1974 .....	998,9	145,5	1 144,4	465,7	138,6	386,5	990,8	46	2 096,5
Balance :									
1972 .....	-363,7	+ 13,7	-350	+ 126,3	- 66,9	- 83,6	- 24,2		- 374,2
1973 .....	-231,6	+ 28	-203,6	+ 284,5	- 17,4	+ 32,9	+ 339		+ 146,4
1974 .....	-339,1	+ 37,3	-301,8	+ 635,1	- 38,3	- 63	+ 528,8		+ 226

Source : Rapport du Comité monétaire de la zone franc.

(1) Depuis, de nombreuses autres révisions sont intervenues : avec la République populaire du Congo, le Sénégal, le Bénin, le Tchad et le Togo.

(2) Régies d'une part par l'accord de Brazzaville du 22 novembre 1972 et par la convention de coopération signée le 23 novembre 1972 entre les cinq Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) et la France, d'autre part par la convention C.E.E.-A.C.P.

(3) Avant même d'entamer les négociations sur la révision des accords de coopération, le Cameroun avait obtenu la suppression de la clause de décadence.

(4) Le Cameroun avait déjà refusé d'adhérer à la Communauté conventionnelle en 1960.

(5) Des militaires français occupent encore des postes de responsabilité dans l'armée camerounaise, que ce soit au cabinet du président Ahidjo, dans la Marine, à l'Ecole militaire interarmes de Yaoundé, ou dans la gendarmerie.

(6) Cet accord très bref comprendrait un préambule et deux articles.

(7) Les conditions d'une telle intervention seraient explicitées dans une instruction personnelle et écrite (I.P.E.) adressée par le ministre français de la Défense au général commandant la 11<sup>e</sup> division d'intervention basée dans le sud-ouest de la France.

## Économie

# Un « libéralisme planifié » pour associer le secteur privé aux efforts de développement

(Suite de la page 21.)

Le gouvernement s'attache à organiser ces différentes productions en facilitant l'achat des engrais dans le Sud, l'usage de la charrette dans le Nord, en encourageant le développement de la culture du blé et du riz par des sociétés d'encadrement comme la SODELE (Société de développement du blé) et la SEMRY (Secteur de modernisation de la culture du riz).

Le secteur agricole moderne, c'est celui des grandes entreprises agro-industrielles, qui donne un visage d'avant-garde à la mise en valeur des ressources camerounaises.

Il fonctionne dans le cadre de sociétés d'économie mixte. Il en est ainsi pour le palmier à huile avec la SOCAPALM (Société camerounaise des palmiers), dont la C.D.C. (Cameroon Development Corporation) est l'expression

1 F.C.F.A. = 0,02 F français

la plus considérable. Utilisant quatorze mille travailleurs, c'est l'exploitation la plus importante de toute l'Afrique centrale. D'autres sociétés, comme la PAMOL et la SAFACAM (Société forestière et agricole du Cameroun), sont aussi actives. Leurs activités sont coordonnées pour l'application du plan palmier qui doit aboutir à produire 180 000 tonnes en 1985.

La C.D.C. étend ses activités à des plantations industrielles de thé et de bananes. En ce qui concerne la production bananière (75 000 tonnes), organisée par l'O.C.B. (Office camerounais de la banane), 34 000 tonnes sont produites sur des plantations africaines traditionnelles. L'ESVECAM (Société de développement de la culture de l'hévéa) atteindra d'ici quelques années une capacité de production de 34 000 tonnes.

Une des réalisations les plus spectaculaires des dernières années est celle de la canne à sucre, dont 230 000 tonnes sont obtenues dans la vallée de la Sa-

naga, en majorité par une société d'économie mixte, la SOSUCAM (Société sucrière du Cameroun, qui produit 20 000 tonnes de sucre).

Un deuxième complexe sucrier, la CAMSUCO (Cameroon Sugar Company Inc.), qui a nécessité 16 milliards d'investissements, est actuellement en chantier et sera en activité l'an prochain.

Il va de soi, en effet, que, pour

le Cameroun comme pour tous les Etats sous-développés, l'industrialisation demeure un objectif majeur de la politique économique et la modernisation de l'agriculture en indique la voie.

Le président Ahidjo a voulu que cette industrialisation s'accomplisse lentement, sans doute, mais méthodiquement, en tenant compte d'un certain équilibre entre les différentes régions.



## Un atout, les ressources énergétiques

Le Cameroun dispose, au-delà de part de ressources énergétiques considérables. Le barrage du fleuve Sanaga, à Edéa, lui procure à lui seul, par les centrales installées au pied des chutes, 1,1 milliard de kilowatts-heures par an. En France, par comparaison, GÉNIESAT fournit 1 680 milliard de kilowatts-heures et

une partie est transformée sur place par deux usines, l'une fabriquant des tôles ondulées (SOCATRAL, Société camerounaise de transformation de l'aluminium), l'autre des ustensiles ménagers (ALUBASSA, Manufacture d'articles de ménage et divers en aluminium) destinés non seulement à la consommation intérieure, mais à toute l'Afrique centrale.

Par ailleurs, un barrage de régularisation a été construit sur le Haut-Noun; un autre, situé sur le Mbakou, a été surélevé. Enfin, un important projet de

barrage hydro-électrique à Sonkoulou, dont le coût est évalué à plus de 50 milliards de francs C.F.A., est déjà assuré de son financement grâce aux crédits bancaires locaux, aux crédits de la Caisse centrale de coopération économique, de la Banque européenne d'investissement, de l'Arabie Saoudite et du Koweït. Si l'on ajoute que les études des barrages de Njock et des puissantes chutes de la Sanaga à Nachtigal sont en voie d'achèvement, on constatera que l'équipement du secteur énergétique du Cameroun est en bonne voie.



## Conquérir des marchés extérieurs

Le gouvernement souhaite qu'au plan industriel le Cameroun se suffise progressivement à lui-même, transforme, dans toute la mesure du possible, ses produits de base en produits finis ou semi-finis et se lance à la conquête des marchés extérieurs.

En même temps, pour ne pas déséquilibrer la production vivrière nécessaire au ravitaillement des grandes cités urbaines que l'industrie fait naître, le gouvernement a créé, en 1973, une organisation qui favorise l'établissement d'une culture verte autour des villes, la mise en place de points de collecte et de points de vente avantagés. L'approvisionnement porte sur des bananes douces et bananes plantains, les ignames, le riz, les arachides, les haricots, les pommes de terre et l'huile de palme. Il convient de signaler l'intérêt d'une telle orga-

nisation dans l'optique de l'extension de l'industrie.

Le ravitaillement en viande tient également une place de choix dans les préoccupations gouvernementales. D'autant que l'élevage est la grande richesse du Nord et des hauts plateaux de l'Adamaoua. Le cheptel camerounais compte, en effet, trois millions de bovins et trois millions six cent mille caprins.

Dans ce domaine, d'importants projets sont en cours d'exécution : trois ranches de 25 000 hectares chacun; plus de cent cinquante fermes et ranches privés; installation d'industries animales qui doivent donner au Cameroun les moyens d'alimenter en viande de boucherie les populations de l'Afrique centrale.

Les vitamines seront également fournies par la pêche sous ses deux formes : pêche artisanale,

TABLEAU I. — LA PHYSIONOMIE DU COMMERCE EXTERIEUR (1973-1975)

Les statistiques officielles font ressortir pour l'année 1975 une balance commerciale où les importations sont plus élevées, en valeur, que les exportations.

	1973		1974		1975	
	Q (1)	V (2)	Q	V	Q	V
EXPORTATIONS	1 062 468	81 804	1 107 642	119 272	897 525	102 087
IMPORTATIONS	1 038 448	74 221	1 106 721	104 825	1 173 194	128 194
Balance		+ 7 583		+ 14 447		- 26 017
1 % de couverture des importations par les exportations		109,5 %		113,3 %		79,7 %

(1) Quantités (en tonnes).  
(2) Valeur (en millions de francs C.F.A.).

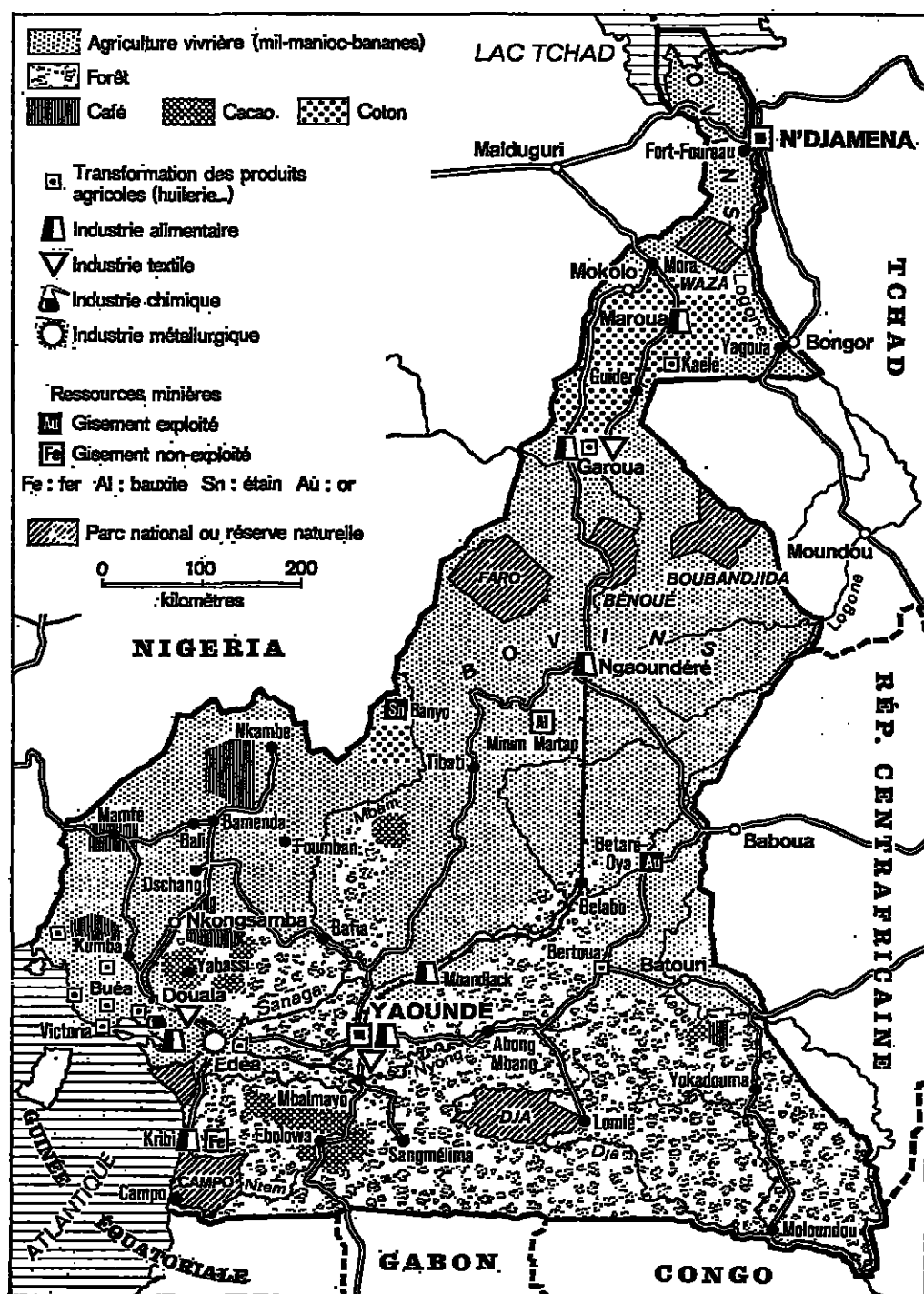


TABLEAU II. — PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES (1974 et 1975)

Les produits primaires (en particulier le cacao, le café et les bois) représentent un fort pourcentage de l'ensemble des exportations.

	1974		1975		Variations en %	
	Q (1)	V (2)	Q	V	Q	V
<b>PRODUITS PRIMAIRES</b>						
Cacao en fèves	89 928	39 437	72 475	24 382	- 18,5	- 38,1
Café Arabica	38 202	10 079	26 799	7 578	- 31,2	- 24,9
Café Robusta	70 519	18 697	66 995	15 621	- 5,1	- 16,5
Arachides décortiquées	23 279	1 137	18 115	1 478	- 22,2	+ 28,9
Palmistes	35 626	2 283	12 264	544	- 65,2	- 76,2
Huile de palme	18 840	2 339	9 970	844	- 46,9	- 64,2
Cacaotières sèches	11 982	1 581	18 222	2 220	+ 52,1	+ 42,3
Bananes fraîches	75 481	3 167	14 243	4 302	- 81,1	+ 32,3
Tabacs bruts	2 999	3 272	2 462	3 317	- 17,8	+ 1,4
Thé	177	382	382	177	+ 115,3	- 6,2
Coton en masse	5 799	1 211	9 072	1 677	+ 56,6	+ 38,5
Bois bruts	517 684	11 705	329 787	6 586	- 36,3	- 43,7
Cuirs et peaux	2 531	194	1 367	509	- 45,7	- 73,7
Vitamines et abats	1 089	246	971	237	- 10,5	- 3,7
TOTAL produits primaires	873 418	87 721	642 296	69 512	- 26,5	- 20,8
<b>PRODUITS INDUSTRIELS OU TRANSFORMÉS</b>						
Cacao en masse	9 781	1 880	11 187	2 748	+ 14,4	+ 46,2
Chocolat	4 590	6 181	1 844	1 138	- 60,2	- 81,5
Beurre de cacao	3 320	1 182	2 568	1 058	- 22,9	- 11,2
Ciments hydrauliques	11 066	252	13 166	463	+ 19,0	+ 83,7
Aluminium brut	21 250	3 233	25 034	3 889	+ 17,8	+ 18,9
Planches en aluminium	7 465	1 431	7 166	1 061	- 4,0	- 26,1
Articles de ménage en alum.	211	127	349	173	+ 18,0	+ 36,2
Tôles en aluminium	3 445	875	4 587	1 319	+ 33,1	+ 50,7
Bois de traverses	3 719	429	18 719	1 218	+ 408,3	+ 283,9
Chaussettes	343	313	209	297	- 39,1	+ 45,4
Bois sciés et équarris	29 510	1 127	27 795	1 020	- 5,8	- 9,5
Bois de traverses	41 915	658	44 389	1 218	+ 5,7	+ 83,9
Bois feuillards	14 788	625	12 174	587	- 17,7	- 6,1
Feuilles de placages	10 475	328	3 096	224	- 70,5	- 32,9
Bois plaqués ou contreplaqués	1 371	652	4 168	392	+ 202,9	+ 59,9
Panneaux creux en cellulos.	1 438	139	698	59	- 50,8	- 95,7
Tissus de coton	1 898	1 789	1 284	1 387	- 32,1	+ 5,6
Vêtements et accessoires	167	528	138	691	- 16,8	+ 30,1
Bonneterie	69	309	43	200	- 37,7	+ 54,7
Alumettes	612	235	731	393	+ 19,9	+ 67,2
Parfums et produits de parfumerie	1 081	385	658	310	- 39,1	- 19,5
TOTAL des produits industriels ou transformés	175 585	23 339	171 946	23 662	- 2,1	+ 0,4
ENSEMBLE DES EXPORTATIONS	1 107 642	119 272	897 525	102 087	- 20,6	- 14,4
PART DES PRODUITS PRIMAIRES DANS LE TOTAL DES EXPORTATIONS	78,8	73,6	72,8	68,1	- 0,9	- 4,7

(1) Quantités (en tonnes).  
(2) Valeur (en millions de francs C.F.A.).

TABLEAU III. — PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES (1973-1975)

Le tableau ci-dessous montre l'importance qu'occupent encore les postes alimentaires dans les importations de l'étranger, et la part croissante des produits pétroliers. Les produits bruts (d'origine minière) et les demi-produits (ciments, engrais, profilés simples et fûts) représentent des sommes considérables, ainsi que les produits d'équipement industriel.

	1973		1974		1975	
	Q (1)	V (2)	Q	V	Q	V
Alimentation - boissons - tabacs	118 768	7 330	107 948	10 270	81 482	8 921
Énergie et carburants	328 328	4 853	319 733	9 289	377 681	11 289
Produits bruts d'origine animale et végétale	40 964	1 604	58 989	2 976	44 908	3 364
Produits bruts d'origine minérale	104 360	1 614	109 719	2 445	98 348	3 054
Demi-produits	333 701	9 967	381 435	16 026	416 241	21 444
Matériel de transport et de traction	12 760	9 844	16 080	10 718	17 899	13 685
Équipement agricole	371	397	610	590	1 071	740
Équipement industriel	19 332	10 437	23 127	13 777	31 751	20 245
Consommation des ménages	28 225	10 646	17 638	12 476	19 382	14 846
Consommation des entreprises	60 619	18 348	72 471	26 250	75 930	31 153
TOTAL	1 629 448	74 221	1 106 721	104 825	1 173 194	128 194

(1) Quantités (en tonnes).  
(2) Valeur (en millions de francs C.F.A.).

مركز العمل





qui procure environ 30 000 tonnes, pêche industrielle avec une flottille armée par deux sociétés privées (COFONNEC et SOPECOBA) et deux sociétés d'économie mixte (Crevettes du Cameroun et SIPEC).

Tout un réseau industriel, encore assez lâche, couvre le pays. Qu'il s'agisse de transformation des métaux, de montage et de réparations d'automobiles et de bicyclettes, d'industries mécaniques, ces industries sont, en général, installées dans le Sud. Cependant, le Nord possède une industrie textile des plus modernes, sans que pour autant le Sud en soit privé.

La CICAM (Cotonnière Industrielle du Cameroun), dont l'activité s'étend aussi bien à Garoua, où l'on tisse, qu'à Douala, où l'on assure la finition, produit 26 millions de mètres. D'autres usines textiles fonctionnent à Douala.

Les industries alimentaires ont pris un grand développement. Le cacao est transformé en chocolat, l'huile de palme en savon, le blé en pâtes reconditionnées. Les boissons, surtout, connaissent une faveur extraordinaire. La bière est extraite de la bière nationale africaine et le Cameroun est le premier producteur africain de bière parmi les Etats francophones antérieurs colonisés.

Le pays possède trois brasseries d'une capacité totale de 2 millions d'hectolitres par an. La plus importante est la Société anonyme des brasseries du Cameroun, qui débite, en même temps que 1 300 000 hectolitres de bière à elle seule, 402 000 hectolitres de boissons gazeuses. A Bafoussam, en pays bamilié, la brasserie est singulièrement florissante. A Douala, Guinness prospère.

D'autres produits sont transformés. Le tabac est traité par Bastos, qui fabrique des cigarettes vendues dans toute l'Afrique centrale. Les chaussures sont faites par Bata.

Le bois alimente une usine d'allumettes et l'exploitation forestière, qui déjà exporte près d'un million de tonnes, paraît devoir transformer la physiologie de l'est du Cameroun. Un complexe industriel (SOFIBEL, Société

industrielle et financière de Be-labo) est prévu pour l'utilisation du massif de Deng-Deng. Sur une concession de 210 000 hectares, on envisage une production de 150 000 mètres cubes de grumes, dont les deux tiers seront transformés localement (25 000 mètres cubes en contre-plaques, 3 000 mètres cubes en panneaux latés, 20 000 mètres cubes de sciages).

Bien plus, dans la région d'Edéa, un projet de pâte à papier a pris corps. Son financement étant déjà presque entièrement assuré, sa réalisation demandera trois ans, au terme desquels il produira alors 126 000

tonnes de pâte à papier par an. Sa capacité sera portée progressivement à 400 000 tonnes. Les travaux coûteront 43 milliards de francs C.F.A.

Enfin, si l'on ajoute les activités des entreprises de bâtiment et de travaux publics, la construction de nombreux hôtels et immeubles, la prochaine exploitation des eaux de source minérales, celle d'un complexe industriel d'ananas, on constate que les éléments d'une mise en valeur diversifiée sont de nature à former un tissu industriel qui donnera aux différentes régions une physionomie nouvelle.



## Les mesures en faveur des investissements

ESTIMANT le moment venu de donner un élan à la production industrielle, le président de la République fait appel au secteur privé dans la ligne de sa doctrine du libéralisme planifié. Pour assurer une mise en valeur du pays à la mesure des ambitions nationales, le gouvernement a créé à Douala un bureau d'accueil des investisseurs dont la tâche est de faciliter la liaison avec les administrations intéressées et de hâter l'examen des dossiers qui, jusqu'à présent, demandait beaucoup trop de temps. Une société nationale industrielle-société d'Etat sous la tutelle du ministère de l'économie et du plan est en même temps chargée de coordonner les différentes initiatives de la promotion industrielle. Elle s'y intéresse en participant effectivement au capital et au conseil d'administration des sociétés qui s'installent, se proposant d'ailleurs de céder ultérieurement à des Camerounais soucieux de collaborer au monde des affaires une partie de ses actions, si l'entreprise a pris un bon départ.

Par une série de mesures excep-

tionnelles, l'Etat encourage les investisseurs. Il a ainsi mis en place un code des investissements qui offre un régime fiscal et financier de faveur aux entreprises industrielles ou agricoles de nature à promouvoir le développement du pays. De grands projets sont, dans cette perspective, inscrits dans le quatrième plan qui sera incessamment publié : projets dans le domaine de la transformation des produits agricoles, notamment du café, du cacao, du caoutchouc, de l'arachide ; dans le secteur métallurgique ; dans l'industrie du bois ; dans l'exploitation minière, etc. L'économie du Cameroun est, dans l'ensemble, équilibrée, mais elle tourne encore au ralenti. La conjoncture actuelle, en raison de la hausse des prix du pétrole et de l'inflation mondiale, n'est pas particulièrement favorable. Son rythme de progrès a même fléchi l'année dernière. Cependant, les ressources du pays sont telles que, si tous les Camerounais le veulent, le jeune Etat devrait prendre enfin un démarrage impressionnant.

PIERRE CHAULEUR.

## L'orientation des échanges

LES échanges commerciaux du Cameroun se font surtout avec l'Europe et la se développent avec l'Afrique (voir les deux tableaux ci-dessous).

Les autres échanges se font principalement avec les pays suivants :

● EN AMERIQUE : Les Etats-Unis sont le principal partenaire commercial. Les importations en provenance des Etats-Unis ont été de 8 394 millions de F.C.F.A. en 1975 contre 6 228 millions en 1974. Les exportations vers les Etats-Unis ont atteint 2 527 millions de F.C.F.A. l'an dernier, contre 6 712 en 1974.

On notera aussi Curaçao (976 millions de F.C.F.A.), le Venezuela (626 millions de F.C.F.A.) et Trinidad et Tobago (228 millions de F.C.F.A.), qui ne livrent pratiquement que des produits pétroliers. Le Brésil, en revanche, fournit toute une gamme de produits variés (326 millions de F.C.F.A.).

● EN ASIE : Le Cameroun a importé pour 9 000 millions de F.C.F.A. en 1975 d'Asie contre 7 708 millions de F.C.F.A. en 1974. Il a exporté à destination des pays d'Asie pour 2 869 millions de F.C.F.A. en 1975 contre 3 638 millions en 1974. Les exportations vers le Japon ont baissé : 2 286 millions de F.C.F.A. en 1975 contre 3 359 en 1974. Cependant, les achats de produits nippons spécialement d'automobiles augmentent considérablement : 5 079 millions de F.C.F.A. en 1975 contre 2 396 millions de F.C.F.A. en 1974.

Les importations de Chine en 1975 n'ont été que de 1 197 millions. Les exportations sont négligeables.

Les importations en provenance de Formose ont atteint 1 128 millions contre 792 millions en 1974. Les exportations à destination de ce pays ont été de 73 millions de F.C.F.A. en 1975. Elles n'existaient pas en 1974.

De Hongkong, les ventes sur le Cameroun ont été de 689 millions en 1975 contre 450 millions en 1974. Les exportations sur Hongkong se sont élevées à 178 millions en 1975 contre 15 millions en 1974.

En conclusion, le continent africain a pris une importance nouvelle dans les exportations du Cameroun : 13,6 % en 1975 contre 9 % en 1974. En revanche, les parts des pays de la C.E.E. et de l'Amérique sont tombées respectivement de 84,8 % en 1974 à 65,6 % en 1975 et de 4,6 % à 2,9 %.

Pour sa part, l'U.R.S.S. s'est classée au troisième rang, alors qu'elle était au sixième rang en 1974 et au dix-septième rang en 1973.

Quant aux importations, les proportions sont inversées, la C.E.E. a vendu pour 71,2 % au Cameroun en 1975 contre 70,7 % en 1974 et l'Amérique pour 91 % en 1974 contre 80 % en 1975.

L'Afrique n'a fourni que 8 % des importations du Cameroun en 1975 contre 9,7 % en 1974.

P.C.

### AVEC L'EUROPE (en millions de francs C.F.A.)

	1974			1975		
	Exportat.	Importat.	Balance	Exportat.	Importat.	Balance
EUROPE OCCIDENTALE ..	36 321	78 324	+ 20 997	32 287	96 579	- 14 292
— C.E.E. ....	33 789	74 345	+ 15 556	29 147	91 942	- 23 895
— dont France .....	23 464	48 344	+ 10 940	20 863	50 363	- 30 220
Belgique-Luxembourg ..	3 037	2 194	+ 863	1 794	3 720	- 1 926
Pays-Bas .....	36 38	2 22	+ 33 962	22 943	4 169	+ 17 934
E.F.A. ....	6 149	9 657	- 1 338	7 342	10 738	- 3 416
Italie .....	6 187	5 815	+ 272	3 818	7 367	- 3 549
Royaume-Uni .....	1 23	3 328	- 2 637	2 838	4 836	- 1 998
Irlande .....	8	349	- 341	19	507	- 492
Danemark .....	347	648	- 301	222	442	- 220
ESPAGNE .....	3 865	3 865	0	3 850	1 222	+ 2 628
EUROPE DE L'EST .....	4 972	1 628	+ 3 345	19 771	2 235	+ 17 536
dont U.R.S.S. ....	3 835	406	+ 3 429	10 662	633	+ 9 389

### AVEC L'AFRIQUE (en millions de francs C.F.A.)

	1974			1975		
	Exportat.	Importat.	Balance	Exportat.	Importat.	Balance
AFRIQUE .....	10 865	19 216	+ 449	13 780	19 285	+ 3 463
— Afrique du Nord .....	53	57	- 4	817	489	+ 327
— dont Maroc .....	54	345	- 292	49	189	- 140
Algérie .....	52	129	- 77	369	50	+ 319
Tunisie .....	—	200	- 200	263	193	+ 86
— Union soviétique de l'Ouest afr. (U.M.O.A.) ..	1 430	849	+ 581	1 634	1 218	+ 416
dont Côte-d'Ivoire .....	1 247	571	+ 676	1 452	532	+ 920
Sénégal .....	75	414	- 339	69	213	- 144
— U.D.E.A.C. ....	6 851	6 292	+ 559	7 882	7 429	+ 453
Gabon .....	2 822	5 332	- 2 510	4 371	8 525	- 2 335
Congo .....	1 185	678	+ 507	1 970	440	+ 1 530
E.C.A. ....	1 287	85	+ 1 202	1 241	82	+ 1 159
— U.E.A.C. ....	906	129	+ 777	1 265	189	+ 1 076
dont Tchad .....	871	94	+ 777	1 267	84	+ 1 183
— GUINEE (République de) ..	161	1 585	- 1 424	730	—	730

## BANQUE CAMEROUNAISE DE DÉVELOPPEMENT (B.C.D.)

— Société d'Economie Mixte d'Intérêt National.

— Capital social : 1.500.000.000 F CFA soit 30.000.000 FF.

— Actionnaires : République Unie du Cameroun, Caisse Centrale de Coopération Economique, Banque des Etats de l'Afrique Centrale, Bremer Landesbank.

— Siège social et direction générale : B. P. 55, YAOUNDE (Cameroun).

— Téléphone :

● Secrétariat directeur général : 22-00-67.

● Standard : 22-09-11, 22-45-96, 22-37-39.

— Télex : 82-25 KN.

— Adresse télégraphique : BANCAD.

— Administration : EL HADJ OUSMANE MEY, président du C.A.

— Direction : MM. Léon BAHOUNOU BATENDE, directeur général, Jean-Pascal ZOLEKO, directeur général adjoint.

POUR LE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU CAMEROUN

TIENT EN PERMANENCE SES SERVICES A LA DISPOSITION DES INVESTISSEURS POUR TOUS LEURS BESOINS.

## CHAMBRE DE COMMERCE D'INDUSTRIE ET DES MINES DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

Président : M. François DJAPOU

Secrétaire Général : M. André KONNA

SIÈGE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL : DOUALA - B.P. 4011

Tél. 42.28.88 et 42.36.90 - Télex CHAMCIMA 5616 KN DOUALA

Délégations : YAOUNDE : B.P.36 - Tél. 22.47.76 - GAROUA : B.P. 59 - Tél. 27.11.77

VICTORIA : P.o.B. 211 - Tél. 33.42.30

La Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines de la République Unie du Cameroun est un établissement public à compétence nationale qui représente l'ensemble des intérêts du secteur privé, commerçants, industriels, artisans, prestataires de services et miniers auprès des Pouvoirs Publics.

Son siège est à Douala, capitale économique du Cameroun, ville de 350.000 habitants, où se trouvent les sièges et directions des principales sociétés commerciales et industrielles du pays.

La Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines du Cameroun est régie par le décret n° 74/737 du 17 août 1974, qui a créé trois sections :

— La section « Commerce », divisée en trois sous-sections : Import, Export et Commerce de détail.

— La section « Industrie et Mines », comprenant les trois sous-sections : Industries extractives, Industries de transformation et Travaux Publics.

— La section « Prestations de service » qui englobe les sous-sections : Crédit, Banques, Assurances, Transports routiers, Transil, Navigation aérienne, maritime et fluviale, Garages et Divers.

Elle compte 100 membres élus dont 50 titulaires et 50 suppléants ; les suppléants étant appelés à remplacer les titulaires en cas d'absence ou d'empêchement.

En plus de son rôle consultatif, la Chambre de Commerce est chargée :

— De l'information de ses membres et ressortissants à travers le Territoire national ;

— Des contacts entre les hommes d'affaires du Cameroun et ceux de l'extérieur ;

— De l'arbitrage entre les différentes catégories d'Agents économiques de la nation ;

— De la promotion des échanges commerciaux, industriels et touristiques à travers les foires internationales où elle s'emploie à inciter les détenteurs de capitaux et des techniques à s'intéresser davantage au développement de l'économie camerounaise et à y participer en bénéficiant du généreux et libéral Code des Investissements mis au point par le gouvernement.

Et c'est dans cette même optique qu'elle s'est chargée, en accord avec le gouvernement qui l'aide et l'appuie, de la création d'une Ecole Supérieure de Commerce à Douala pour les ressortissants de l'Afrique centrale. Elle édite un bulletin mensuel qui est diffusé dans le monde entier, et élabore un rapport annuel sur la situation économique de la nation.

Afin de remplir efficacement sa mission, et compte tenu de sa compétence nationale, la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Mines du Cameroun dispose de plusieurs délégations provinciales, à savoir :

— YAOUNDE, capitale administrative et politique du pays pour les contacts quotidiens avec le gouvernement et les missions diplomatiques accréditées au Cameroun. La délégation de Yaoundé dessert également les dix départements que compte la province du Centre-Sud ;

— GAROUA, chef-lieu de la province du Nord ;

— VICTORIA, pour les provinces du Nord et du Sud-Ouest ;

— BAFOUSSAM, chef-lieu de la riche province de l'Ouest.

Sur le plan international, la Chambre de Commerce du Cameroun est membre de la Chambre de Commerce Internationale et elle participe activement au congrès des assemblées consulaires de l'UDEAC qui se réunit une fois tous les deux ans et à tour de rôle dans chacune des capitales des Etats de l'Union.

Documents établis par M. MARCEL YONDO, ministre des Finances de la République Unie du Cameroun

# POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

Dans un monde en profondes convulsions monétaires et économiques où, dans toutes les instances internationales, on tente, non sans difficulté, de définir un nouvel ordre économique et financier international, il est risqué, voire défectueux, de traiter de la politique monétaire et financière d'un pays en voie de développement caractérisé par le dualisme des secteurs traditionnels et modernes, l'extrême vulnérabilité à la conjoncture internationale.

Ainsi, le flottement des monnaies, l'inflation mondiale généralisée aggravée par la crise de l'énergie, frappent de plein fouet notre économie et remettent en cause chaque jour les mesures de politique monétaire et financière.

En recherchant le coût des produits d'équipement importés au moment où se stabilisent les recettes d'exportation des produits de base, l'inflation mondiale perturbe l'équilibre extérieur du Cameroun et agit sur les avoirs extérieurs, base de toute politique de crédit.

Malgré cette conjoncture internationale particulièrement difficile, la politique monétaire et financière du Cameroun recherche six objectifs fondamentaux :

- Assurer la stabilité des prix ;
- Déterminer une expansion monétaire compatible avec les besoins de l'économie ;
- Assurer l'équilibre de la balance des paiements ;
- Gérer les finances publiques de manière à dégager une épargne budgétaire toujours croissante au service des investissements publics ;
- Créer des conditions d'accueil favorables aux investissements étrangers ;

## I. — La mise en place d'un système monétaire et bancaire autonome

Toute politique monétaire sans maîtrise du système d'émission de la monnaie et du contrôle de l'ensemble des activités des établissements primaires de crédit est vaine. Or, au lendemain de son indépendance, notre pays avait peu d'emprise sur son Institut d'émission. Le réseau des banques primaires restait principalement étranger et étroitement lié aux intérêts des milieux d'affaires opérant au Cameroun.

Les banques étaient des succursales de banques étrangères. Les compagnies d'assurances se composaient d'agents des grandes compagnies étrangères.

Le privilège de l'émission de la monnaie était exercé par la puissance tutrice. Cette dernière avait confié ce privilège par décret successivement aux Banques de l'Afrique occidentale - BAO -, aux différents organismes. En 1955, le privilège de l'émission du Cameroun fut confié à l'Institut d'émission des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun - devenu Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun le 4 avril 1958.

Mais depuis 1960, date de son indépendance, le Cameroun exerce souverainement le privilège d'émission. Il l'exerce dans le cadre de la zone franc, et à l'intérieur de ce cadre il appartient à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. Les structures et les modes de fonctionnement de cette banque étant devenus inadaptés à l'évolution économique du pays, le Cameroun a décidé, de concert avec ses partenaires, de négocier de nouveaux accords monétaires dans le cadre de la zone franc. C'est donc volontairement et souverainement que le Cameroun a décidé d'instaurer une coopération monétaire avec ses pays frères et voisins (Gabon, République Populaire du Congo, R.C.A., Tchad) de l'Afrique centrale. Les objectifs essentiels de la réforme de l'institut d'émission opérée en 1973 sont :

- l'accession des nationaux aux postes de direction de la Banque centrale ;
- la libre disposition de nos avoirs extérieurs ;
- l'adaptation des concours au Trésor de l'institut d'émission aux besoins d'investissement de notre économie dans l'équilibre de la monnaie.

Aujourd'hui, ces objectifs de la réforme sont atteints. Désormais, le siège de notre Institut d'émission est en Afrique, à Yaoundé, plus précisément.

Le conseil d'administration est présidé à tour de rôle par un Africain. Le Comité monétaire national jouit désormais de l'autonomie de décision en matière de crédit dans le cadre de la délégation qu'il reçoit du conseil d'administration.

La coopération monétaire dans le cadre de cette banque est fondée sur la mise en commun des réserves des cinq Etats membres au fonds commun de réserves de change dont la gestion relève du conseil d'administration.

Il est utile de relever que le franc C.F.A. émis par notre Banque centrale a une parité fixe avec le franc français : 1 F.C.F.A. = 0,02 FF.

Outre la parité fixe, ce franc jouit de la garantie illimitée du Trésor français par le jeu du compte d'opérations. En garantissant ainsi notre monnaie, la France lui assure une convertibilité externe qui sauvegarde son pouvoir d'achat et sa valeur d'échange avec les monnaies étrangères. La convertibilité extérieure de notre monnaie, ajoutée à la liberté de transfert des capitaux qui existe dans le cadre de la zone franc, constitue un gage supplémentaire qui assure les investisseurs étrangers.

La maîtrise de notre Institut d'émission pour une politique de crédit plus orientée vers le développement devait s'accompagner de la réforme du réseau bancaire et des assurances. C'est l'objet de la réforme bancaire de 1973, dont le but était de transformer les succursales de banques en banques de droit camerounais.

En effet, au niveau des banques primaires, la restructuration a permis aux intérêts publics camerounais de participer plus activement à la gestion de ces organismes, ce qui, dans la pratique, se traduit par une prise de participation représentant au moins 35 % du capital, la camérounisation partielle, la direction des banques et, totale, de la présidence des conseils d'administration, ainsi que le transfert des centres de décision de toutes les banques de l'étranger au Cameroun.

Il est important de préciser que cette réforme bancaire, dont l'un des résultats positifs reste l'accroissement des ressources et le contrôle des centres de décision, a été réalisée dans le cadre du dialogue et de la concertation menés entre le gouvernement camerounais et ses partenaires étrangers. Cette réforme fonctionne à la grande satisfaction des uns et des autres. Satisfaction qui est le témoignage éloquent que cette politique monétaire et bancaire n'est pas nationalisation, mais création de sociétés d'économie mixte dans l'un des secteurs vitaux de l'économie dont aucun pays désireux d'être maître de son destin ne saurait se passer.

De plus, la législation bancaire mise en place en 1973 revêt toute la souplesse nécessaire permettant de l'adapter à l'évolution économique du pays.

Dans le secteur des établissements financiers et des assurances, la mise en place des nouvelles structures a obéi et continue d'obéir sensiblement aux mêmes préoccupations, dont le seul objectif est d'assurer à une plus grande participation des organismes concernés au développement économique et social du Cameroun.

## II. — Une plus grande mobilisation de l'épargne nationale

Dans un pays en voie de développement tel que le nôtre, l'initiative privée est timide, voire rare. Il appartient à l'Etat, par le budget d'investissement, d'être le moteur du financement du développement. Pour y parvenir, notre politique obéit au mot d'ordre du chef de l'Etat, S.E. El Hadj Ahmadou Ahidjo : « La rigueur dans la gestion financière ». Cette gestion rigoureuse de nos finances publiques n'est pas seulement liée à une conjoncture de crise dont les conséquences sont maîtrisables par d'autres moyens ; elle est un impératif permanent de construction nationale.

Dans le cadre de ces directives, le gouvernement s'efforce de contenir l'accroissement des dépenses de fonctionnement dans les limites compatibles avec les efforts d'équipement du pays. Cela n'est pas facile ; les dépenses de souveraineté, la nécessité d'équiper notre jeune administration et l'inflation poussent, au contraire, à l'accroissement des dépenses de fonctionnement. Mais, grâce aux mesures d'austérité qui évitent tout gaspillage, nos recettes fiscales propres couvrent non seulement nos dépenses de fonctionnement mais dégagent, chaque année, une épargne budgétaire qui finance un budget d'investissement et d'équipement en progression rapide.

En effet, notre budget d'investissement, qui représentait 4,3 % en 1960-1961 du budget total, représentait en 1975-1977, 22,9 % de ce même budget. Au cours de l'exercice 1975-1977, il a connu un taux de croissance de 90,7 %, passant de 19,4 milliards à 37 milliards de francs C.F.A.

En renonçant dès l'indépendance à l'ordre d'équilibre de son budget sur les subventions extérieures, le Cameroun a voulu, par cette politique financière, compter d'abord sur ses efforts propres, manifestant ainsi sa volonté d'indépendance nationale dans l'interdépendance des économies mondiales.

Les moyens d'un budget d'investissement de plus en plus croissant sont utilisés principalement dans les secteurs tels que l'équipement public, les infrastructures, dont la nature s'adapte mal ou peu aux investissements privés. Il en est de même pour le secteur agricole, dont l'importance parmi les secteurs de notre économie justifie une attention particulière.

Parallèlement à l'épargne budgétaire, le gouvernement met tout en œuvre pour mobiliser l'épargne privée. Il s'agit de mobiliser au maximum les ressources existantes et potentielles, et de les canaliser vers les circuits économiques nationaux, afin de limiter voire de supprimer l'évasion des capitaux en quête de placements plus rémunérateurs à l'étranger.

L'augmentation de l'épargne bancaire s'obtient par les mesures suivantes :

- D'une part, la révision des conditions de banque de manière à élever le niveau de rémunération de dépôt pour encourager l'épargne ;
- D'autre part, mettre la banque d'Etat à la portée de l'client par une politique de couverture du pays par des guichets bancaires. Grâce à cette dernière mesure, on note, à l'heure actuelle, une forte pénétration des zones rurales par le réseau bancaire qui, en réduisant la thésaurisation,

— Ouvrir au sein des instances internationales pour le rétablissement d'un nouvel ordre économique et financier international fondé sur plus de justice et d'égalité ; il est souhaitable qu'un désordre monétaire actuel né de la faillite du système de Bretton-Woods se substitue une réforme monétaire et financière plus saine des problèmes du tiers-monde et moins dominée par l'égoïsme des grandes nations.

Si les mesures conjoncturelles prises par le Cameroun pour survivre à la crise mondiale présentent de l'intérêt pour le lecteur, il est plus indiqué de dégager, dans le cadre de cet article, les grands principes de la politique monétaire et financière depuis l'indépendance.

Rejetant de situer son économie dans le cadre d'une croissance extravertie, la stratégie de développement du Cameroun est fondée sur le libéralisme planifié.

Par le libéralisme planifié, il faut entendre, selon la propre définition du président Ahidjo, un système de développement où l'Etat, tout en encourageant l'initiative privée, assume la responsabilité principale dans la définition, l'orientation, l'impulsion et le contrôle du développement de la nation. Ce système économique a pour objet l'homme et pour instrument le Plan. Etant humaniste, notre libéralisme planifié place l'homme au centre de sa préoccupation.

Le Plan est l'instrument privilégié de ce système économique. Mais il s'agit évidemment d'un plan indicatif. Il est élaboré et exécuté dans la concertation de tous les agents économiques. Il procède donc de la démocratie et du dialogue.

Intègre progressivement mais sûrement dans les circuits financiers une masse de capitaux de plus en plus importante. La multiplication des formes d'épargne (compte d'épargne bancaire et postale, compte de dépôts à terme, émission de bons d'équipement et bientôt de bons de caisse), en offrant de nombreuses possibilités de placement aux détenteurs de capitaux, contribue à l'augmentation des ressources collectées.

Au niveau des autres collecteurs privilégiés d'épargne que sont les sociétés d'assurances, la nouvelle réglementation tend à accroître la capacité de rétention du marché camerounais et à assurer une plus grande participation des compagnies d'assurances au financement de l'économie nationale.

C'est ainsi qu'il a été possible de limiter à 5 % des primes émises le montant des rétrocessions au titre de la réassurance, et ce, grâce à l'accroissement de la capacité de notre marché. Il importe toutefois de souligner que les autorités camerounaises ne perdent pas de vue certaines exigences inhérentes à la technique de l'assurance. C'est pourquoi, dans certains cas, des dérogations peuvent être accordées.

La participation des compagnies d'assurances au financement du développement trouve son expression dans la diversification des formes de placement de leurs provisions techniques et mathématiques, formes qui tiennent largement compte des objectifs de l'Etat et des critères de rentabilité auxquels elles doivent répondre toute entreprise d'assurance.

La maîtrise de l'institut d'émission et des centres de décision des banques, la mobilisation de l'épargne privée, visent à mener une politique de crédit plus dynamique dans l'équilibre de la monnaie. Le taux d'intérêt est modulé en fonction de la conjoncture économique et financière interne et internationale. L'objectif est d'appliquer des conditions d'intérêt modéré qui excluent la notion de l'argent facile, mais tiennent compte des structures de nos économies et de notre volonté de les transformer. Par la politique de crédit, le gouvernement recherche à promouvoir la petite et moyenne entreprises nationales. A cet égard, les banques sont obligées de réserver au moins 20 % de leurs concours aux petites et moyennes entreprises nationales.

Quel que soit l'effort de mobilisation de l'épargne, notre économie a besoin des concours extérieurs.

## III. — Les concours extérieurs, compléments nécessaires à l'épargne nationale

Les concours extérieurs sous forme d'aide, de prêt ou d'investissement sont nécessaires. Constatant avec regret que l'aide est loin d'atteindre le niveau espéré et même fixé par la deuxième décennie de développement de l'ONU, le Cameroun concentre sa politique sur la dette extérieure et l'initiation aux investissements étrangers.

### A. — LA POLITIQUE D'EMPRUNT EXTERIEUR

Les emprunts directs du gouvernement comme ceux des organismes ou des sociétés obéissent à une politique fondée sur :

- 1) L'affectation de la dette extérieure à des opérations productives, de préférence des opérations génératrices de produits d'exportation sources de devises ;
- 2) Le financement des opérations d'infrastructure, de préférence par des emprunts à long terme ;
- 3) Le maintien de l'ensemble de la dette extérieure dans des limites compatibles avec notre capacité d'absorption de capitaux et de remboursement des échéances. Nous évitons, par cette contrainte, de parvenir à un stade où la dette rembourse la dette ;
- 4) Le caractère honnête et sûr du contrôle de notre dette extérieure est que notre pays honore ses engagements et jouit, à l'heure actuelle, d'une signature respectée dans les milieux financiers.

En somme, tout en recourant plus que par le passé aux emprunts extérieurs, ces principes restent les lignes directrices de notre action. Il faut espérer que les turbulences actuelles du marché monétaire et financier s'estomperont avec la mise en place de la réforme du système monétaire international après la conférence de Manille en octobre 1976 et que les conditions de prêt aux pays en voie de développement seront de moins en moins rigoureuses. Car la situation actuelle n'est pas de nature à inciter les pays du tiers-monde à s'endetter. Aux conditions de durée du prêt et d'intérêt difficiles s'ajoute la perte de change née du flottement généralisé des monnaies. En revendiquant un réajustement dans le cadre de la quatrième CNUCED et de la conférence Nord-Sud, les pays en voie de développement lancent un appel fondé sur la réalité. La République unie du Cameroun estime, pour sa part, qu'une nouvelle coopération monétaire internationale doit se substituer à la situation actuelle, plus instable et plus injuste.

### B. — POLITIQUE D'INCITATION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS.

Comme nous l'avons déjà souligné, la politique de libéralisme planifié associe l'intervention de l'Etat dans le financement du développement au rôle essentiel que les investisseurs ont appelés à jouer dans toute économie libérale. Il s'agit tout simplement pour le gouvernement d'orienter ces investisseurs par des incitations indirectes vers des secteurs économiques jugés prioritaires par le plan de développement.

Ces incitations se présentent soit sous forme de régimes fiscaux privilégiés, soit sous forme d'une coparticipation des intérêts publics et privés dans la réalisation de projets communs.

Les principaux régimes fiscaux sont au nombre de quatre :

- 1) **Taxe unique.** — Les entreprises qui bénéficient de la taxe unique sont celles dont le marché s'étend sur plusieurs Etats de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC). C'est dire que les consommations intermédiaires d'origine locale ou extérieure sont exemptées respectivement de toutes taxes intérieures et de tous droits et taxes à l'importation.

Ce régime fiscal original tend à simplifier et à réduire les charges fiscales des entreprises orientées vers les échanges commerciaux entre les Etats de cette Union.

- 2) **Le code d'investissements.** — Très libéral, le code camerounais d'investissements accorde aux entreprises et aux établissements agréés les avantages d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à la production et à la transformation de leurs produits, et ce pendant cinq ans.

3) **Le régime des petites et moyennes entreprises.** — Il s'applique aux entreprises n'ayant pas une importance suffisante pour être agréées à l'un des régimes A, B, C ou D du code d'investissements.

En raison de l'intérêt qu'elles présentent pour le développement, ces entreprises peuvent être admises à bénéficier d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à la production et à la transformation de leurs produits, et ce pendant cinq ans.

- 4) **Le régime forestier.** — Comme pour les petites et moyennes entreprises, le régime forestier accorde aux entreprises forestières justifiant d'un programme important le bénéfice d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel nécessaire à l'exploitation forestière et aux scieries.

Aux divers avantages fiscaux qu'il offre le Cameroun, s'ajoute la stabilité de ses institutions qu'incarne son prestigieux chef d'Etat, S.E. le président El Hadj Ahmadou Ahidjo.

Ces divers avantages fiscaux représentent pour l'Etat camerounais un effort financier important, mais constituent l'un des principaux atouts du gouvernement dans sa politique d'appel aux investissements privés.

Telle est la physionomie générale de la politique monétaire et financière grâce à laquelle le gouvernement camerounais s'efforce non seulement de combattre les effets néfastes de la crise économique mondiale, mais aussi de promouvoir un décollage réel, mais rapide, de son économie. Notre politique monétaire et financière est le reflet de notre politique économique, qui recherche à bâtir un modèle de société camerounaise ouvrant pour l'amélioration constante du niveau de vie et des conditions d'existence au bénéfice de l'ensemble de la population dans la justice, dans la solidarité et dans la paix sociale nationale et internationale.

محاضر المحفل





## Sur les hauts plateaux du Grassland

# Le témoignage historique des artistes bamoun et bamiléké

Par FRANCINE NDIAYE\*

La création artistique au Cameroun est si variée qu'il faut parler d'« arts » au pluriel plutôt qu'au singulier. On ne saurait, en effet, trop insister sur la diversité non seulement des techniques employées (sculpture sur bois, sur ivoire, fonte à cire perdue, orfèvrerie, céramique, perlage, teinture à réserves...) mais surtout sur la diversité stylistique. Celle-ci est évidente à l'examen des multiples témoignages matériels de provenance ethnique très variée, dont l'inventaire est loin d'être achevé.

Les Bamoun et les Bamiléké des hauts plateaux du Grassland, et leurs voisins Bafoum, Bacham, Mangwa, Tikar... ont à leur actif un éventail si large de créations artistiques que bien des études sur les arts de l'Afrique noire passent sous silence celles des autres populations du Cameroun, celles des savanes du nord, des montagnes de l'Adamawa, des forêts du sud et du sud-ouest (Ekoï, Bafo, Douala...). Aujourd'hui, où l'on conteste à juste titre la primauté dans l'échelle des valeurs esthétiques de la seule création plastique, il nous semble important de mentionner qu'au Cameroun, comme partout en Afrique, il n'est pas de population qui n'ait manifesté son sens esthétique dans une discipline quelconque. Si ce n'est pas dans la sculpture que celui-ci s'est épanoui, c'est dans l'architecture, les arts dits mineurs, comme l'ornementation des objets usuels (alebasses gravées des Peuls de l'Adamawa par exemple), dans le tissage, etc. Là où aucun témoin matériel ne subsiste, on aura garde de négliger les créations chorégraphiques, poétiques... Cependant, dans le cadre d'une si courte étude, il nous faut privilégier à nouveau les arts des sociétés du Grassland. Rappelons que leur « découverte » fut saluée par l'historien d'art allemand Paul German dans son traité sur l'art du Cameroun, *Das Plastisch-fürliche Kunstgewerbe im Grassland von Kamerun*, publié en 1910, comme un événement aussi important que celui de la découverte, quelques années auparavant, de l'art du Bénin.

Depuis le début de ce siècle, l'importance et la richesse des publications consacrées aux Bamiléké et Bamoun du Cameroun ont considérablement étendu le champ de nos connaissances ethnologiques et artistiques

de ces deux peuples que caractérise un même type d'organisation sociale, organisation pyramidale dont le chef assure l'équilibre auquel contribuent chacun à sa place, chefs de moindre rang, parents, dignitaires, serviteurs, artisans et associations dites secrètes. Ici, architecture, masques, statues, objets mobiliers, artisanats, sont étroitement liés à un système très hiérarchisé de relations sociales et politiques, dont l'étude est indispensable à une vraie connaissance de la vie esthétique de ces sociétés.

Chez les Bamoun, la société, unitaire, est dominée par la personnalité du sultan, descendant d'une dynastie dont le fondateur serait venu du pays tikar, et résidant dans sa capitale Fomfom. Chez les Bamiléké, la société est fragmentée en multiples chefferies, au sein desquelles le pouvoir est partagé entre le chef, le Fon, et les sociétés religieuses et politiques.

C'est au sultan bamoun Njoya, qui régna au début de ce siècle, que l'on doit la création dans sa capitale de Fomfom d'un véritable musée où étaient conservés en même temps que des trophées de guerre, les symboles sacrés du pouvoir et les insignes des sociétés secrètes : trônes sculptés de très grandes dimensions, recouverts de perles multicolores, masques traités en ronde bosse très accentuée (jovs démesurément gonflés, gros yeux en boule, nez lourds aux narines bien modelées), statues de personnages saisis dans une attitude familière, représentations animales : buffle, léopard, pythons, éléphant, symboles de l'invincibilité et du pouvoir royaux, araignée mygale utilisée dans la divination, crapaud, symbole de fécondité.

En pays bamiléké, la création plastique répond aux besoins des chefferies. Elle reste stylistiquement et iconographiquement parente de celle des Bamoun, mais tend à un dépouillement dans le sens de la verticalité. Certes, les joues des masques restent gonflées, la rondeur persiste dans les contours des visages, mais les formes sont plus simples, voire plus sévères, les attitudes des personnages sont plus hiératiques et la ligne courbe qui régnait sur toute la sculpture bamoun cesse de jouer un rôle fondamental. On note souvent une tendance à opposer les masses sculpturales entre elles en accen-

tuant les angles. On a justement cherché à expliquer ces modifications, toutes relatives, par l'intégration de la sculpture sur bois à l'architecture des chefferies. Le chef, ses femmes, ses serviteurs, ses réserves, les associations, occupent de grandes cases parallélépipédiques à base carrée, aux murs de potopoto, au toit conique de chaume, dont la véranda abrite les figures d'ancêtres, les tambours et les sièges. Les piliers de soutien du toit et l'encadrement des portes sont ornés à profusion de sculptures en haut-relief. Les personnages représentés sont presque toujours le chef et sa femme, entourés de quelques animaux.

QUELQUES-UNS des masques gigantesques (certains ont 80 centimètres de haut) que le docteur Pierre Harter attribue aux Bamiléké de l'Ouest (région de Bangwa et de Deschang) sont parmi les exemples les plus remarquables de l'art avec lequel ceux-ci ont su prendre en compte les exigences de la monumentalité et le souci du détail minutieusement rendu dans la coiffure notamment. Ces masques, qui transposent de façon audacieuse les traits du visage humain, dansaient devant le Fon lorsque celui-ci se rendait en procession dans la case de la Société des grands notables. Ils sortaient également lors des funérailles du Fon.

De même que chez les Bamoun, le perlage est un art majeur chez les Bamiléké. Fré-

\* Chargée du département de l'Afrique noire, laboratoire d'ethnologie, Musée de l'Homme, Paris.

quents sont les sièges entièrement recouverts de perles multicolores, de même que les calebasses, les tuyaux de pipes et certains grands masques. L'application d'une teinture par réserves brodées donne le magnifique décor géométrique blanc sur fond bleu des grands pagnes de cérémonies que l'on tendait derrière les sièges de la chefferie. Ces pagnes n'étaient en effet pas portés par les Bamiléké, qui, jusqu'à ces dernières années, vivaient nus mais taillaient leur corps de dessins très élaborés.

Fondeurs et potiers, regroupés en corporations travaillant essentiellement pour la chefferie, fabriquent des figurines et des fourneaux de pipes en terre cuite et en cuivre, dont le décor combine têtes humaines et motifs géométriques. Les grandes pipes, les plus richement décorées, celles qui figurent plusieurs personnages ou représentent une tête d'éléphant n'étaient pas fumées. Attributs exclusifs du Fon, elles étaient exhibées par ses serviteurs lors des solennités cultuelles.

Statues, masques, trônes, pipes, objets usuels, cette production, faite pour la glorification du chef, ne comprend pas que des chefs-d'œuvre. Un article récent, consacré aux masques dits « Bacham », a mis en évidence le fait que certains ateliers ne faisaient que répéter plus ou moins habilement un modèle créé initialement par un artiste génial, resté malheureusement anonyme, mais ce qu'il nous paraît bon de souligner, c'est que, malgré les contraintes de la commande officielle, les artistes bamoun et bamiléké ont su, dans leur grande majorité — nous en avons la preuve par l'abondance des œuvres d'une grande beauté conservées dans les musées, — sauvegarder une indéniable liberté de création dans l'utilisation d'un langage plastique par ailleurs bien défini et aisément identifiable.

### BIBLIOGRAPHIE

- LECOQ R. : Une civilisation africaine : les Bamiléké, Paris, 1953 ; « Quelques aspects de l'art bamoun », *Présence Africaine*, Paris, 1951, numéros 10 et 11.
- HARTER P. : « Les Pipes cérémonielles de Fomfom cameroonaise », *Art d'Afrique noire*, n° 8, hiver 1973, Paris ; « Les masques dits « bacham », *Art d'Afrique noire*, n° 3, Paris.

### Quelques ouvrages sur le Cameroun

- P.F. Gonidec : *la République unie du Cameroun*, éditions Berger-Levrault, Paris, 1976, 2<sup>e</sup> édition.
- L. Mbatia : *les institutions politiques camerounaises*, Yaoundé, 1974.
- M. Prouzet : *le Cameroun*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1974.
- J. Mongory : *le Syndicalisme, force politique du Cameroun*, thèse de spécialité, Université de Paris II, 1975.
- J. Owona : « La nouvelle Constitution camerounaise du 20 mai 1972 », *Revue juridique et politique*, mars 1973, pp. 1-40 et « L'institutionnalisation de la légalité d'exception », *ibid.*, 1975, n° 1.
- J.-F. Bayart : *le Régime politique camerounais (1956-1972)*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1973. Voir aussi ses articles dans la *Revue française d'études politiques africaines*.
- Sur l'U.P.C., voir R. Joseph : « The difficult birth of the U.P.C. », *Journal of modern African Studies*, été 1975, pp. 201-229 et « Ruben um Nyobe and the Kamerun Rebellion », *African affairs*, octobre 1974.

**elf serepca**

SOCIÉTÉ ELF DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION DES PÉTROLES DU CAMEROUN  
17 Boulevard de la Liberté - Douala

**Café ARABICA ROBUSTA Cacao et Coton du CAMEROUN**

**Nos paysans sont des hommes heureux**

Ils ont une terre généreuse. Ils habitent un pays d'eau et de soleil. C'est pour cela que notre production agricole est si riche et si diversifiée et nos produits de tout premier choix. Notre café est le meilleur d'Afrique, mélange de l'arabica de nos coteaux et du robuste de nos plaines. Notre cacao est demandé par les connaisseurs du monde entier. Notre coton grandit et mûrit au soleil. Nous avons aussi du thé, des arachides, de l'hévéa, de la banane et des palmiers à huile. Notre production de blé est prometteuse, ainsi que celle de notre canne à sucre. C'est pour toutes ces raisons que nos paysans et nos consommateurs sont des hommes heureux.

CAISSES DE STABILISATION, DIRECTION DES PRODUITS DE BASE MINEP, YAOUNDE.





## Enseignement

# L'université de Yaoundé : une réussite et son revers...

Par RAOUL GIRARDET \*

De longs bâtiments, à la charpente de bois et aux murs de pierre grise, étagés aux flancs des collines, dispersés dans la floraison des palmiers et des manguiers. Au loin, un relief tourmenté qui se perd dans la brume. En contrebas, le quartier populaire de Melen ; à quelques centaines de mètres, les premiers champs et l'éternel travail du paysan africain. Admirablement intégrée dans le paysage, liée à la ville, mais échappant déjà à ses remous, l'université de Yaoundé est d'abord une étonnante réussite architecturale.

Créée par un décret de juillet 1962, dessinée par l'architecte Michel Ecochard, elle fut inaugurée en 1967. Sur les 80 hectares de son domaine, s'étendent trois facultés (droit, lettres et sciences), une bibliothèque, une cité universitaire, un grand amphithéâtre auxquels viennent s'ajouter un centre universitaire des sciences de la santé, une école supérieure d'agriculture, une école internationale de journalisme, une école « polytechnique », et, un peu à l'écart, l'Ecole normale supérieure. Bref, un ensemble cohérent, rigoureusement équilibré, et qui devait, dans l'esprit de ses promoteurs, devenir un lieu de rencontre exceptionnel entre les disciplines, les types d'enseignements et les cultures. Et les choses, en vérité,

n'étaient pas négligeables : un personnel enseignant africain relativement abondant et de qualité rare, la double présence de la tradition universitaire française et britannique, la volonté, enfin, des pouvoirs publics d'accorder à

la nouvelle institution, fût-ce au prix de lourds sacrifices financiers, toute l'aide dont elle aurait besoin (le budget de fonctionnement de l'université dépasse actuellement plus de 3 milliards de francs C.F.A.).



## Le temps des nouveaux choix

DES grands espoirs des années 60, beaucoup n'ont pas été déçus. L'institution a vécu, s'est développée, n'a cessé d'affirmer son autorité et son rayonnement. Progressivement, la jeune université s'est libérée de la tutelle de ses premiers mentors coloniaux. Placée durant ses premières années sous l'autorité d'un « vice-chancelier » français, elle se trouve aujourd'hui administrée par un « chancelier » et un « vice-chancelier » camerounais, l'un francophone, l'autre anglophone, tandis que la proportion des enseignants d'origine européenne n'a cessé de se réduire. Progressivement aussi, les programmes n'ont cessé de s'étendre et de se diversifier. A la licence (actuelle-

ment obtenue après quatre années de scolarité) sont venues s'ajouter, pour les facultés, la préparation d'un D.E.S. et, tout récemment, l'institution d'un cycle de doctorat. Dans le domaine technique et médical tout particulièrement, le Cameroun doit à son Université la formation de cadres d'une très bonne tenue.

Le bilan cependant doit être aujourd'hui assez sensiblement nuancé. Avec l'âge adulte, est venu pour l'université de Yaoundé le temps des incertitudes, le temps aussi des choix nouveaux à faire, des orientations nouvelles à définir. En fait, ce sont, malgré

\* Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

l'« africanisation », tous les problèmes qui mettent en cause le destin universitaire occidental qui viennent brutalement assaillir l'institution camerounaise. Problèmes familiers à l'observateur européen, mais qu'il retrouve ici posés avec une netteté souvent déconcertante, débarrassés de toute équivoque, amplifiés parfois comme pour une démonstration clinique.

Le premier problème, tout au moins le plus évident, se trouve simplement posé par le rythme, de plus en plus accéléré, de l'accroissement des effectifs étudiants : mille huit cents étudiants, pour l'ensemble des établissements universitaires en 1967, six mille en 1974, douze mille en 1976. Malgré l'institution d'un examen d'entrée, malgré diverses tentatives pour renforcer la sélection, l'inflation ne cesse de s'amplifier : si la tendance se poursuit, c'est un chiffre de vingt-cinq mille étudiants auquel il faut s'attendre pour les années 80. Les locaux deviennent trop étroits, l'encadrement de plus en plus difficile. Les difficultés s'accumulent, mettant à rude épreuve un personnel administratif dont la qualité n'est peut-être pas allée de pair avec l'augmentation numérique.

Parallèlement, il ne paraît pas que le niveau moyen de ces foules

étudiantes puisse être favorablement comparé avec ce qu'il était il y a encore quelques années. Les éléments de valeur ne manquent certes pas : c'est avec une légitime fierté que l'université de Yaoundé a pu fêter, par exemple, en février 1976, deux de ses élèves, formés essentiellement sur ses bancs et qui ont obtenu en France le titre de docteurs en géologie. Mais, et l'affirmation est surtout valable pour les disci-

plines « littéraires » et juridiques, la crise très sensible que connaît l'enseignement secondaire n'a pu manquer de se répercuter au niveau du supérieur. Les classes surchargées des lycées et des collèges déversent vers l'Université une masse difficilement endurable d'élèves mal préparés, aux connaissances de base incertaines et à la vocation aussi incertaine que leur ambition se trouve aiguisée.



## La recherche d'une authenticité

PLUS graves encore, bien que moins aisément analysables, les incertitudes intellectuelles, les déchirements culturels que semble actuellement connaître le milieu universitaire camerounais. Essentiellement formés dans les universités métropolitaines, les premiers enseignants étaient très fortement imprégnés des modèles culturels de la vieille Europe. Leur fidélité à leurs maîtres de la Sorbonne ou d'Oxford, les disciplines, les méthodes, les modes de pensée qu'ils avaient acquis au prix d'efforts souvent admirables étaient vécues par eux comme des certitudes élémentaires. Face à ces certitudes, la recherche de l'authenticité africaine, la volonté de retour aux sources d'un passé original ont fait naître d'autres exigences. L'équilibre, la symbiose entre deux héritages, deux traditions, deux civilisations, certains ont pu les réaliser. Ils sont peu nombreux, il faut le reconnaître, et surtout leurs leçons sont souvent mal comprises par des esprits enfiévrés, avides de certitudes simples, sensibles à tous les appels, à tous les mots d'ordre d'un continent qui se cherche. Les aliénations du déracinement, il serait tragiquement erroné de penser que la décolonisation a su y mettre fin.

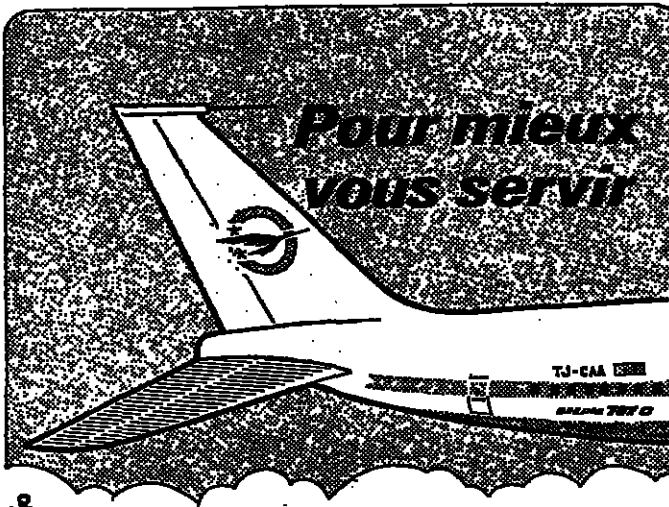
L'espoir réside dans le fait qu'aucun des termes de cette analyse ne semble avoir échappé aux actuels responsables du destin camerounais. Les incidents (dont on ne saurait d'ailleurs exagérer la gravité), qui ont marqué la rentrée universitaire en 1969, en 1973, et en 1975, auraient suffi à attirer leur attention. S'intégrant dans une politique générale de revalorisation du travail agricole et de la vie paysanne, le virage a été pris dès 1974. Les méfaits d'un enseignement excessivement « généraliste » ont été dénoncés par le président Ahidjo lui-même. En février 1975, la décision a été prise de créer, en un autre point du territoire, une université nouvelle, dite « université de technologie », qui verra le jour dans quelques années.

Victimes de leurs propres succès et de leurs propres efforts, face aux conséquences d'une évolution dont ils ne sauraient être tenus pour responsables, les dirigeants camerounais opposent, en ce domaine comme dans beaucoup d'autres, leur bon sens et leur patience. Toute la question est de savoir si le temps — ce temps sur lequel essentiellement ils comptent — sera de leur côté.

**POUR VOTRE VOYAGE  
AU CAMEROUN  
FAITES-VOUS DONC  
ACCUEILLIR  
A PARTIR DE PARIS  
PAR DES CAMEROUNAIS  
CAMEROON AIRLINES**

Offre des vols réguliers en 707 au départ de Paris-Orly, Marseille, Genève, Rome pour Douala, corridor d'Afrique Centrale.

A partir de Paris, l'amabilité de notre équipage, et l'ambiance toute particulière de nos avions, vous permettant déjà d'apprécier la légendaire hospitalité africaine, inimitable et bien à la manière de chez nous.



**CAMEROON AIRLINES**

PARIS : 12, boulevard des Capucines, tél. : 073-85-40.  
MARSEILLE : Air France, 14, La Canebière, tél. 33-62-60  
GENEVE : Air France, 12, quai Général-Guisan, tél. 20-28-44.  
ROME : Air France, via Vittorio Veneto 93, tél. 84-11-81.



**ORGANISME DE FINANCEMENT  
DE LA REVOLUTION VERTE**

1. accorde des crédits à :
  - l'agriculture,
  - l'élevage,
  - la pisciculture,
  - la pêche,
  - l'habitat rural,
  - l'artisanat,
  - la régénération forestière.
2. intervient dans :
  - la protection phytosanitaire,
  - la régénération café cacao,
  - la promotion de l'élevage,
  - l'aménagement des campagnes,
  - l'installation des jeunes ruraux.
3. et d'une façon générale, contribue à la promotion du développement économique et social en milieu rural.

B.P. 1548 YAOUNDE Tél. : 22-10-25  
et 22-39-82



**Cameroon Shipping Lines S.A.**

Société Nationale de Transport Maritime

au capital de 580 millions de francs C.F.A. - Membre de la COWAC  
DOUALA, 32, rue des Ecoles, B.P. 4054  
Tél. 5615 - Tél. 42.52.12 et 42.56.64

**Cameroon Shipping Lines S.A.**

assure un service régulier

**FRANCE - COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE**

toutes les trois semaines

de DUNKERQUE

ROUEN - LE HAVRE - BORDEAUX

à

DAKAR - ABIDJAN - DOUALA

OWENDO (Libreville)

Navires conventionnels avec cales réfrigérées

Capacité de levage : 80 tonnes

Agence générale :

UNIMAR Seetransport GmbH, B.P. 106 226

2 Hambourg 1, Ferdinandstrasse 33

Tél. 2163 465. Tél. 30061

Agence à Paris :

UNIMAR (S.A.R.L.), 10, rue des Ternes, 75017 Paris

Tél. 29 05 45. Tél. 754-76-29 et 754-13-96

Agences portuaires :

DUNKERQUE :

Sogetra. Tél. 82 09 49. Tél. 65-99-31

ROUEN :

Sogena c/o Somarfran. Tél. 77 09 39. Tél. 70-55-70

LE HAVRE :

Sogena c/o Somarfran. Tél. 19 00 77. Tél. 45-63-21

BORDEAUX :

M/s Chargeurs Réunis. Tél. 56 00 51. Tél. 44-12-42







## Tourisme

# Des richesses fantastiques encore peu exploitées

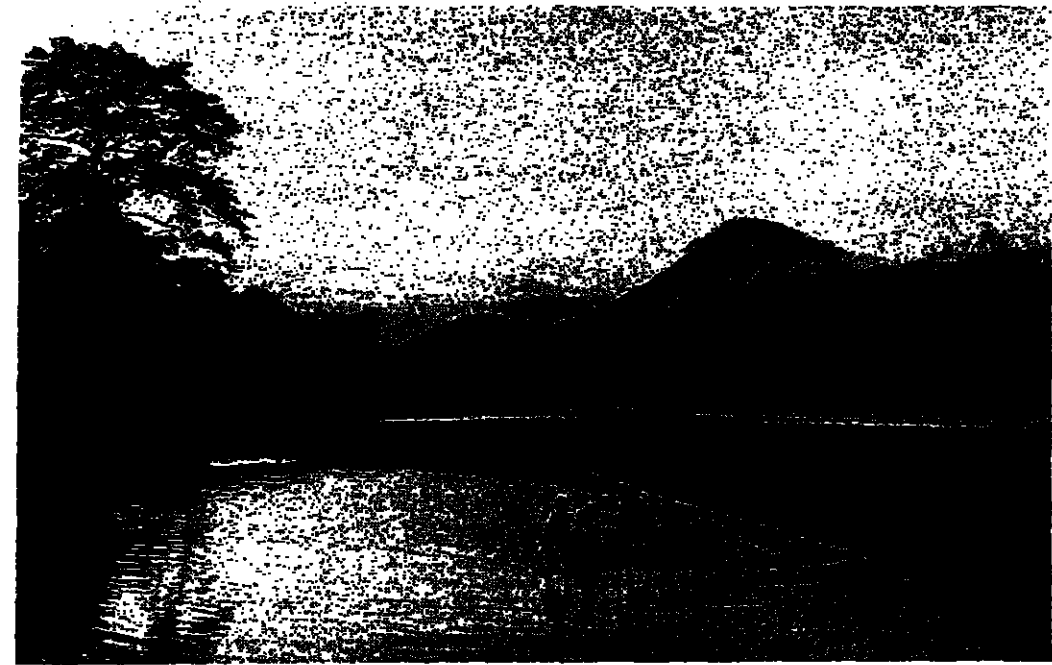
Par VALENTIN NGA NDONGO

DEPUIS bientôt deux ans, l'intérêt des professionnels du tourisme s'est soudain porté sur le Cameroun. Celui-ci, en retard jusqu'alors dans ce domaine sur beaucoup d'autres pays africains mieux connus en Europe et en Amérique du Nord, est en passe de rattraper le terrain perdu et d'imposer, lentement mais sûrement, son image de marque. Une image fascinante aux mille facettes.

Souvent qualifié d'Afrique en miniature, le Cameroun constitue en effet un véritable carrefour où tout le continent paraît s'être donné rendez-vous : l'Afrique de la forêt et de la savane, celle du Bantou et du Soudanais, celle du musulman, du chrétien et de l'animiste, celle du francophone, de l'anglophone, voire de l'arabophone.

Du Sud enveloppé dans un éternel et verdoyant manteau végétal jusqu'aux savanes chaudes et clairsemées du Nord, persiste un trait dominant : la diversité. Diversité des paysages, diversité des sites, diversité des types humains et des traditions.

Le touriste foule d'abord le sol du littoral à Douala. Plaque tournante et porte d'entrée du Cameroun, par mer et par air, Douala est une ville d'une activité débordante. Son port, l'un des plus importants de la côte ouest africaine, connaît un trafic intense. Douala possède également un aéroport international desservi par toutes les grandes compagnies internationales.



(Cliché Flénet Afrique-Photo.)

AU PIED DU MONT CAMEROUN

En longeant la côte, le visiteur découvre de belles plages de sable fin, jaune et gris, piquées de sveltes cocotiers. Avec ses baies pittoresques et sa végétation toujours luxuriante, ses deux « perles » que sont Kribi et Victoria, le littoral se prête au tourisme balnéaire.

Il est aisé, à partir de la côte, de remonter vers l'intérieur le Sud-Cameroun, domaine de la forêt et des grands fleuves. De Kribi, on atteint Yaoundé, gracieuse capitale aux sept collines, dont la plus célèbre, le Mont-Fébé, abrite un hôtel de classe internationale. Des excursions sont possibles au départ de Yaoundé vers les chutes de Natchigal sur la Sangha et les localités de Monaté, Mbalmayo, Ebolowa et Sangmélima. Le touriste a aussi le loisir de se livrer à la petite chasse dans les immenses forêts de la province de l'Est où vivent encore des gorilles, des singes et des éléphants.

Mais, s'il veut vraiment voir et filmer des animaux, le visiteur devra poursuivre sa route vers le Nord, « Eldorado touristique » où se trouvent réunis, par un miracle de la création, une faune, un paysage et un folklore d'une rare variété. Ngaoundéré, le riant portail du Nord-Cameroun, à cinquante minutes d'avion de Yaoundé, est le point de départ vers cette région. Si à Maroua, agglomération remarquable par son artisanat et son multicolore et grouillant marché où s'attroupent quotidiennement tanneurs, potiers, tailleurs, tisserands, vendeurs d'étoffes, forgerons et chalandes de toutes sortes, une escale est nécessaire, il est infiniment utile d'emprunter la belle route bitumée qui relie cette ville à Kousséri. A mi-chemin, le touriste atteint Waza, localité célèbre par son parc national, le plus riche sinon le plus spectaculaire d'Afrique francophone. On y rencontre presque toutes les espèces de la faune africaine : lions, éléphants, girafes, cobs de Buïfon, damalisques, guépards, autruches, canards sauvages, etc. D'autres parcs existent qui complètent la population

de Waza : ceux de Bouabandjida et de Benoué.

Si, par sa faune, le Nord-Cameroun évoque avant tout le safari-photo et la chasse, il n'en demeure pas moins que cette région, sans doute la plus touristique du pays, recèle d'autres richesses, telles que le folklore, la beauté des paysages, la diversité de l'habitat et l'originalité des modes de vie.

Il se peut qu'un terme de ce long voyage à travers le Cameroun le touriste ressente quelques fatigues. Deux jours de repos lui seront bienfaisants à Dschang, centre climatique de l'Ouest-Cameroun, qu'on a parfois qualifié d'« Auvergne de l'Afrique ». Cette région au paysage vallonné et au climat tempéré est caractérisée par le folklore bamilé et l'artisanat bamoun.

Il va sans dire qu'un tel potentiel touristique nécessite, pour être rentable, une mise en valeur optimale et rationnelle. Les responsables camerounais ont certes pris conscience de l'importance nouvelle acquise par le tourisme dans les économies sous-développées. C'est pourquoi il a fallu rompre avec les méthodes artisanales, voire empiriques, et opter inévitablement pour un tourisme industriel et moderne.

Des efforts sont effectués d'abord dans le domaine de la publicité et des relations publiques. C'est ainsi que le Cameroun participe à des manifestations spécialisées

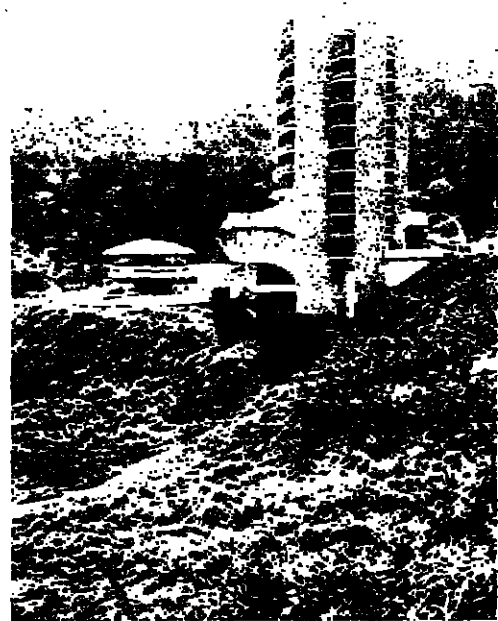
(bras). Victoria (village de vacances de 50 chambres). Le gouvernement a d'ailleurs fait appel aux capitaux privés en promulguant un code des investissements touristiques.

Il reste malgré tout que des ombres figurent encore au tableau. La politique promotionnelle, en particulier, n'en est qu'à ses balbutiements. C'est ce qui explique sans doute que le Cameroun, bien que possédant d'énormes richesses touristiques, ne bénéficie pas, auprès des professionnels, d'une audience à la mesure de ces potentialités.

Les moyens que ce pays affecte à la publicité demeurent dérisoires, comparés surtout aux sommes colossales dépensées par d'autres Etats. Fortement, les actions promotionnelles s'en trouvent limitées. Il faut espérer que la création de la SOCATOUR (Société camerounaise de tourisme) résoudra cet épineux problème.

Bien plus, le tourisme apparaît encore comme l'affaire de deux strates sociales : les résidents européens et l'élite nationale. Le tourisme ici coûte cher et se présente ainsi comme un produit à la portée seulement d'un nombre réduit de bourses. Les efforts visant à promouvoir un tourisme intérieur de masse ont souvent buté sur cet obstacle. Le Camerounais en visite dans une ville préfère donc (mais a-t-il le choix ?) aller loger à peu de frais chez un parent. Du reste, le tourisme, comme activité de loisirs, n'est pas encore enraciné dans les mœurs. Son caractère extraverti peut être source de problèmes.

Car si le tourisme, épiphénomène de notre siècle, est une source de devises, force est de reconnaître qu'il comporte un danger



(A.A.A. Photo.)  
UN HOTEL DE CLASSE INTERNATIONALE PRES DE YAOUNDE

de « pollution morale » et de banalisation des coutumes. Le spectacle de ces touristes hirsutes, enguenillés, presque pieds nus, qui sillonnent villes et campagnes, est assez singulier en Afrique et met à rude épreuve des mentalités insuffisamment armées. De même, des traditions peuvent être transplantées, pour le simple plaisir du touriste, dans des cadres parfois inadaptes, pour ne pas dire aberrants. L'art lui-même risque d'être banalisé et ravalé au niveau de la production semi-industrielle, car, dans ce qu'on a appelé l'« art des aéroports », l'appât du gain prime l'inspiration de l'auteur.

Mais il n'y a pas lieu de renoncer à exploiter des richesses touristiques qui constituent pour ce pays un facteur de développement. Tant s'en faut ! Peut-être l'essor de plus d'une nation aujourd'hui pauvre reposera-t-il demain en grande partie sur ses potentialités touristiques.

(PUBLICITE)

## SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT DU CAMEROUN

Société anonyme au capital de 1 milliard de francs C.F.A., soit 20 000 000 de FF  
Partenaire idéal des Investisseurs Etrangers

Société d'Etat à capital variable régie par les dispositions légales et réglementaires sur les sociétés anonymes et placées sous la tutelle du Ministère de l'Economie et du Plan.

### I. — Historique

La S.N.I. a été créée par la Loi n° 63/25 du 19 juin 1963 autorisant l'émission des bons d'équipement de 2, 3 et 5 ans d'échéance. Ses attributions et son fonctionnement ont été définis successivement par les décrets n° 64/07/486 du 16 décembre 1964 et 71/06/159 du 15 avril 1971.

Ses ressources proviennent de ses fonds propres, du produit des bons d'équipement, des avances de l'Etat, des emprunts extérieurs. L'ensemble de ses ressources s'élevait en 1975 à plus de 12 milliards de francs C.F.A.

### II. — Rôle de la S.N.I.

La S.N.I. participe et finance le développement.

— Réalisation de toutes études générales et particulières dans les domaines agricoles, industriels et commerciaux.

— Accueil des investisseurs et assistance dans la connaissance des milieux d'affaires camerounais.

— Octroi des crédits et avais aux sociétés filiales.

— Gestion et rentabilisation du portefeuille de l'Etat.

— Option prioritaire au développement économique et social de la République Unie du Cameroun.

### III. — Réalisations de la S.N.I.

La S.N.I. poursuit un essor soutenu par douze années d'expérience, d'initiatives diverses, et dispose déjà d'un passé riche en réalisations concrètes :

— Participation au capital de plus de 60 sociétés relevant de tous les secteurs de l'activité industrielle, agro-industrielle, commerciale et touristique.

— En 1975, l'ensemble de ses sociétés a réalisé un chiffre d'affaires global de près de 61 milliards de francs C.F.A. et leurs investissements cumulés ont été de l'ordre de 61 milliards de francs C.F.A.

— Les activités industrielles et agro-industrielles viennent en tête. Ces deux secteurs d'activités totalisent plus des trois quarts des participations de la S.N.I. et réalisent près de 95 % du chiffre d'affaires global.

— Viennent ensuite les services, le tourisme et l'hôtellerie.

### IV. — La S.N.I. et la coopération internationale

— La S.N.I. est engagée dans la voie de la coopération internationale.

— Ses structures techniques et humaines, son expérience de société d'Etat d'une part, et des milieux d'affaires d'autre part, lui permettent de proposer à ses partenaires des formules adaptées à l'évolution du contexte national.

Dans cet esprit, la S.N.I. vient de signer deux Conventions de prêt :

● L'une de 1,5 milliard de francs C.F.A. avec la Caisse Centrale de Coopération Economique ;

● L'autre de 22 millions de dollars U.S. avec un consortium bancaire ayant comme chefs de file, entre autres, l'UNION DES BANQUES ARABES ET FRANÇAISES (U.B.A.F.) et la BANK OF AMERICA.

Ces fonds seront utilisés pour le financement des grands projets notamment le complexe agro-industriel de sucre de MBANDJOCK près de YAOUNDE, la Cameroon Sugar Company, Inc. (CAMSUCO).

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT,  
B.P. 423 - YAOUNDE (R.U.C.),  
Téléc : SONICAM 8205 KN  
Télégramme : SONICAM.

Documents établis par M. GILBERT ANDRÉ TCHOUNGUI, ministre de l'Agriculture de la République Unie du Cameroun

# LA RÉVOLUTION VERTE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, les pouvoirs publics ont déployé de grands efforts pour développer et moderniser la production rurale considérée, à juste titre, comme la base de l'économie nationale et un des facteurs essentiels de notre stratégie de croissance.

Malgré les difficultés inhérentes à l'agriculture, il apparaît aujourd'hui que notre politique agricole a porté ses fruits : la production agricole reste soutenue, les structures nouvelles d'intervention sont en place, la formation des hommes se poursuit, bref, le développement du monde rural devient chaque jour davantage une réalité.

Ces résultats, quoique appréciables, demeurent en deçà des potentialités réelles de notre agriculture, qui a connu un démarrage difficile dû aux problèmes que le pays a rencontrés à l'aube de son indépendance et qui ont paralysé les principales régions productrices du pays.

C'est dire que l'agriculture camerounaise n'a pas encore atteint son régime de croisière, celui où toutes les ressources et toutes les énergies disponibles sont mobilisées en permanence en vue de l'exploitation rationnelle du sol de la patrie.

C'est dans ce contexte que le chef de l'Etat a lancé à Buea, en mars 1973, le mot d'ordre de la « révolution verte » qui apparaît d'emblée comme l'instrument essentiel, le « fer de lance » de la politique du gouvernement visant à l'accroissement de la production rurale et animale ; à l'amélioration des revenus et des conditions de vie du paysan ; et à une participation plus active de ce dernier à l'effort national de développement.

Cette « révolution verte » se fonde avant tout sur une prise de conscience de la place et du rôle de l'agriculture et de l'élevage dans le processus de développement économique et social de notre pays.

Jamais, en effet, la place de l'agriculture dans notre stratégie de croissance n'a paru aussi primordiale depuis la mise en œuvre de la « révolution verte », puisque quatre Camerounais sur cinq se consacrent à l'agriculture, qui représente en valeur 40 % du produit intérieur brut et plus de 70 % de nos exportations.

Notre agriculture est également la base de l'alimentation de nos populations

et œuvre, à l'heure actuelle, les besoins de la consommation nationale ; c'est encore l'agriculture qui fournit les matières premières indispensables à l'approvisionnement de la plupart de nos industries de transformation.

Bes lors, le secteur agricole est de toute évidence le premier secteur économique du pays et la première des priorités dans notre stratégie de croissance et de développement. Dans ces conditions, la « révolution verte » appelle une véritable reconversion des mentalités :

— De la part des techniciens agricoles qui doivent se sentir mobilisés dans l'encadrement adéquat de plus d'un million d'exploitants agricoles ;

— De la part des agriculteurs eux-mêmes. Producteurs à part entière, ils doivent constamment avoir à l'esprit que l'agriculture ne peut être rentable que si sa productivité s'améliore grâce à l'adoption de techniques culturales modernes, l'utilisation de variétés améliorées, l'élargissement des terres mises en culture, le recours au crédit agricole, l'organisation de la collecte et de la vente des produits agricoles par le biais des coopératives, etc. ;

— De la part de l'opinion publique, qui doit se persuader de la promotion économique et sociale que procure l'activité agricole bien menée et du capital inestimable que représente la terre.

Le succès de cette « révolution verte » implique la suppression des divers goulots d'étranglement qui entravent encore l'essor général de notre agriculture, en particulier dans le secteur traditionnel.

Dans ce secteur, qui est de loin le plus important puisqu'il représente, à l'heure actuelle, 95 % des superficies cultivées et intéresse la quasi-totalité des cultures vivrières, les productions de cacao, de coton, d'arachide et la plus grande partie de la production de café, un effort accru est porté notamment sur l'encadrement des agriculteurs, leur approvisionnement en produits de traitement et en matériels agricoles, la vulgarisation des résultats de la recherche agronomique, le crédit agricole.

Cet effort tendra donc à former davantage de cadres dans nos écoles, à envoyer le maximum de techniciens sur le terrain, à suivre et à contrôler, de façon régulière, leurs activités.

La réalisation des objectifs de la « révolution verte » exige aussi la mise en place de structures adéquates de production et de financement.

C'est la raison d'être des sociétés et missions de développement qui sont propices à l'émergence d'un secteur moderne de production.

La culture de l'hévéa, de la canne à sucre, d tabac, du riz, du blé, la quasi-totalité de la bananeraie d'exportation, une grande partie de la palmeraie et de la caféière, sont ainsi prises en charge par des sociétés de développement :

— **HEVECAM** (Société de développement de l'hévéa du Cameroun) vient de démarrer la mise en place de 15 000 ha d'hévéa dans la région de Kribi ;

— **LA SOSUCAM** (Société sucrière du Cameroun), premier complexe agro-industriel de sucre, a atteint sa vitesse de croisière avec une production de 25 000 à 30 000 tonnes de sucre : l'objectif du gouvernement étant de produire 100 000 tonnes de sucre, pour faire face aux besoins de consommation nationale, il a été créé la CAMSUCO (Cameroun Sugar Company) dont la production dans une première phase doit atteindre 50 000 tonnes de sucre, puis 80 000 tonnes en régime de croisière ;

— **LA S.C.T.** (Société camerounaise de tabac) encadre efficacement 10 000 producteurs de tabac de cape de la province de l'Est : la production de tabac de cape du Cameroun, particulièrement recherché dans le monde, oscille entre 2 000 et 2 500 tonnes par an ;

— **LA SODEBLE** (Société de développement du blé), de création récente, a reçu pour mission de mettre en place, sur le plateau de l'Adamaoua (1 400 m d'altitude), un complexe agro-industriel de blé couvrant 5 000 à 10 000 ha en vue de faire face à long terme à la consommation nationale de farine de blé en pleine expansion (80 000 tonnes) ;

— **L'O.C.B.** (Organisation camerounaise de la banane) assume la responsabilité de redresser la production bananière du Cameroun depuis 1969. Cette production a atteint 75 000 tonnes en 1975, et l'objectif de 1980 se situe au-delà de 100 000 tonnes ;

— **LA SEMRY** (Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua), avec une production de 18 000 tonnes de riz en 1975/1976, a largement dépassé les prévisions initiales qui avaient prévalu au démarrage du projet ; la SEMRY, qui couvre plus de 4 000 ha entièrement aménagés, est considérée à juste titre comme le projet rizicole pilote du Cameroun ;

— **LA SOCAPALM** (Société camerounaise de palmiers) contribue à la mise en place du plan palmier : 12 000 ha ont déjà été réalisés à Mbongo, Ekeka et Didombati ; un nouveau bloc agro-industriel (Kienke) est en cours de négociation en même temps que la société se préoccupe de la réalisation de plantations villageoises autour de blocs industriels ;

— **LA C.D.C.** (Cameroun Development Corporation) porte ses activités non seulement sur le palmier à huile (10 000 ha), mais encore sur le bananier, l'hévéa, le théier, le poivrier et le cacaoyer.

La C.D.C. a bénéficié d'un volume de financement

de 15 milliards de francs C.F.A., et cette entreprise qui utilise 14 000 employés est la plus importante des sociétés agricoles de l'Afrique centrale.

— **LA SODECAO** (Société de développement du cacao) marque la volonté du gouvernement de développer de façon particulière le secteur cacaoyer qui représente, à lui seul, plus de tiers des exportations du pays.

L'action de la SODECAO doit intéresser dans une première phase 30 000 planteurs disséminés sur 50 000 hectares.

— **LA SODECOTON** (Société de développement du coton) est chargée de promouvoir la production de coton dans la province du Nord.

Malgré la sécheresse qui a sévi dans cette région, l'objectif de production de 100 000 tonnes sera probablement atteint vers 1980.

Il en est de même des structures qui ont été créées pour stimuler la production vivrière.

C'est le cas de la MIDRIV (Mission de développement des cultures vivrières, maraîchères et fruitières) à qui a été confiée la charge de promouvoir le développement du secteur vivrier en vue d'assurer l'approvisionnement régulier des centres urbains.

L'opération « ceintures vertes », par la mise en place de plantations de bananiers plantains et la création de champs semenciers autour de Yaoundé, est une des premières réalisations de cette mission dont le champ d'action s'étend progressivement aux autres productions vivrières, maraîchères et fruitières, pour desservir les autres grandes agglomérations.

C'est le cas de l'office céréalière, dans la province du Nord, soumise aux aléas climatiques, dont l'objectif est d'assurer régulièrement un approvisionnement constant en mils et sorghos des populations et d'éviter ainsi une spéculation sur ces produits, grâce à un stockage régulier.

Enfin, l'un des piliers essentiels de la « révolution verte » est l'organisation coopérative des producteurs.

La mise en place de coopératives agricoles bien conçues et bien gérées est de nature à rationaliser les opérations de collecte et de vente des produits agricoles, de manière à assurer une meilleure rémunération des efforts du paysan et à améliorer ses conditions d'existence. De plus, les organismes coopératifs constituent un cadre approprié pour la diffusion et le remboursement du crédit agricole.

Déjà, l'UCCAO (Union des coopératives de café arabica de l'Ouest) d'une part, la B.C.A. (Bananda Cooperative Association) d'autre part, en regroupant plus de 100 000 producteurs de café des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, jouent un rôle de premier plan dans l'économie caennaise.

Le CENADEC (Centre national de développement des entreprises coopératives) mène avec succès des expériences-pilotes dans les provinces du Centre-Sud et du Nord-Ouest, de la même manière que les SOCOOPED (Société coopérative d'épargne et de développement) ont pris en charge la commercialisation des grands produits de base en zone rurale.

La « révolution verte » suppose non seulement la

mise en place de structures de production adéquates dont il a été fait état, mais aussi une structure appropriée de financement qui doit être adaptée aux conditions de vie du monde rural.

C'est l'objet du Fonds national de développement rural (FONADER), créé en 1973 et chargé de la diffusion du crédit agricole et de la gestion des fonds mis à sa disposition par le gouvernement pour la réalisation d'actions spécifiques en milieu rural.

En matière forestière, un triple objectif a été fixé dans le cadre de la « révolution verte » :

— Augmentation de la production forestière et transformation d'une grande partie de celle-ci dans les usines locales ;

— Régénération forestière ;

— Aménagement et protection de la faune.

La forêt est en effet la principale ressource naturelle du pays. Elle couvre environ 20 millions d'hectares. Le bois occupe aujourd'hui le troisième rang en valeur après le cacao et le café et le premier rang en tonnage des exportations du Cameroun.

La programmation de l'exploitation forestière prévoit à partir de 1980 une production de plus de 2 millions de m<sup>3</sup> par an dont 60 % au moins seront transformés localement.

Pour atteindre cet objectif, il est prévu :

— L'installation d'une industrie de pâte à papier à Edéa ;

— De nouvelles unités de sciage, déroulage et tranchage (SOFIBEL, ECAM placage, etc.) ;

— La construction d'un axe routier pour l'évacuation des bois (Yokadouna - Kribi - Campo).

Par ailleurs, des études sont en cours avec la participation des communautés européennes et des industries européennes pour la promotion commerciale des essences forestières encore peu connues ou pas encore exploitées.

Mais l'exploitation forestière doit aller de pair — cela va de soi — avec la régénération de la forêt. A cet effet, un Fonds national forestier et piscicole, alimenté par les taxes et redevances forestières, a été créé pour financer les travaux d'enrichissement, de régénération et de reboisement. Ce Fonds permet la régénération de plus de 1 000 ha en moyenne par an, chiffre qui sera doublé vers 1980. Il finance également des programmes de développement de la pisciculture et la pêche continentale.

La protection et la conservation des ressources naturelles et notamment l'aménagement des parcs nationaux, des zones existantes et des réserves de faune constituent le troisième volet de notre politique forestière. Ce choix découle de la richesse et de la variété exceptionnelle de la faune camerounaise qui, bien aménagée, peut apporter un appoint de valeur à l'économie nationale.

Il existe actuellement cinq parcs nationaux et six réserves de faune représentant au total 4 % du territoire national. Trois autres projets sont en cours et permettront non seulement de porter ce taux à 5 %, le plus élevé en Afrique francophone, mais surtout d'obtenir une répartition harmonieuse des aires protégées sur l'ensemble du pays.

**En conclusion, la modernisation indispensable du secteur rural appelle de profondes mutations sur le triple plan humain, technique et économique.**

**Notre conviction est que la mise en œuvre de cette « révolution verte » est l'élément moteur d'une politique agricole dont l'objectif à terme est l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du Cameroun pour le bien-être de ses populations.**

مكتبة النهر



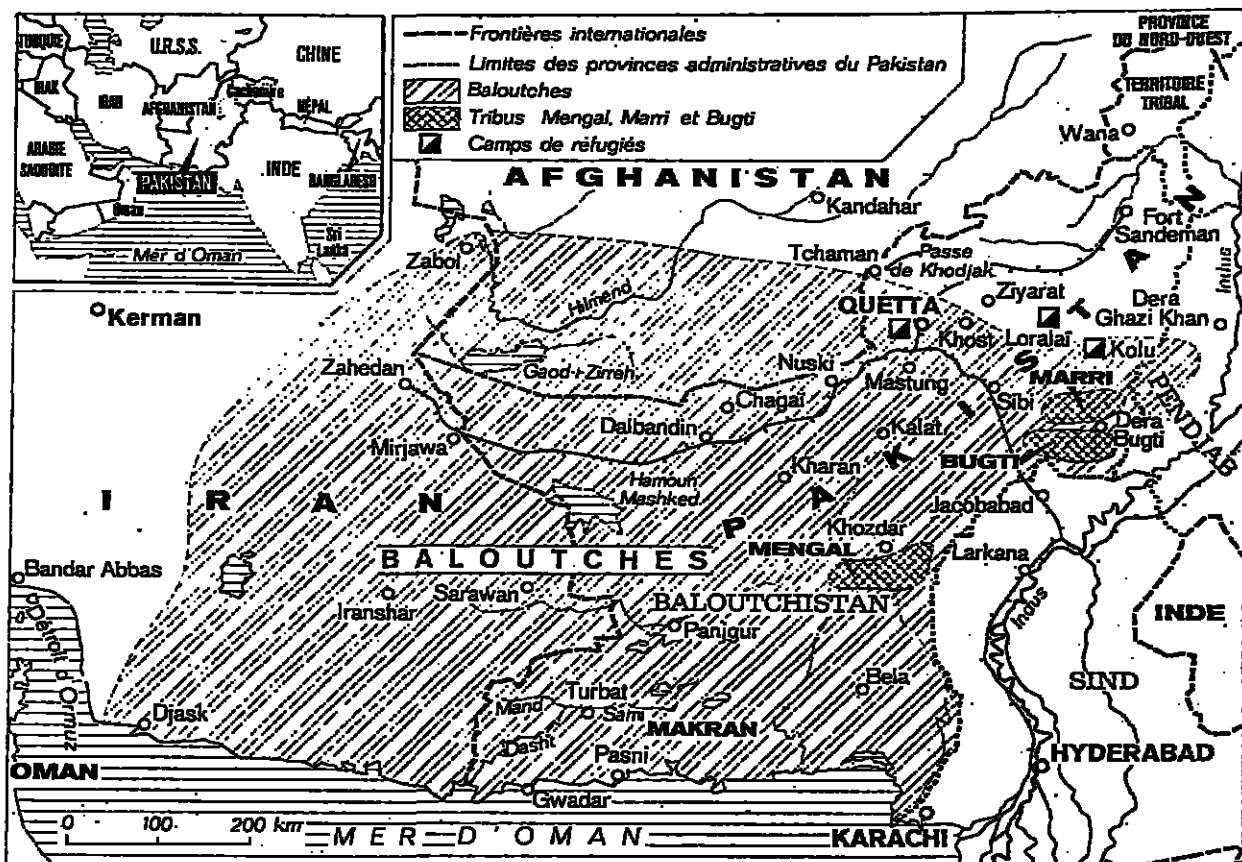


# BALOUTCHISTAN

## la guerre oubliée

Dépourvues de toute aide extérieure, des tribus d'une extrême pauvreté poursuivent dans une région riche leur lutte contre le gouvernement pakistanais

Reportage d'ALEXANDRE DASTARAC et ROBERT DERSEN



Le 17 avril 1976 s'est ouvert dans la prison d'Hyderabad le procès des dirigeants du National Awami Party (NAP) et des principaux leaders nationalistes baloutches (Attullah Mengal, Khair Baksh Marri, Ghous Bux Nizaj). La quasi-totalité des leaders de l'opposition légale au Sénat et à l'Assemblée ont été arrêtés. Le président Ali Bhutto exerce à présent un pouvoir qui, pour être personnel, n'en est que plus fragile. Cette situation est liée en premier lieu à l'incapacité du gouvernement à résoudre la crise du Baloutchistan. En février 1973, prenant prétexte de la découverte d'armes soviétiques dans l'ambassade d'Irak à Islamabad, le gouvernement détruisait les gouvernements à majorité NAP des provinces du Baloutchistan et de la North Western Frontier Province (N.W.F.P.) et mettait fin à leur statut d'autonomie. Au cours des semaines qui suivirent une guérilla éclatante dans deux des plus grandes tribus du Baloutchistan, les Marri et les Mengal, mécontentes de la nomination d'un nouveau gouverneur, Akbar Bugti, connu pour ses sympathies à l'égard du gouvernement central. L'armée envoyée au Baloutchistan pour une mission de « conciliation » se transforma vite en force de répression, les chefs de tribu et les membres du NAP ayant refusé de négocier. Dès lors le Baloutchistan s'installait dans un état de guerre ouverte. (1)

Depuis l'interdiction de l'assemblée provinciale et le début de la rébellion au Baloutchistan, la situation, vue de l'extérieur, ne semble guère avoir évolué. Sur le plan militaire, les combats sont toujours aussi sporadiques, les grandes batailles toujours aussi rares. Le gouvernement pakistanais veut à tout prix minimiser les incidents, et la presse ou bien se fait complice du silence ou bien déforme systématiquement les événements. M. Bhutto, les résultats de son ultimatum d'octobre 1974, auquel se serait soumise, selon lui, la guérilla. Mais à Quetta, où se trouve la plus importante concentration de troupes, l'activité ne s'est jamais ralentie. Les contrôles incessants sur les routes menant à la ville, l'activité qui règne dans l'immeuble de la Baloutchistan Special Branch, police politique équipée de grands frais par la C.I.A. et le gouvernement iranien, le ballet des hélicoptères, l'envoi des Mirage et des Sabre de la base aérienne proche, les camps militaires entourant la ville, tout montre clairement ce qu'Islamabad voudrait cacher.

L'armée pakistanaise, impuissante à mater la rébellion, a choisi il y a deux ans de détruire

les bases économiques de la guérilla. En août-septembre 1974, dans la région de Chamaning, quatre divisions pakistanaises (plus de cent mille hommes), formées en majorité de Penjabis et de Sindis, encerclèrent la zone de la tribu Marri. Les combats furent extrêmement violents. Face aux bombardements de l'artillerie, aux mitraillages des Mirage et des Alouette, la guérilla ne dut son salut qu'à sa parfaite connaissance du terrain. L'armée pakistanaise pouvait cependant s'estimer satisfaite : cent cinquante mille têtes de bétail avaient été capturées et revendues au Penjab et au Sind. Des milliers de Baloutches avaient dû quitter la région par force, soit pour les camps de Kolu, Loralai, Quetta (plus de trente mille personnes sont dans ces camps à l'heure actuelle), soit pour d'autres régions. Parmi eux, un petit nombre trouva refuge en Afghanistan.

Quelques groupes de guérilla furent capturés à cette occasion, forcés à se rendre lorsqu'ils eurent épuisé leurs munitions. Une trentaine de Baloutches avaient été tués, contre quatre cents Pakistanais. Force fut au général Tikka Khan d'admettre que le moral de l'armée avait été

entamé par d'aussi lourdes pertes. La question baloutche pouvait sembler résolue et pourtant, dans les mois qui suivirent, à Dévichambro, à Talli Tunk, la guérilla reprit l'offensive. Le 21 février 1975, une attaque simultanée des camps de Gorrod et de Sefedstock faisait quarante morts dans les rangs de l'armée pakistanaise ; deux Américains, employés aux recherches pétrolières, furent tués dans l'engagement. A Talli Tunk, le 19 janvier 1975, la mort du colonel Javid Iqbal et de cinq officiers, tués dans une embuscade, contribua encore à affaiblir le moral de l'armée, surtout dans le corps des officiers, permanent au Baloutchistan alors que la troupe est régulièrement relevée.

Depuis le début de l'offensive de 1975, l'armée pakistanaise a perdu plus de cent soixante-dix hommes et, plus récemment, le 12 février 1976, dix-sept soldats pakistans ont été tués dans un engagement à Main Bhambore ainsi que trois Américains travaillant pour la Pir Koh Oil Company (filiale de l'ARAMCO). Ces faits indiquent que la guérilla, loin d'avoir été affaiblie, s'est au contraire renforcée. Parallèlement, on a assisté au renforcement de la solidarité entre la population et les maquisards.

« Nous avons toujours été un peuple bafoué, nous explique un vieux chef, et les derniers événements ont montré au peuple baloutche comment M. Bhutto les considérait. L'armée pakistanaise a fait comprendre à tous que le seul espoir qui nous reste est dans la lutte armée. D'ailleurs, que pouvions-nous faire sinon prendre nos fusils ? Nous n'avons plus rien. »

La violente répression a aussitôt entraîné le rattachement des liens entre les tribus, d'où une plus grande efficacité militaire. La radicalisation de la lutte a accompagné cette évolution ; M. Bhutto présente la rébellion baloutche comme le fait de vieux paysans illettrés luttant pour le maintien de la structure féodale aux mains des sardars. Pourtant ces structures économiques sont à la base de la force du Baloutchistan. Un combattant nous explique :

« J'ai compris que, parce que nous luttons contre le gouvernement, notre combat est politique. M. Bhutto dit que nos sardars étaient des chefs féodaux, pourtant nous les élisons. Au temps des sardars, il y avait une démocratie et une justice, maintenant il n'y en a plus. C'est pour cela que nous nous battons pour la liberté et la justice pour tous. »

## Du féodalisme à la lutte révolutionnaire



C'est dans ces tribus en révolte qu'est né il y a quelques années le Baluchistan People's Liberation Front (B.P.L.F.). D'inspiration marxiste, mais étroitement lié aux tribus, ce mouvement a su développer un type original de lutte basé sur les conditions de vie objectives des Baloutches. Colquant son organisation militaire sur les structures traditionnelles de la tribu, le B.P.L.F. a su la faire évoluer grâce à un lent travail politique. Présent dans chaque groupe de combat, son influence n'a cessé de grandir, jusqu'à ce que ce mouvement apparaisse comme l'une des plus puissantes organisations autonomistes.

La plupart des militants des villes du Sind et du Penjab considèrent le tribalisme comme l'une des composantes honteuses de la société pakistanaise, son élément le plus rétrograde et le plus rétrograde qui soit. « Que peuvent faire des nomades illettrés manipulés par leurs sardars ? », s'entendra-t-on demander dans les universités de Hyderabad ou de Lahore. Cette attitude d'une grande partie de la gauche pakistanaise rejoint curieusement celle du gouvernement. C'est contre cette méconnaissance des problèmes et contre le dogmatisme de certains groupes que doivent d'abord lutter les autonomistes baloutches.

« Comment peuvent-ils parler de féodalisme ?

Un vieux poème baloutche dit : « Les gorges sans chemin sont nos chemins. » Cela est si vrai que l'armée pakistanaise ne s'aventure que rarement au cœur des montagnes, préférant rester le long des routes construites aux prix de lourdes pertes pour tenter d'isoler les zones de guérilla les unes des autres. C'est dans l'une de ces gorges, près de la zone des combats, que nous aurons nos premiers entretiens avec la guérilla. « C'est le fait d'avoir compris les aspects positifs d'un certain type de tribalisme qui nous a permis d'en dépasser toute une série d'aspects négatifs », nous dit Osman, qui vient de marcher seize heures avec son unité pour nous rejoindre.

Cette compréhension des problèmes a permis

entamé par d'aussi lourdes pertes. La question baloutche pouvait sembler résolue et pourtant, dans les mois qui suivirent, à Dévichambro, à Talli Tunk, la guérilla reprit l'offensive. Le 21 février 1975, une attaque simultanée des camps de Gorrod et de Sefedstock faisait quarante morts dans les rangs de l'armée pakistanaise ; deux Américains, employés aux recherches pétrolières, furent tués dans l'engagement. A Talli Tunk, le 19 janvier 1975, la mort du colonel Javid Iqbal et de cinq officiers, tués dans une embuscade, contribua encore à affaiblir le moral de l'armée, surtout dans le corps des officiers, permanent au Baloutchistan alors que la troupe est régulièrement relevée.

Depuis le début de l'offensive de 1975, l'armée pakistanaise a perdu plus de cent soixante-dix hommes et, plus récemment, le 12 février 1976, dix-sept soldats pakistans ont été tués dans un engagement à Main Bhambore ainsi que trois Américains travaillant pour la Pir Koh Oil Company (filiale de l'ARAMCO). Ces faits indiquent que la guérilla, loin d'avoir été affaiblie, s'est au contraire renforcée. Parallèlement, on a assisté au renforcement de la solidarité entre la population et les maquisards.

Un vieux poème baloutche dit : « Les gorges sans chemin sont nos chemins. » Cela est si vrai que l'armée pakistanaise ne s'aventure que rarement au cœur des montagnes, préférant rester le long des routes construites aux prix de lourdes pertes pour tenter d'isoler les zones de guérilla les unes des autres. C'est dans l'une de ces gorges, près de la zone des combats, que nous aurons nos premiers entretiens avec la guérilla. « C'est le fait d'avoir compris les aspects positifs d'un certain type de tribalisme qui nous a permis d'en dépasser toute une série d'aspects négatifs », nous dit Osman, qui vient de marcher seize heures avec son unité pour nous rejoindre.

## Unir les tribus dans une stratégie commune

Un phénomène encore plus important fut le progressif effacement des chefs de section devant les hommes choisis à l'intérieur des unités de

guérilla. Ainsi nous avons vu nombre d'unités où le chef de section était en fait sous les ordres d'un membre de sa propre section. La structure de guerre a pris peu à peu le pas sur l'organisation tribale traditionnelle : « Tous les gens, dans le passé, s'adressaient au sardar pour résoudre leurs problèmes ; les gens s'adressent aujourd'hui aux unités du B.P.L.F. », nous dit Osman.

Ces unités sont groupées sous forme de camps itinérants où se poursuit l'instruction des hommes. Là sont rassemblés tous les vivres, les munitions, les médicaments, etc., qui sont ensuite répartis entre les différentes unités qui circulent dans la montagne. Les camps, qui rassemblent les forces régulières plus un certain nombre d'éléments venus suivre un stage pendant quelques mois, sont renforcés par une autre organisation militaire, beaucoup plus fluide : la milice populaire. Celle-ci peut à volonté se former ou se dissoudre, en quelques heures. Les chefs de section servent d'intermédiaires entre les forces régulières et la milice.

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Robert BRUYÈRE-MENY  
Directeur de la publication : JACQUES FAUVET  
Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN  
Rédactrice en chef adjointe : MICHELINE FAUVET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)  
France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) 55  
Etranger 75

FAV AVION (abonnement et taxes)  
Europe (y compris Turquie d'Asie, Afrique, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Singapour, Taiwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie) 160  
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 09  
(Chèque postal : Paris 207-23)  
Tél. Rédaction : 249-73-23  
Tél. Abonnements : 249-63-03  
Tél. Le Monde : 249-72-72 Paris  
Adm. télégraphique : Journaux Paris

Rencontrez

52 FORME

مكتبة المجلد





## TRANSKEI

L'indépendance  
forcée,  
ou le  
couronnement  
de l'apartheid

Par RUTH FIRST

**L**E Transkei doit accéder à l'indépendance le 26 octobre prochain. Déjà, il est considéré comme un projet pilote pour les neuf autres bantoustans éventuellement promis au même destin politique (1). Tout se passe comme si l'Afrique du Sud avait entrepris à son tour sa grande œuvre de récolonisation, à l'instar de la France et de la Grande-Bretagne après la seconde guerre mondiale, en se préparant à affranchir ses colonies conformément au droit des nations à l'indépendance.

La comparaison est fautive. En Afrique du Sud, le régime d'apartheid de la minorité blanche exerce son pouvoir comme le ferait une armée d'occupation sur une majorité noire qui partage les mêmes frontières géographiques, qui existe à l'intérieur de la même économie. La solution néo-coloniale de la classe dominante sud-africaine n'implique pas un retrait outre-mer de la métropole, mais la création à l'intérieur du territoire sud-africain d'Etats constitués sur une base ethnique, promus à l'indépendance. Dans le cas de l'apartheid, la décolonisation consistera à doter les Africains d'une nationalité distincte, selon des critères ethniques dépendant de leur groupe tribal, et à retirer les attributs du pouvoir blanc de certaines régions qui seront coupées du reste du pays. Lorsque tous les Etats ethniques auront été constitués, il n'y aura plus de Sud-Africains noirs : ils seront devenus les citoyens d'autres Etats.

L'opération est destinée à produire un spectacle (1) Boputhatwana, Lebowa, Ndebele, Gosa-kulu, Venda, Swazi, Basotho-Quaqwa, KwaZulu et Ciskei.  
(2) 1 rand = 5,30 F environ.

culaire effet de trompe-l'œil sur la scène intérieure et dans le monde. En Afrique du Sud, le cauchemar des Blancs est la disproportion qui existe entre leur importance numérique et celle des Noirs (de l'ordre de deux contre un dans les villes et les régions industrielles). Du jour au lendemain, ce cauchemar sera balayé — du moins sur le papier. A l'extérieur, l'Afrique du Sud espère convaincre ceux qui la critiquent qu'elle a pris acte des aspirations des Africains souhaitant se libérer de la suprématie blanche et qu'elle se comporte désormais en puissance éclairée. Les dirigeants sud-africains insistent beaucoup sur cette analogie avec la décolonisation. Mais dans quelle mesure leur prétention est-elle fondée ?

**C'**EST précisément parce que l'analogie est fautive que le mécanisme instituant une nationalité transkésienne est si redoutable. Le Parlement sud-africain, entièrement composé de députés blancs, a mis au point le projet de statut du Transkei qui autorise l'Afrique du Sud à se séparer d'une fraction de son territoire et à accorder l'indépendance à la nation de langue xhosa. La loi définit les catégories de gens qui cessent d'être des Sud-Africains, pour devenir obligatoirement des Transkésiens. Ce sont ceux qui vivent actuellement dans le Bantoustan : tous ceux qui y sont nés mais qui résident maintenant, même de façon permanente, hors du territoire ; ou encore ceux qui sont « apparentés ou associés culturellement ou d'autre manière » à un Transkésien. A l'instant même où le Transkei deviendra indépendant, tout Transkésien résidant et travaillant dans la zone commune — c'est-à-dire hors du Transkei — perdra sa nationalité sud-africaine et tous les droits qui lui étaient attachés. Cela signifie que plus de 1,5 million de Transkésiens résidant en permanence hors du nouvel Etat, et qui peut-être n'y ont jamais mis les pieds, deviendront des étrangers dans l'Afrique du Sud blanche. Ceux qui refuseront la nationalité transkésienne deviendront apatrides.

A coup sûr, il s'agit alors d'une opération de dénationalisation sur la base de l'appartenance raciale, en contradiction avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et la convention des Nations unies de 1967 sur la réduction de l'apartheid. L'Afrique du Sud n'a signé aucun de ces textes, mais ceux-ci ne seront pas moins violés pour autant. Et l'Etat de l'apartheid aura créé un nouveau problème de populations sans patrie, comme il est advenu avec les Palestiniens.

**Q**UAND les neuf autres bantoustans seront devenus à leur tour des Etats ethniques, il n'y aura plus de citoyens sud-africains noirs, du moins sur le plan légal. L'une des conséquences du nouvel état de choses sera que tout le prolétariat urbain noir sera devenu étranger en Afrique du Sud.

Devant le reproche que lui vaut cette perspective, l'Afrique du Sud peut invoquer un autre parallèle : celui des travailleurs immigrés en Europe. A cette différence près que ces derniers résident à titre temporaire dans les pays où ils travaillent, tandis qu'on estime à 3,2 millions le nombre des Africains définitivement installés dans les agglomérations sud-africaines. Sans eux, l'économie serait paralysée. Pour les théoriciens de l'apartheid, si ces travailleurs reçoivent le statut d'étrangers, ce ne pourra plus être que les actes de discrimination à leur égard sont inspirés par des considérations racistes, mais qu'ils tiennent à leur qualité d'étrangers. Pourtant, les Blancs qui ont le statut d'étrangers en Afrique du Sud peuvent, comme partout ailleurs, acquérir la nationalité de leur pays d'accueil, acheter des biens immobiliers ou de la terre, jouir de l'égalité dans tous les domaines de la vie. Les Africains nés dans ce pays ne l'ont jamais pu, et ne le pourront jamais.

Au plan des droits politiques, la création de Bantoustans indépendants ne changera rien à l'apartheid. Les Africains continueront à être indésirables à l'économie de l'Afrique du Sud « blanche », et ils y auront plutôt moins de droits que dans le passé.

L'idéologie de l'apartheid veut faire croire qu'ils obtiendront alors pleine compensation dans les bantoustans pour la perte de ces

droits : là, ils recevront enfin tout leur dû des maîtres de gouvernements appartenant à leur propre race.

Certes, disent les dirigeants sud-africains, aucun bantoustan, pas même le Transkei, n'est économiquement viable. Mais combien d'Etats africains le sont-ils ? Ce raisonnement n'est pas tout à fait faux. Pour l'avenir des économies du tiers-monde, la perspective aujourd'hui la moins désespérante est celle qu'ont choisie ceux des anciens pays colonisés essayant de reconstruire leurs économies à partir d'une renaissance de l'agriculture paysanne. Comme le Cambodge en Asie, ou le Mozambique en Afrique.

**L**E Transkei n'aura même pas la possibilité de tenter cette stratégie de développement. L'agriculture paysanne, la paysannerie elle-même, ont été presque complètement détruites par le système du travail migrant. 87 % de la superficie totale des terres sud-africaines ont été occupées par les conquérants blancs, le reste étant voué à servir de réserves où l'on pourrait puiser à l'envi dans une armée de chômeurs privés de terre. Ces réserves abritaient de petits producteurs assurant tout juste leur subsistance et contraignés, pour augmenter leurs ressources, de louer leur force de travail. L'extraction minière, l'agriculture capitaliste dans les régions « blanches » et l'industrie ont fondé leur essor sur l'existence de ce vaste réservoir de main-d'œuvre docile et bon marché. Aujourd'hui, c'est ce système de réserves qu'on est en train d'institutionnaliser en créant une série d'Etats tribaux déjà connus sous le nom de bantoustans.

Privée de terres, une énorme proportion de la population des réserves doit périodiquement exporter sa force de travail. Chez eux, l'agriculture est depuis des décennies laissée au soin des vieillards, des très jeunes gens et des femmes. Les rendements sont extrêmement bas, car le système foncier favorise l'existence de parcelles minuscules. Aucune réforme agraire ne pourra se faire sans l'accord des chefs coutumiers, et le problème fait l'objet d'âpres discussions au Parlement du Transkei — où ce sont précisément ces chefs qui dominent.

En un siècle, le travail migrant et la pénurie de terres ont imprimé des marques indélébiles sur l'économie du Transkei. La région ne produit par suffisamment pour nourrir sa population et doit régulièrement importer des céréales du reste de l'Afrique du Sud. L'épargne est réduite au minimum, et la formation de capital à l'aide des ressources internes est pratiquement impossible. Comme les produits alimentaires essentiels, les capitaux doivent venir de l'extérieur. En 1965-1966, 82 % du revenu total du Transkei provenait du Trésor sud-africain ; en 1974-1975, ce pourcentage était passé à 77 %. Bien d'autres indices révèlent l'état de dépendance dans lequel se trouve le Transkei envers le gouvernement de Pretoria. En particulier, les salaires des travailleurs employés au-delà des frontières (70 % environ), et au cours des dernières années l'importance de cet apport n'a pas diminué, elle a au contraire augmenté. Néanmoins une faible part seulement de ces remises — qui atteignent dans l'ensemble 115 millions de rands (2) chaque année — circule à l'intérieur de l'économie du Transkei.

**E**NSEMBLE, le Transkei et huit autres bantoustans produisent annuellement pour 15 millions de rands de biens manufacturés destinés au marché. Leur produit agricole combiné destiné au marché n'est que de 13 millions de rands. Tous ensemble, les bantoustans ont un produit intérieur annuel par tête de 64 rands, soit un peu plus de 5 rands par mois.

Au Transkei, près de trente mille nouveaux postulants arrivent chaque année sur le marché du travail. On a créé l'an dernier trois mille cinq cent cinquante-neuf emplois. Au mieux, l'effort pourrait être porté à huit mille emplois par an.

Sur trois cent dix mille travailleurs potentiels, quelque deux cent cinquante-sept mille sont employés en Afrique du Sud. Le Transkei lui-même fournit au total quarante-huit mille emplois, dont vingt mille environ dans les services du gouvernement.

Cette économie a engendré un type de formation sociale et de système politique très particulier. Dans sa grande majorité, la population mâle employée passe tout à tour de la difficile condition de paysans sans terre à celle de salariés au-dehors, pour retourner ensuite dans la réserve afin de récupérer quelques temps. D'ordinaire pour les vieux et les plus jeunes, le Transkei doit assumer les fonctions d'un service social assurant la reproduction d'une force de travail que l'Etat central n'admet que dans sa plénitude physique. Mais les réserves sont aussi devenues un terrain d'accueil pour 1,2 million d'Africains « rapatriés » de l'Afrique du Sud blanche, et dont beaucoup vivent dans des camps d'hébergement à l'aide de subsides distribués par le gouvernement.

**S**A main-d'œuvre bon marché est pour le Transkei un argument publicitaire très poétique pour attirer le capital sud-africain et étranger. La législation du travail et le salaire minimum n'y sont pas observés. Il n'y a aucun syndicat organisé. Les dirigeants des bantoustans vantent au capital étranger les attraits de leurs pays, où ils pourront trouver une main-d'œuvre exceptionnellement bon marché et « qui ne cause pas de problème ». « A la différence de ce qui se passe en Europe, dit le chef Phatudi du Lebowa, nous ne sommes pas affligés d'un syndicalisme militant ».

A qui profitera la création des nouveaux Etats ? Les chefs remplissant des fonctions administratives et judiciaires qui leur ont été déléguées par l'Etat sud-africain se servent de plus en plus de leur pouvoir politique pour s'implanter dans les affaires et dans le système de la grande propriété. Ces dernières années, un groupe réduit de petits capitalistes a émergé, à côté de la classe des administrateurs, et commence à mener de petites affaires bénéficiant des crédits accordés par la Société financière bantou, un organisme gouvernemental. D'autres encore trouveront vite leur compte dans l'accession à l'indépendance : ceux qui appartiennent aux professions libérales, comme les avocats, les magistrats et les inspecteurs de l'enseignement, qui assumeront les postes devenus vacants, ainsi d'ailleurs qu'une nouvelle génération de diplomates chargés d'obtenir de l'étranger la reconnaissance du nouvel Etat.

En accédant à l'indépendance, le Transkei héritera de l'état d'urgence grâce auquel les chefs maintiennent déjà une paix forcée parmi leurs sujets (les chefs disposent de soixante-cinq sièges sur cent dix au Parlement du Transkei) et en vertu duquel ils ont pu interdire les réunions, de bannir les dissidents et de brûler leurs maisons. Le parti démocratique, dans l'opposition, n'a pas été en mesure d'organiser une seule réunion sur le problème de l'accession à l'indépendance, ni sur aucun autre d'ailleurs. Le chef Kaiser Matanzima, qui est à la tête du nouvel Etat, s'est toujours refusé à organiser un référendum sur le thème de l'indépendance. Son peuple est tenu à l'écart de toute consultation, lui-même estimant que ce sont ses chefs « traditionnels » qui sont ses porte-parole, même si ces chefs et leurs auxiliaires — tout comme lui-même d'ailleurs — sont depuis longtemps payés par le gouvernement sud-africain.

**L**ES vrais porte-parole du peuple africain ont fait savoir qu'il n'y avait pas de problème plus essentiel que celui du retrait forcé de la nationalité sud-africaine aux Africains qui vivent dans les villes et les centres industriels. Si le droit de vivre et de travailler en ville leur est retiré de force, en échange d'une nationalité factice à l'intérieur d'un foyer éloigné et voué à la pauvreté, il pourrait s'ensuivre un déchaînement de colère du même type que celui qui a saisi les écoliers de Soweto.

Le régime tente d'échapper à la catastrophe en désignant l'autorité qu'il détient sur la population africaine à des chefs et à des personnalités officielles noirs. Les gouvernements des bantoustans canaliseront sur eux les foudres, mais peut-être pas pour longtemps. Dans les bantoustans comme dans le reste du pays, l'apartheid essaie de se donner un nouveau visage, mais ses fondements restent intangibles.

## Dans ce numéro :

## Pages 2 et 3 :

LA CONTESTATION DANS L'ARMÉE AUX ETATS-UNIS ET EN EUROPE OCCIDENTALE, par Daniel Leconte.

## Page 4 :

Au « sommet » de Colombo : le mouvement des non-alignés va-t-il franchir le cap de l'institutionnalisation ? par Marie-Claude Côté.  
L'ennemi intérieur, cible de la troisième guerre mondiale ? par André Granon.

## Page 5 :

L'INFORMATION DANS LE TIERS-MONDE : suite de l'article de German Carnero Roque.

## Page 6 :

Portugal : la démocratie à l'épreuve de la rigueur économique, par Jean-Pierre Clere.  
Suite de l'article de Bernard Cassen : la révolution en veilleuse au Pérou.

## Page 7 :

Vietnam : pour un nouveau type de coopération scientifique avec la France, par Henri Van Regenmortel.  
Dans les revues...

## Page 8 :

Union soviétique : après la conférence des partis communistes européens, par Bernard Féron.  
Diplomatie et droit des gens, par Charles Zoryghba.

## Pages 9 à 12 :

CAPITALISME ET INEGALITES (Deuxième partie : Une politique de division). La légende d'une société sans classes, par Colin Greer. — La crise urbaine sans terrain de mobilisation populaire, par Frances Fox Piven et Richard A. Cloward. — La stratégie de l'indépendance, par Stanley Aronson. — Le prix de l'impulsion de la femme, par Carol Lopera.

## Page 13 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Culture et lutte anticoloniale en Angola, par Nicolas d'Arthuis.  
Les langues aux Nations unies, par Jacques Chevrier.

## Page 15 :

CINEMA POLITIQUE : Films d'offensive sociale au Festival de Grenoble, par Ignacio Ramonet.

## Pages 16 à 19 :

L'activité des organisations internationales.

## Page 20 :

POPULISME ET REGIME D'EXCEPTION EN INDE : Une économie minée par la crise du système politique, par Anick Lévy.

## Pages 21 à 36 :

La République unie du Cameroun : supplément.

## Page 37 :

Les livres du mois.

## Pages 38 et 39 :

LA GUERRE OUBLIEE DU BALOUTCHISTAN : reportage d'Alexandre Dastarac et Robert Darsac.

Le numéro du « Monde diplomatique » de juillet 1976 a été tiré à 114 000 exemplaires.

Août 1976

مكتبة العالم